Nations Unies S/2020/840



Distr. générale
28 août 2020
Français
Original : anglais

Note du Président du Conseil de sécurité

Au paragraphe 2 de sa résolution 2515 (2020), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) de lui présenter un rapport de mi-mandat contenant ses conclusions et recommandations.

Le Président communique donc ci-après le rapport émanant du Groupe d'experts (voir annexe).

20-10434 (F) 230920 280920



Annexe

Lettre datée du 26 août 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)

Le Groupe d’experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité a l’honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution 2515 (2020), le rapport de mi-mandat sur ses travaux.

Le rapport a été adressé le 3 août 2020 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), qui l’a examiné le 25 août 2020.

Le Groupe d’experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l’attention des membres du Conseil de sécurité et de le publier comme document du Conseil

Le Groupe d’experts créé en application
de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Pièce jointe

Lettre datée du 3 août 2020, adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution 2515 (2020), le rapport de mi-mandat sur ses travaux.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006).

Le Groupe d'experts créé en application
de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)

Résumé

En 2020, la République populaire démocratique de Corée a réaffirmé sa volonté de conserver et de développer ses programmes nucléaires et de missiles balistiques, en violation des résolutions du Conseil de sécurité. Aucun essai nucléaire n'a été annoncé depuis septembre 2017 ; cependant, la République populaire démocratique de Corée a entretenu ses installations nucléaires et poursuivi la production de matières fissiles. Elle a continué de développer les infrastructures et les capacités de son programme de missiles balistiques. Elle n'a procédé à aucun tir de missile intercontinental ou de missile à moyenne portée durant la période considérée mais en mars 2020, elle a effectué quatre tests de systèmes de missiles balistiques à courte portée, dévoilés lors des essais de 2019, en tirant au moins huit missiles. Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité a continué d'enquêter sur l'action menée par la République populaire démocratique de Corée pour se procurer à l'étranger du matériel et de la technologie destinés à ces programmes.

La République populaire démocratique de Corée a annoncé à la suite de l'épidémie de maladie à coronavirus (COVID-19) la fermeture des postes frontière et des mesures spéciales de quarantaine, qui ont entravé le transport des biens et les mouvements des personnes par voie aérienne, terrestre et aérienne. Les nationaux et les étrangers se voient généralement interdits de retour en République populaire démocratique de Corée. Tous les vols internationaux ont été suspendus pour l'heure. Les cargaisons maritimes qui avaient été réduites sans avoir été totalement suspendues ont repris. Le fret ferroviaire et les transports par la route sont limités.

La République populaire démocratique de Corée a continué de violer les résolutions du Conseil de sécurité par ses importations illicites de produits pétroliers raffinés au moyen de transferts entre navires et de livraisons directes. Les navires-citernes battant pavillon étranger qui ont effectué des livraisons directes illicites au cours de la période considérée comprenaient bon nombre de navires ayant fait l'objet d'une enquête de la part du Groupe d'experts dans son précédent rapport final, publié en mars 2020 (S/2020/151). Il a reçu le texte d'un rapport établi par 43 États Membres comportant des images, des données et des calculs, couvrant la période du 1er janvier au 30 mai 2020, dans lequel ils ont estimé que les expéditions de produits pétroliers raffinés à la République populaire démocratique de Corée durant cette seule période avaient dépassé de loin la quantité maximale de 500 000 barils, fixée par le Conseil de sécurité comme plafond annuel pour 2020. La Chine et la Fédération de Russie ont répliqué que le rapport reposait sur des hypothèses et des estimations et que les informations et les éléments de preuve qui y figuraient étaient insuffisants pour conclure à un dépassement du plafond. Les États-Unis d'Amérique ont répondu que les preuves étaient solides et suffisantes en quantité et en qualité. La République populaire démocratique de Corée et les navires battant pavillon étranger et leurs propriétaires ont poursuivi leurs pratiques de contournement élaborées.

La République populaire démocratique de Corée a continué de bafouer les résolutions du Conseil de sécurité au moyen d'exportations maritimes illicites de charbon, bien qu'elle ait gelé ce type d'exportations à titre provisoire entre la fin de janvier et le début de mars 2020. D'après les images satellites fournies par un État Membre et les informations disponibles, au cours de la période considérée, de multiples navires de la République populaire démocratique de Corée ont poursuivi

les transferts entre navires dans les eaux d'un autre État Membre et ont effectué des livraisons de charbon (voir section III). La République populaire démocratique de Corée a de nouveau tiré des recettes du transfert illicite de droits de pêche.

Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les importations de la République populaire démocratique de Corée d'articles de luxe, comme les voitures et l'alcool. Il a obtenu de nouvelles informations sur des cas qu'il avait signalés précédemment. Les importations durant la période considérée ont été sporadiques.

Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur l'accès par la République populaire démocratique de Corée aux circuits bancaires internationaux par l'entremise de ses propres agents bancaires, d'entreprises conjointes, de sociétés fictives et du recours à des actifs virtuels. Il continue d'enquêter sur la manière dont la République populaire démocratique de Corée convertit des actifs virtuels en monnaie fiduciaire et d'en rendre compte.

Le Groupe d'experts a enquêté sur les cyberactivités de la République populaire démocratique de Corée menées en violation des sanctions, principalement par le Bureau général de la reconnaissance, qui a été désigné par l'ONU. Outre le fait d'obtenir de la monnaie fiduciaire et des actifs virtuels, la République populaire démocratique de Corée a également contourné les sanctions au moyen d'attaques ciblées contre des fonctionnaires d'États Membres au Conseil de sécurité et du Groupe d'experts.

Le Groupe d'experts a enquêté pour établir si des informaticiens et autres travailleurs de la République populaire démocratique de Corée avaient été envoyés pour percevoir des revenus à l'étranger, par le Département de l'industrie des munitions, désigné par l'ONU, du Parti du travail de Corée. Il a également cherché à savoir si des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée avaient continué de percevoir des revenus à l'étranger après l'échéance du 22 décembre 2019, fixée en vue de leur rapatriement, notamment en tant qu'athlètes professionnels, membres du personnel médical, ouvriers d'usine, ouvriers en bâtiment ou employés de restaurant. À ce jour, une quarantaine d'États Membres seulement ont soumis un rapport final de mise en œuvre concernant l'obligation de rapatriement, dont le délai avait été fixé au 22 mars 2020.

Le Groupe d'experts rend compte des enquêtes qu'il mène dans le cadre des embargos et des entités désignées, notamment sur Mansudae Overseas Project Group, les représentants à l'étranger de Korea Mining Development Trading Corporation, la contrebande d'or, la tentative infructueuse, de la part de diplomates de la République populaire démocratique de Corée, d'acheter du matériel de défense, et les soupçons de coopération militaire. Le Groupe d'experts a mis à jour ses enquêtes sur les tentatives de la République populaire démocratique de Corée de tirer des revenus de l'utilisation à des fins commerciales de ses locaux diplomatiques à l'étranger.

Les résolutions relatives aux sanctions n'ont pas pour objet d'avoir des conséquences négatives pour la population civile ou de nuire aux opérations menées par les organisations humanitaires en République populaire démocratique de Corée. Il ne fait guère de doute cependant qu'elles ont des effets négatifs, même s'il est difficile de les dissocier d'autres facteurs externes ou internes. Ces effets se sont conjugués aux mesures prises en réponse à la COVID-19, qui ont également restreint la capacité de l'ONU et d'autres organisations de mener et de surveiller les opérations humanitaires dans le pays. Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) a accéléré l'examen des demandes de dérogation humanitaire liées à la COVID-19 et a fait preuve de souplesse pour ce qui est de proroger la période de dérogation.

Le Groupe d'experts recommande une série de mesures concrètes pour donner au Conseil de sécurité, au Comité et aux États Membres des outils supplémentaires afin de remédier aux difficultés et aux défaillances sur le plan de l'application des résolutions pertinentes.

Table des matières

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

I. Introduction

1. Au paragraphe 2 de sa résolution 2515 (2020), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) de présenter au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) un rapport de mi-mandat sur ses constatations et recommandations. Le présent rapport couvre la période du 8 février au 3 août 2020. Il a coïncidé avec le déclenchement de la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19), à laquelle la République populaire démocratique de Corée a réagi rapidement, en imposant des mesures de contrôle aux frontières et autres mesures (voir annexe 1).

II. Activités récentes liées au programme nucléaire et au programme de missiles balistiques

Nucléaire

2. La République populaire démocratique de Corée poursuit son programme nucléaire, notamment la production d'uranium fortement enrichi et la construction d'un réacteur à eau légère expérimental. Un État Membre a estimé qu'elle continuait de produire des armes nucléaires.

3. Plusieurs États Membres ont indiqué que l'usine d'enrichissement de l'uranium à Yongbyon était toujours en activité. Un État Membre a signalé qu'un des six dispositifs de refroidissement de l'usine avait été retiré en mars 2020 mais qu'il ne pouvait se prononcer sur la finalité ou les conséquences de cet acte. Plusieurs États Membres ont indiqué que la construction du réacteur à eau légère expérimental à Yongbyon se poursuivait (voir annexe 2). La mine d'uranium et l'usine de production de concentré d'uranium à Pyongsan sont opérationnelles (voir annexe 3).

4. Concernant la production de plutonium, le Groupe d'experts n'a aucune information indiquant une reprise de l'activité du réacteur de 5MW (e) ou de l'extraction des barres de combustible usé qui avait été irradié lors du dernier cycle d'opération entre la mi-2016 et la mi-2018, bien que le délai de suspension de l'opération soit suffisant à des fins de refroidissement et d'extraction du combustible irradié[1]. Cela pourrait être l'intervalle le plus long entre des activités liées aux campagnes de production du plutonium.

5. Au site d'essais de Punggye-ri, des activités intermittentes, notamment le déblayage de la neige, dans la principale zone d'appui administratif, le passage constant de piétons vers les portails et la présence de groupes de membres du personnel et de véhicules ont été observés au moyen d'images satellites durant la période considérée. Ces activités portent à croire que le site se trouve dans une zone restreinte et que des activités d'entretien et de surveillance y sont menées. Étant donné que, pour autant qu'on le sache, seules les entrées des tunnels ont été détruites et que rien n'indique que ceux-ci aient été intégralement détruits, un État Membre a considéré qu'une fois la décision prise, il suffirait de deux à trois mois pour reconstituer un des tunnels, réinstaller les infrastructures requises et mettre en place le dispositif d'essai (voir annexe 4).

6. Plusieurs États Membres ont estimé que la République populaire démocratique de Corée cherchait à se doter de capacités nucléaires, disant qu'au moyen de ses activités et notamment des six derniers essais, elle avait probablement élaboré des

[1] Un État Membre a indiqué que le combustible pouvait être stocké dans le bâtiment de la piscine d'entreposage des éléments combustibles du réacteur 5 MW (e) ou dans le bâtiment de stockage des barres de combustible de l'installation de retraitement.

dispositifs nucléaires miniaturisés pouvant être insérés dans les ogives de ses missiles balistiques. Un État Membre considère qu'elle pourrait chercher à pousser la miniaturisation au point d'intégrer des améliorations technologiques telles que des aides à la pénétration, voire la mise au point de systèmes d'ogives à têtes multiples.

7. Plusieurs États Membres ont déclaré au Groupe d'experts ne pas disposer d'informations confirmant que l'installation à Kangson (voir S/2019/171, par. 172) était destinée à l'enrichissement de l'uranium (voir annexe 5). Un État Membre a noté qu'il n'avait jamais observé de stockage de cylindres d'UF6 près d'un éventuel bâtiment principal de production.

8. D'après un État Membre, à la fin de 2018, le deuxième Comité économique (KPe.032) a cherché à acquérir des articles à double et multiple usage, qui pourraient servir à des programmes nucléaires et de missiles balistiques (voir annexe 6). Cela montre que la République populaire démocratique de Corée a continué de chercher à se procurer auprès de sources étrangères des articles essentiels dans le domaine nucléaire (voir S/2020/151, par. 200).

9. Il a été signalé qu'à la réunion élargie de la septième Commission militaire centrale du Parti du travail de Corée, sous la direction du Président Kim Jong Un, « de nouvelles politiques avaient été proposées en vue de renforcer la dissuasion militaire nucléaire du pays et de mettre les forces stratégiques armées en état d'alerte avancé »[2].

Missiles balistiques

10. Depuis le début de 2020, la République populaire démocratique de Corée a continué d'élaborer son programme de missiles balistiques à un rythme intense, afin de hisser les nouveaux missiles balistiques révélés en 2019 au niveau de systèmes d'armes opérationnels et de renforcer ses bases de missiles balistiques et les infrastructures industrielles liées au programme connexe, lequel reste tributaire de la prospection à l'étranger de technologies et de composants spécifiques.

11. Durant la série de quatre lancements à des fins d'essai en mars 2020, la République populaire démocratique de Corée a tiré au moins huit missiles à courte portée à propergol solide, associant des technologies de missiles balistiques et de guidage[3]. Il s'agit-là d'une fréquence d'essais plutôt élevée au cours d'une période donnée. En particulier, l'intervalle entre le tir de missiles identiques au cours d'un même essai a été considérablement réduit (voir tableau 1 et annexe 7). Les essais de 2020 étaient sans doute un exercice de mise au point ou d'entraînement, destinés à valider la performance des systèmes de missiles (voir S/2020/151, par. 194 et tableau 3, et tableau 1 ci-dessous).

---

[2] Agence centrale de presse coréenne, 24 mai 2020.

[3] Deux experts ont estimé qu'un certain flou entourait la nature et la technologie des projectiles tirés par la République populaire démocratique de Corée.

Tableau 1

Tirs de missiles balistiques ou de systèmes recourant à la technologie connexe, effectués en mars 2020 par la République populaire démocratique de Corée (les lieux d'impact des missiles sont au large de la côte orientale) (voir annexe 7)

	Date et heure (locale)	*Type signalé*	*Nombre*	*Site de lancement présumé*	*Distance parcourue présumée (en km)*	*Sommet présumé de la trajectoire (en km)*	*Observations*	*Classification de l'Agence centrale de presse coréenne*
I.	2 mars à 12 h 37	Missile balistique à courte portée (KN-25) ; identique au II et au IV (24 août, 10 septembre, 31 octobre et probablement 28 novembre 2019)	2	Secteur de Wonsan	240	35	Probablement un tir d'essai opérationnel intégré à un exercice militaire. Transporteur-érecteur-lanceur à roues doté de quatre tubes de lancement (si les photographies de l'Agence sont authentiques, les images ressemblaient à celles du 28 novembre 2019) Intervalle entre les tirs : 20 secondes	Lance-roquettes multiples – artillerie à longue portée
	Du 28 février au 2 mars	Lance-roquettes multiples (KN-09) 240 mm à 300 mm		À 14 km à l'est du secteur de Wonsan 39°9'19.66"N 127°36'26.85"E	–	–	Tirs d'artillerie et de lance-roquettes multiples à titre d'essai durant des « exercices militaires conjoints de frappe » (voir annexe 7 et figure 7-1)	Exercices conjoints militaires de frappe
II.	9 mars à 7 h 36	Missile balistique à courte portée (KN-25) ; identique au I et au IV	2 ou 3	Secteur de Sondok	200	50	Probablement un tir infructueux de KN-25. Des États Membres n'ont compté que deux missiles balistiques. Intervalle entre les tirs : 20 secondes et 1 minute	Artillerie de ligne de front à longue portée
		Lance-roquettes multiples (KN-09) 240 mm à 300 mm	2	Secteur de Sondok	–	–	Tir probable de deux KN-09	Artillerie de ligne de front à longue portée
III.	21 mars à 6 h 45 et à 6 h 50	Missile balistique à courte portée (KN-24) ; identique à	2	Secteur de Pyongan ; près de Sonchon	410	50	Trajectoire probablement en cloche puis manœuvre dilatoire « pull-up ».	Arme tactique guidée

	Date et heure (locale)	*Type signalé*	*Nombre*	*Site de lancement présumé*	*Distance parcourue présumée (en km)*	*Sommet présumé de la trajectoire (en km)*	*Observations*	*Classification de l'Agence centrale de presse coréenne*
		celui des 10 et 16 août 2019		selon un État Membre			Intervalle entre les tirs : 5 minutes	
IV.	29 mars à 6 h 10	Missile balistique à courte portée (KN-25) ; identique aux I et II	2	Secteur de Wonsan	230	30	Transporteur-érecteur-lanceur à chenilles (si les photographies de l'Agence sont authentiques, les images montraient un transporteur-érecteur lanceur à chenilles à 6 tubes au lieu d'un transporteur-érecteur-lanceur à roues à 4 tubes) Intervalle entre les tirs : 20 secondes	Lance-roquettes multiples de très gros calibre

Source : États Membres, Groupe d'experts.

12. L'activité observée depuis mai 2020 dans le bassin d'amarrage sécurisé du chantier naval de Sinpo Sud pourrait avoir trait à la manutention de missiles balistiques lancés par sous-marin ou aux préparatifs en vue d'un nouveau tir, à des fins d'essai, de missiles balistiques lancés par sous-marin. Un conteneur (de 16 à 17 mètres de long et d'environ 2,5 mètres de large, suffisamment grand pour receler un missile Pukkuksong-1 ou Pukkuksong-3), a été repéré depuis le 27 mai 2020 près d'un auvent, pratiquement au même endroit[4] où un conteneur avait été recensé le 23 septembre 2019, 10 jours avant le tir du missile balistique lancé par sous-marin le 2 octobre 2019 (voir annexe 8 et S/2020/151, annexe 58.7, figures 58.7.1 et 58.7.3).

13. Selon un État Membre, le niveau d'activité est constant dans six bases de missiles balistiques citées par le Groupe d'experts[5] (voir S/2020/151, par. 198 ; S/2019/691, annexe 32, par. 5 ; et S/2019/171, annexe 84, par. 3). Elles sont opérationnelles et bon nombre de travaux y ont cours (voir annexe 9).

14. Près de la salle de production[6] du complexe de recherche scientifique de missiles balistiques de Sanum-dong, des activités précises ont été observées de janvier à juin 2020 (voir annexe 10).

15. La modernisation de l'usine d'automobiles du 16 mars à Pyongsong (voir S/2020/151, par. 198) s'est poursuivie. Les parages du nouveau bâtiment adjacent[7] ont été nettoyés et les travaux de rénovation du bâtiment ouest continuent depuis 2018, tandis que l'activité de gros véhicules a été décelée, avec des traces de pneus à large arc, probablement laissées par un transporteur-érecteur-lanceur (voir annexe 11).

16. Des installations[8] situées à 2 kilomètres au sud-ouest de l'aéroport international de Pyongyang-Sunan, actuellement en cours de construction (surnommées « centre d'appui au missile balistique Sil-li »)[9] pourraient être liées aux infrastructures du programme de missiles balistiques. L'analyse des images satellites et la comparaison avec des centres de missiles balistiques connus, en tenant compte des bâtiments nouvellement construits, de la proximité de galeries souterraines intégrées au complexe et de l'utilisation de l'aéroport international de Pyongyang-Sunan dans le cadre du programme de missiles balistiques, laissent entendre que le site pourrait correspondre à une usine d'assemblage de missiles balistiques ou à une installation de formation (voir annexe 12).

17. La modernisation de la base de lancement de satellites à Sohae (Tongchang-ri) se poursuit, avec la rénovation, depuis le début de mars 2020, des routes et des chemins d'accès autour et à l'intérieur du site (voir annexe 13 et S/2020/151, par. 198 et annexe 62).

---

[4] Emplacement : 40°1'33.70"N 128°9'57.69"E.

[5] Souvent appelées « base d'opération du missile Sino-ri » (39°38'41.52"N 125°21'19.71"E) ; « base du missile Yeongjeo-dong » (41°19'31.57"N 127°5'42.56"E à 41°19'36.94"N 127°5'53.94"E) ; « base du missile Hoejung-ri » (41°22'44.93"N 126°54'38.16"E) ; « base d'opération du missile Kumchon-ri » (38°57'52.48"N 127°35'11.98"E) ; « base d'opérations du missile Sakkanmol » (38°36'10.20"N 126°3'57.43"E) et « base d'opération du missile Sangnam-ri »(40°50'7.46"N 128°32'47.42"E). Les coordonnées ne recouvrent pas les sites dans leur intégralité.

[6] Emplacement : 39°8'30.32"N 125°46'0.11"E.

[7] Emplacement : 39°16'52.08"N 125°52'12.76"E.

[8] Emplacement : 39°10'50.56"N 125°39'50.01"E.

[9] D'après l'analyse et le rapport conjoints du Center for Strategic and International Studies-Beyond Parallel et de Jane's en date du 5 mai 2020, le site a été qualifié d'usine d'assemblage (voir Joseph Bermudez, « Sil-li Ballistic Missile Support Facility », 5 mai 2020, consultable à l'adresse suivante : https://beyondparallel.csis.org/sil-li-ballistic-missile-support-facility).

Transfert immatériel de technologie

18. Poursuivant son enquête sur les divers moyens utilisés par la République populaire démocratique de Corée pour se doter de technologies[10] par l'entremise de transferts immatériels, comme des collaborations scientifiques internationales (voir S/2020/151, par. 201), le Groupe d'experts a recensé le risque que des chercheurs de la République populaire démocratique de Corée travaillant au sein d'équipes de rédaction de revues scientifiques et techniques cherchent à obtenir des transferts immatériels de technologie. Ils pourraient recueillir des informations ou répertorier des études ou des chercheurs précis, ainsi que des instituts scientifiques de pointe (voir annexe 14).

III. Sanctions sectorielles et maritimes

Livraisons par navires-citernes à la République populaire démocratique de Corée

Livraisons directes et transferts entre navires

19. Si les expéditions par voie maritime à la République populaire démocratique de Corée ont été touchées et provisoirement réduites, elles n'ont pas totalement cessé pendant la pandémie de COVID-19 ; le pays continue d'importer des produits pétroliers raffinés au moyen de transferts entre navires et de livraisons directes illicites. Les navires-citernes de ce pays et ceux d'autres pays ont continué de décharger du pétrole raffiné, principalement au terminal d'importation du port de Nampo, par l'intermédiaire des lignes de livraison de pétrole à l'embarcadère ou à la sortie de l'embarcadère aux bouées de pétrole[11].

20. Au paragraphe 5 de sa résolution 2397 (2017), le Conseil de sécurité a décidé que les États Membres devaient interdire la fourniture directe ou indirecte à la République populaire démocratique de Corée de tous produits pétroliers raffinés. Il a également décidé que la disposition ne s'appliquerait pas à l'achat par ce pays de produits pétroliers raffinés d'une quantité maximale de 500 000 barils[12] pour une période de 12 mois, à condition que l'État Membre notifie au Comité créé par la résolution 1718 (2006) ces cargaisons, conformément aux dispositions dudit paragraphe. Par conséquent, seules les cargaisons notifiées conformément au paragraphe 5 sont autorisées, indépendamment du fait de savoir si elles ont atteint le plafond maximal[13].

21. Le 24 juillet 2020, le Groupe d'experts a obtenu le texte d'un rapport présenté au Président du Comité par 43 États Membres (voir annexe 15). Il comprend des données (couvrant la période du 1er janvier au 30 mai 2020) sur les livraisons par navire-citerne de produits pétroliers raffinés à la République populaire démocratique

---

[10] Voir annexe 6 sur les activités récentes d'acquisition du Deuxième comité économique du Département de l'industrie des munitions.

[11] Des pipelines immergés fixés à des bouées de déchargement sont utilisés pour transférer le carburant des navires vers les terminaux du port de Nampo (voir également S/2019/171, par. 24).

[12] Le Comité n'est pas encore convenu d'un taux de conversion en ce qui concerne les notifications faites en tonne/baril (voir S/2020/151, par. 4 et note de bas de page 3). La Chine a informé le Comité de cargaisons entre janvier et mai 2020 totalisant 1 813,64 tonnes. La Fédération de Russie a avisé le Comité de cargaisons durant la période de 11 481,523 tonnes, soit une quantité maximale, pour la période, de 13 295,163 tonnes. Dans un rapport au Comité le 24 juillet 2020 (voir par. 21), 43 États Membres ont calculé que cela représentait 106 094,17 barils. Le 27 juillet, la Fédération de Russie et la Chine ont répondu que cette conversion tonne/baril n'était pas fondée, en l'absence de taux de conversion agréé par le Comité.

[13] Deux experts estiment que cette phrase ouvre la voie à une interprétation plus large de la résolution, qu'ils jugent inutile.

de Corée, ainsi que des images satellites connexes[14]. Les États Membres ont signalé un total de 56 livraisons illicites (par des navires-citernes de la République populaire démocratique de Corée et d'autres pays) de produits pétroliers raffinés à des ports en République populaire démocratique de Corée durant les cinq premiers mois de 2020, soit une baisse par rapport à 2019, durant laquelle 56 livraisons par navire-citerne avaient été effectuées au premier trimestre de l'année[15]. Malgré le faible nombre de navires, les États Membres ont estimé que le volume des livraisons illicites n'avait pas foncièrement changé, compte tenu de la proportion de pétroliers battant (anciennement) pavillon étranger dotés d'une capacité plus grande[16], ce qui aurait pu représenter de 600 000 à 1,6 million de barils[17], dépassant la quantité maximale énoncée au paragraphe 5 de la résolution 2397 (2017). Aucune des cargaisons ne semble avoir été notifiée au Comité, comme le prescrit ledit paragraphe. La Chine a répondu que le rapport du 24 juillet présenté par 43 États Membres « n'indiquait pas le volume précis de produits pétroliers raffinés dans chaque cargaison et que ses conclusions se fondaient uniquement sur des hypothèses et des estimations ». Elle a ajouté : « il n'est ni scientifique ni prudent de conclure que la quantité annuelle a été dépassée, en se fiant à des estimations ». La Fédération de Russie a répondu : le rapport « ne fournit pas d'informations objectives, précises ou vérifiables et ne comporte pas d'images probantes solides ». Les États-Unis d'Amérique ont répondu : « les images figurant dans le rapport sont solides du point de vue de la qualité et de la quantité et montrent clairement que le plafond a été franchi ». Les réponses intégrales de la Chine, des États-Unis et de la Fédération de Russie figurent à l'annexe 16.

Recommandations

22. **Le Groupe d'experts recommande à nouveau que le Comité convienne d'un taux de conversation tonne/baril en ce qui concerne les produits pétroliers raffinés[18].**

23. **Le Groupe d'experts recommande à nouveau que les États Membres signalent tout transfert connu de produits pétroliers raffinés à la République populaire démocratique, dans le plein respect de la résolution 2397 (2017).**

Méthodes de contournement

24. Les détails des méthodes de contournement employées par les navires suspects, que le Groupe d'experts a observées au cours de ses enquêtes, figurent à l'annexe 17.

---

[14] La collecte de données et d'images est conforme aux rapports antérieurs soumis au Groupe d'experts par un État Membre depuis 2018, notamment celui daté du 15 mai 2020, couvrant la période du 1er janvier au 31 mars 2020, ainsi qu'au texte faisant l'objet d'une enquête de la part du Groupe d'experts.

[15] Le nombre total de livraisons par navire-citerne, observées durant les 10 premiers mois de 2019 était de 221, d'après un État Membre (voir S/2020/151, annexe 1).

[16] D'après les calculs des États Membres au sujet du nombre total de livraisons illicites, les volumes de janvier à mai 2020 égalisaient ceux de janvier à mai 2019, au vu de la capacité plus grande des navires-citernes qui ont fait escale dans les ports de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 15 et S/2019/691, annexe 1).

[17] Les 43 États Membres ont estimé que le volume de produits pétroliers livrés à la République populaire démocratique de Corée par les navires observés en train de faire des livraisons de janvier à mai 2020 était de près de 600 000 barils lorsqu'ils étaient chargés à 33 %, de 900 000 barils lorsqu'ils étaient chargés à 50 % et de plus de 1,6 million de barils lorsqu'ils étaient chargés à 90 %.

[18] Deux experts estiment qu'il n'est pas besoin de répéter des recommandations qui figurent déjà à l'ordre du jour du Comité.

Navires battant pavillon étranger et navires au pavillon indéterminé procédant à des livraisons directes

25. Le Groupe d'experts a recommandé que les navires-citernes battant actuellement ou précédemment pavillon étranger, qui ont directement livré des produits pétroliers raffinés à la République populaire démocratique de Corée, soient inscrits sur une liste et désignés comme ayant violé le paragraphe 5 de la résolution 2397 (2017) (voir S/2020/151, par. 10 à 27, 43 et 44 et annexe 1). Les États Membres signalent que parmi ces navires-citernes, le *Bonvoy 3* (numéro OMI d'identification des navires 8978784), le *Diamond 8* (nº OMI 9132612), *le Hokong* (nº OMI 9006758), le *Sen Lin 01*, également connu sous le nom de *Kwang Chon 2* (nº OMI 8910378), le *Tianyou*, également connu sous le nom de *Sin P(h)yong 2* (nº OMI 8817007), le *Subblic* (nº OMI 8126082), l'*Unica* (nº OMI 8514306) et le *Yun Hong 8* (identité du service mobile maritime 413459380) ont poursuivi ces livraisons durant la période observée de janvier à mai 2020 (voir annexe 15)[19]. Ces navires s'exposent à des saisies lorsqu'ils entrent dans les ports ou les eaux territoriales d'autres États (voir résolution 2397 (2017), par. 9).

Navires rejoignant la flotte de la République populaire démocratique de Corée

26. Deux navires-citernes qui avaient été cités dans des rapports antérieurs du Groupe d'experts ont rejoint par la suite la flotte de la République populaire démocratique de Corée en tant que navires battant son pavillon : Le *Tianyou* a été enregistré en tant que *Sin P(h)yong 2* en août 2019[20] et le *Sen Lin 01,* qui avait été aperçu sur des images satellites comme étant en cale sèche dans une installation à Nampo le 20 août 2019 (voir S/2020/151, par. 14) a été enregistré en tant que *Kwang Chon 2* en octobre 2019[21].

Navires se mettant à effectuer des livraisons directes

27. En 2020, le *New Konk* (nº OMI 9036387) au pavillon indéterminé (voir S/2020/151, par. 32) s'est mis à livrer des cargaisons illicites directement à Nampo (voir figure I). D'après des États Membres, le navire aurait effectué des livraisons à Nampo au moins à six occasions, de janvier à mai 2020. À la suite d'un transfert entre navires, en juin 2019 avec le *Vifine* (nº OMI 9045962), un navire qui effectuait des livraisons directes, le *New Konk* a été radié du registre d'immatriculation sierra-léonais en octobre 2019[22].

---

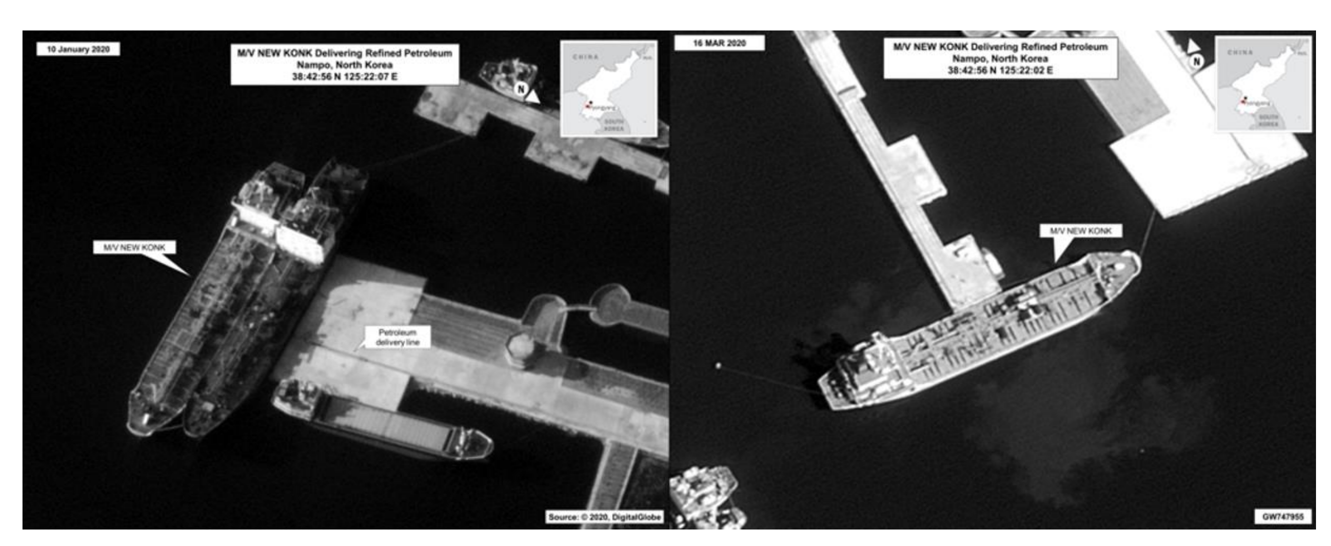
[19] Parmi les navires qui ont été observés comme ayant procédé à des livraisons directes en 2019, le *New Regent* (nº OMI 8312497), désigné, et le *Vifine* (nº OMI 9045962) n'auraient pas livré de produits pétroliers raffinés durant les cinq premiers mois de 2020, tandis que le *Viet Tin 01* (nº OMI 8508838) est immobilisé en Malaisie depuis décembre 2019.

[20] Le *Sin Pyong 2*, comme indiqué par un État Membre en mai 2020 ; le *Sin Phyong 2* a été enregistré par la suite à l'occasion d'une mise à jour dans IHS Markit sur les navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, soumise par le pays en juillet 2020 (consulté le 22 juillet 2020).

[21] *IHS Markit* (consulté le 22 juillet 2020).

[22] *IHS Markit* (consulté le 28 novembre 2019).

Figure I
***New Konk* à Nampo en train de livrer des produits pétroliers raffinés**



Source : État Membre.

28. Le *New Konk* partage les mêmes propriétaires déclarés, gestionnaires et exploitants que le *Vifine* (voir S/2020/151, par. 18, 19 et 32). Le Groupe d'experts a poursuivi ses enquêtes sur New Konk Ocean International Co. Ltd. (« New Konk Ocean »), qui est le propriétaire déclaré, gestionnaire et exploitant du navire depuis mai 2019[23]. New Konk Ocean n'a pas encore répondu aux questions du Groupe d'experts. D'après les registres de la société, une ressortissante chinoise, Mme Qian[24], en était la directrice. Le Groupe d'experts a demandé l'assistance de la Chine concernant Mme Qian et toute information dont elle pourrait disposer sur les livraisons du navire. La Chine a répondu que les enquêtes n'avaient pas été achevées à ce jour.

Poursuite des livraisons directes

29. Des navires-citernes de plus grande capacité, battant précédemment ou présentement pavillon étranger, ont été observés en train d'effectuer des livraisons multiples à la République populaire démocratique de Corée en 2020. Parmi eux se trouvait le plus grand navire-citerne de livraison directe consigné à ce jour, le *Diamond 8*, battant pavillon sierra-léonais (n^{o} OMI 9132612) et disposant d'un tonnage de port en lourd[25] qui est environ huit fois celui du *Saebyol*, également connu sous le nom de *Chong Rim 2* (n^{o} OMI 8916293), un des navires-citernes les plus actifs de la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts estime que le recours à des navires-citernes qui ont une plus grande capacité de livraison directe est une méthode plus efficace que les transferts entre bateaux, effectués par la République populaire démocratique de Corée avec des navires plus petits, avant le retour au port.

Le Diamond 8

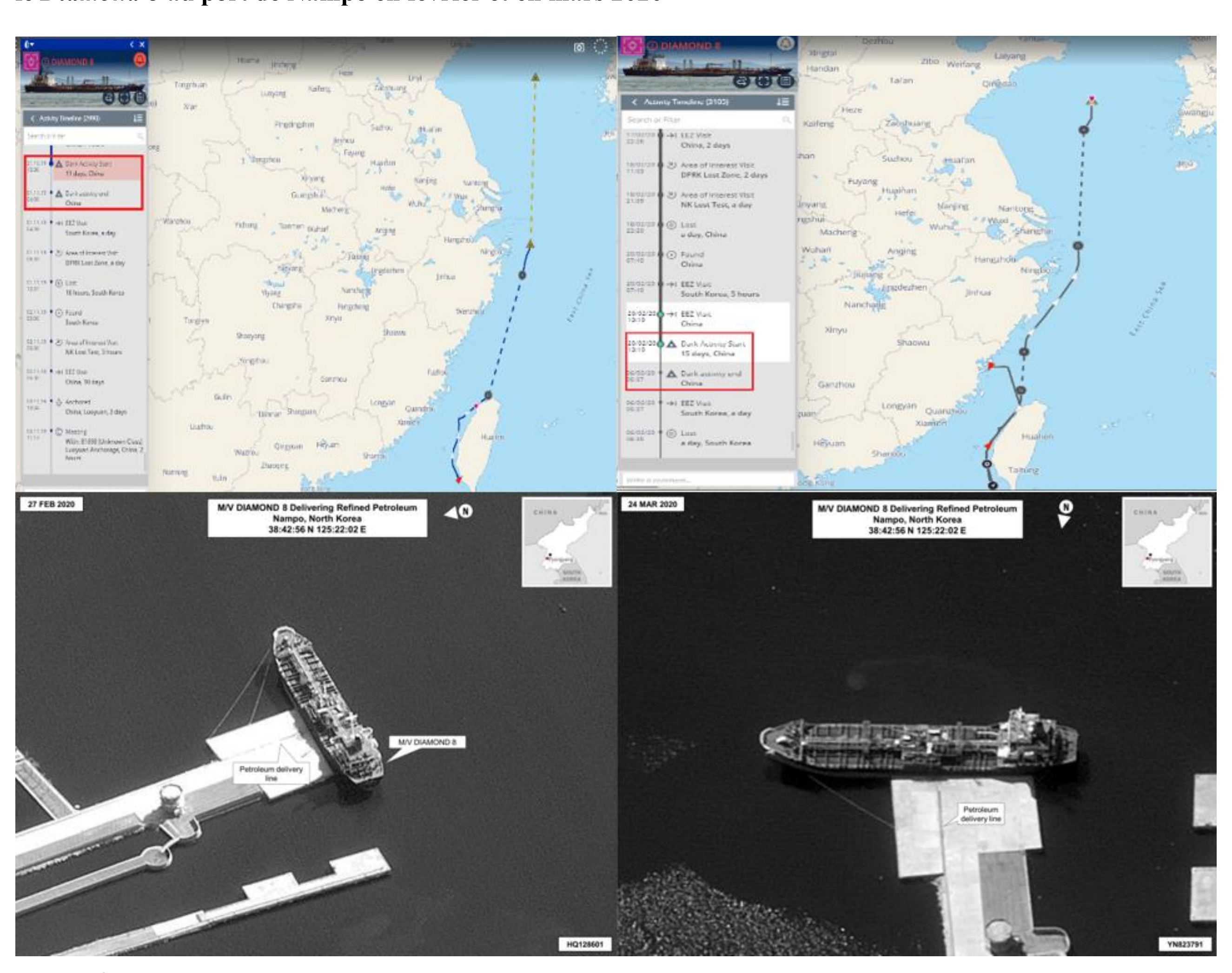
30. Le Groupe d'experts a continué d'observer le *Diamond 8* en train de mener des voyages suspects, à l'issue de la livraison de produits pétroliers raffinés à Nampo autour du 27 octobre 2019 (voir S/2020/151, par. 21 et 44 et annexe 1). D'après une

[23] Information du site Web de l'OMI.
[24] Mme Qian est citée comme étant domiciliée dans la province du Yunnan (Chine).
[25] Désigne la cargaison, les réserves, le lest, le combustible de soute et l'équipage que le navire peut transporter.

plateforme maritime commerciale, le navire n'a transmis aucun signal de son système d'identification automatique pendant 14 jours en février et pendant 10 jours en mars 2020 alors qu'il traversait la mer Jaune, direction nord. Le voyage qu'il avait effectué en février 2020 présentait clairement des similitudes avec celui d'octobre 2019 sur le plan de l'itinéraire, de l'emplacement et de la perte du signal de transmission du système d'identification automatique. Les images fournies par un État Membre ont confirmé que le *Diamond 8* avait fait au moins deux escales à Nampo en février et en mars 2020 pour livrer des produits pétroliers raffinés (voir figure II). Le Groupe d'experts a écrit à la Sierra Leone et attend une réponse. Depuis octobre 2019, le *Diamond 8* semble principalement s'attarder dans les eaux au large du port de Kaohsiung. Le 26 mai 2020, le Groupe d'experts a observé que le navire avait fait part d'une escale prévue à Nantong, plus tard dans la journée, et demandé l'assistance de la Chine.

Figure II

De gauche à droite (de haut en bas) : similitude des voyages du *Diamond 8* en octobre 2019 et en février 2020 ; le *Diamond 8* au port de Nampo en février et en mars 2020[26]



Source : État Membre et Windward.

[26] Toutes les dates attribuées à Windward dans le rapport sont en heure d'hiver de New York.

31. Le Groupe d'experts a poursuivi ses enquêtes sur les personnes et entités qui facilitent les activités du navire. Une société, Vanguard Ship Management Co. Ltd. (« Vanguard Ship »), domiciliée en Indonésie, est inscrite en tant que gestionnaire et exploitante du navire à compter de septembre 2019 et son adresse est « aux bons soins » du propriétaire déclaré du *Diamond 8*[27]. L'Indonésie a déclaré que Vanguard Ship n'était pas une société maritime inscrite à son registre, n'avait pas les licences ou autorisations nécessaires et ne figurait dans ses bases de données, pas plus que le navire (voir annexe 18).

32. Le Groupe d'experts note que d'après l'historique des données issues du système d'identification automatique, le navire opérant à ce moment sous le nom de *Royal Ace* se rendait au port de Wonsan autour du 4 juin et du 30 août 2017 et au port de Chongjin autour du 10 novembre 2017, ce qui donne l'historique des liens de commerce avec la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts n'a encore établi aucune association entre les propriétaires et les gestionnaires précédents et actuels du navire.

Transferts entre navires

33. Le Groupe d'experts estime que la République populaire démocratique de Corée continue de recourir à des transferts entre navires comme moyen principal d'obtenir des produits pétroliers raffinés et de contourner les quotas imposés par le Conseil de sécurité. On trouvera à l'annexe 19 la carte des zones dans lesquelles des navires-citernes de la République populaire démocratique de Corée ont procédé à des transferts illicites entre navires, comme l'a rapporté un État Membre, qui ont été observés par le Groupe d'experts. Il enquête sur les cas suivants d'activités illicites entre navires, menées avec des navires-citernes de la République populaire démocratique de Corée en usant de subterfuges et au moyen de transferts nocturnes en mer de Chine orientale, comme l'ont rapporté des États Membres (voir annexe 20 pour plus de détails) :

- Le *Sam Jong 2* (nº OMI 7408873)[28] et un navire non identifié autour du 9 janvier 2020.
- Le *Myong Ryu 1* (nº OMI 8532413)[29] et l'*Infinite Luck* (nº OMI 9063811) battant pavillon panaméen, autour du 10 janvier 2020. Le Panama a fourni des documents que le Groupe d'experts examine actuellement. Le propriétaire déclaré de l'*Infinite Luck's*, Uniform Shipping Co. Ltd. HK, n'a pas encore répondu aux questions du Groupe d'experts. Les enquêtes se poursuivent.

Navires immobilisés

Courageous*, également connu sous le nom de* Sea Prima

34. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur le *Sea Prima* (nº OMI 8617524), qui a procédé à un transfert entre navires avec le *Saebyol* en septembre 2019, un mois après avoir été radié du dernier registre où il était encore immatriculé[30]. Le navire a été enregistré au nom de *Courageous* en janvier 2020 et s'est mis à battre pavillon camerounais, après être resté deux mois sans pavillon[31]. Le Groupe d'experts a écrit au Cameroun concernant la situation du pavillon du navire et les informations

---

[27] Les informations relatives aux adresses figurent dans diverses bases de données maritimes, dont celles sur un autre navire inscrit sous le nom de Vanguard Ship.

[28] A fait l'objet d'un gel des avoirs et d'une interdiction d'entrée dans le port, en mars 2018.

[29] Sa désignation a été recommandée par le Groupe d'experts (voir S/2020/151, par. 40 et 46, et S/2019/171, par. 50).

[30] *IHS Markit* (consulté le 25 novembre 2019).

[31] Site Web de l'OMI.

associées relatives à son enregistrement et attend une réponse. Les autorités cambodgiennes ont immobilisé le navire lorsqu'il a été établi qu'il battait pavillon cambodgien sans l'autorité requise, autour du 6 février 2020. Le Groupe d'experts note qu'à compter d'août 2015, qui coïncide avec la fermeture du registre maritime du Cambodge, toute revendication faite par un navire selon laquelle il battrait pavillon cambodgien est fausse.

35. Il a été également établi que le navire avait reçu à cinq occasions, de 2017 à 2019, des transferts à partir de pétroliers fournisseurs plus larges. Il avait à son tour transféré les produits pétroliers raffinés vers des bateaux plus petits, dans les eaux au large de la Province chinoise de Taiwan[32]. Les autorités cambodgiennes ont rapporté que le navire avait livré directement des produits pétroliers raffinés à Nampo à une occasion et ont confirmé le rapport antérieur du Groupe d'experts au sujet d'un transfert entre navires avec un pétrolier de la République populaire démocratique de Corée. Il faudra poursuivre l'enquête pour établir si les transferts effectués vers de plus petits bateaux étaient liés à des activités de contournement des sanctions de la part de la République populaire démocratique de Corée.

36. Le navire avait à son bord un équipage de 16 personnes et ne transportait aucune cargaison de pétrole, au moment où il a été immobilisé. La documentation relative aux caractéristiques du navire (voir annexe 21) confirme que le propriétaire en est New Eastern Shipping Co. Ltd. (« New Eastern »), domiciliée à Xiamen (Chine), et que la société gestionnaire du navire est Courage Maritime[33], sise à Belize. Le propriétaire du *Courageous* et la société de gestion ne semblent pas avoir de présence commerciale en ligne et ne divulguent pas publiquement leurs coordonnées. Les informations obtenues au cours des enquêtes du Groupe d'experts montrent que le navire a été acheté en juillet 2019 au précédent propriétaire par des intermédiaires et des agents basés à Singapour et dans la ville de Kaohsiung, respectivement.

37. Les enquêtes préliminaires sur les personnes associées au *Courageous* indiquent au moins une association entre le navire et des personnes basées à Singapour. Un certain M. Kwek, dont la société a fourni des services portuaires et autres services au *Viet Tin 01* lorsque le navire était à quai, en janvier et en février 2019, aurait représenté l'acheteur, New Eastern, en prévision du transfert du navire. Le Groupe d'experts a demandé l'aide de M. Kwek sur son rôle et ses activités concernant le navire, ainsi que sur New Eastern ou ses associés. Ce dernier a répondu que du fait de la pandémie de COVID-19 en cours, tout procédait au ralenti et a déclaré qu'il fournirait une réponse.

38. Une société maritime basée dans la ville de Kaohsiung (company-KC) aurait servi d'agent pour représenter New Eastern. La company-KC a répondu qu'elle ne connaissait pas New Eastern, n'avait aucune idée des contacts établis avec elle ou ses représentants et avait fait office de « société maritime seulement pour permettre au navire de jeter l'ancre en septembre » (2019). Elle a indiqué également que le relevé des paiements et les coordonnées bancaires demandés par le Groupe d'experts pour les services rendus au *Courageous* n'étaient « pas disponibles », ce qui a suscité de nouvelles demandes de clarifications de la part de ce dernier. Les enquêtes se poursuivent.

Le Viet Tin 01

39. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur l'escale du *Viet Tin 01* (nº OMI 8508838) battant pavillon vietnamien à Nampo autour du 26 février 2019 et sur les

[32] Deux experts estiment que cette information peut être étayée davantage.

[33] La société figure dans la base de données maritimes en tant que compagnie titulaire de son attestation de conformité et gestionnaire technique.

personnes et entités qui ont facilité ses activités (voir S/2020/151, par. 43 et annexe 12 et S/2019/691, par. 10 à 12). D'après M. Kwek, sa société (« company-K ») avait été désignée par le propriétaire du navire (Viet Trust Shipping Corporation ou « Viet Trust », sise au Vietnam) et par son affréteur (Happy Shipping Co. Ltd. sise en Chine), pour servir d'agent maritime portuaire, au moment il s'est retrouvé à quai à Singapour, du 31 janvier au 3 février 2020. Le propriétaire et l'affréteur lui avaient donné pour instruction de déclarer sur le certificat de dédouanement portuaire que le port d'escale suivant serait Hong Kong (Chine) avant qu'il ne lève l'ancre (voir annexe 22)[34]. D'après des documents datés entre le 29 janvier et le 1er février 2019, l'acheteur de produits pétroliers raffinés à bord du *Viet Tin 01* était T Energy International Co. Ltd. (« T Energy »). Le Viet Nam avait préalablement informé le Groupe d'experts que le propriétaire du navire avait été victime d'une appropriation et d'une utilisation frauduleuses et illégales de la part d'entités étrangères.

40. T Energy a acheté des produits pétroliers raffinés à bord du *Viet Tin 01* de Continental Platform Pte. Ltd. (« Continental Platform ») à la suite de la résiliation du contrat entre la company-K et T Energy en novembre 2018[35]. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur les écarts entre le virement fait par T Energy sur un compte de la company-K libellé en dollars des États-Unis et le montant transféré par la company-K à un compte libellé en dollars singapouriens appartenant à Continental Platform. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse de M. Kwek ou de T Energy à la suite de ses demandes répétées. Il continue de retracer l'historique de la cargaison du navire.

41. La Malaisie a confirmé que le *Viet Tin 01* était immobilisé depuis le 8 décembre 2019 au motif qu'il présenterait un risque d'obstruction alors qu'il était ancré dans une voie de navigation maritime. Mis à part le journal de passerelle (entrées de juillet à août 2019), le journal des ordres nocturnes permanents du capitaine (entrées de septembre 2018 à juin 2019) et la liste des membres d'équipage, aucun dossier pertinent, généralement conservé à bord du navire, n'a été trouvé en ce qui concerne les documents d'expédition et de navigation, les communications et les certificats demandés par le Groupe d'experts, qui note que les dates du journal de passerelle dépassent la période sur laquelle porte son enquête. Le journal des instructions nocturnes ne comporte pas d'entrée les 26 et 27 février 2019 ; il y est indiqué que le navire « se dirige vers la mer Jaune » et « la mer de Bohai » immédiatement avant et après ces dates. Le Groupe d'experts note que d'autres registres et documents non répertoriés à bord du navire pourraient éclairer l'emplacement du navire autour de ces dates.

42. Les autorités malaisiennes ont adressé une lettre par l'entremise de l'agent maritime du navire, pour demander que son propriétaire le reprenne et le déplace. Ce dernier, se disant dans l'incapacité de voyager pour des raisons de santé, a déclaré qu'il comptait le vendre pour régler les montants dus et les frais engagés. La vente du navire à un nouveau propriétaire a été parachevée en mars 2020, l'idée étant de préparer le navire avant son départ de Malaisie à la fin d'août 2020. Lors d'une audience au tribunal en juin 2020, le juge a infligé des amendes à la suite de deux infractions relevées à la charge du propriétaire, dont s'est acquitté son agent maritime. Le propriétaire s'est vu infliger une amende pour le coût de récupération du navire, à régler avant la mainlevée.

---

[34] Le navire a transmis par la suite plusieurs destinations avant de se rendre à Nampo. Les données de surveillance du voyage dans les bases de données commerciales maritimes auxquelles le Groupe d'experts a eu accès n'indiquent aucune entrée dans un port ou une proximité du navire avec les destinations portuaires signalés.

[35] Selon M. Kwek.

43. En comparant les documents reçus de diverses parties, le Groupe d'experts note que le capitaine du *Viet Tin 01,* un ressortissant du Myanmar, a le même nom, la même nationalité et la même date de naissance que le capitaine du *Courageous*. Deux autres membres d'équipage qui étaient à bord du *Viet Tin 01* figurent également sur la liste des membres d'équipage du *Courageous*[36]. Les enquêtes se poursuivent.

Exportations maritimes de la République populaire démocratique de Corée

44. Les violations des résolutions du Conseil de sécurité interdisant l'exportation de charbon de la République populaire démocratique de Corée persistent. Un État Membre a signalé que les exportations de charbon avaient été suspendues vers la fin de janvier jusqu'à la fin de mars 2020, ce qui coïncidait avec les restrictions signalées publiquement par la République populaire démocratique de Corée au commerce et aux déplacements internationaux, pour enrayer la propagation de la COVID-19. Si la plupart des navires de ce pays qui transportaient déjà du charbon à l'époque ont poursuivi leurs expéditions, des dizaines semblent avoir jeté l'ancre hors de la porte d'écluse de Nampo durant la période de suspension, ce qui a très probablement entraîné une diminution du nombre d'expéditions d'articles faisant l'objet de sanctions, qui ont été échangés au cours de la période. Le Groupe d'experts a relevé un phénomène semblable de navires qui semblaient s'attarder le long du fleuve de Taedong (voir annexe 23). Le même État Membre a signalé que des navires de la République populaire démocratique de Corée avaient commencé à importer une aide humanitaire, comme des aliments et des engrais, de la Chine, durant la période de suspension[37].

45. Selon l'État Membre, la République populaire démocratique de Corée a repris les exportations de charbon à la fin de mars 2020 lorsque trois navires ayant chargé du charbon à Chongjin se sont dirigés vers la zone de Ningbo-Zhoushan et l'ont déchargé dans les eaux territoriales de la Chine. Les activités d'exportation de charbon depuis les ports fluviaux du Taedong ont repris à la fin d'avril 2020. Le laps de temps qui s'est écoulé avant la reprise des exportations de charbon par la République populaire démocratique de Corée est conforme aux mouvements de navires observés dans les cas faisant l'objet d'une enquête.

46. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur la présence de multiples navires de la République populaire démocratique de Corée dans les eaux au large de Ningbo-Zhoushan, où ils ont continué d'être observés à un moment donné (voir S/2020/151, par. 69 et S/2019/691, par. 19). Dans les images satellites fournies par un État Membre, on voit quelques navires de la République populaire démocratique de Corée en train de charger du charbon dans les ports de Nampo et de Taean, avant d'arriver dans les eaux de la Chine, où plusieurs d'entre eux ont été observés à quai, les panneaux de chargement ouverts, révélant semble-t-il la présence de charbon (voir

[36] Le *Courageous* a été enregistré sur Windward comme se rendant du port de Kaohsiung à la mi-février 2020 au port de Sihanoukville (Cambodge) après une interruption, sur le plan de la transmission du signal du système d'identification automatique, qui avait duré d'août à décembre 2019.

[37] Durant cette période, le Groupe d'experts a observé bon nombre de navires de la République populaire démocratique de Corée transmettre des signaux de système d'identification automatique alors qu'ils voguaient depuis ce pays vers des ports de Chine. Bon nombre de ces navires n'avaient transmis aucun signal du système d'identification automatique depuis un moment ; la période la plus longue avait duré deux ans.

annexe 24). Bon nombre de ces navires ont été enregistrés à quelques kilomètres[38] de la côte chinoise (voir annexe 25)[39].

47. D'après l'État Membre, depuis que la République populaire démocratique de Corée a repris les exportations de charbon, au moins 32 de ses navires ont quitté le pays, transportant du charbon, 33 expéditions au moins ayant été effectuées au 7 mai 2020. L'État Membre a estimé que la vaste majorité de ces cargaisons, voire toutes, ont été livrées à la Chine et déchargées dans la zone de Ningbo-Zhoushan au moyen de transferts entre navires.

48. Les images satellites commerciales, les données en accès libre et les estimations du Groupe d'experts sont généralement conformes aux informations fournies par l'État Membre. Bon nombre de navires de la République populaire démocratique de Corée qui, comme l'a observé l'État Membre, avaient effectué des livraisons étaient ceux dont le Groupe d'experts avait établi qu'ils avaient transféré ou transbordé leur charbon. Ils comptent parmi eux le *Kal Ma* (nº OMI 8503228) (voir S/2019/171, annexe 13), le *Jang Un* (nº OMI 8822260) (ibid., annexe 15), le *Phyong An* (nº OMI 8606410) (voir S/2020/151, figure 15), le *Jin Hung 9* (nº OMI 9035967) (ibid., annexe 15), l'*Un Bong 2* (nº OMI 8913186) (voir S/2018/171, par. 59), le *Hae Song 1* (nº OMI 8995990) (voir S/2020/151, figure 15), le *Su Song* (nº OMI 9024889) (voir S/2019/691, par. 19), le *Nam Dae Chon* (nº OMI 9138680) (voir S/2019/171, annexe 15) et le *Ji Nam San* qui a été désigné (nº OMI 9114555) (voir S/2018/171, par. 59), ce dernier ayant fait l'objet de sanctions par le Conseil de sécurité en 2018 pour avoir transbordé du charbon de la République populaire démocratique de Corée alors qu'il naviguait sous le nom d'*Ul Ji Bong 6*. Dans certains cas, des navires de ce pays se trouvaient aux côtés de chalands, de barges et de pontons-grues qui servent normalement à décharger des cargaisons au cours de transferts entre navires en mer. Aucun des navires n'apparaît sur les plateformes maritimes commerciales comme transmettant des signaux du système d'identification automatique pendant les périodes d'enquête concernées, la plupart d'entre eux n'ayant pas transmis de tels signaux pendant un laps de temps considérable[40], ce qui indique que la République populaire démocratique de Corée continue d'éviter de fournir des données relatives au suivi des itinéraires et des eaux où ses navires font du commerce.

Le Kal Ma *et le* Jang Un

49. Le *Kal Ma* (nº OMI 8503228) a été enregistré sur des images satellites comme chargeant du charbon autour du 21 avril 2020 à Taean (République populaire démocratique de Corée). Un autre navire de ce pays, le *Jang Un* (nº OMI 8822260), a été aperçu le même jour en train de charger du charbon à Nampo. D'après des images satellites, les deux navires ont jeté l'ancre dans la zone de Ningbo-Zhoushan autour du 3 mai 2020, date à laquelle l'État Membre a estimé que les navires avaient déchargé leur charbon (voir figure III). Le *Kal Ma* et le *Jang Un* sont cités dans des rapports antérieurs du Groupe d'experts, comme ayant exporté du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée (voir S/2019/171, annexes 13 et 15).

---

[38] On voit sur des images satellites des navires de la République populaire démocratique de Corée qui sont en train de jeter l'ancre à un mille marin, soit à moins de 2 kilomètres, du littoral chinois.

[39] Deux experts estiment que les informations figurant dans ce paragraphe et le paragraphe suivant peuvent être étayées davantage.

[40] Une interruption d'au moins un an dans la transmission des signaux du système d'identification automatique.

Figure III
De gauche à droite (de haut en bas) : le *Kal Ma* et le *Jang Un* chargent du charbon en avril 2020 ; les deux navires ont jeté l'ancre près de Ningbo-Zhoushan en mai 2020 ; le *Jang Un* effectue un transfert entre navires au large du golfe du Tonkin en septembre 2018



Source : un État Membre ; carte : le Groupe d'experts ; plateforme maritime commerciale : Windward, annoté par le Groupe d'experts.

50. Le Groupe d'experts a enquêté également sur les navires suivants de la République populaire démocratique de Corée à Ningbo-Zhoushan en avril 2020 et a demandé l'aide de la Chine (voir annexe 26) :

- Le *Jin Hung 9* (nº OMI 9035967) exportant du charbon de la République populaire démocratique de Corée en avril 2020 ;
- Le *New Dawn* (nº OMI 9135494) effectuant un voyage suspect et transmettant de faux identifiants de janvier à février et d'avril à mai 2020.

51. La Chine a répliqué qu'en ce qui concernait les navires cités dans les lettres du Groupe d'experts, suspectés d'effectuer des transferts entre bateaux, les enquêtes n'avaient pas encore abouti. Elle a ajouté que s'il s'avérait que des navires, personnes ou entités étaient impliqués dans des transferts illégaux entre bateaux, ils seraient poursuivis par les autorités chinoises, conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

Transfert de vraquiers vers des navires de la République populaire démocratique de Corée menant des activités illicites

Tae Pyong, *également connu sous le nom de* Great Wenshan

52. Le Groupe d'experts enquête sur le transfert du *Tae Pyong*, également connu sous le nom de *Great Wenshan* (nº OMI 9018751) vers la République populaire démocratique de Corée en 2020[41] ainsi que sur l'exportation illicite de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée. Dans ses résolutions, le Conseil de sécurité interdit à ce pays d'acheter directement ou indirectement, au moyen de la fourniture, de la vente ou du transfert, de navires neufs ou d'occasion, ainsi qu'à des non-nationaux de posséder, de louer, d'exploiter, d'affréter ou de fournir des services d'équipage et d'autres services aux navires de la République populaire démocratique de Corée. L'affaire met en évidence le voyage inaugural du navire vers ce pays et le changement d'identifiant, peu après qu'il avait été radié du registre d'immatriculation d'un pays tiers, et la manipulation de l'identifiant au cours des voyages du navire à destination et en provenance de la République populaire démocratique de Corée, afin de transporter son charbon ; et les informations limitées sur le propriétaire et le gestionnaire.

53. À la fin de décembre 2019, le *Great Wenshan*, qui battait précédemment pavillon panaméen, a transmis des signaux du système d'identification automatique hors du port de Xiamen (Chine), une destination inconnue étant indiquée sur « l'ordre », avant qu'il ne quitte la zone du port[42]. L'historique des itinéraires du navire a montré qu'il opérait principalement depuis décembre 2018 en mer de Chine méridionale et dans des parties de la mer de Chine orientale, ce qui montrait que le voyage du navire vers le nord, en direction de la mer Jaune, autour du 29 décembre 2019, s'écartait de son itinéraire commercial habituel. Le navire, qui avait été radié des registres d'immatriculation du Panama, le 5 janvier 2020, avait transmis un signal du système d'identification automatique autour du 6 janvier 2020 à Nampo. À un moment donné en 2020, le navire a changé de nom et est devenu le *Tae Pyong*, battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée.

Manipulation des identifiants du navire

54. Les données de transmission du système d'identification automatique indiquent qu'un navire ayant les mêmes identifiants que le *Tae Pyong*, transmettant en tant que *Pak*, a fait une escale au port de Nampo autour du 24 avril 2020, s'est dirigé vers les eaux de la baie de Hangzhou (Chine) trois jours plus tard et est retourné ensuite en République populaire démocratique de Corée autour du 4 mai 2020. Il a continué de manipuler ses identifiants, se faisant passer notamment pour un autre navire, et a transmis par la suite en tant que *Tae Phyong*[43]. Au cours des enquêtes du Groupe d'experts, un État Membre a fourni des images satellites, montrant le *Tae Pyong* en train de charger du charbon à Nampo autour du 18 janvier 2020 et continuant d'en charger sur le fleuve Taedong jusqu'en avril 2020, quand il s'est rendu dans la zone de Ningbo-Zhoushan. L'État Membre a estimé que le *Tae Pyong* avait déchargé son charbon dans les eaux de la Chine (voir figure IV). Le navire est retourné en République populaire démocratique de Corée autour du 5 mai 2020. Le navire, qui transmet un signal en tant que *Pak*, a effectué un trajet semblable vers la zone de Ningbo-Zhoushan le 30 mai 2020 et est retourné en République populaire démocratique de Corée cinq jours plus tard.

---

[41] Bases de données maritimes et site Web de l'OMI.

[42] Windward.

[43] Nom changé en *Tae Phyong,* comme indiqué dans *IHS Markit* (consulté le 22 juillet 2020).

Figure IV

Trajets effectués par le *Tae Pyong* pour exporter du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée



Source : État Membre ; carte : le Groupe d’experts ; plateforme commerciale maritime : Windward, annoté par le Groupe d’experts.

Données limitées concernant la propriété

55. Great Wenshan Shipping Co. Ltd[44] (« Great Wenshan Shipping ») était inscrit en tant que propriétaire déclaré du navire depuis septembre 2018, tandis que Fujian Hengfeng Shipping Co. Ltd[45] (« Fujian Hengfeng Shipping ») était décrit comme le gestionnaire, l’exploitant, le gestionnaire technique et la compagnie titulaire de l’attestation de conformité du navire. Aucune des sociétés ne semble avoir de présence commerciale en ligne. Le Viet Nam a confirmé que le navire avait été vendu et livré à Great Wenshan Shipping en novembre 2018. Le Panama a confirmé que le navire, qui voguait sous le nom de *Great Wenshan*, avait été radié du registre d’immatriculation national le 5 janvier 2020 au motif qu’il avait été vendu à une autre entité ayant une adresse différente à Hong Kong et signalé un changement de pavillon au registre d’immatriculation d’un pays tiers[46]. Les enquêtes se poursuivent.

---

[44] En chinois : 偉山航運有限公司.

[45] En chinois : 福建省恒丰船务有限公司.

[46] Le Groupe d’experts note que le navire a transmis, une fois à Nampo, des signaux comme relevant de la République populaire démocratique de Corée, au lendemain de sa radiation des registres d’immatriculation du Panama.

56. Le registre des sociétés de Hong Kong indique un M. Liu[47] en tant que directeur de Great Wenshan Shipping et un autre M. Liu[48] en tant que principal actionnaire de Fujian Hengfeng Shipping. Le Groupe d'experts a écrit à Great Wenshan Shipping et à Fujian Hengfeng Shipping et demandé l'aide de la Chine, qui a répondu que les enquêtes n'avaient pas été achevées. Le propriétaire déclaré du navire et la société de gestion n'ont pas encore répondu aux questions du Groupe d'experts.

Le Samzin 8 *et le* Ri Hong

57. Le *Samzin 8* (nº OMI 8810578) et le *Ri Hong* (nº OMI 9162318) sont aperçus sur des images satellites aux côtés d'autres navires de la République populaire démocratique de Corée autour du 29 avril 2020 à proximité d'îles près de la zone de Ningbo-Zhoushan (voir annexe 24). Le *Samzin 8* a été également aperçu autour du 3 mai 2020 aux côtés d'autres navires de ce pays dans le même secteur. Un État Membre a estimé que les navires déchargeaient du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée dans la zone de Ningbo-Zhoushan. L'analyse du Groupe d'experts faite à partir d'informations reçues et de documents en accès libre est conforme dans l'ensemble aux estimations de l'État Membre. La Sierra Leone a informé le Groupe d'experts que le *Samzin 8* avait été radié de son registre d'immatriculation en mai 2016 du fait de son entrée illégale dans un pays faisant l'objet de sanctions (la République populaire démocratique de Corée). Le navire battait pavillon de la République populaire démocratique de Corée sous le nom de *Sam Jin 8* depuis août 2019[49]. Le Panama a confirmé que le *Ri Hong* avait été radié de son registre d'immatriculation le 20 décembre 2019 au motif de son transfert à un autre pavillon[50]. Un État Membre a estimé depuis qu'il s'agissait d'un navire de la République populaire démocratique de Corée.

58. Ji Chen International Trading Co. Ltd. (« Ji Chen International »), le propriétaire déclaré du *Samzin 8,* partageait l'adresse du registre commercial de dizaines d'autres sociétés dont Uniform Shipping, le propriétaire déclaré de l'*Infinite Luck* (voir par. 33)[51]. Ji Chen Ship Management Co. Ltd. (« Ji Chen Ship ») était cité comme le bénéficiaire effectif du navire et gérait et opérait le *Samzin 8* depuis juillet 2015[52]. Le Groupe d'experts note que Ji Chen Ship a précédemment géré des navires, avant qu'ils n'intègrent la flotte de République populaire démocratique de Corée en 2016 et 2017, notamment le *Kum Song 3* (nº OMI 8661850) et le *Kum Song 7* (nº OMI 8739396).

59. Le propriétaire déclaré du *Ri Hong*, Li Hong Shipping Co. Ltd. (« Li Hong Shipping »)[53] est cité comme étant « aux bons soins de » Hong He Shipping Co. Ltd. (« Hong He Shipping »), la société de gestion du navire et la compagnie titulaire de son attestation de conformité étant domiciliées dans la province de Shandong (Chine). Les propriétaires et les sociétés de gestion susmentionnés du *Samzin 8* et du *Ri Hong* n'ont pas encore donné suite aux demandes du Groupe d'experts.

60. Le Groupe d'experts enquête également sur le *Su Ri Bong* battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, également connu sous le nom de *Pu*

[47] M. Liu, membre de Great Wenshan Shipping, est inscrit comme étant domicilié dans la province de Fujian (Chine).

[48] M. Liu, membre de Fujian Hengfeng Shipping, est inscrit comme étant domicilié à Shanghai (Chine).

[49] *IHS Markit* (consulté le 23 juillet 2020).

[50] Le site Web de l'OMI indique que le navire vogue sous un pavillon indéterminé. Le Groupe d'experts a écrit au registre d'immatriculation cité et attend une réponse.

[51] Le navire a été radié des registres d'immatriculation de Hong Kong en janvier 2018.

[52] *IHS Markit* (consulté le 1er juin 2020).

[53] Li Hong Shipping, domicilié à Dalian (Chine), constitué en société nationale non résidente aux Îles Marshall de janvier 2014 à juin 2020.

Zhou (précédemment le *Fu Xing 12*) (nº OMI 8605727), qui avait exporté du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée (voir S/2020/151, par. 73 à 77). Le Groupe d'experts a demandé des informations à la Chine sur l'acquéreur déclaré du navire, ses voyages et ses cargaisons ; aux Philippines concernant le directeur de Honour Sail Limited, société de gestion du navire, constituée aux Îles Vierges britanniques, une fois qu'il a été vendu ; et à une société de gestion sise à Kaohsiung, qui aurait servi de compagnie titulaire de son attestation de conformité pendant une brève période, lorsque le navire battait pavillon sierra-léonais[54]. La Chine a répondu que les enquêtes n'avaient pas encore été achevées et que s'il s'avérait qu'un navire, une personne ou une entité avait participé à des transferts illégaux entre bateaux, il serait poursuivi par les autorités chinoises, conformément aux lois et aux règlements en vigueur. Les Philippines ont répondu qu'elles fourniraient des informations dès qu'elles seraient disponibles. La société de gestion a déclaré ne pas connaître le propriétaire du navire et avoir passé un contrat pour fourniture de services de gestion de la sécurité, par l'entremise d'un agent chinois (voir annexe 27).

Transfert de droits de pêche

61. D'après les informations fournies par un État Membre, la République populaire démocratique de Corée continue de vendre des droits de pêche à des entités dans un pays tiers, ce qui les autorise à opérer dans ses eaux. L'État Membre a constaté que 70 bateaux de pêche environ s'étaient dirigés vers les eaux de la République populaire démocratique de Corée jusqu'à la fin de mai 2020. Des messages auraient également été postés sur un site Internet, pour demander à des bateaux de pêche au calmar d'opérer dans les eaux de la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts a confirmé le texte d'une publicité communiqué par l'État Membre, affichée à la fin de mars 2020 par un titulaire de compte Internet. Dans la publicité, on voit le texte d'un contrat-type et un certificat émis par une chambre de commerce en République populaire démocratique de Corée qui confirme que Songsan Trading Company à Pyongyang avait été avalisée par les autorités nationales et obtenu le droit de mener des activités de pêche conjointement dans les eaux de la République populaire démocratique de Corée. Sur le contrat posté en ligne, le salaire d'un membre d'équipage par mois est d'au moins 2 500 yuan[55], la stipulation étant que la contrepartie étrangère fournisse 100 bateaux de pêche et des navires d'appui (voir annexe 28). Les enquêtes se poursuivent.

Recommandations

Au Comité

62. **Le Groupe d'experts recommande la désignation du navire suivant, pour violation du paragraphe 5 de la résolution 2397 (2017) :**

- *New Konk* (nº OMI 9036387), battant anciennement pavillon sierra-léonais

63. **Le Groupe d'experts recommande de nouveau, comme il l'avait fait au paragraphe 44 du document S/2020/151, que les navires cités ci-après soient désignés pour violation du paragraphe 5 de la résolution 2397 (2017). Hormis le *Viet Tin 01* (nº OMI 8508838), qui a été immobilisé[56] et le *Vifine* (également connu sous le nom de *Tealway FV*) (nº OMI 9045962), les navires suivants cités au paragraphe 44 susmentionné ont continué de livrer du pétrole raffiné à la République populaire démocratique de Corée durant la période considérée de**

[54] De juillet à septembre 2019 (*IHS Markit*).

[55] Soit 356 dollars (taux en cours le 8 juillet 2020).

[56] À compter de décembre 2019.

janvier à mai 2020, violant de manière persistante le paragraphe 5 de la résolution 2397 (2017)[57] **:**

- **Le *Bonvoy 3* (nº OMI 8978784), sous pavillon indéterminé ;**
- **Le *Diamond 8* (nº OMI 9132612), battant pavillon sierra-léonais ;**
- **Le *Hokong* (nº OMI 9006758), battant anciennement pavillon sierra-léonais ;**
- **Le *Kwang Chon 2* (précédemment *Sen Lin 01*) (nº OMI 8910378), battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée ;**
- **Le *Sin P(h)yong 2* (précédemment *Tianyou*) (nº OMI 8817007), battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée ;**
- **Le *Subblic* (nº OMI 8126082), battant anciennement pavillon sierra-léonais :**
- **L'*Unica* (nº OMI 8514306), battant anciennement pavillon sierra-léonais ;**
- **Le *Yun Hong 8* (numéro d'identité du service mobile maritime 413459380), battant pavillon chinois.**

Aux États Membres, en matière de meilleures pratiques concernant les activités de la République populaire démocratique de Corée

64. Le fait que des navires-citernes n'appartenant pas à la République populaire démocratique de Corée continuent de livrer directement des produits pétroliers raffinés à ce pays montre qu'il importe de renforcer la diligence raisonnable exercée par les registres d'immatriculation du pavillon, les propriétaires et les exploitants de navires ainsi que les entités maritimes connexes. Le Groupe d'experts recommande aux États Membres et au secteur d'envisager les meilleures pratiques suivantes.

Échange d'information parmi les États du pavillon

65. **Le Groupe d'experts recommande que les registres d'immatriculation du pavillon envisagent d'adhérer au Pacte d'échange d'informations sur les registres, une initiative du Panama, des Îles Marshall et du Libéria**[58] **qui officialise l'échange d'informations pour alerter les États du pavillon concernant les navires qui pourraient susciter des préoccupations, en ce qui concerne l'application des sanctions, de façon à refuser éventuellement des demandes d'adhésion.**

Promotion de la transparence

66. **Le Groupe d'experts rappelle qu'il avait recommandé que les États Membres s'emploient à réunir les données d'identification et les coordonnées de toute personne qui est propriétaire de l'entité étrangère à laquelle appartient le navire ou exerce un contrôle sur cette entité et de communiquer l'information au Groupe d'experts qui en fait la demande, afin de faciliter les enquêtes sur les réseaux de contournement des sanctions, au moyen de l'utilisation de sociétés fictives comme propriétaires déclarés.**

---

[57] Deux experts estiment qu'il n'est pas besoin de réaffirmer des recommandations qui figurent déjà à l'ordre du jour du Comité.

[58] Auxquelles se sont joints les registres de Saint-Kitts-et-Nevis, des Comores, du Honduras, des Palaos et de Vanuatu à compter d'avril 2020.

Systèmes d'identification automatique et système d'identification et de suivi des navires à grande distance

67. **Le Groupe d'experts recommande que les États Membres encouragent leur secteur maritime à suivre les meilleures pratiques qui ont déjà été adoptées par les secteurs connexes, à savoir les sociétés d'assurance et de réassurance des navires, les sociétés de négoce de produits de base, les banques et les registres d'immatriculation, qui enquêtent sur les informations faisant état de manipulation des systèmes d'identification automatique, des systèmes d'identification et de suivi des navires à grande distance et des systèmes de surveillance des transpondeurs, avant la signature de nouveaux contrats ou au moment de l'examen d'activités commerciales en cours.**

68. **Le Groupe d'experts recommande également que les États Membres encouragent les autorités de contrôle de l'État du port, les autorités maritimes et les autorités des services d'organisation du trafic maritime, à promulguer et à surveiller l'obligation de maintenir la diffusion des signaux du système d'identification automatique de la part des navires-citernes et des vraquiers qui gagnent ou quittent leur juridiction, conformément à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, et à envisager d'enquêter sur la validité des navires suspectés de falsifier ses identifiants, ainsi que sur ses activités, pour s'assurer qu'ils ne sont pas en violation des résolutions relatives aux sanctions.**

Renforcement de l'examen

69. **Le Groupe d'experts recommande de nouveau que les États Membres veillent à ce que les autorités portuaires et autres autorités concernées renforcent la surveillance des chalands et des pontons-grues qui peuvent servir lors de transferts vers des navires de la République populaire démocratique de Corée, notamment la vérification de l'origine de leur cargaison et des documents officiels de transport, notamment dans les lieux où la présence de navires de la République populaire démocratique de Corée a été signalée.**

70. **Le Groupe d'experts recommande que tout État Membre qui reçoit des cargaisons de charbon à des fins de livraison ou de transbordement prenne des mesures renforcées pour valider les documents de transport ayant trait à ces cargaisons.**

71. **Le Groupe d'experts recommande que les États Membres restent vigilants pour ce qui est du mouvement de navires faisant le commerce de produits interdits ou frappés de restrictions, en particulier dans les eaux dans lesquelles des transferts illicites entre navires se sont déjà produits.**

Statistiques commerciales de la République populaire démocratique de Corée

72. Le Groupe d'experts continue d'analyser les exportations et les importations de la République populaire démocratique de Corée, faites en violation des résolutions, à partir de la carte des statistiques du commerce publiée par le Trade Map du Centre du commerce international (CCI) (voir annexe 29 pour l'intégralité des résultats obtenus par le Groupe d'experts à la suite de ses enquêtes). En 2019, la République populaire démocratique de Corée a enregistré une augmentation de ses exportations mais son déficit commercial s'est creusé, comparé à 2018 (voir tableau 2).

Tableau 2
Commerce de la République populaire démocratique de Corée (2017-2019)
(en milliers de dollars des É.-U.)

	2017	*2018*	*2019*
Exportations	2 059 244	336 637	414 346
Importations	3 555 782	2 326 272	2 718 854
Balance commerciale	**(1 496 538)**	**(1 989 635)**	**(2 354 508)**

Source: Trade Map du CCI (consulté le 24 juin 2020).

73. Le Groupe d'experts note l'effet de la fermeture des frontières du pays au premier semestre de 2020 (voir annexe 1) et l'absence de la Foire commerciale internationale semestrielle de Pyongyang durant cette période. D'après les informations des États Membres, le pays continue d'exporter de manière illicite des produits de base comme le charbon, qui n'apparaît pas dans la base de données commerciales internationales (voir par. 44 à 60). Cela pourrait expliquer comment le déficit commercial croissant, ces dernières années, a été partiellement compensé.

IV. Embargos, entités et personnes désignées, et travailleurs à l'étranger

Embargos

La Tchéquie, un autre État membre de l'Union européenne et le Nigéria

74. Il ressort d'un article de presse du 29 janvier 2020[59] qu'en 2012 et 2013, les services de renseignements tchèques ont réussi à faire échouer des tentatives d'achat d'armes par la République populaire démocratique de Corée, notamment en déjouant un complot de trafic d'armes monté par un de ses ressortissants.

75. En réponse aux demandes de renseignements adressées par le Groupe d'experts, la Tchéquie a dit qu'entre 2012 et 2013, un secrétaire de la section économique et commerciale de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée en République tchèque et un secrétaire de la section économique et commerciale de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée dans un autre État membre de l'Union européenne avaient cherché à déterminer dans quels États membres de l'Union européenne des moteurs T-54 et T-55, des pièces détachées pour des véhicules blindés BMP-2, BRDM et BTR, des pièces détachées pour avions à réaction et des drones de reconnaissance étaient disponibles. La Tchéquie a coopéré avec des partenaires étrangers pour mettre au jour ces activités durant leur phase préparatoire ; il n'y a eu aucune violation des sanctions imposées par l'ONU.

76. Un autre État membre de l'Union européenne a répondu que Hong Yong Su, alors premier secrétaire au commerce et aux échanges de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée dans le pays, cherchait à acheter des pièces détachées pour armes dans le but de les expédier vers un pays d'Afrique.

77. D'après un État Membre, M. Hong était ou est membre du Bureau général de reconnaissance (KPe.031) de la République populaire démocratique de Corée. On

[59] Oliver Hotham, « Czech gov't foiled North Korean arms smuggling plot, intelligence service says », NK News, 29 janvier 2020.

pense que M. Hong se trouvait au Nigéria en janvier 2020. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse du Nigéria.

Contrebande d'or entre la République islamique d'Iran et les Émirats arabes unis

78. Concernant les activités de contrebande d'or et d'espèces entre l'aéroport de Téhéran et l'aéroport de Doubaï (Émirats arabes unis) auxquelles des fonctionnaires de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Téhéran se livraient (voir annexe 30 et S/2020/151, par. 108), le Groupe d'experts a obtenu des informations selon lesquelles trois ressortissants iraniens qui se trouvaient aux Émirats arabes unis, soupçonnés d'être impliqués dans ce réseau de contrebande, possédaient plusieurs comptes bancaires en Chine et en Bulgarie, à leurs noms et à ceux de membres de leur famille. La Chine a répondu que deux de ces trois personnes avaient ouvert des comptes en Chine. À compter de novembre 2018, tous leurs comptes avaient été clôturés. Ces personnes, leurs comptes et leurs transactions n'étaient pas liés à des individus ou des entités désignés par le Conseil de sécurité et n'avaient rien à voir avec la République populaire démocratique de Corée. La Bulgarie a répondu que ces Iraniens possédaient plusieurs sociétés et comptes bancaires en Bulgarie. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse des trois ressortissants iraniens à ses demandes de renseignements[60].

Coopération militaire en République arabe syrienne

79. Selon un État Membre, en août 2019, des techniciens de la République populaire démocratique de Corée ont fait des travaux dans une unité syrienne de missiles sol-air SA-3 (S-125) en République arabe syrienne. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse à la demande de renseignements qu'il a adressée à la République arabe syrienne.

3M et DuPont

80. Il ressort d'un article de presse[61] que certains travailleurs de quarantaine de la République populaire démocratique de Corée ont été vus à la télévision centrale coréenne en mars 2020 qui portaient des combinaisons de protection 3M contre les matières dangereuses, notamment ce qui semble être la combinaison de protection contre les produits chimiques 4570 et la combinaison de protection jetable 4510, ainsi que deux modèles différents de combinaisons Tyvek, de DuPont, contre les matières dangereuses (voir figures V et VI).

81. En réponse aux demandes de renseignements adressées par le Groupe d'experts, 3M et DuPont ont répondu qu'ils n'étaient pas en mesure de vérifier si les combinaisons aperçues étaient bien les leurs et ont insisté sur le fait qu'ils respectaient le droit interne et n'exportaient pas leurs produits vers les pays visés par des sanctions (voir annexes 31 et 32).

---

[60] Mohammad Mehrchian (né le 23 février 1969), Mohsen Fahad (né le 5 juin 1981) et Heidar Saheh (ou Saheb) Farajidana (Faraji-Dana) (né le 23 septembre 1976).

[61] Jeongmin Kim, « North Korean quarantine workers wearing U.S.-brand protective suits: state media », *NK News*, 19 mars 2020.

Figure V
Des travailleurs de quarantaine de la République populaire démocratique de Corée portant ce qui semble être une combinaison de protection 4570 de 3M



Source : Télévision centrale coréenne.

Figure VI
Un agent de santé publique de la République populaire démocratique de Corée portant ce qui semble être une combinaison de protection Tyvek de DuPont



Source : catalogue Sogwang et Tyvek de DuPont.

Utilisation abusive des biens des ambassades

82. Le Groupe d'experts a enquêté sur des tentatives visant à utiliser les biens des ambassades de la République populaire démocratique de Corée pour générer des revenus, en violation du paragraphe 18 de la résolution 2321 (2016), dans laquelle le Conseil de sécurité a décidé que tous les États Membres interdiraient à la République populaire démocratique de Corée d'utiliser des biens immobiliers qu'elle possède ou

loue sur leur territoire à des fins autres que des activités diplomatiques ou consulaires[62].

Allemagne

83. Le Groupe d'experts a enquêté pendant plusieurs années sur les activités illicites menées par l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée en Allemagne pour générer illégalement des revenus. En réponse aux demandes de renseignements adressées par le Groupe d'experts, l'Allemagne a affirmé que le tribunal administratif de Berlin avait confirmé l'ordonnance de fermeture du City Hostel situé dans les locaux de l'ambassade (voir annexe 33), lequel avait cessé ses activités au début du mois de mai 2020.

Pologne

84. Le Groupe d'experts a demandé à la Pologne des précisions concernant des informations selon lesquelles certaines entités commerciales continuaient d'utiliser les biens diplomatiques de la République populaire démocratique de Corée à des fins commerciales. Dans sa réponse, la Pologne a expliqué que dans le cadre d'une approche interinstitutions coordonnée, les locaux des représentations diplomatiques de la République populaire démocratique de Corée n'étaient plus utilisés à des fins commerciales.

Roumanie

85. Le Groupe d'experts a demandé à la Roumanie de lui fournir des informations complémentaires actualisées sur la location, à la société IMA Partners SRL, de biens immobiliers appartenant à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse. La Roumanie a communiqué précédemment des informations sur la modification de ses instruments de sanction interne de manière à pouvoir imposer une amende.

Bulgarie

86. Le Groupe d'experts a demandé des informations à la Bulgarie sur la base de données et d'images donnant à penser que la société propriétaire de la « Terra Residence » continuait de louer ce qui semblait être l'ancienne résidence de l'ambassadeur, qui avait fait l'objet d'une enquête du Groupe d'experts. En outre, une société appelée « Lora Catering » (voir annexe 34) a été présentée comme exerçant des activités à cette adresse. La Bulgarie a demandé un délai supplémentaire pour mener l'enquête requise, en raison de la pandémie de COVID-19.

Recommandation

87. **Le Groupe d'experts recommande que les États Membres soient attentifs aux mesures que les missions diplomatiques de la République populaire démocratique de Corée pourraient prendre en vue d'utiliser leurs biens afin d'en tirer des revenus illégaux.**

Application de l'interdiction relative aux articles de luxe

88. Le Groupe d'experts note que la République populaire démocratique de Corée a continué de chercher à obtenir des articles de luxe en contournant l'interdiction énoncée à l'alinéa a) iii) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006). Il a également obtenu de nouvelles informations concernant de précédentes enquêtes.

[62] Voir le rapport précédent du Groupe d'experts S/2018/171, par. 203 à 210.

89. La fermeture des frontières et des circuits commerciaux, y compris ceux du marché noir, pendant une grande partie du premier semestre de 2020 a limité la capacité de la République populaire démocratique de Corée d'importer des articles de luxe. La décision qu'auraient prises les autorités de la République populaire démocratique de Corée de limiter les importations de « biens non essentiels », y compris les articles électroniques[63], a empêché également les entités commerciales de faire entrer des articles de luxe pour la vente au détail ; une autorisation spéciale était nécessaire, réservée aux biens destinés à la consommation des plus hauts responsables en République populaire démocratique de Corée. Dans la plupart des cas, des entités désignées étaient concernées.

90. Les enquêtes du Groupe d'experts montrent que le pays garde la capacité de se procurer des automobiles de luxe, souvent par le biais de chaînes d'approvisionnement élaborées, bien que la plupart des programmes relatifs au contrôle du respect des dispositions des constructeurs[64] visent à faire obstacle aux échanges commerciaux avec la République populaire démocratique de Corée. Par exemple, d'après les informations reçues d'un État Membre, en 2020, la République populaire démocratique de Corée a continué d'essayer d'importer des limousines Mercedes-Benz de la classe S en faisant appel à des entreprises basées dans des pays tiers.

Audi

91. Le Groupe d'experts a reçu des informations concernant la présence de voitures de la marque Audi en République populaire démocratique de Corée, notamment une photographie montrant une voiture de cette marque, réservée aux personnes très importantes, dans la station de montagne de Masikryong (voir annexe 35). Le constructeur a informé le Groupe d'experts que ce modèle Q7 avait été fabriqué de 2012 à 2015 et qu'il ne pouvait pas déterminer l'origine de ce véhicule en particulier (voir annexe 36). Néanmoins, le Groupe d'experts sait que l'on trouve de nombreuses voitures de la marque Audi en République populaire démocratique de Corée.

Mercedes-Benz

92. Poursuivant son enquête sur l'importation illégale, en République populaire démocratique de Corée, de deux véhicules Mercedes-Benz de la classe S 600 Sedan Long Guard VR9, le Groupe d'experts a obtenu des informations complémentaires concernant la chaîne d'approvisionnement (voir annexe 37). European Cars & More a informé le Groupe d'experts de ses transactions avec Logistica & Spedizioni, responsable de l'expédition des véhicules hors de l'Union européenne (voir annexe 38), et a précisé avoir vendu à Logistica un certain nombre de voitures de luxe des marques utilisées par les dirigeants de la République populaire démocratique de Corée (voir annexes 39 et 40). Logistica, pour sa part, n'a pas répondu aux demandes de renseignements du Groupe d'experts.

Toyota

93. Le Groupe d'experts a pris note des images publiques de dirigeants de la République populaire démocratique de Corée utilisant des véhicules japonais Lexus Luxury Sedan (LS) 460L et Lexus LX 570, ainsi qu'un autobus Toyota Coaster comme bureau mobile. D'après les informations reçues de Toyota Motor Corporation, le modèle Lexus LS a été produit au Japon d'octobre 2009 à juin 2012. Toyota a

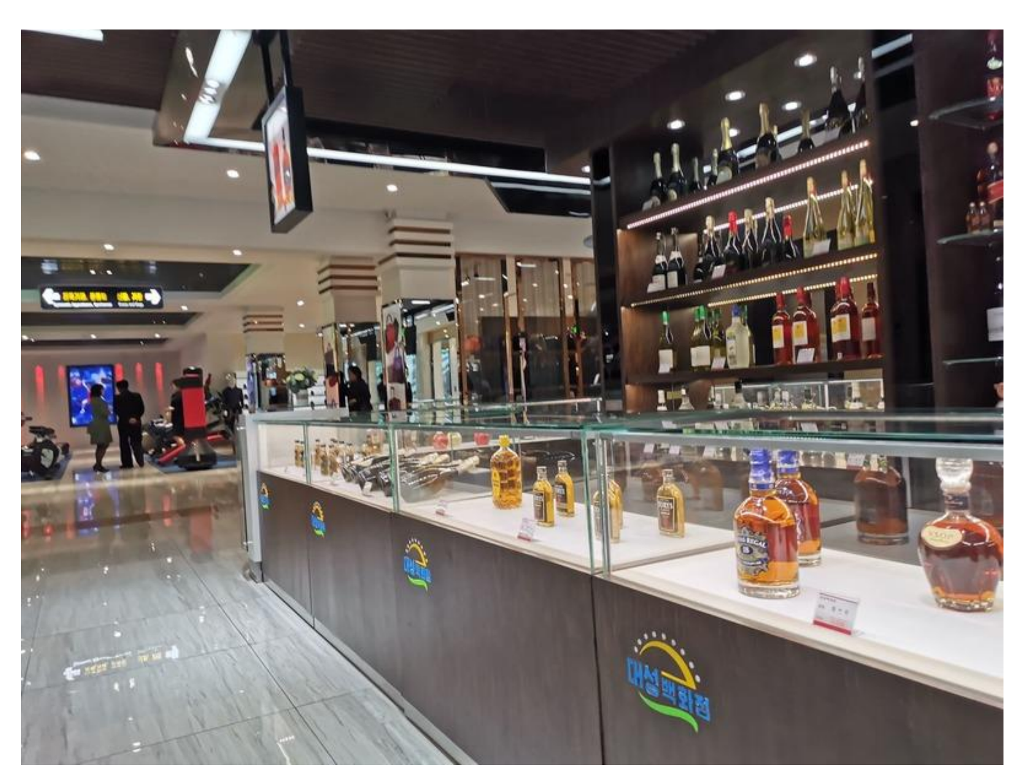
[63] Jeong Tae Joo, « N. Korea announces all « trivial » imports restricted until end of year », *Daily NK*, 23 avril 2020.

[64] Notamment ceux des fabricants des automobiles ayant fait l'objet d'une enquête.

affirmé ne pas fabriquer de version blindée de la Lexus LS et ne pas adapter non plus le modèle Lexus LS de manière à ce qu'il puisse être blindé par une tierce partie.

94. D'après les informations dont dispose le Groupe d'experts, les expéditions vers la République populaire démocratique de Corée de boissons alcoolisées – whisky, cognac, brandy, vodka, vin et bière (tous les États Membres ne classent pas les mêmes boissons alcoolisées comme des produits de luxe) – depuis le début de l'année 2020 ont été irrégulières.

Figure VII
Boissons alcoolisées importées en vente au grand magasin Daesong à Pyongyang



Source : Koryo Tours.

95. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête concernant la société Dalian Myunghae International Trade Co. Ltd.[65]. Selon un État Membre, cette société a déjà été impliquée dans la fourniture de produits de luxe à la République populaire démocratique de Corée. D'après des informations provenant de sources publiques[66], la société s'est concentrée sur le marché de la République populaire démocratique de Corée et ses propriétaires ont un registre des opérations impliquant des navires désignés et concernant des opérations commerciales interdites avec la République populaire démocratique de Corée. La société, ainsi que certaines succursales basées

[65] Adresse : Suite 2102 (ou, selon les autres informations disponibles, 202), Wenyuan Hotel, district de Zhongshan, Dalian, province de Liaoning (Chine).

[66] Helen Koo, Edmund Xu et Samuel Rubenfeld, « Beer shipments uncap multi-million dollar North Korea trade network: how a multinational trade network defied U.N. sanctions and moved millions », Kharon, 26 avril 2020. Disponible à l'adresse suivante :https://brief.kharon.com/updates/beer-shipments-uncap-multi-million-dollar-north-korea-trade-network/?utm_medium=email&_hsmi=87215898&_hsenc=p2ANqtz-9u2KEsSaVxyJtmKD0HIRAD9u87XBmp-lTuCOKD3kcKUTckluePmEkRq2VJcAfrKFD7iqHY&utm_content=87215898&utm_source=hs_email

à l'adresse enregistrée pour Dalian Myunghae, ont importé des marchandises, notamment des articles de marque et de l'électronique, dans l'optique éventuelle de les réexporter vers la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts n'a reçu aucune réponse de la société. La Chine a répondu que, sur la base des informations fournies par le Groupe d'experts, aucune violation n'avait été constatée.

96. Singapour a informé le Groupe d'experts de la poursuite des procédures judiciaires engagées dans les affaires concernant la fourniture illégale, avec le concours des sociétés singapouriennes « T Specialist » et « OCN », d'articles de luxe au magasin Bugsae, en République populaire démocratique de Corée, sur lesquelles le Groupe d'experts a enquêté (voir S/2019/171, par. 142 à 144 et annexe 72, et S/2020/151, par. 157, 161 et 162), y compris les verdicts pertinents (voir annexes 41 et 42).

Recommandations

97. **Le Groupe d'experts renouvelle sa recommandation selon laquelle le Comité devrait établir une liste plus détaillée des articles de luxe interdits (si possible, avec les codes spécifiques de marchandises du Système harmonisé), pour examen par le Conseil.**

98. **Le Groupe d'experts renouvelle sa recommandation selon laquelle les États Membres devraient encourager leurs entreprises et ressortissants qui exportent des articles de luxe à inclure une disposition contractuelle afin d'empêcher toute revente à des pays soumis à des sanctions.**

99. **Le Groupe d'experts renouvelle sa recommandation selon laquelle les États Membres devraient harmoniser leurs listes de contrôle des exportations pour qu'elles cadrent avec la liste des articles de luxe interdits.**

100. **Le Groupe d'experts renouvelle sa recommandation selon laquelle les États Membres et les organisations concernées devraient encourager les entreprises d'expédition et de transport à établir un système complet de contrôle des destinataires, compte tenu des risques de réexpédition.**

Entités et personnes désignées

Représentants de Korea Mining Development Trading Corporation (KPe.001) en République islamique d'Iran

101. Un État Membre a informé le Groupe d'experts que des représentants de Korea Mining Development Trading Corporation, Ha Won Mo et Kim Hak Chol, se trouvaient tous deux en République islamique d'Iran au début de 2020 (voir S/2020/151, par. 106). M. Kim continue d'utiliser le passeport nº 108210148, mais il semble que M. Ha utilise maintenant le passeport n° 108210147 au lieu du passeport nº 836310022 (ibid., annexe 24). Le Groupe d'experts n'a pas reçu de réponse de la République islamique d'Iran.

Mansudae Overseas Project Group of Companies (KPe.050) (Mansudae)

Chine

102. Le Groupe d'experts a interrogé la société Xi'an Ronghuang Cultural Media Co. Ltd.[67] au sujet de la possession des œuvres d'art du Mansudae exposées à Hong Kong

[67] Nom en chinois : 西安荣皇文化传媒有限公司. Adresse : Building 1, Pioneer Plaza, No. 48, Keji Road, High-tech Zone, Xi'an, province du Shaanxi (Chine).

en décembre 2019 (voir S/2020/151, par. 102). Un(e) certain(e) « Jin » a dit avoir loué les œuvres d'art du Mansudae mais ne pas en avoir acheté depuis août 2017.

République de Corée

103. En réponse aux demandes de renseignements adressées par le Groupe d'experts, la République de Corée a répondu qu'en ce qui concerne l'œuvre d'art de Mansudae saisie à l'aéroport d'Incheon, qui avait été achetée par des membres de la Fédération mondiale de l'association coréenne du commerce lors de leur visite à Pyongyang en novembre 2018 (voir S/2019/691, par. 40), les autorités avaient enquêté sur certains membres accusés de violations du droit interne de la République de Corée. À l'issue de l'enquête, plusieurs membres de la fédération ont été poursuivis et condamnés à une amende. La République de Corée a ajouté que, conformément à sa loi de procédure pénale, elle ne pouvait divulguer d'informations complémentaires dans chaque affaire.

Namibie

104. En ce qui concerne le fait que Kim Tong Chol, ancien représentant de M.O.P. Architectural & Technical Service (Namibia), filiale de Mansudae en Namibie, soit revenu plusieurs fois sur le territoire namibien, l'Angola a informé le Groupe d'experts que l'intéressé était entré sur son territoire depuis l'Éthiopie le 8 août 2018 avec un visa officiel et un passeport de service, et qu'il était parti pour la Namibie le 24 août 2018 (voir annexe 44). En janvier 2020, la Namibie a informé le Groupe d'experts que la République populaire démocratique de Corée lui avait proposé de vendre à un fonds d'affectation spéciale contrôlé par elle (la Namibie) les deux biens immobiliers qui avaient été gelés par les autorités nationales car ils appartenaient à la filiale de Mansudae dans le pays. Le Groupe d'experts a demandé à la Namibie de lui communiquer des informations complémentaires, rappelant que le but de la visite de M. Kim était la vente de ces biens (voir S/2019/691, par. 35).

Construction de statues au Bénin et en Guinée

105. Le Groupe d'experts a obtenu des informations sur de possibles projets de construction de statues en bronze au Bénin et en Guinée dans lesquels Mansudae pourrait être impliqué, sous une fausse identité (voir annexe 45).

Département de l'industrie des munitions (KPe.028)

106. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les activités illégales du Département de l'industrie des munitions, organisation chargée des politiques et du contrôle des programmes nucléaires et de missiles de la République populaire démocratique de Corée, y compris sur l'envoi à l'étranger d'informaticiens et d'autres travailleurs par l'intermédiaire de sociétés commerciales qui lui étaient subordonnées[68]. Selon un État Membre, les travailleurs dépêchés par le Département de l'industrie des munitions sont entrés dans plusieurs pays en 2019 pour y travailler et y sont restés en 2020 en violation des résolutions pertinentes, souvent avec l'aide des missions diplomatiques de la République populaire démocratique de Corée[69].

---

[68] Pour une liste des sociétés commerciales de la République populaire démocratique de Corée subordonnées au Département de l'industrie des munitions, voir annexe 46.

[69] Pour les informations communiquées par les États Membres sur le *modus operandi* des informaticiens de la République populaire démocratique de Corée en Chine et dans la Fédération de Russie, voir annexe 47.

Informaticiens en Chine

107. Sur la base des informations communiquées par un État Membre, le Groupe d'experts a enquêté sur quatre groupes d'informaticiens de la République populaire démocratique de Corée opérant à Yanji, dans la province de Jilin (Chine). Selon ces informations, les groupes étaient tous subordonnés au Département de l'industrie des munitions, les informaticiens sont restés en Chine au début de 2020, en violation des résolutions pertinentes, et deux groupes étaient étroitement liés à une société nommée Yanji Silver Star Network Science and Technology Co. Ltd (Yanji Silver Star)[70].

108. D'après les informations communiquées, un premier groupe de 16 informaticiens se trouvait dans le parc industriel scientifique et technologique de la zone de développement de Yanji ; il est presque certain qu'il travaillait pour Yanji Silver Star et qu'il a gagné près d'un million de dollars en 2019. Un deuxième groupe, composé de 15 informaticiens, a été transféré du Cambodge dans le nord-est de la Chine en janvier 2020, avec l'aide de Yanji Silver Star[71]. Kim Ryu Song, chef d'une délégation d'informaticiens subordonnée au Département de l'industrie des munitions, dirigeait un troisième groupe de sept informaticiens et supervisait une autre équipe de cinq personnes ; tous se trouvaient encore en Chine au début de 2020. La quatrième équipe, composée de sept informaticiens et dirigée par Kwon Kwang Ho, est arrivée à Yanji en août 2019 et s'y trouvait encore au début de 2020.

109. En réponse aux demandes de renseignements adressées par le Groupe d'experts, la Chine a affirmé qu'elle avait appliqué à la lettre les dispositions de la résolution du Conseil de sécurité sur le rapatriement de tous les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée qui percevaient des revenus à l'étranger. Le 22 décembre 2019, tous les contrats de travail des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée en Chine avaient expiré. La Chine a présenté également des rapports sur l'application des mesures prévues au paragraphe 8 de la résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité. Elle continue d'enquêter sur le cas des informaticiens de la République populaire démocratique de Corée employés par la société Yanbian Silverstar Network Technology Co. Ltd.. Le Cambodge n'a pas encore répondu à la demande d'informations du Groupe d'experts.

110. Sur la base d'informations communiquées par un État Membre, le Groupe d'experts a enquêté également sur la société Dalian Xinlu Science and Technology Co. Ltd.[72]. D'après ces informations, la société est liée à un ressortissant de la République populaire démocratique de Corée, Ma Tong Hyok, qui serait un important chef des services informatiques basé à Dalian[73] et qui, en septembre 2019, a fait entrer en Chine des informaticiens supplémentaires de la République populaire démocratique de Corée avec Kim Han-su, autre informaticien de la République

---

[70] Selon le Groupe d'experts, Yanji Silver Star Network Technology Co. Ltd. est un prête-nom de Yanbian Silverstar Network Technology Co. Ltd. (nom en chinois : 延边银星网络科技有限公司), société qui, selon un État Membre, a été créée par le Département de l'industrie des munitions (voir S/2020/151, par. 123 à 125). D'après cet État Membre, Yanji Silver Star a aidé des centaines d'informaticiens de la République populaire démocratique de Corée à entrer en Chine en 2019.

[71] Selon l'État Membre, il y a tout lieu de penser que ces informaticiens ont affirmé aller en Chine pour étudier ou faire un stage industriel.

[72] En chinois : 大连欣路科技有限公司.

[73] Selon les informations communiquées par un État Membre, M. Ma collaborait avec la République populaire démocratique de Corée et d'autres chefs de services informatiques du pays en Chine pour renvoyer temporairement en République populaire démocratique de Corée des informaticiens afin de leur délivrer de nouveaux visas ou permis de travail, avant de les faire revenir en Chine. M. Ma et les équipes d'informaticiens de la République populaire démocratique de Corée qu'il a supervisées se trouvaient encore en Chine à la fin de janvier 2020. M. Ma collaborait avec des personnes et des entités basées en Chine pour trouver du travail dans le domaine de l'informatique.

populaire démocratique de Corée basé en Chine et responsable de plusieurs équipes dans le pays. « Korea Corporation of Information Technology » était le nom de l'entité utilisée pour envoyer ces informaticiens en Chine, et il y a tout lieu de penser que ces derniers étaient subordonnés au Département de l'industrie des munitions. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse à sa demande de renseignements.

111. Le Groupe d'experts a enquêté sur la société Jinse Guangmang Ltd Technology, basée à Shenyang[74], sur la base d'informations communiquées par un État Membre selon lesquelles Ri Il Jin, ressortissant de la République populaire démocratique de Corée qui collaborait avec un individu basé dans un pays tiers pour accéder frauduleusement à des sites Web de travail indépendant et de paiement dans le domaine de l'informatique, était associé à un bureau de Shenyang dans lequel se trouvait Jinse Guangmang. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse de la société.

Autres travailleurs relevant du Département de l'industrie des munitions en Chine

112. Selon les informations communiquées par un État Membre, la société Korea Changgwangsan Trading Corporation, subordonnée au Département de l'industrie des munitions, a envoyé environ 500 travailleurs de la République populaire démocratique de Corée à la société Hunchun Laboni Apparel Co. Ltd.[75] dans la province de Jilin, où ils se trouvaient encore en mars 2020. Le Groupe d'experts dispose d'autres informations corroborantes[76] concernant la présence, en mars 2020, de travailleurs dans une usine sur les murs de laquelle étaient placardées des affiches de propagande politique de la République populaire démocratique de Corée[77]. La société n'a pas encore répondu à la demande de renseignements du Groupe d'experts concernant la présence de travailleurs de la République populaire démocratique de Corée dans son usine.

Informaticiens en Fédération de Russie

113. Le Groupe d'experts a enquêté sur trois groupes d'informaticiens de la République populaire démocratique de Corée présents sur le territoire de la Fédération de Russie, dont deux sont subordonnés au Département de l'industrie des munitions. Selon les informations communiquées par un État Membre, un premier groupe d'une cinquantaine d'informaticiens de Vladivostok a gagné environ 230 000 dollars des États-Unis en mars 2020. Il était encadré par deux ressortissants de la République populaire démocratique de Corée : Ri Kyong Sik (passeport nº 927332193) et Pak Kwang Hyok. Ri était responsable de six équipes de développeurs de logiciels. Un deuxième groupe, également subordonné au Département de l'industrie des munitions, et dirigé par Jang Ho Yong, menait des activités dans le pays en mars 2020. Le troisième groupe, composé d'une quinzaine d'informaticiens, a gagné environ 40 000 dollars en février 2020. Il était dirigé par Ri Yong Min, dont l'adresse serait 9 Kyrlatyy Pereulok, à Vladivostok.

114. En réponse aux demandes de renseignements adressées par le Groupe d'experts, la Fédération de Russie a dit que plusieurs groupes de travailleurs migrants de la République populaire démocratique de Corée se trouvaient sur le territoire du Primorié à un moment donné, mais que la majorité de leurs membres, dont Ri Kyong Sik, Pak Kwang Hyok et Ri Yong Min, avaient quitté le pays à la fin de 2019

[74] En chinois : 沈阳金色光芒科技有限公司.

[75] En chinois : 珲春拉波尼服饰有限公司.

[76] Voir https://www.sohu.com/a/382387060_100143758 (consulté le 29 juillet 2020).

[77] Deux experts sont d'avis que ces informations et toute image que l'on pourrait voir à partir du lien fourni dans la note de bas de page ci-dessus sont spéculatives et ne permettent pas de tirer de conclusion.

conformément à la résolution 2397 (2017). Les autres n'avaient pas pu rentrer en République populaire démocratique de Corée après la fin de leur contrat dans la Fédération de Russie, les transports à destination et en provenance de la République populaire démocratique de Corée étant suspendus en raison de la pandémie de COVID-19. Les enquêtes se poursuivent.

Activités menées par le Département de l'industrie des munitions au Viet Nam

115. Le Groupe d'experts a enquêté sur diverses activités illégales menées par Kim Su Il (date de naissance : 4 mars 1985 ; passeport n° 108220348; date d'expiration : 18 mai 2023), agent du Département de l'industrie des munitions opérant au Viet Nam. Selon un État Membre, M. Kim s'occupe des achats pour le Département de l'industrie des munitions depuis 2016. Il serait toujours basé à Hô Chi Minh-Ville et continuerait de mener des activités économiques, commerciales, minières et maritimes en rapport avec les activités commerciales du Département afin d'obtenir des devises pour la République populaire démocratique de Corée. D'après les informations communiquées, au début de 2019, M. Kim exportait illégalement du charbon et du minerai de titane provenant de la République populaire démocratique de Corée, s'occupait de l'affrètement de navires et menait d'autres activités économiques interdites par les résolutions applicables. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse du Viet Nam.

Bureau général de reconnaissance (KPe.031)

116. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les attaques électroniques qui auraient été menées par des cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée relevant du Bureau général de reconnaissance[78], tels que Lazarus et Kimsuky, notamment celles visant des infrastructures critiques dans le but d'accéder à des technologies sensibles à double usage en violation des résolutions applicables (voir S/2020/151, par. 115 à 119).

117. En réponse aux demandes de renseignements adressées par le Groupe d'experts sur les attaques menées contre la centrale nucléaire de Kudankulam, l'Inde a transmis les informations communiquées par ses organismes compétents selon lesquelles les attaques venaient du logiciel malveillant « Dtrack », qui serait utilisé par Lazarus, et a informé le Groupe d'experts que le logiciel était en cours d'analyse. Les enquêtes se poursuivent. Un État Membre a informé le Groupe d'experts que l'existence d'une nouvelle campagne ciblant les secteurs de l'aéronautique et de la défense avait été constatée en 2020. Selon un rapport publié par une société spécialisée dans la cybersécurité, les attaquants de Lazarus ont d'abord pris contact avec les employés de plusieurs sociétés cibles ; se faisant passer pour des membres du personnel des ressources humaines d'autres sociétés d'aérospatiale et de défense, ils leur ont envoyé des messages à partir de faux comptes LinkedIn. Les enquêtes se poursuivent[79].

118. Selon des informations provenant d'un autre État Membre, au moins 28 personnes, dont au moins 11 fonctionnaires de six membres du Conseil de sécurité, ont été la cible d'une campagne d'hameçonnage ciblé en 2020, laquelle a été menée, semble-t-il, par un groupe de menace persistante avancée relevant de Kimsuky. Ces cybercriminels de la République populaire démocratique de Corée ont lancé à la mi-mars une campagne d'hameçonnage sur le thème « alerte sécurité » contre les

---

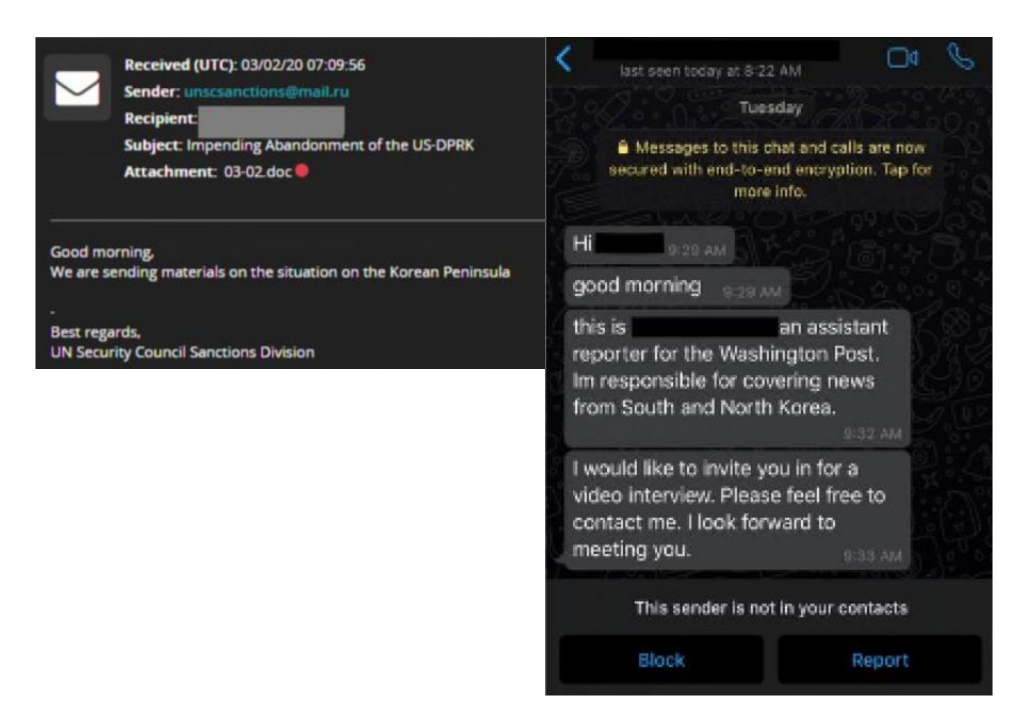
[78] Voir l'annexe 48 pour ce qui est du rôle joué par le Bureau général de reconnaissance et d'autres organisations dans les cyberopérations de la République populaire démocratique de Corée.

[79] Dominik Breitenbacher et Kaspars Osis, « Operation In(ter)caption: targeted attacks against European aerospace and military companies », ESET Research white paper, juin 2020. Disponible à l'adresse suivante : https://www.welivesecurity.com/wp-content/uploads/2020/06/ESET_Operation_Interception.pdf.

comptes Gmail des personnes ciblées en plaçant des liens malveillants dans des courriels et en contournant à l'aide d'un lien les bloqueurs de spam des victimes potentielles. L'enquête se poursuit.

119. L'État Membre a ajouté que les acteurs de la cybermenace en République populaire démocratique de Corée prenaient constamment ses fonctionnaires pour cibles et que, tout au long du mois de mars et au début du mois d'avril 2020, plus de 40 adresses électroniques officielles appartenant à des membres de l'exécutif avaient fait l'objet de hameçonnage ciblé ; les cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée s'en sont pris également aux comptes personnels WhatsApp des fonctionnaires (voir figure VIII)[80].

Figure VIII
Un courriel d'hameçonnage ciblé et un message WhatsApp envoyés à des fonctionnaires d'un État Membre



Source : État Membre.

120. Les cyberattaques contre le Groupe d'experts se sont poursuivies. Un expert a reçu un courriel d'hameçonnage contenant une fausse alerte de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et plusieurs ont reçu un courriel d'un soi-disant membre de la rédaction d'un journal sollicitant un article d'experts. Le Groupe d'experts note que des spécialistes dans le domaine de la République populaire démocratique de Corée ont fait l'objet de cyberattaques analogues en 2020[81].

121. Le Groupe d'experts réaffirme que compte tenu de leur caractère persistant et extrêmement perturbateur, les cyberattaques, passées et actuelles, visant des organes

---

[80] L'État Membre a en outre informé le Groupe d'experts que des cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée avaient pris des employés de son gouvernement pour cibles tout au long de leur carrière.

[81] Voir, par exemple, Min Chao Choy, « Phishing emails targeting North Korea watchers grow increasingly sophisticated », *NK News*, 1er juillet 2020. https://www.nknews.org/2020/07/phishing-emails-targeting-north-korea-watchers-grow-increasingly-sophisticated/?t=1595471041622.

de l'ONU comme le Comité et le Groupe d'experts, lesquels ont pour mandat de contrôler bonne application des sanctions de l'ONU, équivalent à un contournement des sanctions.

Ressortissants de la République populaire démocratique de Corée percevant des revenus à l'étranger

122. Le rapatriement des nationaux de la République populaire démocratique de Corée percevant des revenus à l'étranger aurait dû, conformément au paragraphe 8 de la résolution 2397 (2017), s'achever en décembre 2019. Certains pays ont signalé au Comité des retards dans le rapatriement en raison des mesures prises pour faire face à la COVID-19 fin janvier 2020. Il a été dit aussi qu'à la fin de 2019 et au début de 2020, le nombre de visas de touriste délivrés avait augmenté (voir S/2020/151, par. 145 à 147) et que davantage de nouveaux contrats visant à envoyer à l'étranger des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée avaient été conclus. Le Groupe d'experts a constaté que, dans un certain nombre de cas, les obligations énoncées dans les résolutions n'avaient pas été pleinement exécutées. Il réaffirme que la vigilance est de mise lors du contrôle de tous les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée et qu'il importe d'inclure des informations de fond dans les rapports d'exécution adressés au Comité. Le Groupe d'experts a enquêté sur des cas présumés de ressortissants de la République populaire démocratique de Corée qui percevraient des revenus à l'étranger en violation des résolutions applicables, indépendamment des catégories de visas ou de l'objectif déclaré de l'entrée sur le territoire.

Rapports des États Membres

123. En juillet 2020, une quarantaine d'États Membres avaient soumis les rapports finaux attendus en mars 2020, et moins d'une cinquantaine avaient soumis les rapports à mi-parcours attendus en mars 2019 (voir figure IX). En outre, l'Angola, l'Arménie, le Bélarus, le Chili, l'Égypte, la Lettonie, le Myanmar, le Népal, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, la République démocratique populaire lao, Saint-Vincent-et-les Grenadines et la Serbie ont soumis des rapports sans préciser s'il s'agissait de rapports finaux ou de rapports à mi-parcours. Les rapports de la Chine, de la Mongolie, de la République démocratique populaire lao et de la Thaïlande n'ont pas été publiés[82]. L'Algérie, Malte, le Mozambique, le Panama et la Tunisie ont inclus des informations concernant le rapatriement dans d'autres rapports.

[82] La Thaïlande a publié son rapport final.

Figure IX

Pays qui n’ont pas présenté de rapport en application des dispositions du paragraphe 8 de la résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité

Afrique	Asie et Pacifique	Europe occidentale
Afrique du Sud	Afghanistan	Andorre
Algérie*	Arabie saoudite	Grèce
Bénin	Bahreïn	Islande
Botswana	Bangladesh	Israël
Burkina Faso	Bhoutan	Malte*
Burundi	Brunéi Darussalam	Monaco
Cabo Verde	Cambodge	Portugal
Cameroun	Chypre	Saint-Marin
Comores	Fidji	**Amérique latine et Caraïbes**
Congo	Îles Marshall	Antigua-et-Barbuda
Côte d’Ivoire	Îles Salomon	Argentine
Djibouti	Iran	Bahamas
Érythrée	Iraq	Barbade
Eswatini	Jordanie	Belize
Éthiopie	Kazakhstan	Bolivia
Gabon	Kirghizistan	Colombie
Gambie	Kiribati	Costa Rica
Ghana	Liban	Cuba
Guinée	Maldives	Dominique
Guinée-Bissau	Micronésie	El Salvador
Kenya	Nauru	Équateur
Lesotho	Oman	Grenade
Libéria	Ouzbékistan	Guatemala
Libye	Palaos	Guyana
Madagascar	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Haïti
Malawi	Philippines	Honduras
Mali	République arabe syrienne	Jamaïque
Maroc	Samoa	Nicaragua
Maurice	Tadjikistan	Panama*
Mauritanie	Timor-Leste	Paraguay
Mozambique*	Tonga	République dominicaine
Namibie	Turkménistan	Sainte-Lucie
Niger	Tuvalu	Saint-Kitts-et-Nevis
Ouganda	Vanuatu	Suriname
République centrafricaine	Yémen	Trinité-et-Tobago
République démocratique du Congo	**Europe orientale**	Uruguay
République-Unie de Tanzanie	Albanie	Venezuela
Rwanda	Bulgarie	
São Tomé et Principe	Croatie	
Sénégal	Géorgie	
Seychelles	Hongrie	
Sierra Leone	Lituanie	
Somalie	Macédoine du Nord	
Soudan	Monténégro	
Soudan du Sud	République de Moldova	
Tchad	République tchèque	
Togo	Slovaquie	
Tunisie*	Slovénie	
Zambie		
Zimbabwe		

Note : Les pays signalés par un astérisque (*) ont communiqué des informations partielles sur le rapatriement dans d’autres rapports d’exécution.

124. Tous les rapports ne contenaient pas d'informations de fond, telles que le nombre de travailleurs rapatriés, les mesures prises par les États Membres et les difficultés rencontrées par eux pour se conformer à l'exigence de rapatriement[83]. Une dizaine d'États Membres n'ont fait état que de la révocation des permis de travail et non du rapatriement effectif, ou ont déclaré qu'aucun ressortissant de la République populaire démocratique de Corée ne percevait de revenus parce qu'aucun permis de travail n'avait été délivré. Le Groupe d'experts a demandé des éclaircissements aux États Membres, craignant que les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée puissent en réalité percevoir des revenus sans permis de travail ou pendant leur séjour avec un visa de touriste[84]. Dans son rapport sur l'application de la résolution, l'Italie a fait observer qu'aucune mesure de rapatriement n'avait été jugée imposable aux deux personnes restantes, conformément à la législation nationale et au droit international applicables (voir S/AC.49/2020/15). Dans leurs rapports (S/AC.49/2020/21 et S/AC.49/2020/30), la Fédération de Russie et le Viet Nam ont déclaré qu'il n'avait pas été possible de procéder au rapatriement de tous les ressortissants, la République populaire démocratique de Corée ayant fermé les frontières en réponse à la COVID-19.

125. Plusieurs pays ont pris des mesures sur le plan juridique. L'Estonie, par exemple, a modifié sa législation pour poser le fondement juridique du refus de délivrance d'une carte de séjour temporaire en cas de sanction internationale (voir S/AC.49/2020/12). La Thaïlande a imposé des mesures pour lutter contre le travail illégal des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée (voir S/AC.49/2020/20).

Joueurs de football en Europe

126. L'Italie a répondu au Groupe d'experts que l'un des deux joueurs de football (voir S/2020/151, par. 132), Han Kwang Song, avait quitté le territoire en janvier 2020, tandis que l'autre, Choe Son Hyok, se trouvait encore en Italie en juillet 2020 en raison de la suspension des vols internationaux. Elle a affirmé que M. Han avait touché environ 520 000 euros bruts par an de la Juventus Football Club, de 2018 jusqu'à la mi-janvier 2020. M. Choe avait reçu quant à lui environ 20 000 euros bruts par an de la Società Sportiva Arezzo jusqu'en janvier 2020. L'Italie a fait état de nouveau d'une contestation en justice concernant le champ d'application de la réglementation de l'Union européenne relative aux sanctions[85] et les pouvoirs reconnus par le droit interne en matière de rapatriement. M. Han a été transféré de la Juventus à Duhail (Qatar) en janvier 2020. Selon plusieurs documents, la Juventus et al-Duhail ont décidé du transfert de M. Han en janvier 2020. Le Groupe d'experts a pris contact avec l'Italie et le Qatar au sujet du transfert de M. Han dès qu'il a été annoncé, mais le transfert n'a pas été annulé et la Juventus a demandé à Duhail de payer les frais de transfert. Selon le contrat de cinq ans conclu, Duhail doit verser un total de 4 310 000 euros à M. Han ; de février à avril 2020, celui-ci a reçu 270 000 euros (voir annexe 49). En juillet 2020, M. Han jouait toujours au Qatar. Le Qatar affirme qu'il n'y a aucun autre joueur de la République populaire démocratique de

[83] Pour régler ce problème, le Groupe d'experts avait recommandé l'adoption d'une notice d'aide à l'application concernant l'obligation de faire rapport sur l'application de la résolution. Certains États Membres ont communiqué leur avant-projet de notice d'aide à l'application des mesures prescrites par les résolutions. Les délibérations du Comité sont confidentielles.

[84] Par exemple, dans une lettre datée du 10 juillet 2020, Singapour a précisé au Groupe d'experts qu'aucun ressortissant de la République populaire démocratique de Corée ne détenait alors de permis de séjour à long terme (soit pour séjourner, étudier ou travailler) à Singapour.

[85] Dans son rapport sur la mise en œuvre de la résolution, présenté en application du paragraphe 17 de la résolution 2397 (2017) (S/AC.49/2018/60), l'Italie a cité la décision 2018/293 du Conseil de l'Union européenne comme étant l'un des fondements de l'obligation de rapatriement.

Corée à Duhail. Le Groupe d'experts a précisé de nouveau au Qatar quelles étaient les résolutions applicables.

127. Pak Kwang Ryong était membre de l'équipe du club de football autrichien Sportklub Niederösterreich St. Pölten, comme l'indiquait le site Web du club en juin 2020 (voir annexe 50). L'Autriche a répondu au Groupe d'experts que M. Pak se trouvait actuellement sur son territoire ; son contrat de travail avec St. Pölten avait expiré le 5 juillet 2020 et ne devait pas être prorogé. Elle a ajouté qu'en raison de la pandémie de COVID-19, toutes les frontières de la République populaire démocratique de Corée avaient été fermées et que l'intéressé n'avait pas pu rentrer dans son pays. Dans son rapport final de juillet 2020 (S/AC.49/2020/43), l'Autriche a indiqué que six cas avaient été examinés ; des procédures de rapatriement avaient été engagées et des procédures de recours correspondantes étaient en cours.

Travailleurs médicaux en Afrique et en Amérique du Sud

128. L'Angola a dit au Groupe d'experts qu'il avait renoncé à la coopération bilatérale en matière de soins de santé et qu'il avait rapatrié des médecins de la République populaire démocratique de Corée et leurs familles (voir S/2020/151, par. 133). Il a ajouté qu'entre novembre 2019 et février 2020, il avait rapatrié 296 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée et établi un nouveau cadre juridique (voir annexe 51).

129. Le Groupe d'experts a mené une enquête sur des accords visant à inviter des travailleurs médicaux de la République populaire démocratique de Corée en Équateur. Il a reçu une réponse du Gouvernement de la province de Pichincha selon laquelle trois acupuncteurs et trois traducteurs travaillaient dans une société à participation restreinte, mais leur contrat devait prendre fin en mai 2020 (voir annexe 52).

130. Le Mozambique a répondu au Groupe d'experts que Jong Il Son, qui était en poste à l'hôpital de la province de Pemba dans le cadre d'un programme de coopération médicale, avait utilisé sa résidence comme centre de soins privé sans y avoir été autorisé par le Gouvernement (voir S/2020/151, par. 134). Celui-ci a fermé le centre de soins, a mis fin à son contrat et l'a rapatrié. Le Mozambique a déclaré qu'en mars 2020, 97 médecins de la République populaire démocratique de Corée travaillaient sur son territoire, sur la base d'une coopération médicale bilatérale. Bien que la coopération médicale ne soit pas interdite par les résolutions pertinentes, le Mozambique a décidé d'annuler l'échange et de réduire le nombre de médecins participant au programme de coopération (voir annexe 53).

Restaurants à l'étranger

131. La Thaïlande a fait savoir qu'outre la révocation des permis de travail de 24 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée, le 29 novembre 2019, les autorités thaïlandaises avaient procédé à l'inspection sur place de trois restaurants coréens et trouvé, dans l'un d'eux, six travailleurs illégaux de la République populaire démocratique de Corée[86]. Ces derniers ont été arrêtés au motif qu'ils travaillaient illégalement et se sont vu infliger une amende. Ils ont été expulsés vers la République populaire démocratique de Corée le 6 décembre 2019 (voir S/AC.49/2020/20).

132. Un État Membre a informé le Groupe d'experts de la fermeture d'un restaurant en Indonésie. Le Groupe d'experts a pris note des rapports des médias concernant la fermeture du « restaurant de Pyongyang ». Selon un autre rapport des médias, les autorités indonésiennes ont ouvert une enquête sur un restaurant qui serait utilisé par

[86] Restaurant Haemaji (voir S/2020/151, par. 141).

le Bureau général de reconnaissance. L'Indonésie a répondu au Groupe d'experts que le restaurant avait fermé en 2017.

133. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les restaurants en République démocratique populaire lao. En mai 2020, le restaurant de Pyongyang (enregistré sous le nom de Pyngyang Restaurant) était enregistré comme actif dans la base de données nationale des sociétés. Ce restaurant partageait les locaux de la société informatique Lao Tosho et tous deux avaient été enregistrés sous le nom de la même personne, Pak Yun Il (Pak Yunil). Les médias ont rapporté que ce restaurant poursuivait ses activités en tant que nouveau restaurant à proximité de son emplacement initial. Le restaurant suspect avait été enregistré le 13 janvier 2020 sous un autre nom et avec un autre directeur. La République démocratique populaire lao a indiqué que les 28 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée qui étaient entrés sur son territoire, Pak y compris, avaient été rapatriés, et a fourni une liste des personnes rapatriées.

Nouveaux contrats conclus en 2019 et 2020

134. Un État Membre a déclaré que Korea Namgang General Construction Corporation, qui relève de Namgang Trading Corporation, laquelle organise l'envoi de travailleurs de la République populaire démocratique de Corée à l'étranger, avait participé à de multiples projets de construction en République arabe syrienne en 2018 et 2019. En octobre 2019, une entreprise syrienne a demandé à ses homologues de la République populaire démocratique de Corée d'envoyer plus de 800 ouvriers en République arabe syrienne pour y effectuer des travaux de construction. On soupçonne Korea Haeyang Industrial Trading Corporation, entité de la République populaire démocratique de Corée, d'être impliquée dans cette affaire. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse de la République arabe syrienne.

135. Selon un État Membre, Shenyang Kumje Hotel Management Co. Ltd. [87] a embauché 40 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée en novembre 2019 ; ces travailleurs pourraient encore toucher des revenus en Chine. « Korea Ryomyong Technology General Corporation », société ayant organisé le recrutement des travailleurs, est probablement subordonnée au Ministère de la sécurité du peuple de la République populaire démocratique de Corée et pourrait utiliser un nom différent. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse de Shenyang Kumje[88].

136. Un État Membre a déclaré que Dandong Manch'o'p Clothing Cooperative Ltd. [89] avait embauché 292 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée en janvier 2020 et 190 en août 2019. L'homologue de la République populaire démocratique de Corée pour l'emploi des travailleurs était Korea 51 Trading Company, mais cette société pourrait utiliser un nom différent. En octobre 2019, Dandong Manch'o'p a importé des matières textiles de la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse de Dandong Manch'o'p.

137. Un État Membre a déclaré que Jiangsu Hongquan Wenhua Chuanbo Co. Ltd. [90] avait conclu un contrat avec la République populaire démocratique de Corée et

---

[87] Nom en chinois : 沈阳金际酒店管理有限公司. Adresse : Shenyang Economic and Technological Development Zone, Shenyang city, province du Liaoning (Chine).

[88] Pour deux experts, les informations fournies dans ce paragraphe et dans les deux paragraphes suivants peuvent être corroborées.

[89] Nom en chinois : 丹东万捷服装有限公司. Adresse : 3-1-1 Jinhua Road, district de Zhenxing, Dandong city, province du Liaoning (Chine).

[90] Nom en chinois : 江苏泓泉文化传播有限公司. Adresse : 305 Taiping South Road, district de Qinhuai, Nanjing city, province de Jiangsu (Chine).

organisé, entre septembre et décembre 2019, le déplacement vers la Chine d'un groupe d'ouvriers de la République populaire démocratique de Corée pour mener des « activités commerciales » entre des entités de la Chine et de la République populaire démocratique de Corée. De l'avis de l'État Membre ayant fourni ces informations, il était probable que les ouvriers soient entrés en Chine pour travailler à la mi-décembre 2019 en tant qu'étudiants ou dans le cadre d'un échange culturel et très probable qu'ils travaillent encore dans différents endroits du pays, y compris pour cette société. En outre, l'État Membre a informé le Groupe d'experts que Korean Tangun Trading Corporation (KPe.008) avait organisé le recrutement de ces travailleurs ; toutefois, il est possible qu'un nom différent, tel que « Kuryonggang Trading Corporation », ait été utilisé. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse de Jiangsu Hongquan.

Catégories de visa

138. Le Groupe d'experts a demandé des informations sur les statistiques publiées en avril 2020 par le Ministère de l'intérieur de la Fédération de Russie indiquant que 753 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée se trouvaient dans le pays pour y travailler [91] (voir annexe 54). En réponse aux demandes de renseignements adressées par le Groupe d'experts, la Fédération de Russie a répondu que le tableau de l'annexe contenait des erreurs concernant la nationalité et l'objet de l'entrée sur le territoire, et que les corrections nécessaires avaient été apportées aux données statistiques sur le site Web officiel du Ministère, qui montrait maintenant qu'aucune personne venant de la République populaire démocratique de Corée n'était entrée sur le territoire de la Fédération de Russie au cours du premier trimestre 2020 dans le but de « travailler ». La Fédération de Russie a ajouté que seuls 160 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée disposaient de permis de travail valables jusqu'au 22 décembre 2019 (ils se trouvaient maintenant sur son territoire sans visa de travail, permis de travail et contrat de travail valables). Leur rapatriement reste bloqué en raison des restrictions imposées par Pyongyang sur les réseaux de transport avec d'autres pays du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (voir annexe 55).

139. Le Groupe d'experts a demandé au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'il était possible pour les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée résidant sur son territoire en tant qu'étudiants de toucher des revenus (visa Tier 4, catégorie qui n'était pas mentionnée dans le rapport du pays sur l'application de la résolution). Le Royaume-Uni a répondu que deux ressortissants de la République populaire démocratique de Corée étudiaient actuellement dans le pays et que, dans le cadre de la catégorie de visa Tier 4, les étudiants n'étaient autorisés à travailler que pendant un nombre d'heures limité. Il a ajouté que compte tenu des dépenses liées aux frais de scolarité et au coût de la vie, et des restrictions à l'emploi liées au visa Tier 4, il était peu probable que les quelques ressortissants de la République populaire démocratique de Corée qui étudiaient actuellement au Royaume-Uni gagnent un revenu net. En outre, pour aider à prévenir les abus et empêcher que des ressortissants étrangers entrent au Royaume-Uni avec un visa d'étudiant pour y travailler et gagner un revenu, les employeurs étaient tenus de surveiller les étudiants titulaires d'un visa Tier 4.

[91] Selon les statistiques officielles, un total de 1 596 visas ont été délivrés à des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée entre janvier et mars 2020 ; 3 067 ressortissants de ce pays étaient présents à des fins touristiques et 1 975 à des fins d'études. Dans les données révisées, la section relative au nombre de ressortissants de la République populaire démocratique de Corée présents dans le pays pour y travailler est vide.

Recommandations

140. **Les États Membres devraient continuer à faire preuve de vigilance dans l'examen de toutes les catégories de demandes de visa soumises par les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée et à maintenir cette vigilance tout au long de la période de séjour afin d'empêcher que l'obligation de rapatrier les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée qui gagnent un revenu à l'étranger ne soit contournée.**

141. **Étant donné que les cadres juridiques et administratifs existants n'ont pas permis à plusieurs États Membres de s'acquitter des obligations découlant du paragraphe 8 de la résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité, le Groupe d'experts recommande que, si ces cadres sont jugés applicables, les États Membres prennent les mesures juridiques nécessaires pour permettre l'exécution des obligations, notamment qu'ils modifient la législation existante ou en adoptent une nouvelle.**

142. **Notant qu'au paragraphe 8 de la résolution 2397 (2017), le Conseil de sécurité a demandé aux États Membres de présenter des rapports finaux d'ici mars 2020, le Groupe d'experts recommande à nouveau que les États Membres se conforment à cette exigence et encourage chaque État Membre à inclure des informations de fond dans son rapport.**

V. Financement

143. Sur la base des informations communiquées par les États Membres, des documents obtenus dans le cadre de ses enquêtes et des documents obtenus de sources en accès libre, le Groupe d'experts estime que la République populaire démocratique de Corée continue d'accéder aux systèmes financiers internationaux par le biais de coentreprises, de comptes offshore et de sociétés écrans et en recourant à des actifs virtuels (par exemple, des cryptomonnaies). Un examen des rapports précédents du Groupe d'experts et des enquêtes en cours montre que les entités et les personnes liées à la République populaire démocratique de Corée continuent de faire appel à des banques de petite et moyenne taille en Asie de l'Est et du Sud-Est, qui offrent un accès plus large aux opérations internationales par correspondants bancaires[92]. Le problème est aggravé par le fait que les États Membres n'appliquent pas correctement leurs règles nationales en matière d'enregistrement des sociétés, ce qui a permis à la République populaire démocratique de Corée de continuer de se cacher derrière des structures d'entreprise opaques. Compte tenu de ces lacunes, il est impossible en pratique d'appliquer les procédures et mécanismes d'intégration dans les institutions financières en termes de conformité et de « connaissance de l'identité des clients ».

La cybercriminalité au service du contournement des sanctions

144. Selon plusieurs États Membres, et plusieurs rapports provenant de sources publiques, la République populaire démocratique de Corée continue de cibler les fournisseurs de services d'actifs virtuels (par exemple, les plateformes d'échange de cybermonnaies) et les institutions financières dans le but de se soustraire aux sanctions de l'ONU. Globalement, le nombre de cyberattaques signalées contre des institutions financières a diminué, mais le Groupe d'experts n'est pas en mesure de déterminer si cela tient à la baisse effective du nombre des attaques ou à l'incapacité

---

[92] Pour un aperçu des préoccupations régionales du point de vue du secteur financier, voir Emil Dall et Justine Walker, « Royal United Services Institute-Association of Certified Anti-Money-Laundering Specialists proliferation finance survey », 2020. Disponible à l'adresse https://rusi.org/PFSurvey2020.

des États Membres et des institutions financières d'attribuer de façon certaine ces attaques à la République populaire démocratique de Corée.

145. Un État Membre a dit que les attaques visant des bureaux de change virtuels avaient donné lieu à plus de produits d'activités illicites que celles visant des institutions financières, dont l'infrastructure informatique était généralement moins vulnérable face aux cyberattaques. Pour le Groupe d'experts, les prestataires de services virtuels et les actifs virtuels, ainsi que les activités de minage de cryptomonnaies, resteraient des moyens pour la République populaire démocratique de Corée de générer des revenus[93].

146. En 2020, les cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée se sont lancés dans le commerce de multiples formes d'actifs virtuels, y compris l'utilisation de plusieurs formes de crypto-monnaies alternatives (« altcoins »)[94]. Selon un État Membre, la République populaire démocratique de Corée vise spécifiquement les cryptomonnaies à anonymat renforcé afin d'offrir des niveaux de sécurité supplémentaires et d'empêcher toute traçabilité.

147. Dans ses rapports finaux de 2019 et 2020, le Groupe d'experts a mis en évidence plusieurs tactiques et techniques employées par la République populaire démocratique de Corée pour acquérir illicitement des cryptomonnaies, notamment le recours à des opérations d'ingénierie sociale sophistiquées et l'exploitation de logiciels malveillants (voir S/2019/171, par.109 à 115, et S/2020/151, par. 179 à 182). Une question non réglée, sur laquelle il continue d'enquêter, a trait aux moyens par lesquels la République populaire démocratique de Corée blanchit ensuite ses actifs virtuels en une monnaie fiduciaire.

148. Selon les informations obtenues par le Groupe d'experts et celles provenant de procédures judiciaires menées récemment dans un État Membre, la République populaire démocratique de Corée a exploité des réseaux peu réglementés de prestataires de services d'actifs virtuels et de services de courtage « de gré à gré » afin de convertir les actifs virtuels obtenus illicitement en une monnaie fiduciaire (voir annexe 56). Ces transactions mettent en évidence diverses vulnérabilités du système financier mondial face aux activités de contournement des sanctions : des prestataires de services d'actifs virtuels ayant un protocole de connaissance de l'identité des clients peu développé, voire inexistant, une absence de réglementation des services de courtage « de gré à gré » dans certains États Membres[95] et un manque de transparence des institutions financières concernant la conversion des cybermonnaies en monnaie fiduciaire.

149. Le Groupe d'experts prend note du fait que les États Membres sont tenus, en application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, de geler les avoirs, y compris les actifs virtuels, qui sont en la possession ou sous le contrôle, direct ou

---

[93] Selon le rapport d'une entreprise de cybersécurité basée aux États-Unis, la République populaire démocratique de Corée a multiplié par 10 au moins son activité de minage de Monero depuis mai 2019 (par rapport à son activité de minage de bitcoin sur la même période). Monero est une monnaie virtuelle similaire au bitcoin, mais qui offre des protocoles de renforcement de l'anonymat supplémentaires et dont l'exploitation ne nécessite pas les mêmes ordinateurs très performants. Voir Insikt Group, « How North Korea revolutionized the Internet as a tool for rogue regimes », 9 février 2020, p.3, pour les séries de Recorded Future sur l'analyse des cybermenaces. Disponible à l'adresse suivante : https://go.recordedfuture.com/hubfs/reports/cta-2020-0209.pdf.

[94] Les altcoins sont présentés comme une alternative à des cryptomonnaies plus connues, telles que le bitcoin, et sont généralement achetés et vendus moins cher. Il est établi que la République populaire démocratique de Corée a utilisé différents altcoins pour ses échanges, dont Flowchain, Eternal Token, Vinci coin, Consentium, Ripple et Tether. Ripple et Tether sont également connus sous le nom de « pièces stables » (c'est-à-dire que leur valeur est liée à un actif sous-jacent).

[95] Les courtiers de gré à gré contribuent à fournir des liquidités sur les marchés des cybermonnaies en mettant en relation les acheteurs et les vendeurs.

indirect, d'entités relevant du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée ou du Parti des travailleurs de Corée, ou de toute personne ou entité agissant pour leur compte ou sur leurs ordres[96].

Recours aux coentreprises et aux informaticiens étrangers

150. Selon plusieurs États Membres, la République populaire démocratique de Corée a continué à utiliser des coentreprises et des coopératives, et à faire appel à des travailleurs étrangers, pour générer des revenus destinés à soutenir ses programmes et activités interdits (voir par. 106 à 115 et 122 à 139 ci-dessus).

151. Sur la base des informations communiquées par plusieurs États Membres, de rapports de source publique et de documents qu'il a obtenus, le Groupe d'experts pense que Korea Narae Trading Corporation se livre à des activités de contournement des sanctions visant à générer des revenus pour appuyer des activités interdites menées par la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 57). Korea Narae Trading Corporation est une entité basée à Pyongyang qui, selon un État Membre, facilite l'achat de matériel et de technologies dans divers secteurs, tels que les mines et les hydrocarbures, en échange d'une main-d'œuvre technique ou de travail sur le terrain (ouvriers agricoles) et de l'exportation de produits alimentaires de la République populaire démocratique de Corée et de terres rares, entre autres. Le Groupe d'experts a constaté également qu'une fois au moins, Korea Narae Trading Corporation avait utilisé des comptes financiers liés au président de Korea Friendship Association.

Représentants de banques à l'étranger et personnel diplomatique

152. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur les représentants à l'étranger de banques de la République populaire démocratique de Corée.

Recommandations

153. **Le Groupe d'experts encourage les États Membres à appliquer les normes du Groupe d'action financière, en accordant une attention particulière à la recommandation 15, selon laquelle pour gérer et atténuer les risques émergeant d'actifs virtuels, les pays devraient s'assurer que les prestataires de services liés à des actifs virtuels sont réglementés à des fins de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et agréés ou enregistrés, et soumis à des systèmes efficaces de surveillance garantissant qu'ils respectent les obligations applicables découlant des Recommandations du Groupe d'action financière**

154. **Le Groupe d'experts continue de recommander que les États Membres s'attaquent aux règles et à la réglementation opaques en matière d'enregistrement des sociétés qui peuvent conférer l'anonymat aux entités de la République populaire démocratique de Corée.**

---

[96] Les actifs virtuels ne sont pas spécifiquement énoncés au paragraphe 12 de la résolution 2270 (2016), dans lequel le Conseil de sécurité a affirmé que le terme « ressources économiques », tel qu'il était utilisé à l'alinéa d) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006), s'entendait des avoirs de toute nature, corporels ou incorporels, mobiliers ou immobiliers, réels ou potentiels, susceptibles d'être utilisés pour obtenir des fonds, des biens ou des services, comme les bateaux (y compris les navires); par conséquent, il était possible que les États Membres n'aient pas la capacité de contrôler les actifs virtuels.

VI. Effets involontaires des sanctions

155. Au paragraphe 25 de sa résolution 2397 (2017), le Conseil de sécurité a réaffirmé que les sanctions imposées par l'ONU étaient censées être sans conséquences humanitaires négatives pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée et ne pas nuire ni faire obstacle aux activités, y compris aux activités économiques et à la coopération, à l'aide alimentaire et à l'assistance humanitaire, qui n'étaient pas interdites par les résolutions pertinentes, et a souligné que la responsabilité première de la République populaire démocratique de Corée était de pourvoir pleinement aux besoins de subsistance de son peuple et qu'elle devait le faire.

156. Comme le Groupe d'experts l'a déjà noté, il est difficile de dissocier les sanctions de l'ONU d'autres facteurs, notamment les régimes de sanctions unilatérales et les facteurs socioéconomiques et politiques internes, mais il ne fait guère de doute que les sanctions de l'ONU ont eu des effets involontaires sur la situation humanitaire et les opérations d'aide en République populaire démocratique de Corée[97]. En outre, selon un État Membre, les mesures de confinement adoptées de bonne heure par les autorités de la République populaire démocratique de Corée pour faire face à la faible capacité de préparation sanitaire liée à la COVID-19 ont eu sur l'économie des effets que les sanctions seules ne semblent pas avoir.

157. Le Groupe d'experts note que plusieurs organisations non gouvernementales craignent que les sanctions de l'ONU ne touchent la population civile, notamment qu'elles restreignent encore les ressources agricoles limitées (par exemple, le transport, le matériel et la production d'engrais) et l'allocation de ressources financières pour les importations de denrées alimentaires, ce qui entraînerait une réduction des disponibilités alimentaires (c'est-à-dire une diminution de la sécurité alimentaire). Ce phénomène est aggravé par les priorités politiques de la République populaire démocratique de Corée, qui ont réduit l'« accessibilité » en réorientant les ressources nécessaires.

158. Selon certaines évaluations, les sanctions sectorielles peuvent avoir des conséquences sociales et économiques négatives pour les personnes employées dans ces secteurs, y compris entraîner une perte de revenus[98]. L'ampleur de ces conséquences est toutefois largement méconnue, car il n'existe pas de compilation précise des données économiques et les priorités de la politique budgétaire et monétaire de la République populaire démocratique de Corée peuvent elles aussi avoir des effets importants. On s'inquiète également des pertes de salaire pour les travailleurs rapatriés, en particulier ceux qui pourraient avoir été touchés par les mesures de quarantaine liées à la COVID-19.

159. Les mesures liées à la COVID-19 ont eu des effets sur les importations de biens essentiels et les opérations des organisations humanitaires (voir annexes 60 et 61).

160. L'inquiétude des institutions financières et des entités du secteur privé quant au respect des régimes de sanctions a continué d'avoir des effets sur les opérations humanitaires. Les mesures prises afin de rétablir le système bancaire pour les organismes humanitaires des Nations Unies en République populaire démocratique de Corée et permettre l'accès à un financement cohérent et fiable se sont poursuivies ; peu de progrès ont été faits en raison de la pandémie, qui a compromis les opérations

---

[97] voir S/2020/151, sect. VI., pour le rapport le plus récent du Groupe d'experts.

[98] Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, déclaration à la presse, Genève/Séoul, 9 juin 2020. https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25929&LangID=E.

de la chaîne d'approvisionnement et créé des situations dangereuses pour le personnel humanitaire.

161. Malgré les difficultés liées à la COVID-19 enregistrées pendant la période, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) a accéléré la procédure de dérogation pour l'aide humanitaire liée à la COVID-19 en appliquant une procédure de prise de décision en deux jours. En outre, à titre exceptionnel, il a accordé des dérogations pour des périodes plus longues : la période habituelle de six mois a été allongée à un an. Pour évaluer les effets de la COVID-19 sur les organisations humanitaires opérant en République populaire démocratique de Corée, le Groupe d'experts a interrogé 37 organisations, dont des organismes humanitaires des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, et attend des réponses (voir annexe 61).

Recommandations

162. **Le Comité devrait poursuivre ses efforts visant au prompt retour à un réseau bancaire stable facilitant les opérations d'aide humanitaire et notamment prévoir plusieurs options pour les transferts de fonds.**

163. **Le Groupe d'experts prend note de l'utilité des exposés présentés deux fois par an par les organismes compétents des Nations Unies sur les effets involontaires qu'ont les sanctions sur la population civile de la République populaire démocratique de Corée et sur les activités qu'ils mènent dans le pays, et recommande que le Comité maintienne cette pratique.**

164. **Le Groupe d'experts recommande que le Conseil de sécurité continue d'examiner les questions et les procédures ayant une incidence sur l'atténuation des effets involontaires des sanctions sur la population civile de la République populaire démocratique de Corée et sur les opérations d'aide humanitaire, pour aider la population vulnérable et surmonter les conséquences de la pandémie de COVID-19.**

165. **Le Comité devrait continuer de rationaliser les procédures de demande de dérogation en suivant la Notice 7 d'aide à l'application, et mettre à jour la Notice d'aide à l'application si besoin est.**

VII. Rapports nationaux de mise en œuvre

État de la situation concernant les rapports des États Membres sur l'application des résolutions pertinentes

166. Au 31 juillet 2020, 61 États Membres avaient présenté leur rapport sur l'application des dispositions du paragraphe 8 de la résolution 2397 (2017), 80 États Membres avaient présenté leur rapport sur l'application des dispositions du paragraphe 17 de la résolution 2397 (2017), 94 États Membres avaient présenté leur rapport sur l'application des dispositions de la résolution 2375 (2017), 90 États Membres avaient présenté leur rapport sur l'application des dispositions de la résolution 2371 (2017), 107 États Membres avaient présenté leur rapport sur l'application des dispositions de la résolution 2321 (2016) et 115 États Membres avaient présenté leur rapport sur l'application des dispositions de la résolution 2270 (2016).

VIII. Recommandations

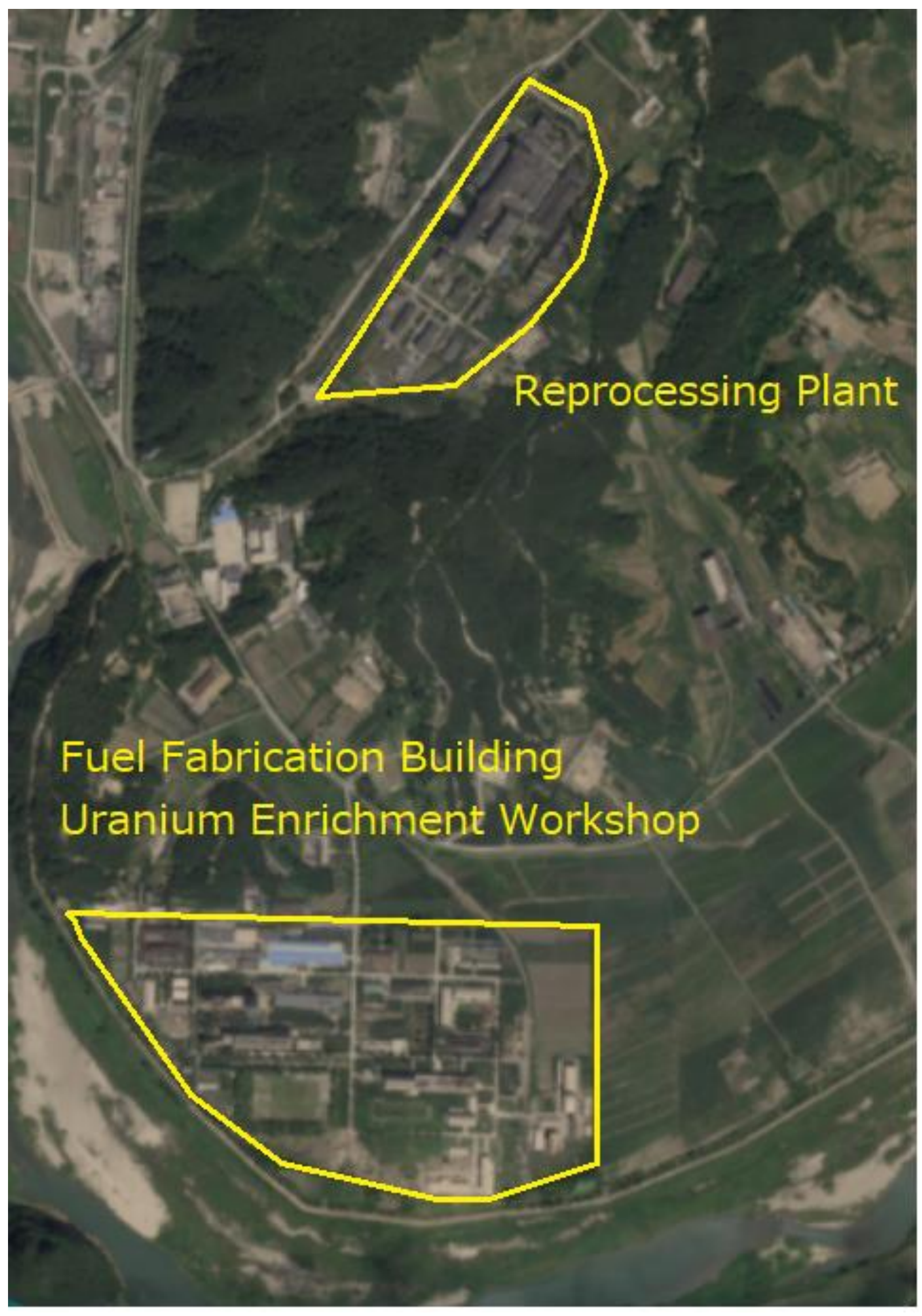
167. Pour une liste récapitulative des recommandations, voir l'annexe 62.

Annex 1: COVID-19, Democratic People's Republic of Korea border measures

The reporting period has coincided with the emergence of the COVID-19 pandemic. The Democratic People's Republic of Korea responded rapidly with border closures and quarantine measures. Flights to and from China and Russia were suspended in late January (except for a single flight to Vladivostok on 9 March). Passenger rail services to China and Russia were also suspended at around the same time, as was cross-border road transportation. Maritime deliveries to the refined petroleum facility at Nampo port continued. Maritime container shipments to the Democratic People's Republic of Korea were largely suspended from late January, resuming in late March with frequency increasing from April. Outward shipments of coal, also largely suspended for over a month, have increased since March. Inward transportation of goods and commodities has resumed by road, and reportedly also by rail freight, though not at pre-COVID-19 levels. The Rajin to Khasan rail freight line has remained in operation. Goods, including humanitarian aid shipments, arriving in the country remain subject to special measures. Aside from the restricted entry of hauliers and crews, there reportedly continues to be almost no movement of people into or out of the country. Diplomatic missions, UN humanitarian agencies and non-governmental organizations are unable to bring in staff.

Annex 2: Yongbyon nuclear complex

(1) Fuel fabrication building, uranium enrichment workshop and reprocessing plant (39°46'13.84"N 125°44'58.94"E / uranium enrichment workshop, 39°46'52.67"N 125°45'10.84"E/reprocessing plant)



Source: Planet Labs (Skysat Collect, 14 July 2020)

(2) Yongbyon nuclear complex: 5MW (e) reactor and experimental light water reactor in Yongbyon (39°47'44.53"N 125°45'19.05"E / light water reactor)



Source: Planet Labs (Skysat Collect, 28 June 2020)

Annex 3: Uranium mine and yellow-cake production plant in Pyongsan (38°19'05.41"N 126°25'58.12"E / plant)

(1) Overview



Source: Planet Labs (Skysat Collect, 14 April 2020)

(2) Yellow-cake production plant in Pyongsan



Source: Planet Labs (Skysat collect, 14 April 2020)

Annex 4: Punggye-ri nuclear test site

(1) Portals and main administrative area (41°16'40.65"N 129°05'14.67"E / main administrative area)



Source: Planet Lab (Skysat Scene, 1 June 2020)

(2) Punggye-ri Test Site: Command Center (41°22'67.96"N 129°10'93.86"E)



Source: Planet Lab (Skysat Collect, 2 April 2020)

Annex 5: Suspected uranium enrichment facility in Kangson (38.96° N, 125.61° E)



Source: Planet Labs (Skysat Scene, 15 March 2020)

Annex 6: Member State information on procurement of dual-use items by the DPRK

Recent procurement activity by Second Economic Committee of Munitions Industry Department of the DPRK

It is reported that at the end of 2018, Second Economic Committee of Munitions Industry Department intended to procure via third countries the materials, which can be easily diverted to the manufacturing of nuclear and missiles program. It is not confirmed whether or not these materials have been actually shipped to the DPRK, but it is highly likely to be related to the development and manufacturing of nuclear weapons and missiles by the DPRK.
Those materials intended to be procured:

(1) Lithium hydroxide
Lithium hydroxide is added to reactor coolants and functions to curb metal corrosion of nuclear reactor cooling pipes in military use.

(2) High purity graphite
High purity graphite is produced by applying purity-raising treatment to artificial graphite, and is used as moderator of nuclear reactors.

(3) Tris (1-(2-methyl) aziridinyl) phosphine oxide) (MAPO)
MAPO is a bonding agent used for propellant of solid fuel missiles.

(4) Martensitic stainless steel
Martensitic stainless steel is used for equipment such as turbine blades of aircraft and nozzles. It is assumed to be used as material for rocket engine parts.

(5) Austenitic stainless steel
Austenitic stainless steel is used as material for nuclear reactors. It is assumed to be used as material for rocket outer shell.

Source: Member State

Annex 7: The series of four SRBM launch tests in March 2020

These four tests contributed to improving the tactical missile systems. In addition to the coordination of the fire sequences, the firing intervals were significantly reduced in comparison with 2019 test series. In that respect, the Time Between Launch (TBL) for KN-24 that was 20 minutes on 10 August 2019 and 16 minutes on 16 August 2019 went down to five minutes on 21 March 2020.

The TBL for KN-25 was 17 minutes (24 August 2019), 19 min (10 September 2019), three minutes (31 October 2019), 30 seconds (28 November 2019) and went down to 20 seconds (2 March 2020), 20 seconds (after the 1st) – one minute (after the 2nd) (9 March), and 20 seconds (29 March 2020) (see S/2020/151, para.194 and Table 3, and Table 1 of this report).

The 2020 firing trials appear to have tested successfully the reliability of the BMs, as well as the capacity of the guidance system to reproduce the same strike result after their ballistic and/or aerodynamic trajectories.

From reports of some Member States one trajectory tracking, the reliability of the guidance system of the ballistic missiles was indicated by the fact that the two or three missiles fired during a sequence seemed to reach the same target.

Figure 7-1: Operation training from 28 February to 2 March 2020

The “joint strike military drills” carried out from 28 February to 2 March 2020 at a location 6km east from Wonsan could have been a demonstration of the DRPK’s operational capacity to combine and coordinate different types of artillery fire power up to the SRBMs final launch on 2 March. These tests contributed to improving the tactical missile system. The artillery was deployed on the beach (NW: 39° 9'19.66"N 127°36'26.85"E; SE: 39° 8'36.01"N 127°37'0.51"E). On 2 March the SRBM KN-25 TEL was probably located inland a few kilometers from the front.



Source: Planet Labs. 23 Feb. 2020, 02 22 19 UTC; 5 Mar. 2020, 24 07 23 UTC; KCTV image, 29 Feb. 2020; Rodong Sinmun 2 March 2020

Figure 7-2: Ballistic missile launches in March 2020 (1)[1]

Launch of ballistic missile

Date	Provocation	Location	Type of missile*	Flying distance etc.
03.02.20	Launched two ballistic missiles	Near Wonsan	Short Range Ballistic Missile	Approx. 240km
03.09.20	Launched two ballistic missiles	Near Sondok	Short Range Ballistic Missile	Approx. 200km at maximum
03.21.20	Launched two ballistic missiles	Near Soncheon	Short Range Ballistic Missile	Approx. 400km
03.29.20	Launched two ballistic missiles	Near Wonsan	Short Range Ballistic MIssile	Approx. 250km

Source: Member State

Figure 7-3: Ballistic missile launches in March 2020 (2)[2]

Date	Missile Name	Missile Type	Facility Name	Apogee	Distance Travelled
02/03	KN-25	SRBM	Wonsan	35 km	240 km
09/03	KN-25	SRBM	Sondok	50 km	200 km
21/03	KN-24	SRBM	Pyongan	50 km	410 km
29/03	KN-25	SRBM	Wonsan	30 km	230 km

Source: Member State

Figure 7-4: DPRK missile launches in March 2020 (3)[3]

DPRK missile launches in 2020

Year	#	Date	Launch Location	Type (as announced by the DPRK)	Rds.	Apogee (approx.)	Flight Distance (approx.)
2020	1	Mar. 2	Wonsan, Kangwon Province	multiple-launch rocket	2	35km	240km
	2	Mar. 9	Seondeok, South Hamgyong Province	frontline long-range artillery	2	50km	200km
	3	Mar. 21	Suncheon, North Pyongan Province	tactical guided weapon	2	50km	410km
	4	Mar. 29	Wonsan, Kangwon Province	super large multiple rocket	2	30km	230km
Total	4 launches				8		

Source: Member State

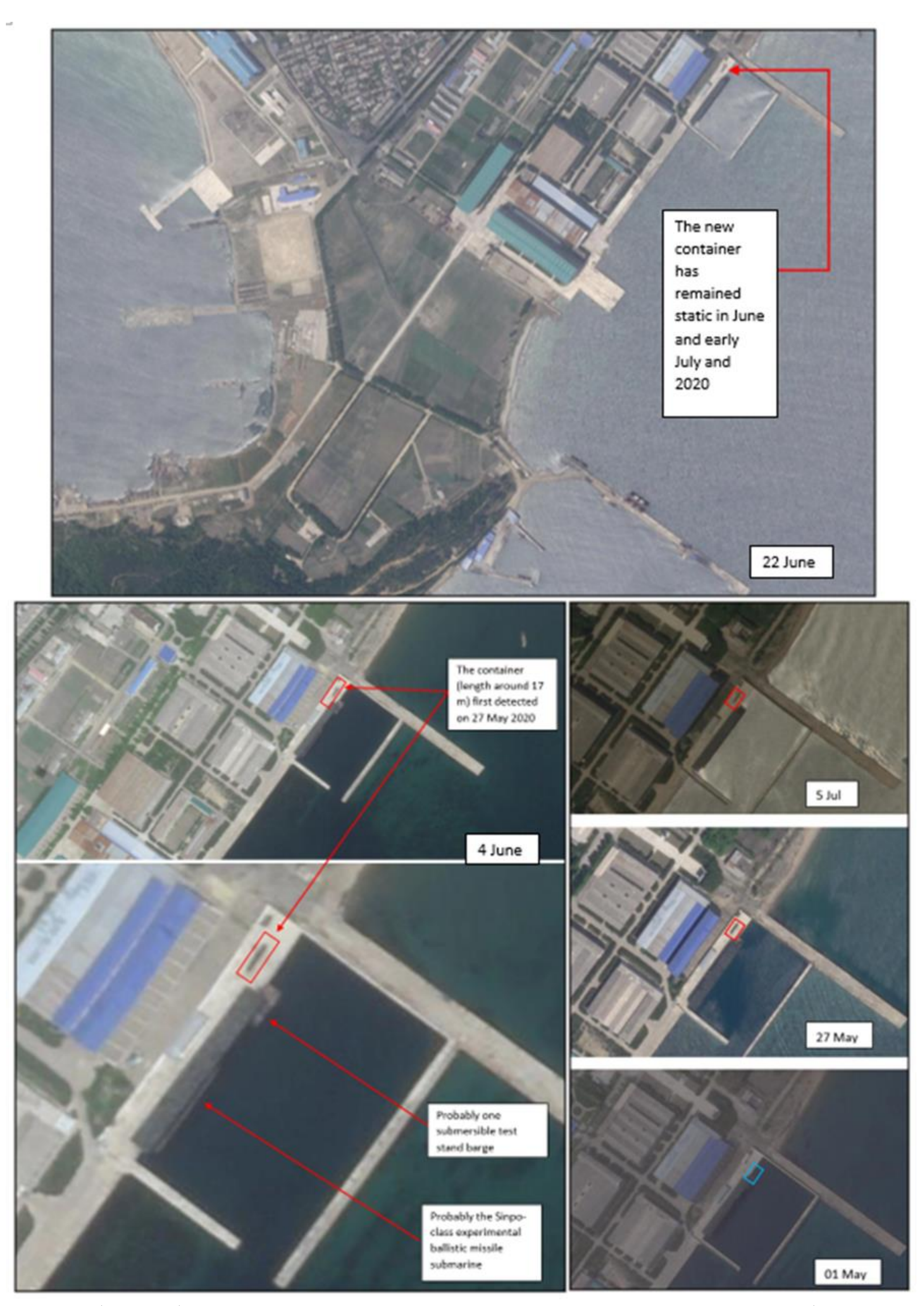
[1] The missile landing locations are off the DPRK's eastern coast.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*

Annex 8: Activity observed at the Sinpo naval south shipyard's secure boat basin since May 2020

After the set-up of a container (around 16-17 m long and around 2.5 m wide, large enough to carry a Pukkuksong-1 or Pukkuksong-3) in May 2020 near the secure boat basin, neither a crane nor support vehicles are currently visible on the site.

Moreover, the third submersible barge detected and described by a Member State during the 2 October 2019 test (see S/2020/151, annex 58.7) has not been visible since that test. It was different from the two currently observed at Sinpo and Nampo.

Figure 8-1: Sinpo south shipyard close to the secure basin, a container has been visible since 27 May 2020 near the canopy almost at the same location (40° 1'33.70"N 128° 9'57.69"E) where a container was detected on 23 September 2019.



Source: Planet Labs. 22 Jun. 2020, 04 53 00 UTC; 4 Jun. 2020, 01 54 20 UTC; 5 Jul. 2020, 04 53 55 UTC; 27 May 2020, 02 06 51 UTC; 1 May 2020, 04 52 34 UTC

Annex 9: Ballistic missile bases activity

The six ballistic missile bases referred to below, among others, are operational with considerable work in progress, focusing on:
- Increasing the underground storage capacity;
- Increasing the storage capacity under sheds or bunkers;
- Increasing the number of support facilities or their replacement.

An effort is made at some sites to enhance the undetectability and the camouflage of the existing or recently built infrastructures.

Figure 9-1: Sino-ri missile operating base (39°38'41.52"N 125°21'19.71"E)

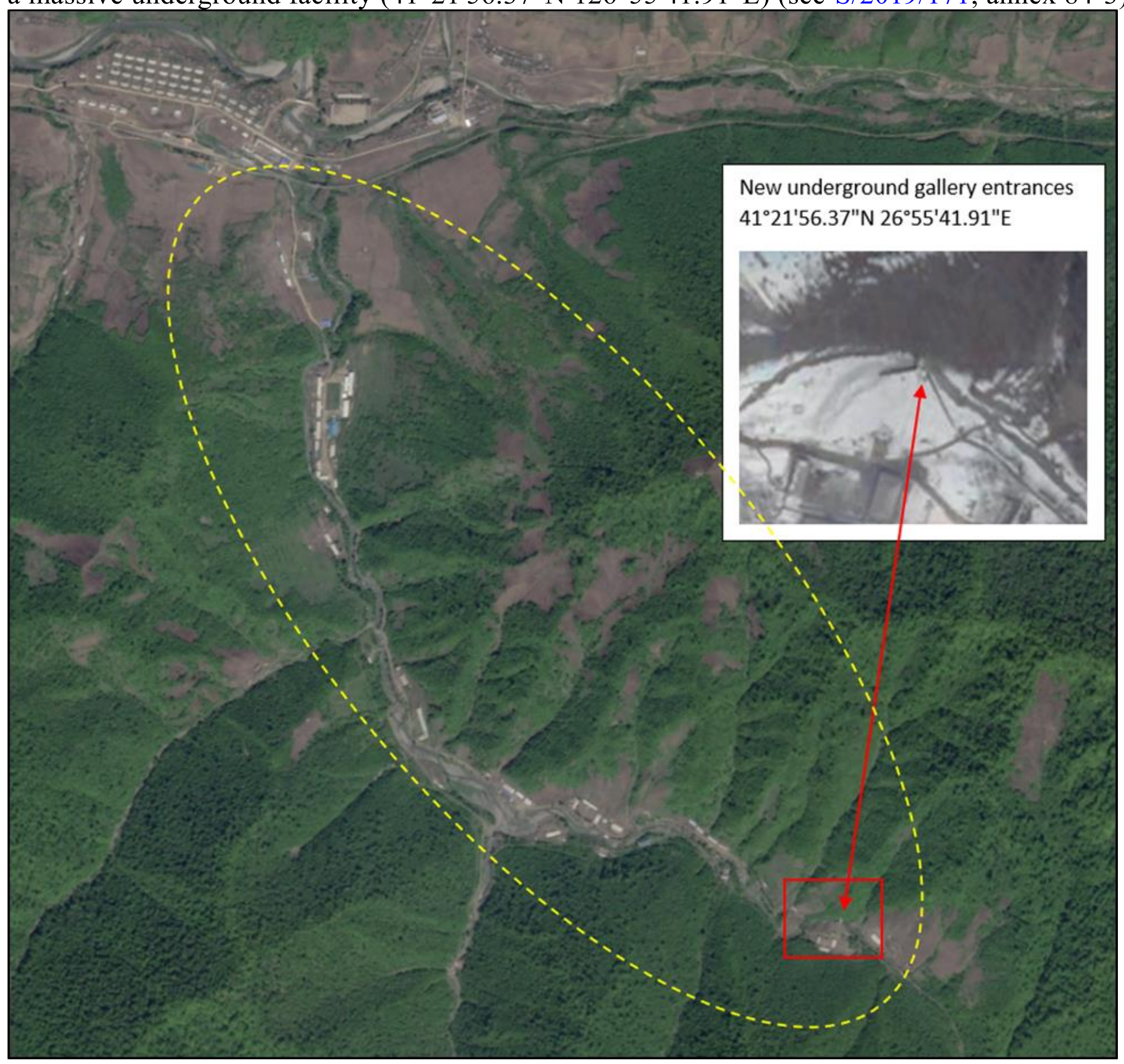
Source: Planet Labs. 8 Jul. 2020, 02 05 07 UTC

Figure 9-2: Yeongjeo-dong missile base activity whose confirmed underground gallery entrances are located along the track from - 41°19'31.57"N 127°5'42.56"E – to - 41°19'36.94"N 127° 5'53.94"E with a last entrance at 41°20'15.15"N 127° 7'43.37"E



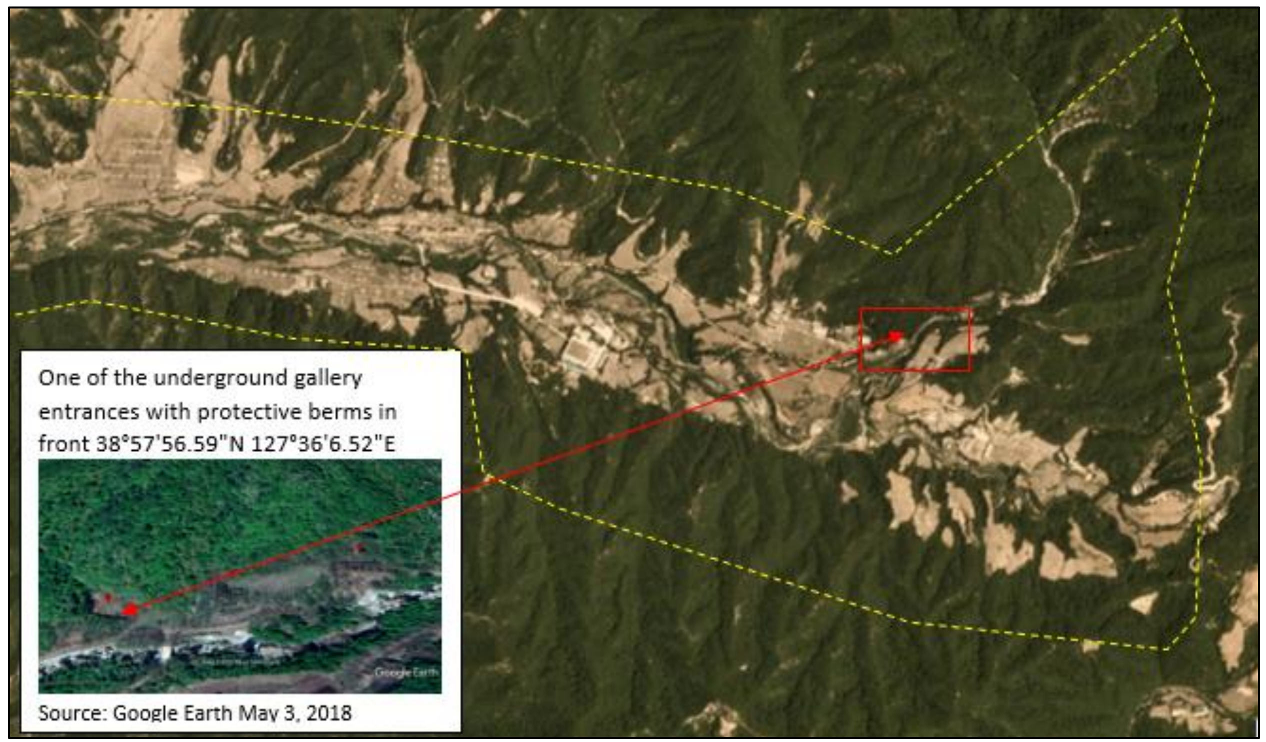
Source: Planet Labs. 27 Mar. 2020, 05 04 59 UTC

Figure 9-3: **Hoejung-ri missile base activity** (41°22'44.93"N 126°54'38.16"E) and the construction of a massive underground facility (41°21'56.37"N 126°55'41.91"E) (see S/2019/171, annex 84-3)



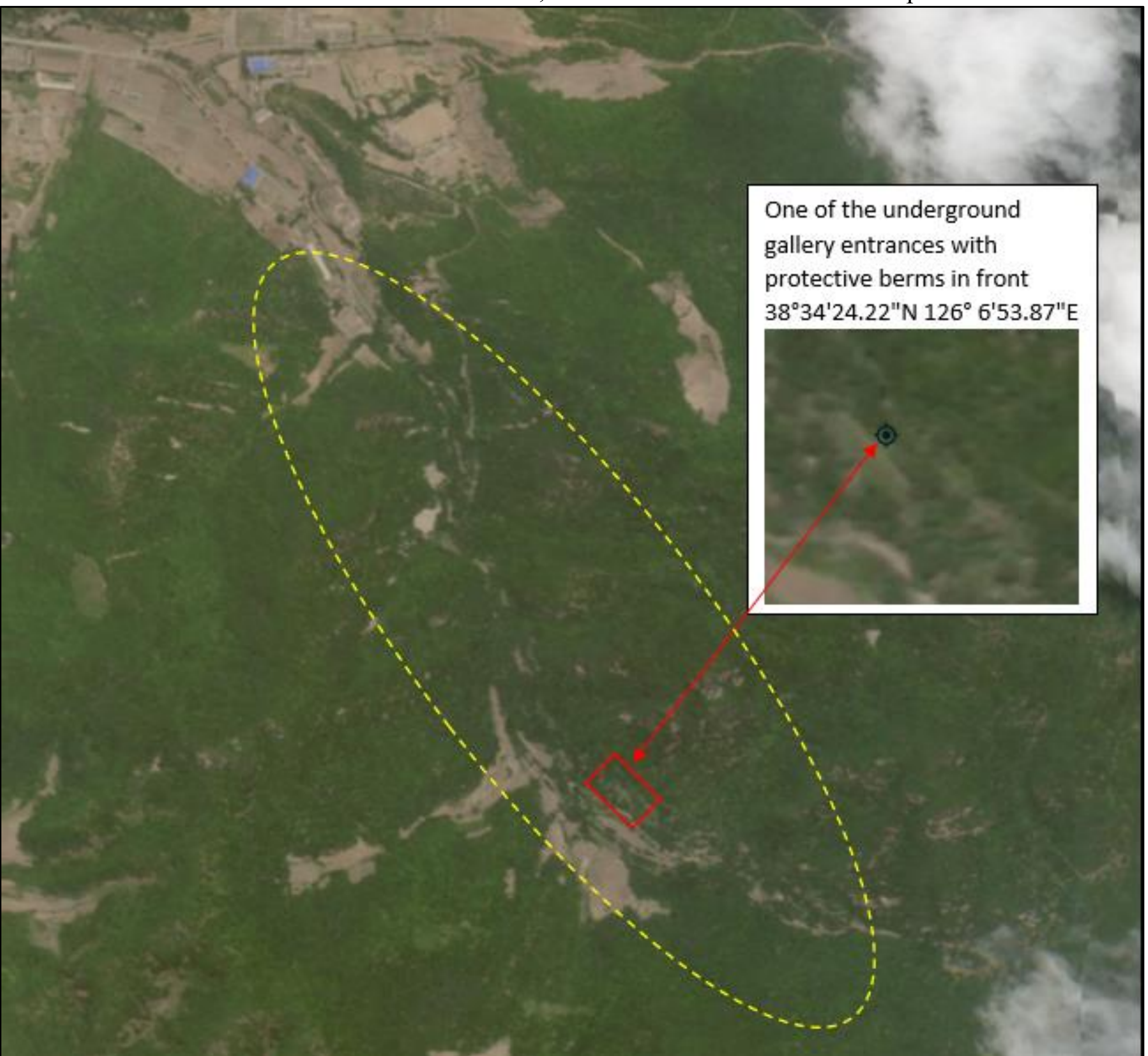
Source: Planet Labs. 29 May 2020, 02 12 52 UTC – 26 Mar. 2020, 02 47 37 UTC

Figure 9-4: Kumchon-ri missile operating base activity (38°57'52.48"N 127°35'11.98"E) certain of whose underground gallery entrances are located along the valley from - 38°57'56.59"N 127°36'6.52"E – to - 38°57'57.29"N 127°36'23.58"E



Source: Planet Labs. 22 Jun. 2020, 01 50 30 UTC

Figure 9-5: Sakkanmol missile operating base activity, (38°36'10.20"N 126° 3'57.43"E). The underground gallery entrances which are located along the valley from - 38°34'42.04"N 126° 6'43.67"E- to - 38°34'14.31"N 126° 7'21.64"E-, are identifiable because of the protective berms in front.



Source: Planet Labs. 13 Jun. 2020, 02 02 31 UTC

Figure 9-6: **Sangnam-ri Missile operating base activity** (40°50'7.46"N 128°32'47.42"E). Confirmed underground gallery entrances are located along the valley from - 40°49'35.89"N 128°33'15.41"E - 40°49'38.57"N 128°33'12.70"E - 40°49'42.22"N 128°33'9.32"E - 40°49'43.90"N 128°33'7.39"E – are identifiable because of the protective berms in front.



Source: Planet Labs. 8 Jul. 2020, 01 53 59 UTC

Annex 10: Sanum Dong scientific and ballistic missile research complex

Figure 10-1: **General view of Sanum Dong scientific and ballistic missile research complex**.
Near the Sanum Dong production hall (39° 8'30.32"N 125°46'0.11"E), specific activities were observed from January to June 2020. Given a potential relation between this complex and the Ippul-Tong site (39° 9'11.05"N 125°47'52.10"E) located 3 km north eastern thereof, the movements of tanker trucks on the roads of the storage area from March 2019 to June 2020 were also of interest.



Source: Planet Labs. 22 Jun. 2020, 02 06 09 UTC

Figure 10-2: **Sanum Dong production hall (1)**
Between 5 and 16 January 2020, truck and other vehicle activity was noted near the hall with in particular the movement of a container (color blue, length around 11m) (39° 8'30.32"N 125°46'0.11"E) appearing between 3 and 5 January, removed on 10 January, returning on 15 or 16 January and definitively removed between 17 and19 January.



Source: Planet Labs. 5 Jan. 2020, 05 19 06 UTC; 16 Jan. 2020, 02 10 01 UTC

Figure 10-3: **Sanum Dong production hall (2)**
A new canopy (length around 50 m width around 6 m) (39° 8'29.70"N 125°45'58.96"E) was erected between 29 February and 5 March 2020 probably to conceal and protect the equipment temporally stored before being moved.



Source: Planet Labs. 5 Mar. 2020, 02 13 30 UTC

Figure 10-4: **Sanum Dong Ippul-Tong**
In Sanum Dong Ippul-Tong storage buildings, on the 18 Apr 2020, one tanker truck (camouflage color length around 10 m), was moving on the ring (39° 9'20.86"N 125°47'56.64"E) which surrounds the various storage warehouses. There were movements of tanker trucks on the roads of the storage area from March 2019 to June 2020.

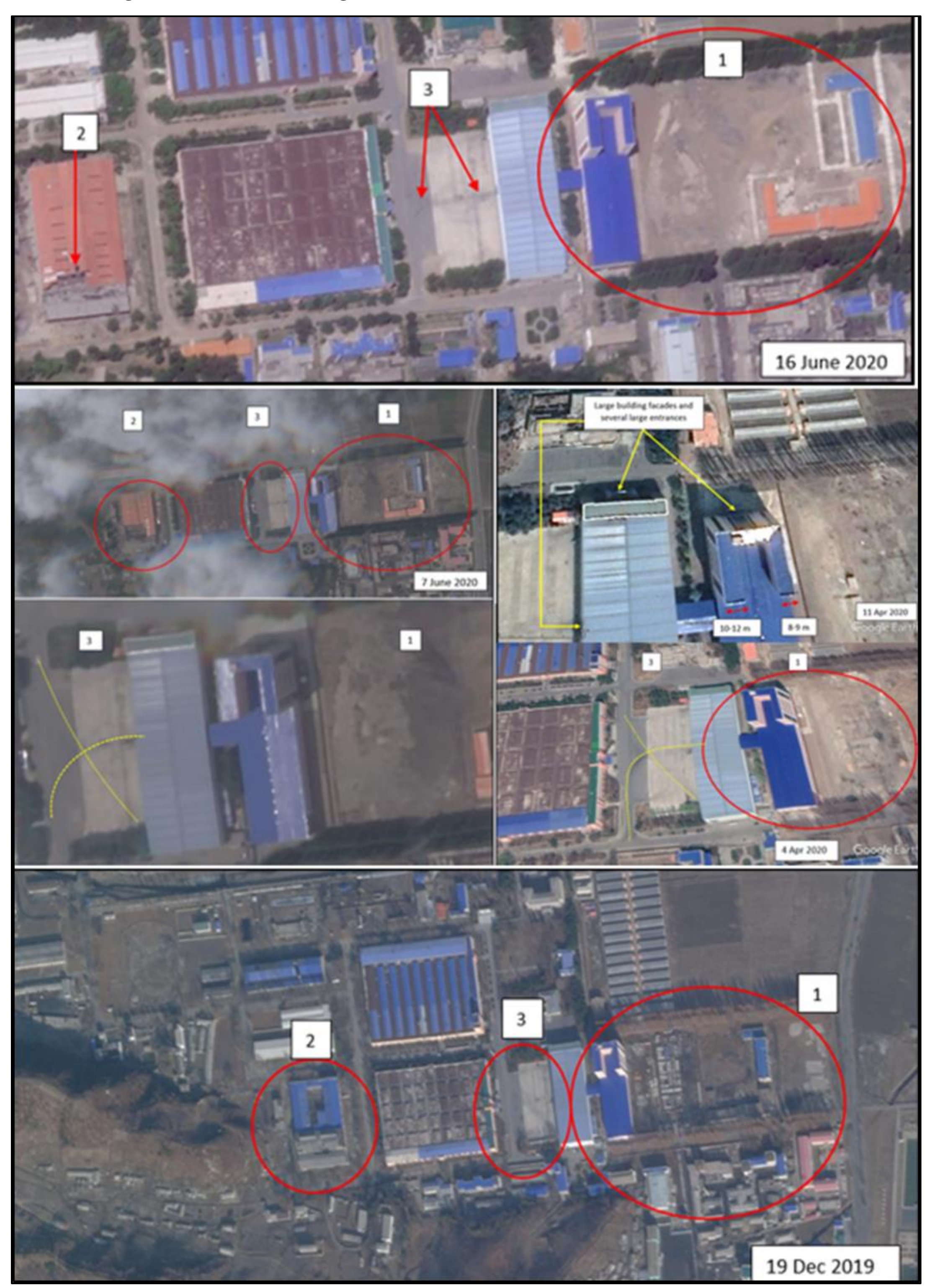


Source: Planet Labs. 18 Apr. 2020, 05 08 31 UTC

Annex 11: Developments at the Pyongsong March 16 factory automotive plant

The transformation of the site continues and the activity of large vehicles has been detected with wide-arced traces from tires possibly left by a Transporter Erector Launcher (TEL) in front of the building where the Hwasong-15 was assembled in 2017 before the ICBM test launch on 29 November 2017. They could correspond to traces left by TEL movements in August 2018, and March and April 2020.

Figure 11-1: The surroundings of the new adjacent building (39°16'52.08"N 125°52'12.76"E) are cleared (see area 1); the renovation of the western building has been under development since 2018 (see area 2). The activity of big trucks is detected because wide-arced tire traces (see area 3) appear at the front of the building where the Hwasong-15 was assembled in 2017.



Source: Planet Labs. 16 Jun. 2020, 05 16 00 UTC; Planet Labs. 7 Jun. 2020, 05 01 06 UTC; Google Earth. 4 Apr. 2020; Google Earth. 11 Apr. 2020; Planet Labs. 19 Dec. 2019, 02 09 00 UTC

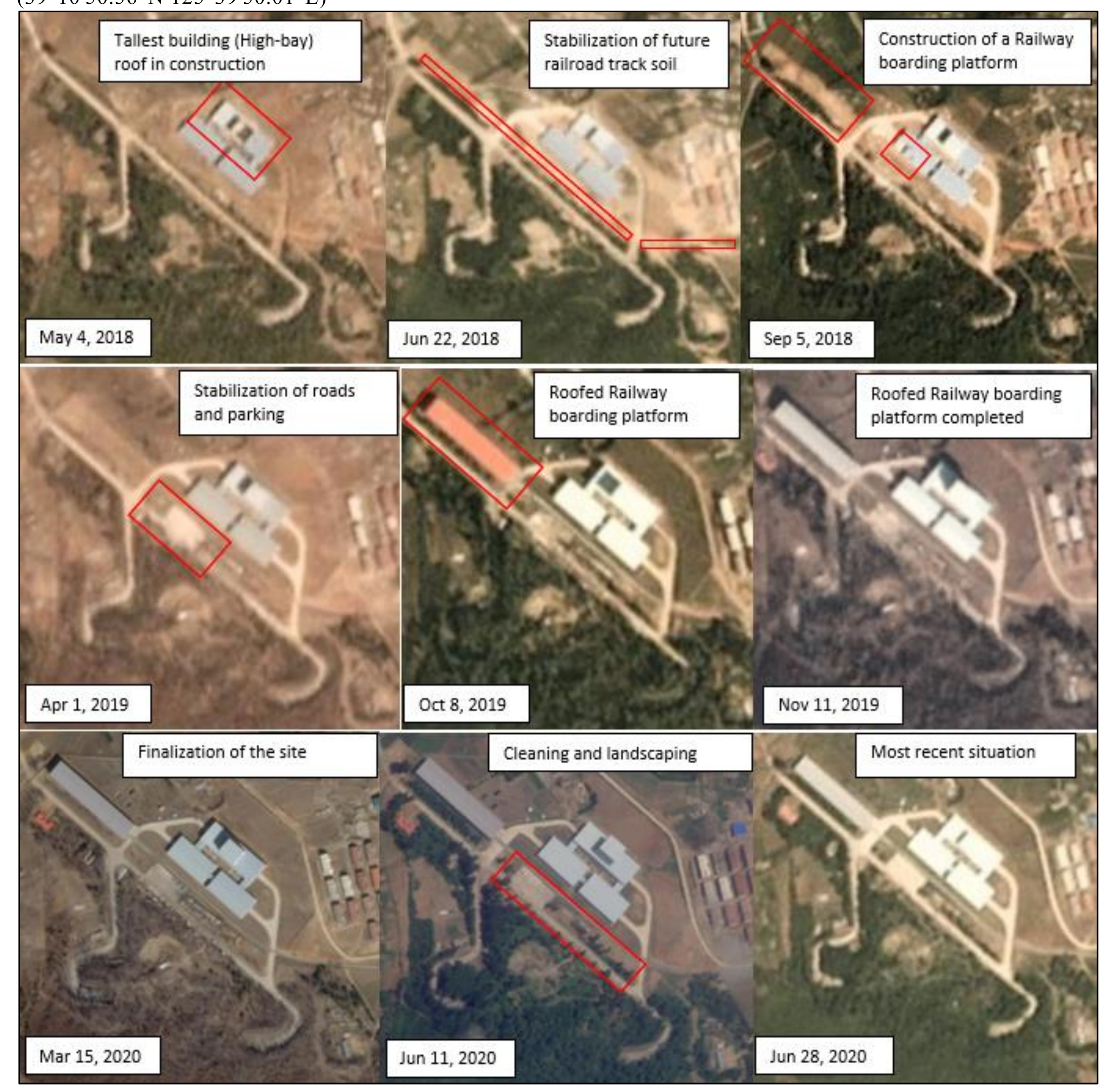
Annex 12: New facilities located 2 km southwest of the Pyongyang Sunan International Airport (39°10'50.56"N 125°39'50.01"E)

Figure 12-1: General overview of the possible BM support facility in June 2020



Source: Planet Labs. 11 Jun. 2020, 02 27 08 UTC

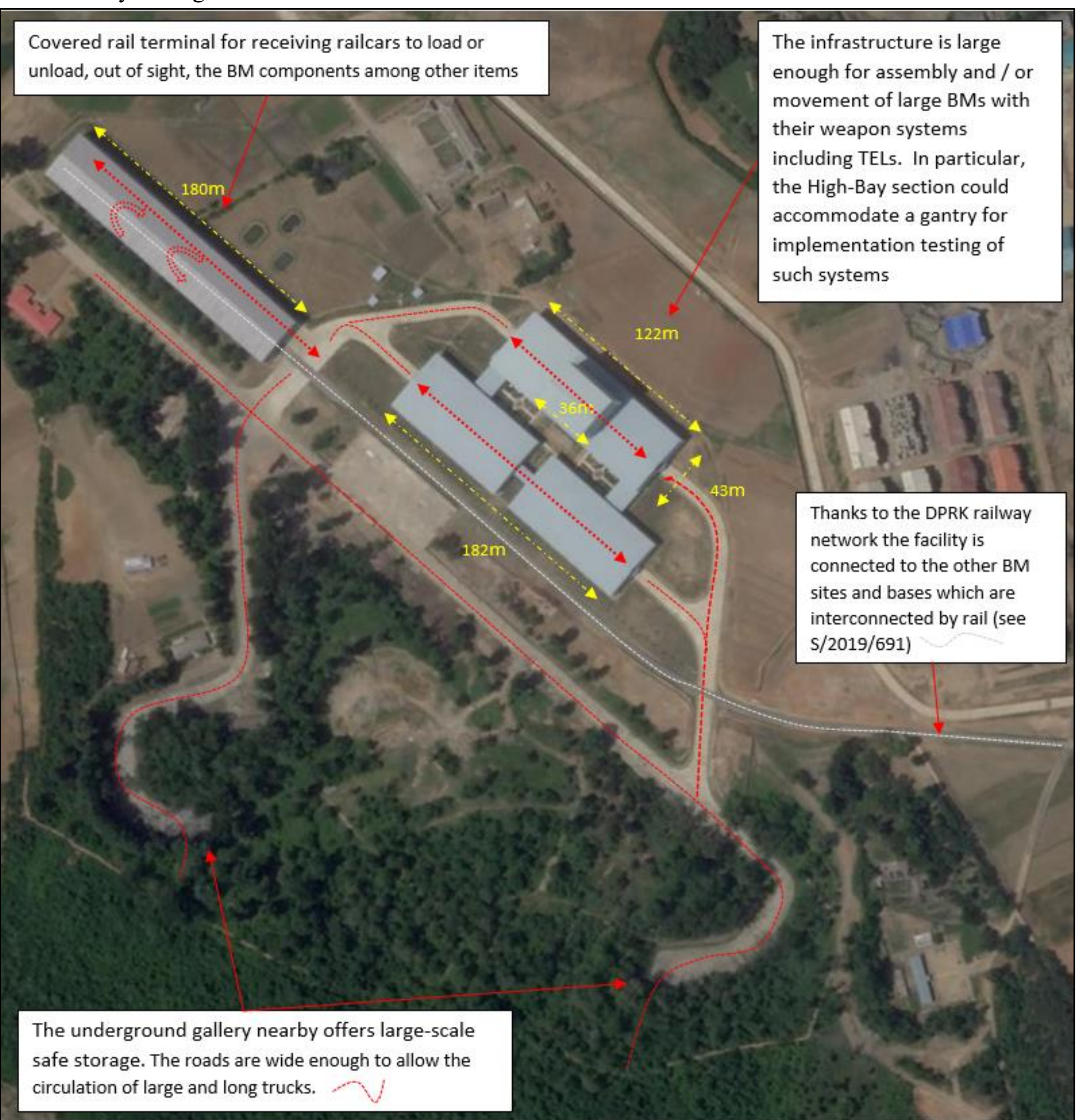
Figure 12-2: Evolution of the possible BM support facility site from 4 May 2018 to 28 June 2020
(39°10'50.56"N 125°39'50.01"E)



Source: Planet Labs. 4 May 2018, 01 50 51 UTC; 22 Jun. 2018, 01 53 38 UTC; 5 Sep. 2018, 01 55 04 UTC; 1 Apr. 2019, 02 30 52 UTC; 8 Oct. 2019, 24 40 32 UTC; 11 Nov. 2019, 01 53 22 UTC; 15 Mar. 2020, 02 13 44 UTC; 11 Jun. 2020, 02 27 08 UTC; 28 Jun. 2020, 02 04 39 UTC

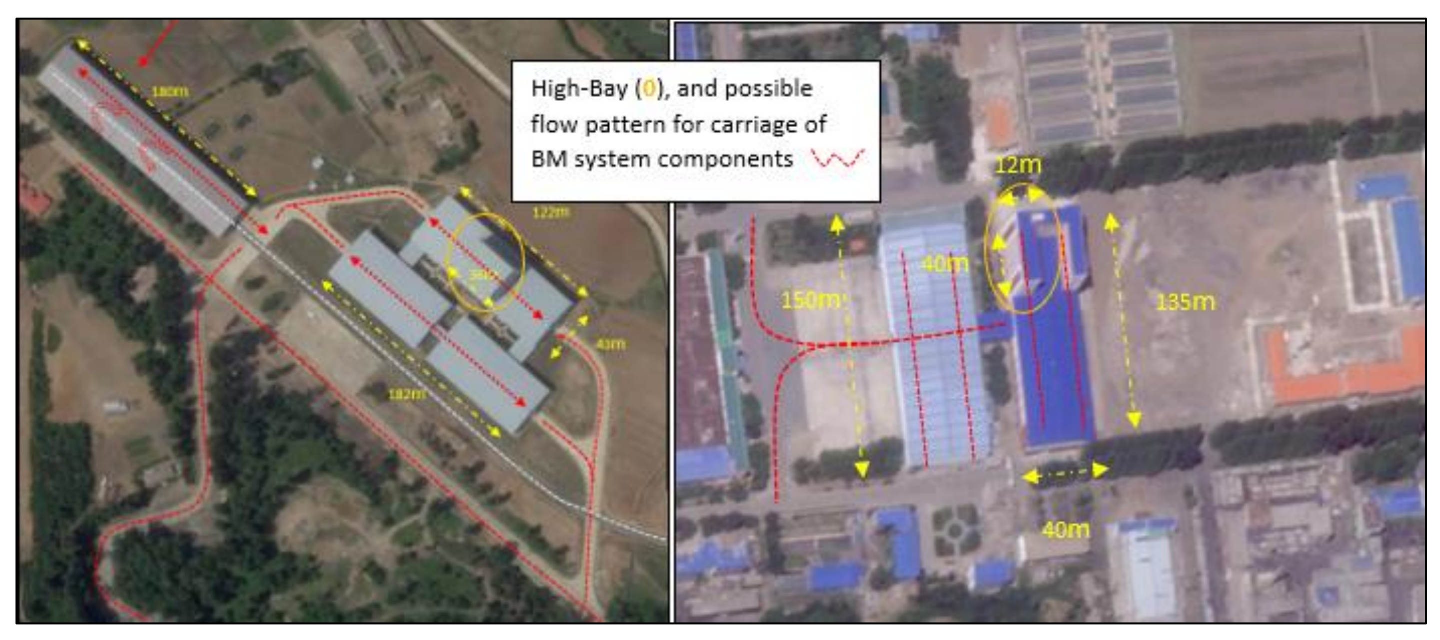
Figure 12-3: Comparison with well-known ballistic missile facilities

The infrastructure and buildings (in particular, the tallest building aka high-bay, the railway with a sheltered station and the network of wide stabilized roads) erected on the site could correspond to a BM training facility or to a BM assembly facility because they have an architecture comparable to that of the other BM facilities such as inter alia, **Pyongsong March 16 factory automotive plant** (fig. 12-4), **Sohae (Tongchang-ri) satellite rocket launch site** (fig. 12-5), **Sinpo south shipyard** (fig. 12-6), **Sanum Dong scientific and ballistic missile research complex** (fig. 12-7)**, Tonghahe satellite rocket launch site** (fig. 12-8), **Jonchon (Mupyong-ni) No 65 factory** (fig. 12-9). These infrastructures are adapted to allow the assembly of large BM and rockets.



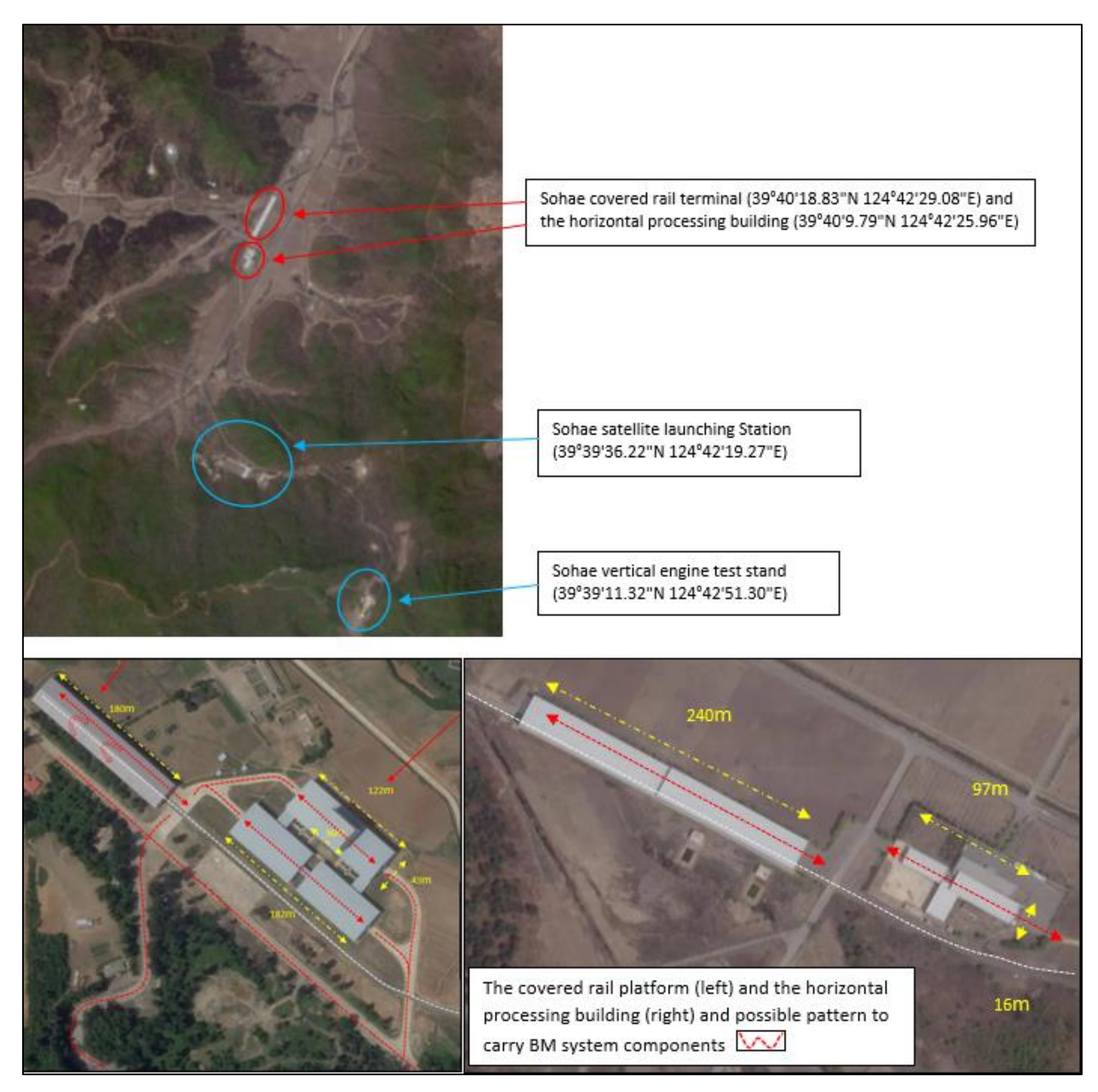
Source: Planet Labs. 11 Jun. 2020, 02 27 08 UTC

Figure 12-4: Comparison between the structure of the possible ballistic missile support facility aka -Sil-li ballistic missile support facility (39°10’50.56”N 125°39’50.01”E) and **the Pyongsong March 16 factory automotive plant** (39°16'52.55"N 125°52'15.75"E); (see S/2020/151, para.198 and annex 65).



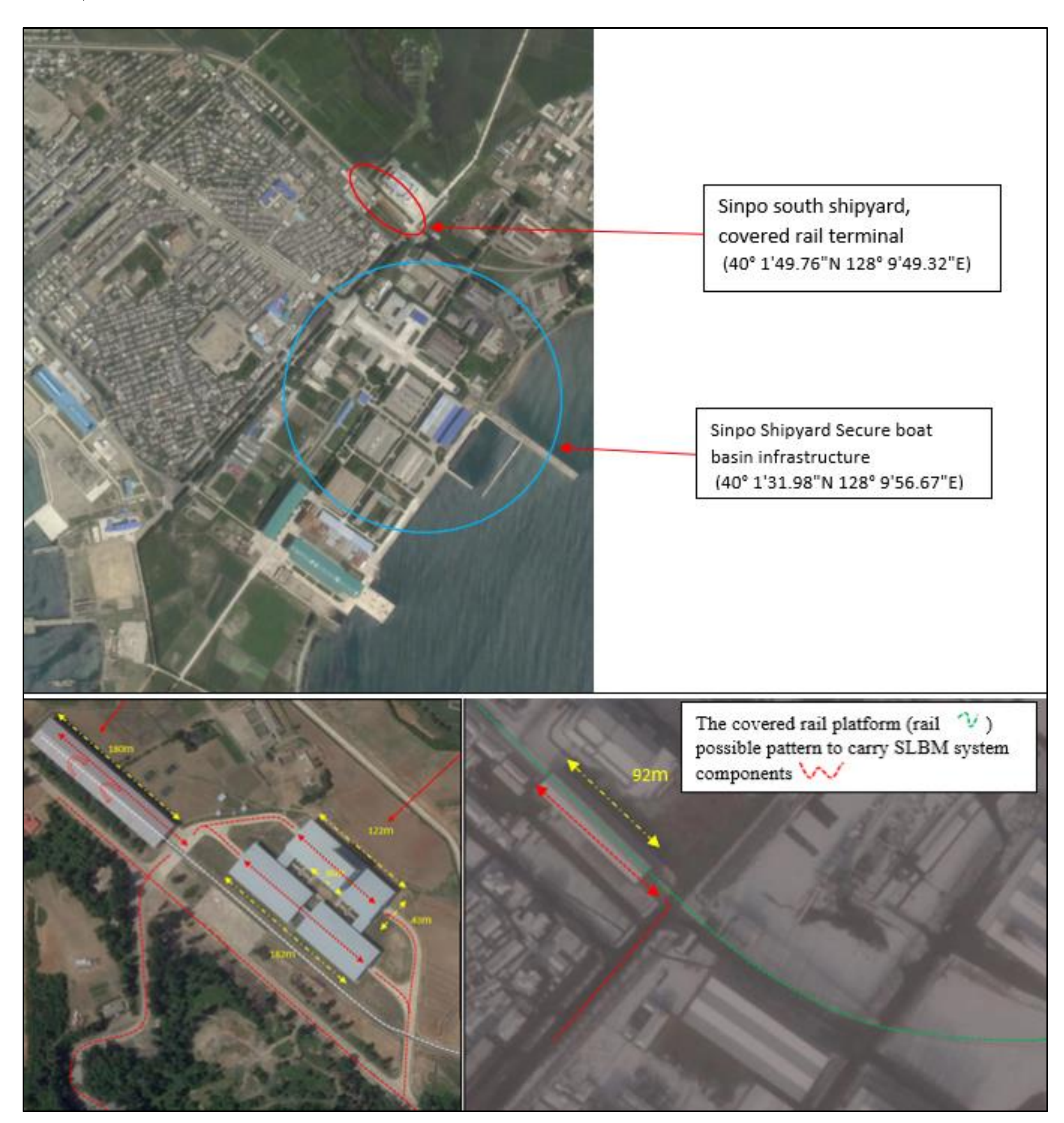
Source: Planet Labs. 16 Jun. 2020, 05 16 00 UTC (left) – 11 Jun. 2020, 02 27 08 UTC (right)

Figure 12-5: Comparison between the structure of the possible ballistic missile support facility aka - Sil-li ballistic missile support facility (39°10’50.56”N 125°39’50.01”E) and at the **Sohae (Tongchang-ri) satellite launching ground**: the horizontal processing building (39°40'9.79"N 124°42'25.96"E) and the covered rail terminal (39°40'18.83"N 124°42'29.08"E); (see S/2020/151, paras.198 and 199 and annex 62)



Source: Planet Labs. 16 Jun. 2020, 05 16 00 UTC (left) – 2 May 2020, 05 17 53 UTC (right)

Figure 12-6: Comparison between the structures of the possible ballistic missile support facility (aka Sil-li Ballistic Missile Support Facility) (39°10’50.56”N 125°39’50.01”E) and the **Sinpo south shipyard, covered rail terminal** (40° 1'49.76"N 128° 9'49.32"E 124°42'29.08"E) which is near the secure boat basin infrastructure where SLBMs are prepared for the Sinpo-class experimental ballistic missile submarine and the submersible barge (40° 1'31.98"N 128° 9'56.67"E) (see S/2020/151, para.198 and annex 58.7.3)



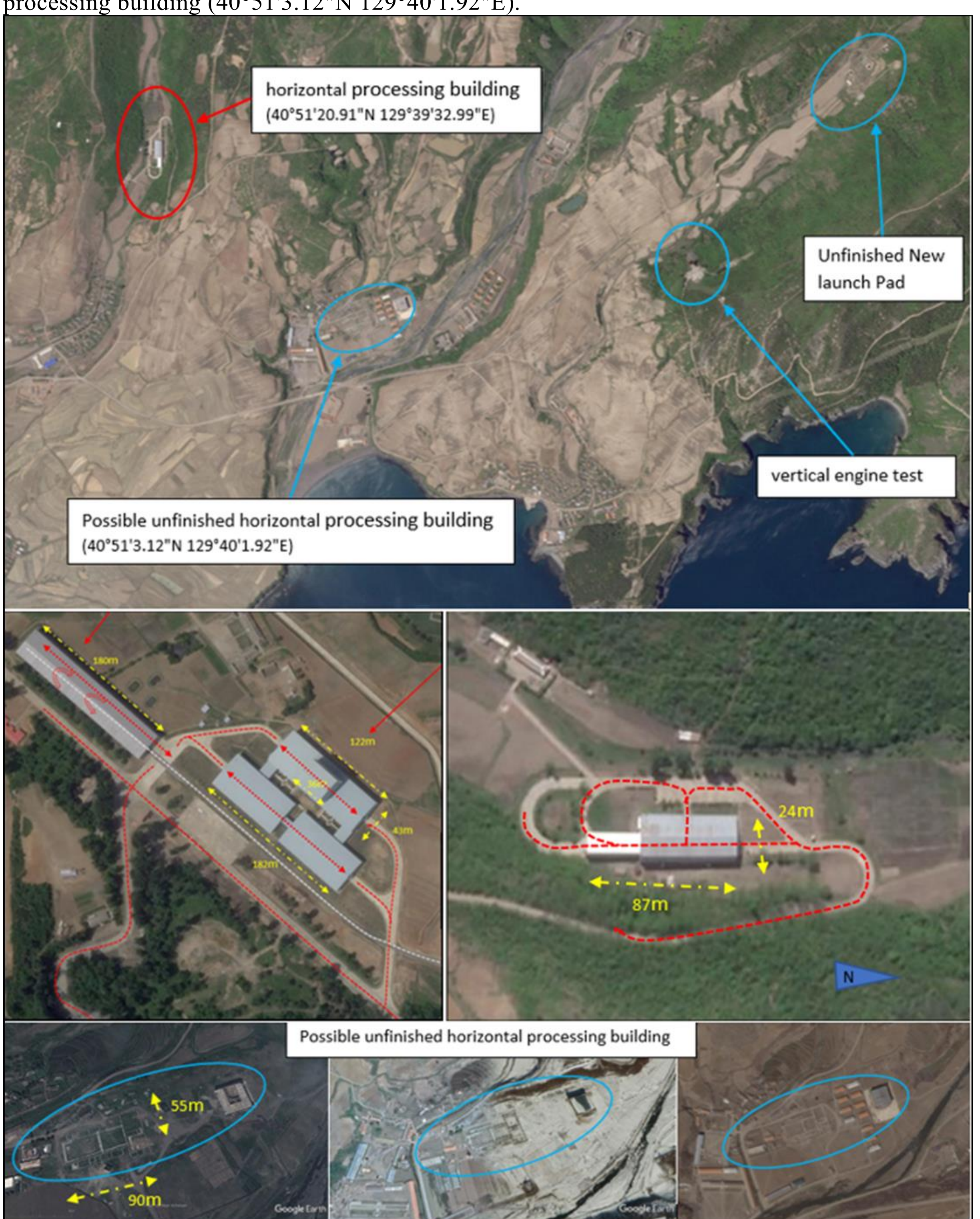
Source: Planet Labs. 2 Jul. 2020, 02 56 47 UTC; 16 Jun. 2020, 05 16 00 UTC (left) – 14 Jan. 2020, 05 00 14 UTC

Figure 12-7 : Comparison between structures of the possible ballistic missile support facility (aka Sil-li ballistic missile support facility) (39°10’50.56”N 125°39’50.01”E) and at **the Sanum Dong scientific and ballistic missile research complex**, the Sanum Dong production hall (39° 8'30.32"N 125°46'0.11"E)



Source: Google Earth. 28 Oct. 2011 – 1 Dec. 2013 – 27 Jan. 2014 – 26 Oct. 2017; Planet Labs. 16 Jun. 2020, 05 16 00 UTC (left) - Jun 3, 2020, 05 00 22 UTC (right)

Figure 12-8: Comparison between structures of the possible ballistic missile support facility (aka Sil-li ballistic missile support facility) (39°10’50.56”N 125°39’50.01”E) and at the **Tonghae satellite rocket launch site,** the Horizontal processing building (40°51'20.91"N 129°39'32.99"E) and the unfinished processing building (40°51'3.12"N 129°40'1.92"E).



Source: Planet Labs. 29 May 2020, 04 46 58 UTC (top); 16 Jun. 2020, 05 16 00 UTC (centre left); 29 May 2020, 04 46 58 UTC (centre right); Google Earth. 22 Jun. 2013 (bottom left); 11 Feb. 2018 (bottom centre); Planet Labs. 2 Apr. 2020, 05 01 16 UTC (bottom right)

Figure 12-9: Comparison between structure of the possible ballistic missile support facility (aka Sil-li ballistic missile support facility) (39°10’50.56”N 125°39’50.01”E) and at the **Jonchon-Mupyong-ni No 65 factory,** the southern building involved in the TEL upgrading (40°36'42.77"N 126°25'34.74"E) and the various underground galleries located along the westside of the mountain from south (40°36'48.06"N 126°25'35.59"E) to north-east (40°38'0.43"N 126°26'21.20"E). A Hwasong-14 was tested on 28 July 2017 from a near-by launch pad (40°36'40.21"N 126°25'33.31"E) (see S/2019/171, para. 174; S/2018/171, paras. 9,11,12 and 13; S/2017/742, para. 7)



Source: Planet Labs. 14 Apr. 2020, 02 20 07 UTC; Google Earth. 3 Jan. 2012; Planet Labs. 14 Apr. 2020, 02 20 07 UTC; Google Earth, 31 Aug. 2018

Figure 12-10: The main facility composed of 3 interconnected drive-through buildings is connected to a nearby large underground facility which could be used for storage of TEL and sensitive BM components.



Source: Planet Labs. 21 Mar. 2020, 02 29 41 UTC (top); Google Earth. 30 Dec. 2006, 11 Nov. 2006

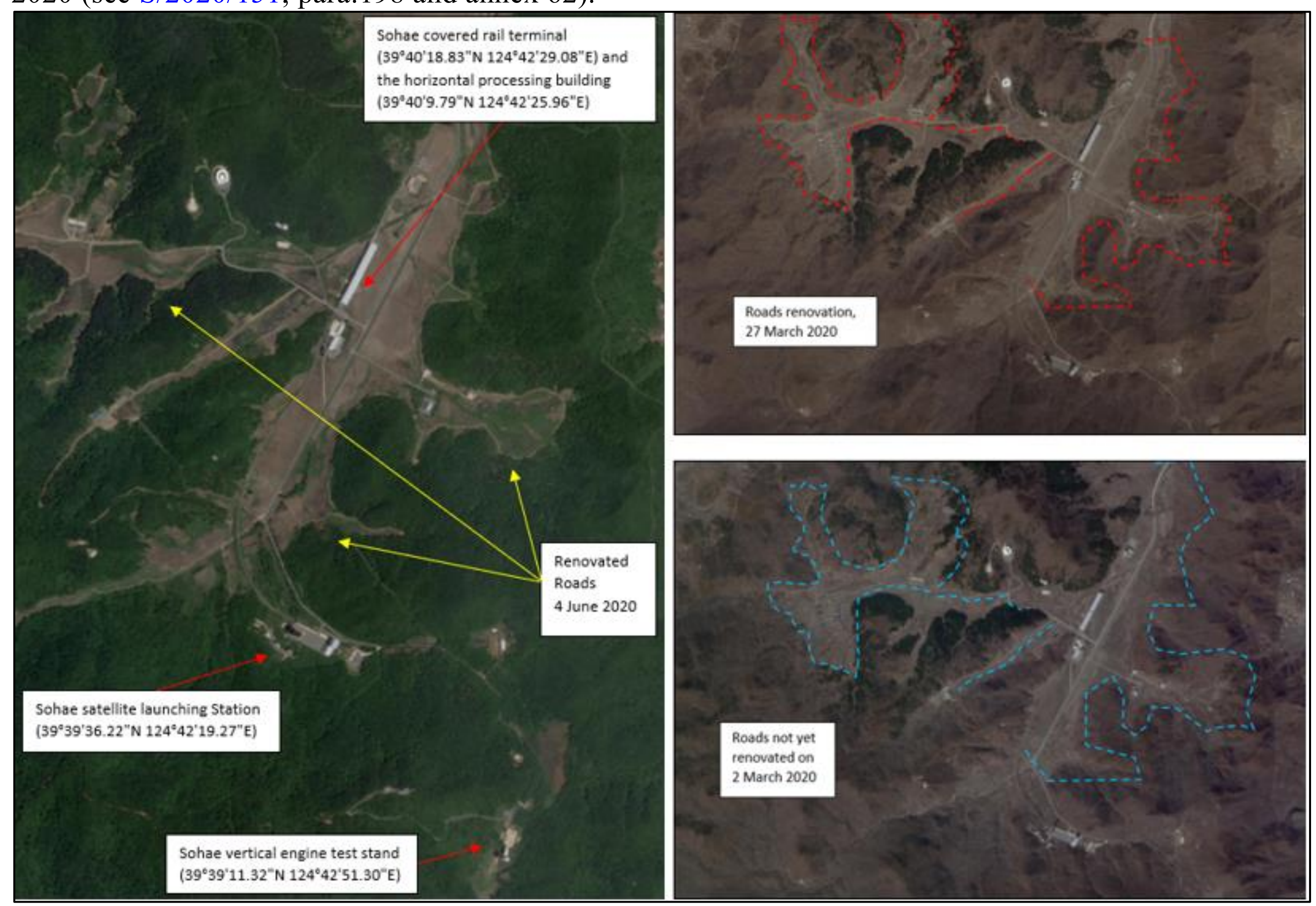
Figure 12-11: The Pyongyang-Sunan international Airport has already been 'dual-used' for the BM programme. It was used on 29 August (39°15'40.96"N 125°40'32.79"E) and 15 September 2017 as a launch test site for the IRBM Hwasong-12 (see S/2019/171, para. 174).



Source: Planet Labs. 4 Jun. 2020, 05 12 47 UTC

Annex 13: The Sohae (Tongchang-ri) satellite launching ground

Figure 13-1: The upgrading of the Sohae (Tongchang-ri) satellite launching ground has continued with the renovation of the roads and pathways around and inside Sohae satellite launch site from early March 2020 (see S/2020/151, para.198 and annex 62).



Source: Planet Labs. 4 Jun. 2020, 02 30 29 UTC, 27 Mar. 2020, 02 28 44 UTC, 2 Mar. 2020, 05 14 46 UTC

Annex 14: Intangible transfer of technology (ITT)

The Panel has identified a risk that DPRK researchers working in international scientific and technical journal editorial teams might be a channel for ITT. Such researchers could collect information and identify specific studies and researchers as well as cutting-edge scientific institutes.

As an editorial board member, such a researcher's task might involve, inter alia, reviewing papers and creating a network of scholars who could contribute to his/her mission. A DPRK scientist might benefit from gaining familiarity with the latest research in the field of his/her specialty. He/she might participate in academic exchanges with other academics in the field. He could more easily receive invitations to events or conferences as well as access to other scientific institutes.

The Panel's investigation[4] into one case has been carried out thanks to the cooperation of a scientific journal which had requested a DPRK researcher to become a member of the editorial board with tele-worker status.

The case concerns a DPRK national, Dr. Kim Chol-Hyon, affiliated to Kim Chaek University of Technology Pyongyang, DPRK, who obtained M.S. and Ph.D. degrees in optical measurement from the same univeristy, in 2009 and 2018, respectively. Upon graduation, he joined its Laser Engineering Department, where he remains a Professor.

His research interests included laser-related techniques, the manufacturing of gaseous, liquid and solid lasers, laser applications as well as the material of fibre lasers and solid lasers.[5]

Some of Kim's publications related to optical research are listed below:

Immediate estimation of feedback factor and linewidth enhancement factor from measured self-mixing signals under moderate or strong regime. CM Ri, **CH Kim**, YN Oh, SC Kim - Measurement Science and Technology

Available at https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1361-6501/ab6c27/meta

---

[4] Paragraph 11 of resolution 2321 (2016) decides that all Member States shall suspend scientific and technical cooperation involving persons or groups officially sponsored by or representing the DPRK except for medical exchanges, unless the 1718 Committee receives advance notification or grants an exemption.

[5] S/2014/253: Update to the items contained in the lists specified in paragraph 5 (b) of resolution 2087 (2013).

Excerpt of the Items, materials, equipment, goods and technology related to ballistic missile programmes:

- 9.A.2. Gyro-astro compasses and other devices which derive position or orientation by means of automatically tracking celestial bodies or satellites, and specially designed components therefor
- 10.A.1. Pneumatic, hydraulic, mechanical, electro-optical, or electromechanical flight control systems (including fly-by-wire and fly-by-light systems) designed or modified for the systems specified in 1.A
- 10.A.3. Flight control servo valves designed or modified for the systems in 10.A.1. or 10.A.2., and designed or modified to operate in a vibration environment greater than 10 g rms between 20 Hz and 2 kH
- 11.A.1. Radar and laser radar systems, including altimeters, designed or modified for use in the systems specified in 1.A. *Technical Note: Laser radar systems embody specialised transmission, scanning, receiving and signal processing techniques for utilisation of lasers for echo ranging, direction finding and discrimination of targets by location, radial speed and body reflection characteristics…*
- 11.A.4. Electronic assemblies and components, designed or modified for use in the systems specified in 1.A. or 19.A. and specially designed for military use and operation at temperatures in excess of 125°C
- *12. Fiber Optic Gyro Coil Winding Machines.*
- *12.A.5. Precision tracking systems, usable for systems specified in 1.A., 19.A.1. or 19.A.2. as follows:*
  A. Tracking systems which use a code translator installed on the rocket or unmanned aerial vehicle in conjunction with either surface or airborne references or navigation satellite systems to provide real-time measurements of inflight position and velocity
  B. Range instrumentation radars including associated optical/infrared trackers with all of the following capabilities:
  1.Angular resolution better than 1.5 mrad;
  2.Range of 30 km or greater with a range resolution better than 10 m rms; and
  3.Velocity resolution better than 3 m/s

Effect of linewidth enhancement factor on displacement reconstruction and immediate estimation of feedback factor for weak feedback. **CH Kim** - Optics Communications, 2020 – Elsevier

Available at https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0030401819311733

High-speed joint estimation of strong feedback regime with fringe loss. HS Hong, **CH Kim**, JH Kim, UH Song, HS Li… - Optics Communications, 2020 – Elsevier

Available at https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0030401820305782

Annex 15: Member States' letter and report to the 1718 Committee: North Korea's Breach of the UNSCR 2397 Refined Petroleum Cap, 24 July 2020

July 24, 2020

Dear Ambassador Heusgen,

On behalf of the Republic of Albania, Australia, Austria, Belgium, the Republic of Bulgaria, Canada, Chile, the Republic of Croatia, the Republic of Cyprus, the Czech Republic, Denmark, Dominican Republic, Estonia, Finland, France, the Federal Republic of Germany, Greece, Honduras, Hungary, Iceland, Israel, Italy, Japan, the Republic of Latvia, the Republic of Liberia, Lithuania, Luxembourg, the Republic of Malta, the Republic of the Marshall Islands, the Federated States of Micronesia, the Kingdom of the Netherlands, New Zealand, Norway, the Republic of Palau, Peru, the Republic of Poland, the Republic of Korea, the Slovak Republic, the Republic of Slovenia, Spain, Ukraine, the United States, and the United Kingdom, we have the honor to submit to the 1718 Committee a request for the Committee Secretary to take the actions described in operative paragraph 5 of resolution 2397 because the aggregate amount of refined petroleum products sold, supplied, or transferred to the DPRK in 2020 has breached the annual cap of 500,000 barrels. Attached, please find a report, sponsored by the above Member States, detailing observations of illicit North Korean refined petroleum imports. None of these imports were reported to the 1718 Committee. When these observed illicit refined petroleum imports are combined with imports that have been reported to the 1718 Committee, the aggregate amount of refined petroleum imported into the DPRK is in excess of the 500,000 barrel refined petroleum cap set in UN Security Council resolution 2397. In total, we have documented 56 shipments between January 1, 2020 and May 30, 2020. For 20 of these 56 cases, we are presenting imagery as evidence. Just these 20 cases when combined with the amounts already reported to the 1718 Committee, exceed the 500,000 refined petroleum cap set in UN Security Council resolution 2397.

Specifically, we request the following actions be taken:

- We request the 1718 Committee Secretary issue a public note verbale to all UN Member States that the aggregate amount of refined petroleum products sold, supplied, or transferred to the DPRK in 2020 has exceeded the cap set by the Security Council and inform Member States that they must immediately cease selling, supplying, or transferring refined petroleum products to the DPRK for the remainder of the year.

- We request the Chair to issue a Committee press release to inform the general public of this information.

- We further request this note verbale and press release include a call for all Member States to immediately exercise enhanced vigilance regarding the DPRK attempting to procure additional refined petroleum products and to prevent illicit ship-to-ship transfers of refined petroleum products to vessels owned, controlled, or acting on behalf of or working in cooperation with the DPRK.

- We further request the 1718 Committee Secretary update the website to include the illicit refined petroleum imports in our report and show that the aggregate amount of refined petroleum products sold, supplied, or transferred to the DPRK in 2020 has exceeded the cap set by the Security Council using the conversion rate and other information in the report.

We request the Chair circulate our report and our proposals to the 1718 Committee for action by today, July 24, 2020 under the regular 5-day NOP process. We thank you in advance for your assistance.

Naureda Breshanaj
Deputy Permanent Representative, Chargé d'Affaires a.i.
Permanent Mission of the Republic of Albania to the United Nations

Mitch Fifield
Permanent Representative
Permanent Mission of Australia to the United Nations

Alexander Marschik
Permanent Representative
Permanent Mission of Austria to the United Nations

Marc Pecsteen de Buytswerve
Permanent Representative
Permanent Mission of Belgium to the United Nations

Georgi Panayotov
Permanent Representative
Permanent Mission of the Republic Bulgaria to the United Nations

Louise Blais
Chargée d'affaires a.i.
Permanent Mission of Canada to the United Nations

MISSION OF CHILE TO THE UNITED NATIONS

Milenko Skoknic Tapia
Permanent Representative
Permanent Mission of Chile to the United Nations

Ivan Šimonović
Permanent Representative
Permanent Mission of the Republic of Croatia to the United Nations

Andreas D. Mavroyiannis
Permanent Representative
Permanent Mission of the Republic of Cyprus to the United Nations

Karel Komárek
Chargée d'affaires a.i.
Permanent Mission of the Czech Republic to the United Nations

Martin Bille Hermann
Permanent Representative
Permanent Mission of Denmark to the United Nations

José Singer
Special Envoy of the Dominican Republic to the Security Council
Permanent Mission of the Dominican Republic to the United Nations

Sven Jürgenson
Permanent Representative
Permanent Mission of Estonia to the United Nations

Sofie Sandström
Chargée d'affaires a.i.
Permanent Mission of Finland to the United Nations

Nicolas de Rivière
Permanent Representative
Permanent Mission of France to the United Nations

Christoph Heusgen
Permanent Representative
Permanent Mission of the Federal Republic of Germany to the United Nations

Maria Theofili
Permanent Representative
Permanent Mission of Greece to the United Nations

Irma Rosa
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission of Honduras to the United Nations

Katalin Annamária Bogyay
Permanent Representative
Permanent Mission of Hungary to the United Nations

Jörundur Valtýsson
Permanent Representative
Permanent Mission of Iceland to the United Nations

Ambassador Noa Furman
Chargée d'affaires a.i.
Permanent Mission of Israel to the United Nations

Antonini Maurizio
First Counselor
Permanent Mission of Italy to the United Nations

ISHIKANE Kimihiro
Permanent Representative
Permanent Mission of Japan to the United Nations

Krista Raupa
Chargé d'Affaires a.i.
Permanent Mission of the Republic of Latvia to the United Nations

Dee-Maxwell Saah Kemayah, Sr.
Permanent Representative
Permanent Mission of the Republic of Liberia to the United Nations

Dalia Šalkauskienė
Chargé d'Affaires a.i.
Permanent Mission of Lithuania to the United Nations

Fabien Raum
Deputy Permanent Representative, Chargé d'Affaires a.i.
Permanent Mission of Luxembourg to the United Nations

Vanessa Frazier
Permanent Representative
Permanent Mission of the Republic of Malta to the United Nations

Amatlain E. Kabua
Permanent Representative
Permanent Mission of the Republic of the Marshall Islands to the United Nations

Jane J. Chigiyal
Permanent Representative
Permanent Mission of the Federated States of Micronesia to the United Nations

Karel J.G. van Oosterom
Permanent Representative
Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands to the United Nations

Craig J. Hawke
Permanent Representative
Permanent Mission of New Zealand to the United Nations

Mona Juul
Permanent Representative
Permanent Mission of Norway to the United Nations

Ngedikes Olai Uludong
Permanent Representative
Permanent Mission of the Republic of Palau to the United Nations

Néstor Popolizio
Permanent Representative
Permanent Mission of Peru to the United Nations

Agata Duda-Płonka
Chargé d'Affaires a.i.
Permanent Mission of the Republic of Poland to the United Nations

Cho Hyun
Permanent Representative
Permanent Mission of the Republic of Korea to the United Nations

Michal Mlynár
Permanent Representative
Permanent Mission of the Slovak Republic to the United Nations

Darja Bavdaž-Kuret
Permanent Representative
Permanent Mission of the Republic of Slovenia to the United Nations

Agustín Santos Maraver
Permanent Representative
Permanent Mission of Spain to the United Nations

Sergiy Kyslytsya
Permanent Representative
Permanent Mission of Ukraine to the United Nations

Kelly Craft
Permanent Representative
Permanent Mission of United States to the United Nations

Jonathan Allen
Chargé d'Affaires a.i.
Permanent Mission of United Kingdom to the United Nations

His Excellency
Christoph Heusgen,
Chair of the Committee established pursuant to resolution 1718 (2006)
New York, NY.

REPORT TO THE UN 1718 COMMITTEE:

NORTH KOREA'S BREACH OF THE UNSCR 2397 REFINED PETROLEUM CAP

The Republic of Albania, Australia, Austria, Belgium, the Republic of Bulgaria, Canada, Chile, the Republic of Croatia, the Republic of Cyprus, the Czech Republic, Denmark, Dominican Republic, Estonia, Finland, France, the Federal Republic of Germany, Greece, Honduras, Hungary, Iceland, Israel, Italy, Japan, the Republic of Latvia, the Republic of Liberia, Lithuania, Luxembourg, the Republic of Malta, the Republic of the Marshall Islands, the Federated States of Micronesia, the Kingdom of the Netherlands, New Zealand, Norway, the Republic of Palau, Peru, the Republic of Poland, the Republic of Korea, the Slovak Republic, the Republic of Slovenia, Spain, Ukraine, the United States, and the United Kingdom remain gravely concerned regarding large-scale evasion of restrictions the UN Security Council has imposed on the Democratic Republic of Korea's (DPRK) import of refined petroleum products. UN Security Council resolution (UNSCR) 2397 operative paragraph (OP) 5 restricts the DPRK to importing no more than 500,000 barrels of refined petroleum products per year. Any Member State supplying, selling, or transferring refined petroleum products to the DPRK is required to submit reports to the UN 1718 Committee informing it of the transfers every 30 days in order to allow the Committee to maintain an accounting of the DPRK's imports.

UNSCR 2375 OP 11 prohibits UN Member States from engaging in ship-to-ship (STS) transfers with any DPRK-flagged vessel of any goods or items that are being supplied, sold, or transferred to or from the DPRK. Nevertheless, DPRK-flagged vessels continue to conduct STS transfers on a regular basis as the DPRK's primary means of importing refined petroleum. This report demonstrates that the DPRK has exceeded the UNSCR 2397 annual 500,000 barrel cap for 2020. This submission acknowledges previous submissions from 2018 and 2019 (see S/AC.49/2018/NOTE.213 and S/AC.49/2019/NOTE.134) and Panel of Experts reporting (see maritime section of S/2018/171, S/2019/171, S/2019/691, and S/2020/151) that exhaustively demonstrated and detailed the illicit practices employed by the DPRK to circumvent UNSCR-mandated restrictions on its ability to import refined petroleum products. As a result, this report will not seek to repeat in detail the specific information the DPRK's evasive practices previously outlined in formal submissions to the UN 1718 Committee. These practices continue unabated, but the DPRK utilizes an ever-evolving fleet of vessels under its flag or its direct control to perpetrate pervasive and ongoing sanctions evasion.

This report demonstrates that the DPRK continues these illicit practices, namely UN-prohibited STS transfers and unreported imports, and again this year has exceeded the UNSCR 2397 OP 5 refined petroleum products cap of 500,000 barrels per annum. This report supplies images and import volume data for vessels that continue to make deliveries of refined petroleum into DPRK ports, but not report them to the UN 1718 Committee. STS transfers of any cargo are explicitly prohibited by UNSCR 2375, so the perpetrators involved in supplying refined petroleum products to DPRK tankers fail to report these volumes to avoid self-incrimination. As a result,

-2-

the UN 1718 Committee's official accounting of the DPRK's imports vastly underrepresents the volume of refined petroleum products that actually enter the DPRK. The overarching purpose of UNSCR 2397's provision limiting the DPRK's ability to import refined petroleum products is to limit the DPRK's ability to develop weapons of mass destruction (WMD) and ballistic missiles, which are a threat to international peace and security and are prohibited by numerous UNSCRs. The restriction on the DPRK's refined petroleum products imports is critical to ensuring that the DPRK returns to sustained negotiations with the United States. If the DPRK is able to flagrantly evade international sanctions, it will have little incentive to engage in serious negotiations. As long as the DPRK continues to import refined petroleum products in excess of the UN-mandated cap with limited accountability at the UN, UNSCR 2397 OP 5 will remain ineffectual.

These deliveries have significantly contributed to a substantial breach of the 500,000 barrel annual cap set by UNSCR 2397. We estimate that, this year alone, the DPRK has imported over 1.6 million barrels via 56 tanker deliveries as of May 30. The ongoing utilization of larger, foreign-flagged tankers in its illicit import efforts has allowed the DPRK to import more than three times the allowed volume of refined petroleum products in just the first five months of 2020.

To continue documenting the illicit practices the DPRK utilizes to import refined petroleum products, this report provides two imaged instances of STS transfers this year in which DPRK tankers received refined petroleum products from feeder tankers. Neither of these instances have been reported to the 1718 Committee for its official accounting of the DPRK's imports. Each of these STS transfers are described below.

1. On 9 January 2020, the North Korean-flagged tanker SAM JONG 2 (IMO: 7408873) was observed moored alongside JIANG NING 3 (flag and IMO unknown) to conduct an STS transfer in the East China Sea (report image 1). Following the STS transfer, the SAM JONG 2 returned to the DPRK port of Nampo for delivery of its cargo. On 18 January 2020, SAM JONG 2 was observed at the Nampo center pier with a petroleum delivery line, leading to Nampo's storage facilities (report image 2).

2. On 10 January 2020, the North Korean-flagged tanker MYONG RYU 1 (IMO: 8532413) was observed moored alongside Panama-flagged INFINITE LUCK (IMO: 9063811) to conduct an STS transfer (report image 3). On 11 January 2020, MYONG RYU 1 was observed moored alongside North Korean-flagged tanker CHON MA SAN (IMO: 8660313) to conduct an STS transfer (report image 4). Following this transfer, the MYONG RYU 1 returned to the DPRK port of Haeju to deliver its refined petroleum cargo on 23 January 2020. The CHON MA SAN later returned to the port of Chongjin West for delivery on 4 February 2020.

As each of these STS transfers and deliveries of refined petroleum products into DPRK ports make clear, the DPRK is continuing to utilize illicit methods to procure refined petroleum products -- as it did in 2018 and 2019. Given that these import volumes have not been reported

-3-

to the 1718 Committee, it is necessary to account for these volumes in order to ensure that UNSCR 2397's import quota is properly implemented.

As discussed in previous submissions on the DPRK breaching the import cap in 2018 and 2019, this report cannot provide an exact figure for each delivery of refined petroleum products to the DPRK, as that information is not readily available to any UN Member State other than the DPRK. This report instead seeks to establish three scenarios that track the degree to which any given tanker unloading refined petroleum into the DPRK is laden, at various levels based on each ship's dead weight tonnage – we provide estimates for each ship at the levels of one-third laden (33 percent full), half laden (50 percent full), or completely laden (90 percent full). It is highly unlikely that DPRK tankers deployed in search of fuel via STS transfers, or those tankers engaging in direct deliveries, would arrive in DPRK ports with less than one third of their cargo capacities filled. The expenditure of resources and fuel consumption by the tanker itself during these journeys would not be justified if the tanker in question delivered less than one-third of its cargo capacity. Therefore, a one-third laden delivery volume is employed as the floor baseline for this report.

In addition to the SAM JONG 2 delivery on 18 January described above, we are providing 19 additional images of tanker deliveries into DPRK ports that have not been reported to the UN. These 20 deliveries alone represent a sufficient volume (740,198.47 barrels) of refined petroleum imports to breach the UNSCR 2397 annual cap of 500,000 barrels, if all deliveries were made by fully-laden tankers. Even if each of these tankers delivered only 50 percent of their full capacity in these 20 deliveries, which would not be financially sound, that volume (411,221.37 barrels) would still represent a breach of the annual cap when combined with reported exports to the DPRK in 2020 (106,094.17 barrels) as of July 1. The deliveries for which we are also providing images are denoted with a "*" in Table 1.

Table 1 below documents each of these 56 deliveries and provides an associated volume for each of the three scenarios.

Table 1: 2020 DPRK and Other Tanker Deliveries and Associated Volumes

Delivery Date	Port of Delivery	Ship Name	IMO	Last Known Flag	Dead Weight Tons	Delivery Volume if 33% Laden (BBL)	Delivery Volume if 50% Laden (BBL)	Delivery Volume if 90% Laden (BBL)
1-Jan-20	Wonsan	Kum Un San	8720436	DPRK	2,070.00	5,450.34	8,259.30	14,866.74
1-Jan-20	Nampo West	Kwang Chon (Yu	8605026	DPRK	1,966.00	5,179.02	7,844.34	14,119.81

-4-

		Phyong 5)						
5-Jan-20	Nampo SW Offshore	Hokong	9006758	Formerly SLE	3,995.00	10,520.43	15,940.05	28,692.09
9-Jan-20	Nampo West	Unica	8514306	Formerly SLE	4,865.00	12,811.49	19,411.35	34,940.43
10-Jan-20*	Nampo SW - E Pier	New Konk	9036387	Formerly SLE	8,057.00	21,217.30	32,147.43	57,865.37
11-Jan-20*	Nampo SW Offshore	Sen Lin 01	8910378	Formerly SLE	1,159.00	3,052.11	4,624.41	8,323.94
11-Jan-20*	Nampo SW Offshore	Subblic	8126082	Formerly TGO	5,989.00	15,771.43	23,896.11	43,013.00
13-Jan-20	Nampo SW Offshore	Kwang Chon (Yu Phyong 5)	8605026	DPRK	1,966.00	5,179.02	7,844.34	14,119.81
14-Jan-20	Nampo SW Offshore	An San 1	7303803	DPRK	3,003.00	7,908.10	11,981.97	21,567.55
18-Jan-20*	Nampo SW - Ctr Pier	Sam Jong 2	7408873	DPRK	2,507.00	6,601.93	10,002.93	18,005.27
21-Jan-20	Nampo SW Offshore	Unica	8514306	Formerly SLE	4,865.00	12,811.49	19,411.35	34,940.43
22-Jan-20	Nampo SW - E Pier	Hokong	9006758	Formerly SLE	3,995.00	10,520.43	15,940.05	28,692.09
23-Jan-20	Nampo Shipyard	Kum Jin Gang 3 (Wan Heng 11)	8791667	DPRK	4,983.00	13,119.12	19,882.17	35,787.91
23-Jan-20	Haeju	Myong Ryu 1	8532413	DPRK	817.00	2,154.60	3,259.83	5,867.69
30-Jan-20*	Nampo SW - Ctr Pier	Sam Jong 1	8405311	DPRK	1,665.00	4,384.61	6,643.35	11,958.03
30-Jan-20*	Nampo West	Subblic	8126082	Formerly TGO	5,989.00	15,771.43	23,896.11	43,013.00
31-Jan-	Munchon	Chil Bo	8711021	DPRK				

-5-

20	Up	San			1,999.00	5,264.17	7,976.01	14,356.82
4-Feb-20	Chongjin West	Chon Ma San	8660313	DPRK	3,565.00	9,384.48	14,224.35	25,603.83
7-Feb-20	Nampo SW Offshore	New Konk	9036387	Formerly SLE	8,057.00	21,217.30	32,147.43	57,865.37
9-Feb-20*	Nampo West	Unica	8514306	Formerly SLE	4,865.00	12,811.49	19,411.35	34,940.43
10-Feb-20*	Songnim East Pier	Hokong	9006758	Formerly SLE	3,995.00	10,520.43	15,940.05	28,692.09
13-Feb-20	Chongjin West	Sam Ma 2	8106496	DPRK	1,731.00	4,558.42	6,906.69	12,432.04
13-Feb-20*	Hungnam	Sin Pyong 2	8817007	DPRK	2,105.00	5,543.31	8,398.95	15,118.11
15-Feb-20	Chongjin East	Yu Jong 2	8604917	DPRK	1,180.00	3,107.41	4,708.20	8,474.76
20-Feb-20	Nampo SW Offshore	Pu Ryong	8705539	DPRK	3,279.00	8,634.36	13,083.21	23,549.78
23-Feb-20*	Nampo West	Subblic	8126082	Formerly TGO	5,989.00	15,771.43	23,896.11	43,013.00
26-Feb-20	Nampo SW Offshore	Chil Bo San	8711021	DPRK	1,999.00	5,264.17	7,976.01	14,356.82
27-Feb-20*	Nampo SW Offshore	Diamond 8	9132612	SLE	9,273.00	24,419.52	36,999.27	66,598.69
27-Feb-20	Songnim East Pier	Hokong	9006758	Formerly SLE	3,995.00	10,520.43	15,940.05	28,692.09
5-Mar-20*	Nampo SW Offshore	Unica	8514306	Formerly SLE	4,865.00	12,811.49	19,411.35	34,940.43
5-Mar-20	Nampo SW Offshore	Bonvoy 3	8978784	Formerly HND	2,855.00	7,518.36	11,391.45	20,504.61
16-Mar-20*	Nampo SW Offshore	New Konk	9036387	Formerly SLE	8,057.00	21,217.30	32,147.43	57,865.37
17-Mar-20	Nampo Shipyard	Yun Hong 8	UNK	CHN	2,900.00	7,636.86	11,571.00	20,827.80
23-Mar-20*	Nampo West	Hokong	9006758	Formerly SLE	3,995.00	10,520.43	15,940.05	28,692.09
24-Mar-20*	Nampo SW Offshore	Subblic	8126082	Formerly TGO	5,989.00	15,771.43	23,896.11	43,013.00

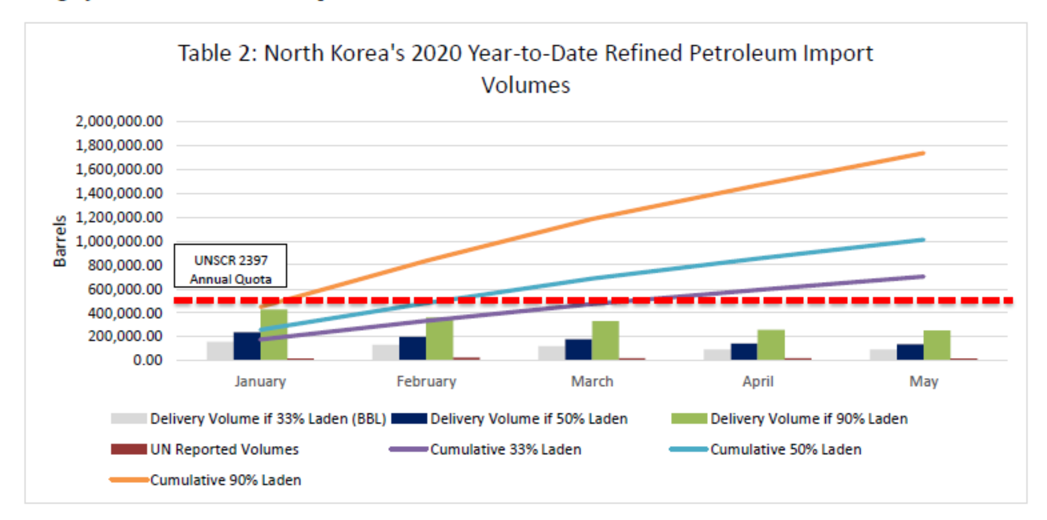
-6-

24-Mar-20*	Nampo SW Offshore	Diamond 8	9132612	SLE	9,273.00	24,419.52	36,999.27	66,598.69
25-Mar-20	Nampo SW - E Pier	Unica	8514306	Formerly SLE	4,865.00	12,811.49	19,411.35	34,940.43
31-Mar-20	Nampo SW Offshore	Bonvoy 3	8978784	Formerly HND	2,855.00	7,518.36	11,391.45	20,504.61
8-Apr-20*	Nampo West	New Konk	9036387	Formerly SLE	8,057.00	21,217.30	32,147.43	57,865.37
12-Apr-20*	Nampo West	Subblic	8126082	Formerly TGO	5,989.00	15,771.43	23,896.11	43,013.00
20-Apr-20	Songnim East Pier	Unica	8514306	Formerly SLE	4,865.00	12,811.49	19,411.35	34,940.43
21-Apr-20*	Nampo West	Hokong	9006758	Formerly SLE	3,995.00	10,520.43	15,940.05	28,692.09
24-Apr-20	Nampo West	New Konk	9036387	Formerly SLE	8,057.00	21,217.30	32,147.43	57,865.37
29-Apr-20	Nampo SW - W Pier	Run Da	8511172	MNG	4,999.00	13,164.37	19,946.01	35,902.82
15-May-20	Nampo West	New Konk	9036387	Formerly SLE	8,057.00	21,217.30	32,147.43	57,865.37
18-May-20	Najin	Song Won	8613360	DPRK	2,101.00	5,532.77	8,382.99	15,089.38
24-May-20	Nampo SW - Ctr Pier	Sam Jong 2	7408873	DPRK	2,507.00	6,601.85	10,002.93	18,005.27
24-May-20	Chongjin West	Subblic	8126082	Formerly TGO	5,989.00	15,771.43	23,896.11	43,013.00
24-May-20	Wonsan	Sin Pyong 2	8817007	DPRK	2,105.00	5,543.71	8,398.95	15,118.11
25-May-20	Songnim East Pier	Ji Song 6	8898740	DPRK	1,250.00	3,291.75	4,987.50	8,977.50

-7-

25-May-20	Wonsan	Yu Jong 2	8604917	DPRK	1,180.00	3,107.41	4,708.20	8,474.76
25-May-20	Wonsan	Chon Myong 1	8712362	DPRK	2,750.00	7,241.85	10,972.50	19,750.50
26-May-20	Chongjin West	Yu Son	8691702	DPRK	3,398.00	8,947.97	13,558.02	24,404.44
28-May-20	Nampo West	Sam Jong 1	8405311	DPRK	1,665.00	4,385.01	6,643.35	11,958.03
28-May-20	Kimchaek	Nam San 8	8122347	DPRK	3,150.00	8,295.21	12,568.50	22,623.30
29-May-20*	Nampo West	Ji Song 6	8898740	DPRK	1,250.00	3,291.75	4,987.50	8,977.50
TOTAL						597,625.39	905,494.59	1,629,890.26

Note: "*" Denotes imagery available for these deliveries into the DPRK. The deliveries from the imagery alone breach the 2020 cap.



-8-

As Table 2 above demonstrates, even if only illicit imports via STS transfers are analyzed, the DPRK has clearly surpassed the UNSCR 2397 refined petroleum products import cap in 2020. In the scenario in which all of the 56 deliveries included fully laden tankers, the DPRK has already imported more than triple the UNSCR 2397-allowed import volume for the year, with 1,629,890.26 barrels of imported as of May 30. If all the DPRK deliveries were conducted by tankers only half laden – a highly unlikely scenario – the DPRK has still already exceeded the UNSCR 2397 import cap for the year, with non-reported import volumes of more than 905,494.59 barrels. Even in the most unlikely of scenarios, in which each tanker in the 56 observed deliveries unloaded only one-third of its capacity, the DPRK has still exceeded the annual cap, with 597,625.39 barrels in illicit imports. As of the submission of this report, China and Russia collectively have reported 106,094.17 barrels of refined petroleum product transfers to the UN 1718 Committee for the months of January through May, bringing the DPRK's overall total of refined petroleum product imports in 2020 to more than 1.735 million barrels, as of May 30, 2020.

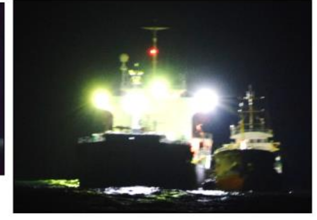
Given the evidence provided herein and that under all three scenarios of illicit import volumes clearly show that the DPRK has exceeded the UNSCR 2397 refined petroleum products import cap, we request that the 1718 Committee immediately make an official determination that the aggregate amount of refined petroleum products sold, supplied, or transferred to the DPRK in 2020 has exceeded the 500,000 barrel annual cap and inform Member States that they must immediately cease selling, supplying, or transferring refined petroleum products to the DPRK for the remainder of the year. Similarly, the Panel of Experts is requested to review this report's analysis and underlying evidence in order to make a determination in their 2020 mid-term report on the volume of refined petroleum product imports to the DPRK and the associated implications for the implementation of UNSCR 2397's refined petroleum product import cap.

SAM JONG 2 – JIANG NING 3 STS TRANSFER
EAST CHINA SEA
JANUARY 9, 2020

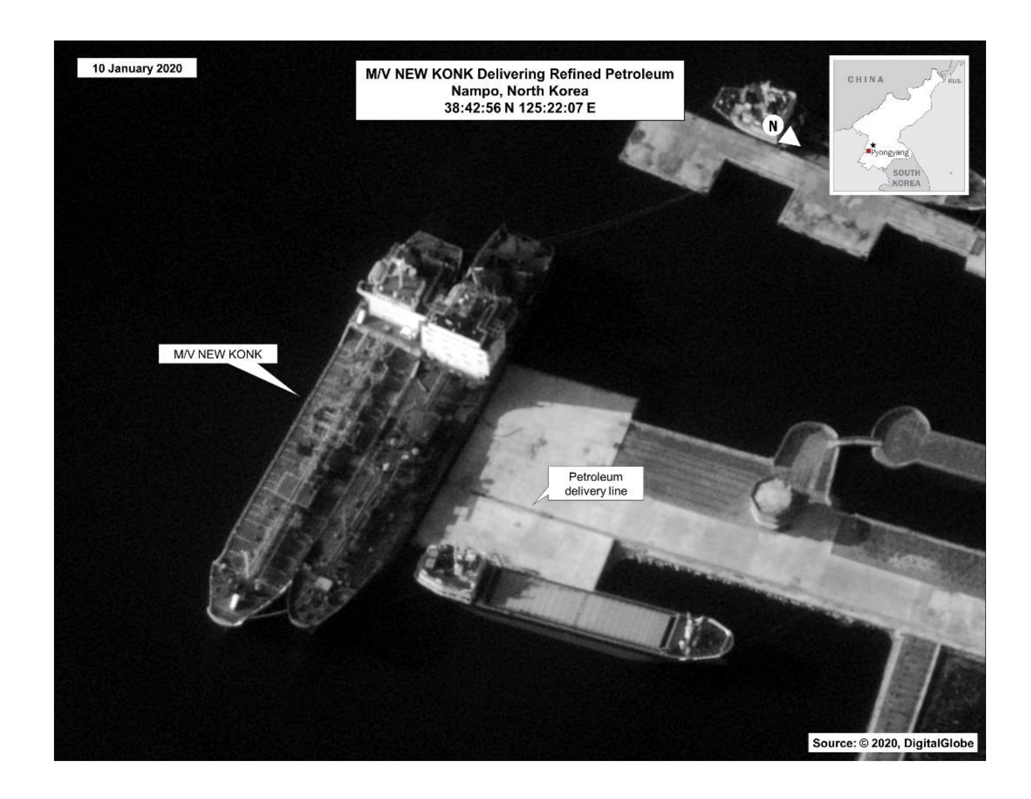


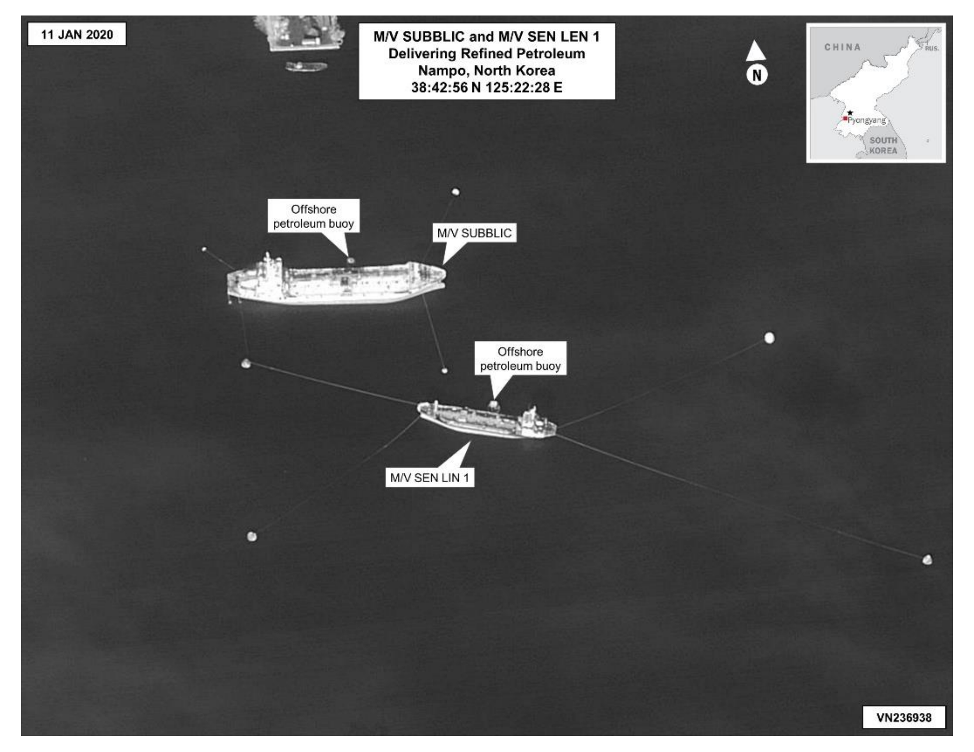
MYONG RYU 1– INFINITE LUCK STS TRANSFER
EAST CHINA SEA
JANUARY 10, 2020

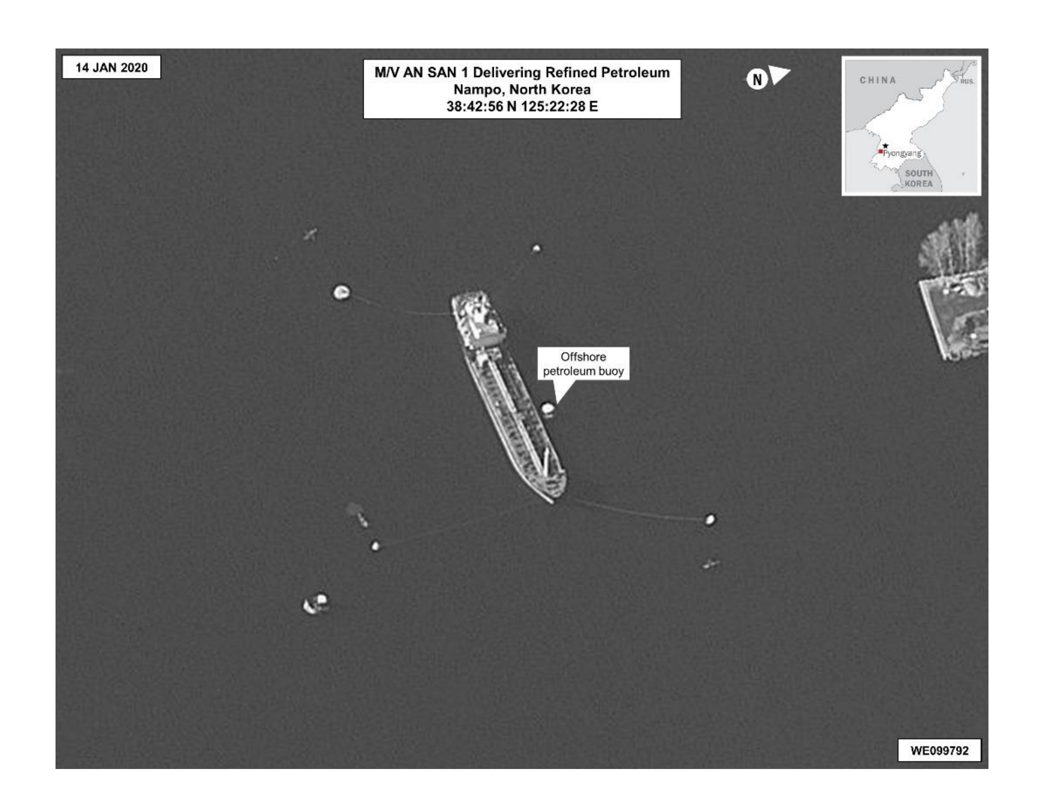




INFINITE LUCK	
FLAG	PANAMA
SHIP TYPE	CHEMICAL/PETROLEUM PRODUCT TANKER
GROSS TONNAGE	4,646/7,902
IMO	9063811
MMSI	3541520
SHIP OWNER	UNIFORM SHIPPING CO LTD (HONG KONG)

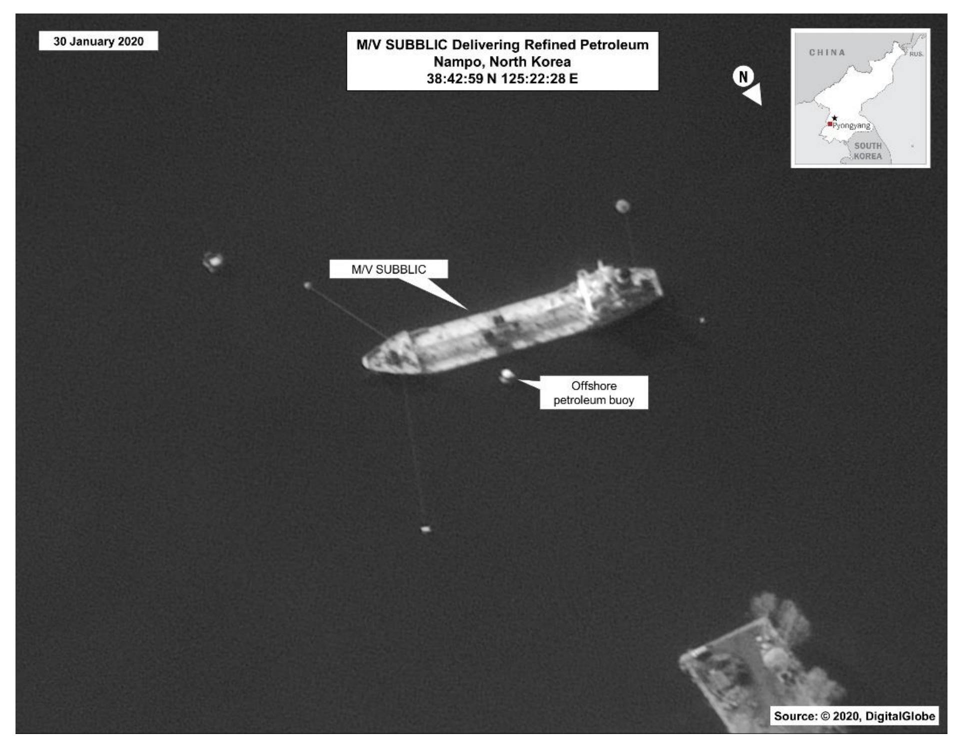

10 January 2020
M/V NEW KONK Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:07 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH
KOREA
M/V NEW KONK
Petroleum
delivery line
Source: © 2020, DigitalGlobe


11 JAN 2020
M/V SUBBLIC and M/V SEN LEN 1
Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:28 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH
KOREA
Offshore
petroleum buoy
M/V SUBBLIC
Offshore
petroleum buoy
M/V SEN LIN 1
VN236938


14 JAN 2020
M/V AN SAN 1 Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:28 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH KOREA
Offshore petroleum buoy
WE099792


18 JAN 2020
M/V SAM JONG 2 Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:02 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH KOREA
M/V SAM JONG 2
CM734863

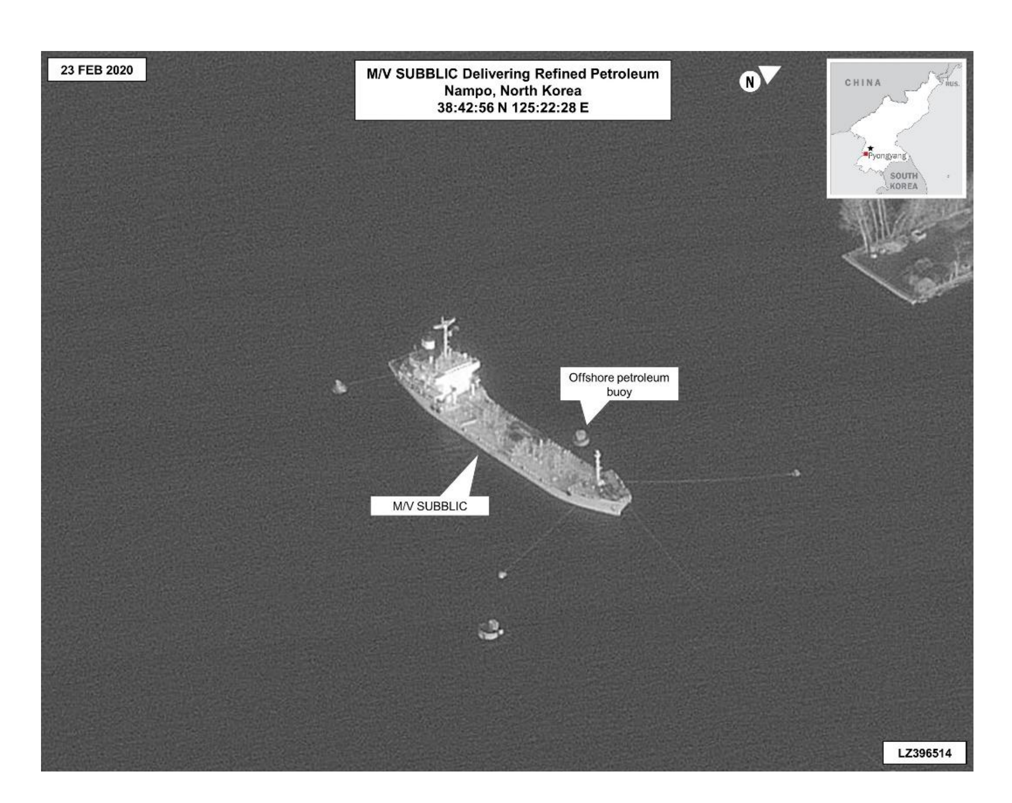

30 JAN 2020
M/V SAM JONG 1 Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:02 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH KOREA
M/V SAM JONG 1
VA483459

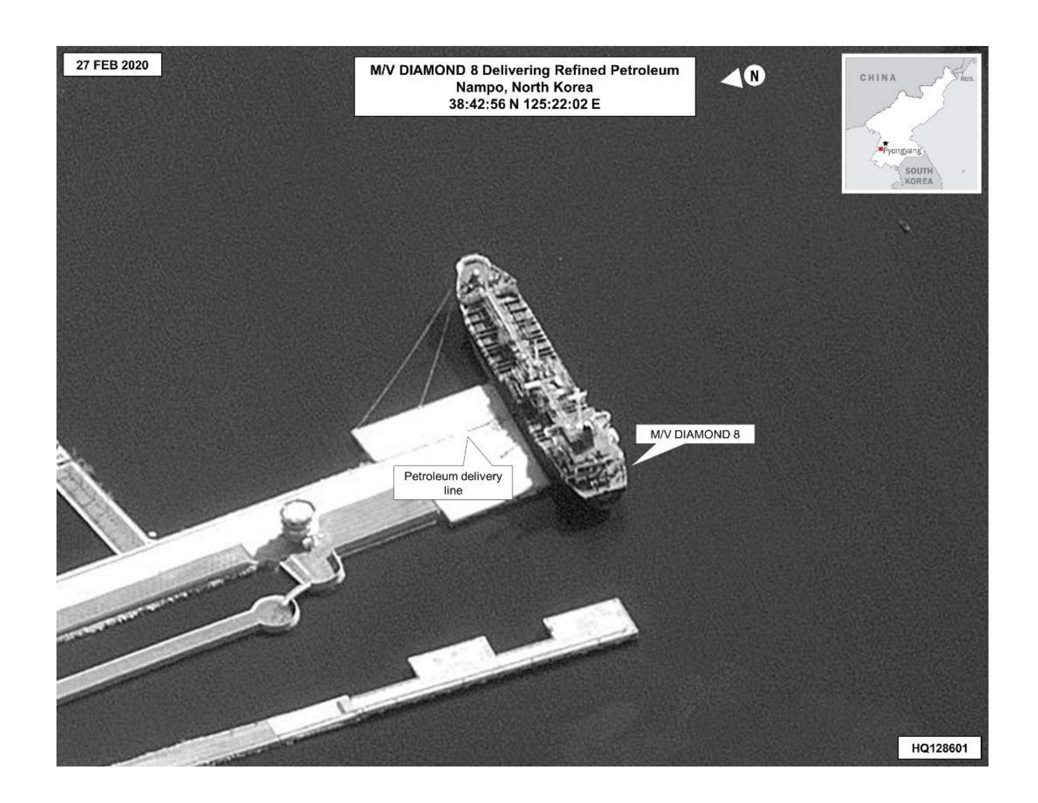

30 January 2020
M/V SUBBLIC Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:59 N 125:22:28 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH KOREA
M/V SUBBLIC
Offshore petroleum buoy
Source: © 2020, DigitalGlobe

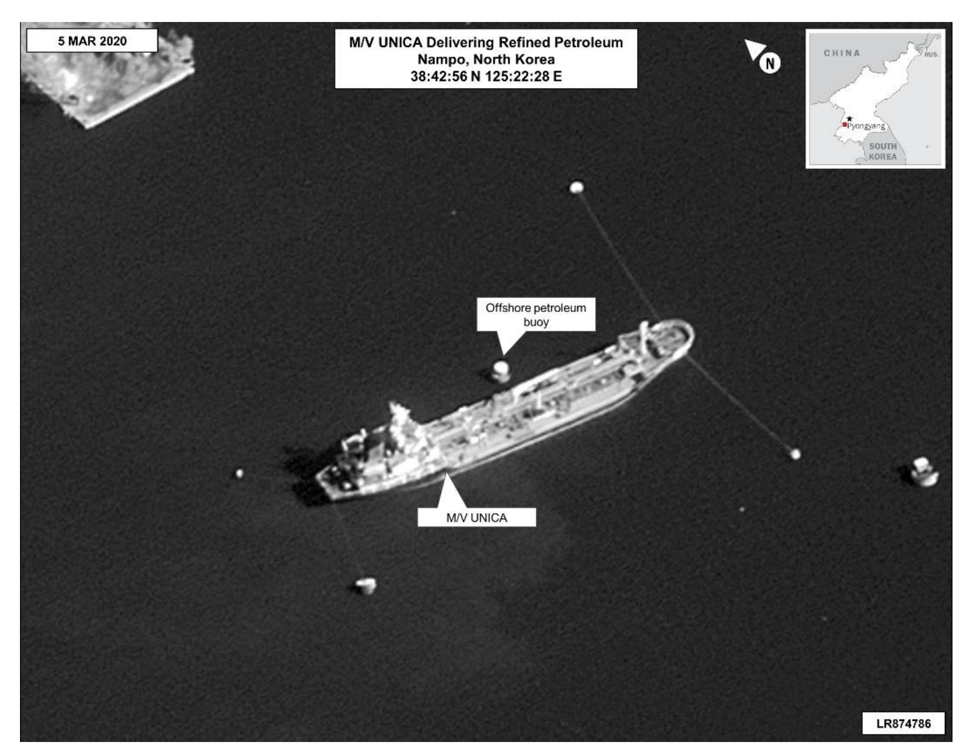

09 FEB 2020
M/V UNICA Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:28 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH
KOREA
Offshore
petroleum buoy
IF034454


10 FEB 2020
M/V HOKONG Delivering Refined Petroleum
Songnim, North Korea
38:44:20 N 125:36:47 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH
KOREA
M/V HOKONG
LR390411

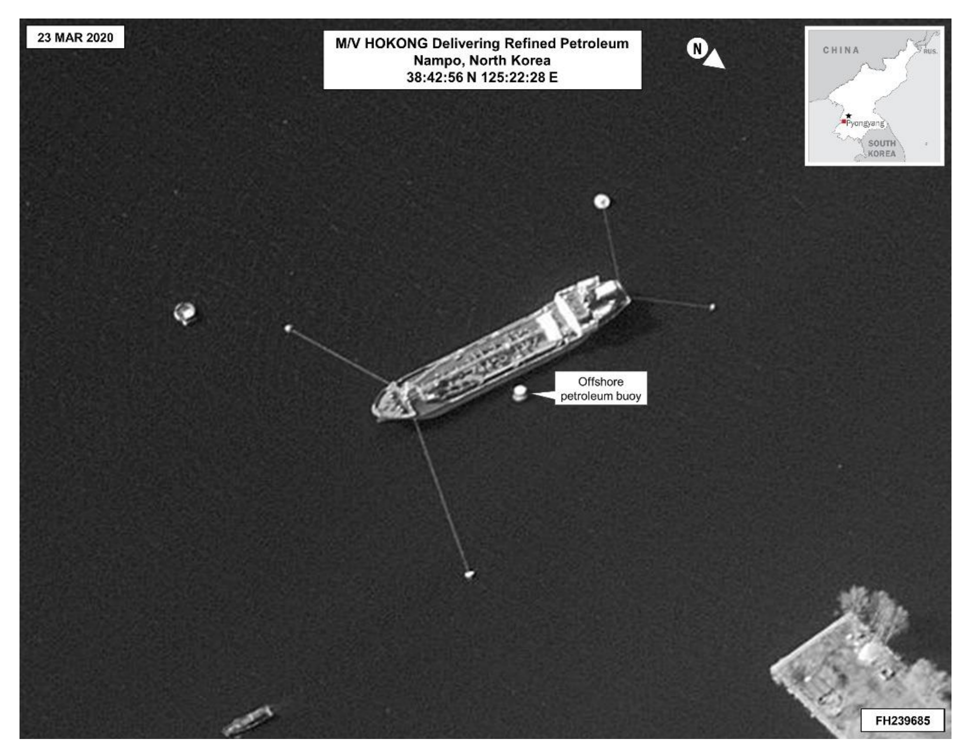

13 FEB 2020
M/V SIN PYONG 2 Delivering Refined Petroleum
Hungnam, North Korea
39:49:57 N 127:37:37 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH
KOREA
M/V SIN PYONG 2
BK391143


23 FEB 2020
M/V SUBBLIC Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:28 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH
KOREA
Offshore petroleum
buoy
M/V SUBBLIC
LZ396514

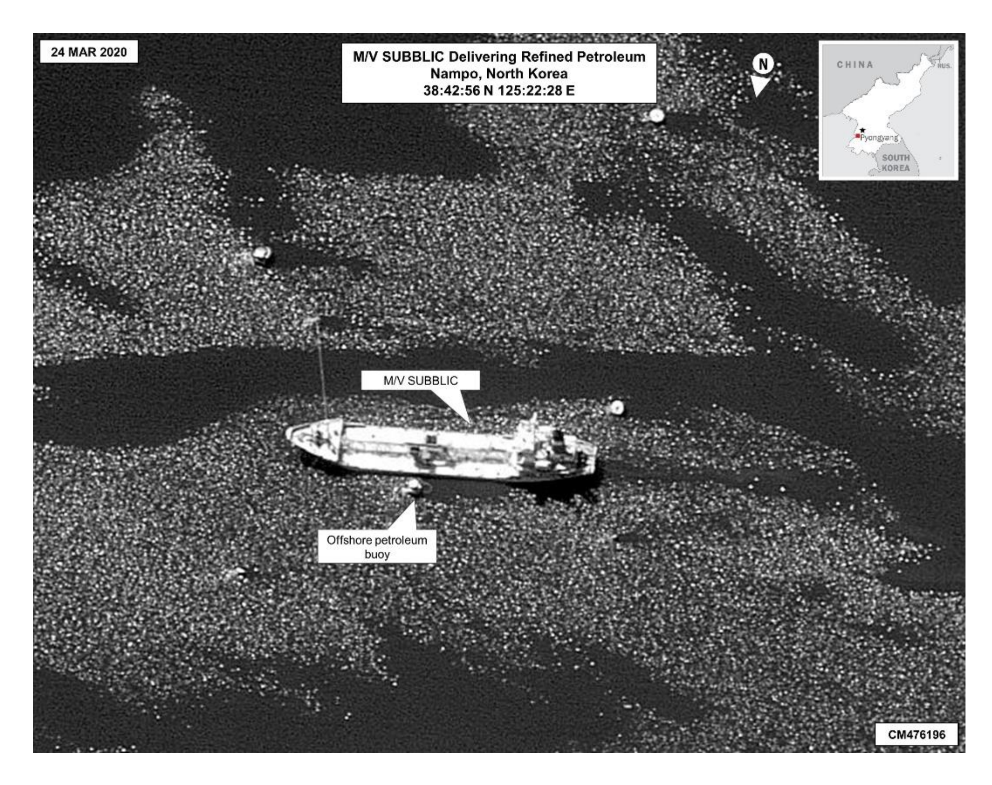

27 FEB 2020
M/V DIAMOND 8 Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:02 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH KOREA
M/V DIAMOND 8
Petroleum delivery line
HQ128601


5 MAR 2020
M/V UNICA Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:28 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH KOREA
Offshore petroleum buoy
M/V UNICA
LR874786

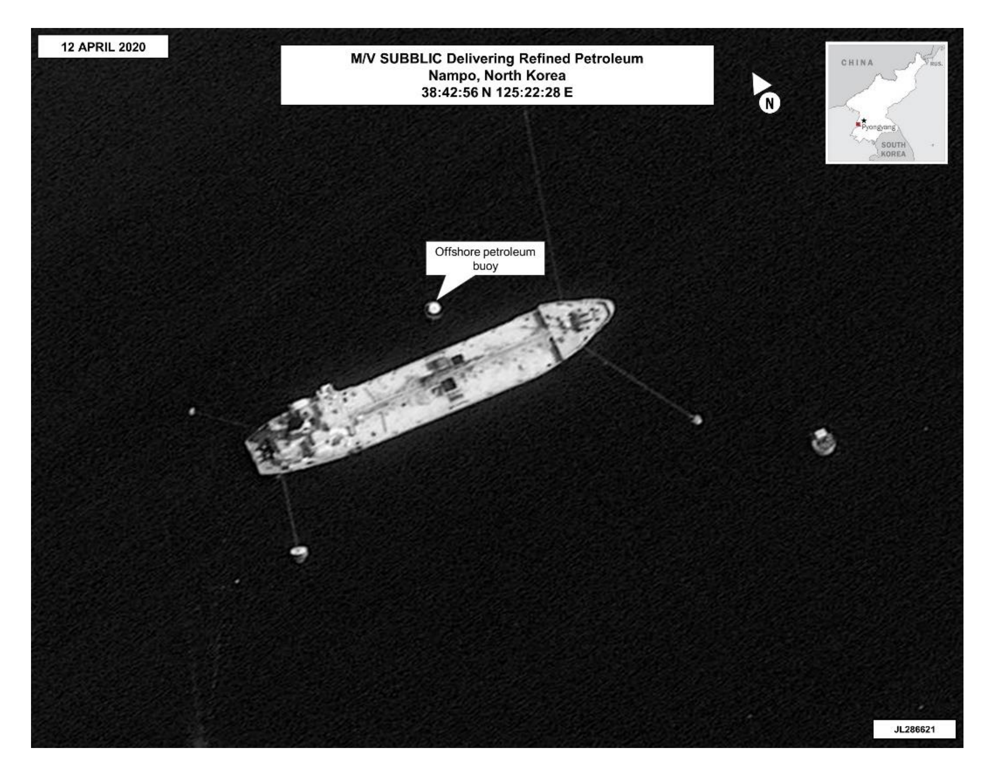

16 MAR 2020
M/V NEW KONK Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:02 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH
KOREA
M/V NEW KONK
GW747955


23 MAR 2020
M/V HOKONG Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:28 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH
KOREA
Offshore
petroleum buoy
FH239685

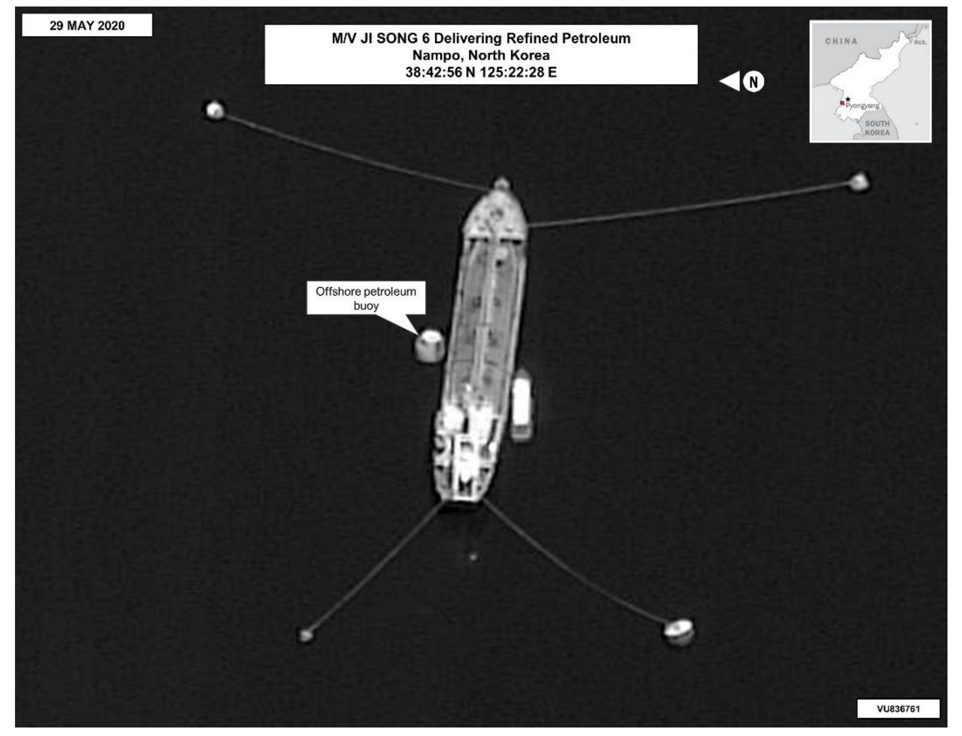

24 MAR 2020
M/V DIAMOND 8 Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:02 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH
KOREA
Petroleum
delivery line
YN823791


24 MAR 2020
M/V SUBBLIC Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:28 E
N
CHINA
RUS.
Pyongyang
SOUTH
KOREA
M/V SUBBLIC
Offshore petroleum
buoy
CM476196


8 APRIL 2020
M/V NEW KONK Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:28 E
N
CHINA
Pyongyang
SOUTH KOREA
Offshore petroleum buoy
VW566345


12 APRIL 2020
M/V SUBBLIC Delivering Refined Petroleum
Nampo, North Korea
38:42:56 N 125:22:28 E
N
CHINA
Pyongyang
SOUTH KOREA
Offshore petroleum buoy
JL286621





Source: Member States

Annex 16: Communications dated 27 July 2020 from the delegations of China, the Russian Federation and the United States addressed to the 1718 Committee

(1) Communication from the delegation of the People’s Republic of China

Dear colleagues,
We would like to make the following comments on this proposal:

Firstly, any decision and action of the Committee should be made on the basis of solid evidence and sufficient facts. The report in this proposal did not provide an accurate amount of refined petroleum products in each shipment, and the conclusion of the report is only based on assumptions and estimations. It is neither scientific nor prudent to reach a conclusion that the annual limit has been exceeded based on estimations. In addition, the report mentioned 56 suspected illicit deliveries, but only a small portion of them were provided with imagery.

Secondly, the report included an unfounded converted amount of refined petroleum products China and Russia provided to the DPRK in barrels. I would like to point out that the notifications of China and Russia were in tons, and the Committee has yet to reach an agreement on the conversion rate between ton and barrel.

We request the Panel of Experts fully reflect the above comments in its 2020 mid-term report. Please also be noted that further action is to be taken on this proposal in due time.
Best regards,
Xin

(2) Communication from the delegation of the Russian Federation

Dear colleagues,

We would also like to share our views on this proposal.

1. We would like to recall the provisions of paragraph 5 of resolution 2397, which stipulates that the Committee notifies all Member States when an aggregate amount of refined petroleum products sold, supplied, or transferred to the DPRK of 75, 90 and 95 per cent of the aggregate yearly amounts of 500 000 barrels have been reached, and only in the latter case (95 per cent), such notification is accompanied by an information about the requirement to immediately cease further deliveries of refined petroleum products to the DPRK for the remainder of the year. Without the aforementioned notification, export of refined petroleum products to the DPRK is fully in line with the requirements of the 1718 sanctions regime.
2. We are carefully studying the report that is attached to the proposal. At the same time we've already noticed that it does not provide objective, accurate and verifiable information or have enough solid imagery evidence.
3. Russia and China provide its information on the petroleum exports to the DPRK in tons. The conversion rate issue is still under the consideration in the Committee. Attempts to convert the amount in barrels are ill-founded.
4. We request the Panel of Experts to fully reflect our considerations on that in its 2020 mid-term report. Our action on this proposal will follow in due course.

Best regards,

Alexey

(3) Communication from the delegation of the United States of America

Colleagues,

1) China and Russia's annual obstructionist response to these reports is intended to prevent the UN from accounting for the large-scale, illicit refined petroleum product imports that the DPRK maintains while offering no alternative for how to reflect these volumes, which are being documented with irrefutable evidence.

2) The images included in the report are robust in their quality and quantity and clearly demonstrate a breach of the cap. 43 countries affirmed that this evidence is beyond sufficient for the Committee to affirm that the cap has been surpassed. The only countries that have issue with this are Russia and China.

3) The United States, other Committee Members, and the Panel have made extensive efforts to resolve the ton to barrel conversion issue. China and Russia's refusal to enter those discussions in good faith to reach a resolution and its comments in response to this report only reinforce that their intentions are to obstruct the Committee's responsibility to maintain an accurate accounting of the DPRK's actual refined product imports. As has been demonstrated meticulously to the Committee, there is nothing preventing China and Russia from submitting its reports in barrels, as UNSCR 2397 OP 5 requires. Chinese and Russian energy companies use the same conversion rate that has been proposed, as seen in the attached.

4) We note that the Panel of Experts is fully independent and should not be swayed by the Russian and Chinese requests to incorporate their erroneous and deficient complaints in the midterm report. However, if they are included, we request that the above considerations and attached documentation also be included.

Best regards,

Jonathan

Attachment to the Communication from the United States of America

The BP conversion chart, which is used in the 43 Member State proposal, is cited by industry participants as an authoritative source for energy modeling, projections, and data. The Platts conversion factors, which are used in China and Russia, even cite BP. The conversion table provided in its annex is a clean, simple, and user-friendly guide for conversion rates for the most frequently consumed and traded refined petroleum products. These conversion rates are not BP proprietary opinions but are rooted in the scientifically measurable conversions between different units of measurements employed in the international refined petroleum products trade.

As further evidence of the uniformity with which these standards are applied, please find examples of conversion rates utilized by Chinese and Russian companies that are identical to those cited in the BP energy outlook document and the 43 Member State proposal. Please find four examples attached.

Exhibit 1: A bill of lading for a PetroChina transaction involving 284,793 barrels or 38,136.253 metric tons of gasoil, representing a conversion rate of 7.46 barrels per metric ton (same as BP);

Exhibit 2: A bill of lading for a Sinochem transaction involving 125,096.44 barrels or 16,764.862 metric tons of gasoil, representing a conversion rate of 7.46 barrels per metric ton (same as BP);

Exhibit 3: A bill of lading for a China National United Oil Corporation transaction involving 313,267.50 barrels or 41,759.920 metric tons, representing a conversion rate of 7.5 barrels per metric ton (negligible disparity to BP), but which provides multiple units of measurement in the contractual documents;

Exhibit 4: A bill of lading for Russian oil major Rosneft involving 61.340 metric tons or 424 barrels of heavy petroleum fuel with both units of measurement referenced.

We note that all these bills of lading provide numerous units of measurement for the refined product in question, most notably both barrels and metric tons, which is indicative of the frequency and necessity within the global oil market to provide such data. China's decision to put the conversion rate proposal on hold, or draw doubt about the conversion rate in the 43 Member State proposal, does not represent a legitimate finding of fault with the conversion methodology; rather, it obstructs the Committee from finding a solution and renders UNSCR 2397 OP 5 meaningless.

It is unacceptable that for three years, we have not been able to implement UNSCR 2397 OP5 because two Member States refuse to notify the Committee of their transfers in barrels or agree to a conversion rate.



TANKER BILL OF LADING B/L No. 1

Shipped on board in apparent good order and condition by (shipper) **PETROCHINA INTERNATIONAL NORTHEAST CO., LTD** on board the tanker **NORD OCEANIA** /VOY 0005 at the port of DALIAN, CHINA where of CAPT SAWANT ONKAR NANDKUMAR is the Master, to be delivered to the port of **ONE OR MORE SAFE PORTS, AUSTRALIA** Consignee/Order of:

[redacted]

Notify: ******

ORIGINAL

GASOIL 10PPM	**PACKING IN BULK, NET WEIGHT:**	**38136.253 METRIC TONS** **37535.682 LONG TONS** **45253.685 KILOLITRES @ 15 DEG C** **284793 US BBLS @ 60 DEG F** **45831.334 KILOLITRES @ 30 DEG C** **45892.001 KILOLITRES @ OBSERVED TEMP**

FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY CLEAN ON BOARD

****

The quantity, measurement, weight, gauge, quality, nature and value and actual condition of the cargo unknown to the Vessel and the Master, to be delivered at the port of discharge or so near thereto as the Vessel can safely get, always afloat upon prior payment of freight as agreed.This shipment is carried under and pursuant to the terms of the Charter dated at And as Charterer, and all the terms whatsoever of the said Charter except the rate and payment of freight specified therein apply to and govern the rights of the parties concerned in this shipment. Copy of the Charter may be obtained from the Shipper or Charterer. The freight is earned concurrent with loading, ship and/or cargo lost, or not lost or abandoned.

The Owner shall have an absolute lien on the cargo for all freight, deadfreight, demurrage/detention and costs/expenses including attorney's fees, of recovering the same, which lien shall continue after delivery of the cargo into the possession of the Charterer, or of the holders of any bills of lading covering the same, or of any storageman.

In the event the charter party is not sufficiently incorporated above, any and all disputes arising out of this bill are to be arbitrated in London or New York, at Owner's/Carrier's option, subject to the Exxonvoy 84 arbitration clause.

If this Bill of Lading is a document of title to which the Carriage of Goods by Sea Act of the United States, approved April 16, 1936 or similar legislation giving statutory effect to the International Convention for the Unification of Certain Rules relating to Bills of Lading at Brussels of August 25, 1924, applies by reason of the port of loading or discharge being in territory in which the said Act or other similar legislation is in force, this Bill of Lading shall have effect subject to the provisions of the said Act or other similar legislation, as the case may be, which shall be deemed incorporated herein, and nothing herein contained shall be deemed a surrender by the carrier of any of its rights or immunities or an increase of any of its responsibilities or liabilities under said Act or other similar legislation. If any term of this Bill of Lading is repugnant to the said Act or other similar legislation as so incorporated, such terms shall be void to that extent but no further. [The contract of carriage evidenced by this Bill of Lading is between the shipper, consignee and /or owner of the cargo and the owner or demise charterer of the vessel named herein to carry the cargo described above. It is understood and agreed that, other than said ship owner or demise charterer, no person, firm or corporation or other legal entity whatsoever, is or shall be deemed to be liable with respect to the shipment as carrier, bailee or otherwise in contract or in tort. If, however, it shall be adjudged that any other than said shipowner or demise charterer is carrier or bailee of said shipment or under any responsibility with respect thereto, all limitations of or exonerations from liability and all defenses provided by law or by the terms of the contract of carriage shall be available to such other.

In Witness Whereof, the Master has signed <u>THREE/THREE(ORIGINAL)</u>.

Bills of Lading of this tenor and date, one of which being accomplished, the others will be void.

Dated at DALIAN, CHINA this <u>6</u> TH day of <u>JAN</u> <u>2020</u>

MASTER

NORD OCEANIA
MASTER

出口舱单

EXPORT MANIFEST

大连金田船务代理有限公司
GOLDENFIELD SHIPPING AGENCY DALIAN CO.,LTD

NAME OF SHIP	VOY NO.	PORT OF LOADING	PAGE 1	
NORD OCEANIA	0005	DALIAN , CHINA		
NATIONALITY OF SHIP PANAMA	NAME OF MASTER SAWANT ONKAR NANDKUMAR	PORT OF DISCHARGE ONE OR MORE SAFE PORTS, AUSTRALIA	FINAL DESTINATION ONE OR MORE SAFE PORTS, AUSTRALIA	DATE OF SAILING FROM LOADING PORT 2020.01.06

SHIPPER;CONSIGNEE;NOTIFY PARTY	B/L NO.	MARKS AND NUMBERS	DESCRIPTION OF GOODS	GROSS WEIGHT	MEASUR E-MENT	FREIGHT	REMARK
SHIPPER: PETROCHINA INTERNATIONAL NORTHEAST CO.,LTD **CONSIGNEE:** [redacted] LTD. **NOTIFY :** ******	1	N/M	GASOL 10PPM CLEAN CN BOARD	38136253.00 KGS		FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY	
		TOTAL:		38136253.00 KGS			

NORD OCEANIA
MASTER



东北中石油国际事业有限公司
PetroChina International Northeast Co., Ltd

CERTIFICATE OF ORIGIN

COPY

DALIAN, CHINA

SHIPMENT No.: 0005 6-Jan-2020

MARKS & NOS.	COMMODITY	QUANTITY	
N/M	GASOIL 10PPM	38136. 253 284793	MT BBL

THIS IS TO CERTIFY THAT THE ABOVE MENTIONED COMMODITIES WERE PRODUCED OR MANUFACTURED IN CHINA.

东北中石油国际事业有限公司
PETROCHINA INTERNA-
TIONAL NORTHEAST CO., LTD.

PETROCHINA INTERNATIONAL NORTHEAST CO.,LTD.

COPY

NON[illegible]

BILL OF LADING

B/L No.	ZS1
Nationality of Ocean Vessel	

Consignor

SINOCHEM INTERNATIONAL OIL (SINGAPORE) PTE LTD

Consignee

[redacted]

Notify Party

Shipped on board the vessel named herein in apparent good order and condition (unless otherwise indicated) the goods or packages specified herein and to be discharged at the above mentioned port of discharge or as near thereto as the vessel may safely get and be always afloat.

The weight, measure, marks, numbers, quality, contents and value, being particulars furnished by the Shipper, are not checked by the Carrier on loading. The Shipper, Consignee and the Holder of this Bill of Lading hereby expressly accept and agree to all printed, written or stamped provisions, exceptions and conditions of this Bill of Lading, including those on the back hereof. One of the Bills of Lading duly endorsed must be surrendered in exchange for the goods or delivery order.

In witness whereof, the Carrier or his Agents has signed Bills of Lading all of this tenor and date, one of which being accomplished, the others to stand void.

Shippers are requested to note particularly the exceptions and conditions of this Bill of Lading with reference to the validity of the insurance upon their goods.

Pre-carriage by	*Place of Receipt by Pre-carrier

Ocean Vessel	Port of Loading
CHAMPION POMER	ZHOUSHAN, CHINA

Port of Discharge	*Final destination(of goods to be transhipped at port of discharge)	Freight payable at	Number of original B(s)/L
ONE OR MORE SAFE PORT(S), KOREA			THREE/THREE

Marks & Nos. / Container Nos.	Number and kind of packages, description of goods	Gross weight kgs	Measurement m³
N/M	IN BULK GASOIL 16764.862 METRIC TONS 16500.074 LONGTONS 125096.44 US BBLS @60DEG F 19878.661 KL@ 15 DEG C 19844.055 KL@OBSERVED TEMPERATURE 20127.498 KL@30 DEG C CLEAN ON BOARD		
TOTAL PACKAGES (IN WORDS)			

Freight and charges	Place of B(s)/L issue / Dated
FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY	ZHOUSHAN CHINA MAR.13,2020
	Signed for the Carrier AS MASTER: SVORINIC MIROSLAV [Stamp: CHAMPION POMER MASTER IMO No. [illegible] MAJURO] [Signature]

*) Applicable only when document used as a Through Bill of Lading

Shipper

CHINA NATIONAL UNITED OIL CORPORATION

BILL OF LADING

B/L No. 1

Nationality of Ocean Vessel

Consignee

[redacted]

Notify Address

Shipped on board the vessel named herein in apparent good order and condition (unless otherwise indicated) the goods or packages specified herein and to be discharged at the above mentioned port of discharge or as near thereto as the vessel may safely get and be always afloat.

The weight, measure, marks, numbers, quality, contents and value, being particulars furnished by the Shipper, are not checked by the Carrier on loading. The Shipper, Consignee and the Holder of this Bill of Lading hereby expressly accept and agree to all printed, written or stamped provisions, exceptions and conditions of the Bill of Lading, including those on the back hereof. One of the Bills of Lading duly endorsed must be surrendered in exchange for the goods or delivery order.

In witness whereof, the Carrier or his Agents has signed Bills of Lading all of this tenor and date, one of which being accomplished, the others to stand void.

Shippers are requested to note particularly the exceptions and conditions of this Bill of Lading with reference to the validity of their insurance upon their goods.

COPY

Pre-carriage by	※Place of Receipt by Pre-carrier
Ocean Vessel ARDMORE EXPORTER	Port of Loading DALIAN, CHINA
Port of Discharge MAPUTO, MOZAMBIQUE FOR ORDERS	※Final destination (if goods to be transhipped at port of discharge)

Freight payable at

Number of original B(s)/L: THREE (3)

Particulars Furnished by Merchants

Marks & Nos./Container Nos.	Number and kind of packages, description of goods	Gross weight kgs	Measurement m³
N/M	IN BULK GASOIL TOTAL WEIGHT: 41,759.920 METRIC TONS 41,102.057 LONG TONS 313,267.50 US BBLS AT 60 DEG F 49,781.338 KILOLITRES AT 15 DEG C 50,959.285 KILOLITRES AT OBSERVED TEMP "CLEAN ON BOARD"		
TOTAL PACKAGES (IN WORDS)			

Freight and charges

FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY

Place of B(s)/L Issue: DALIAN, CHINA

Dated: 2020.3.14.

Signed for the Carrier

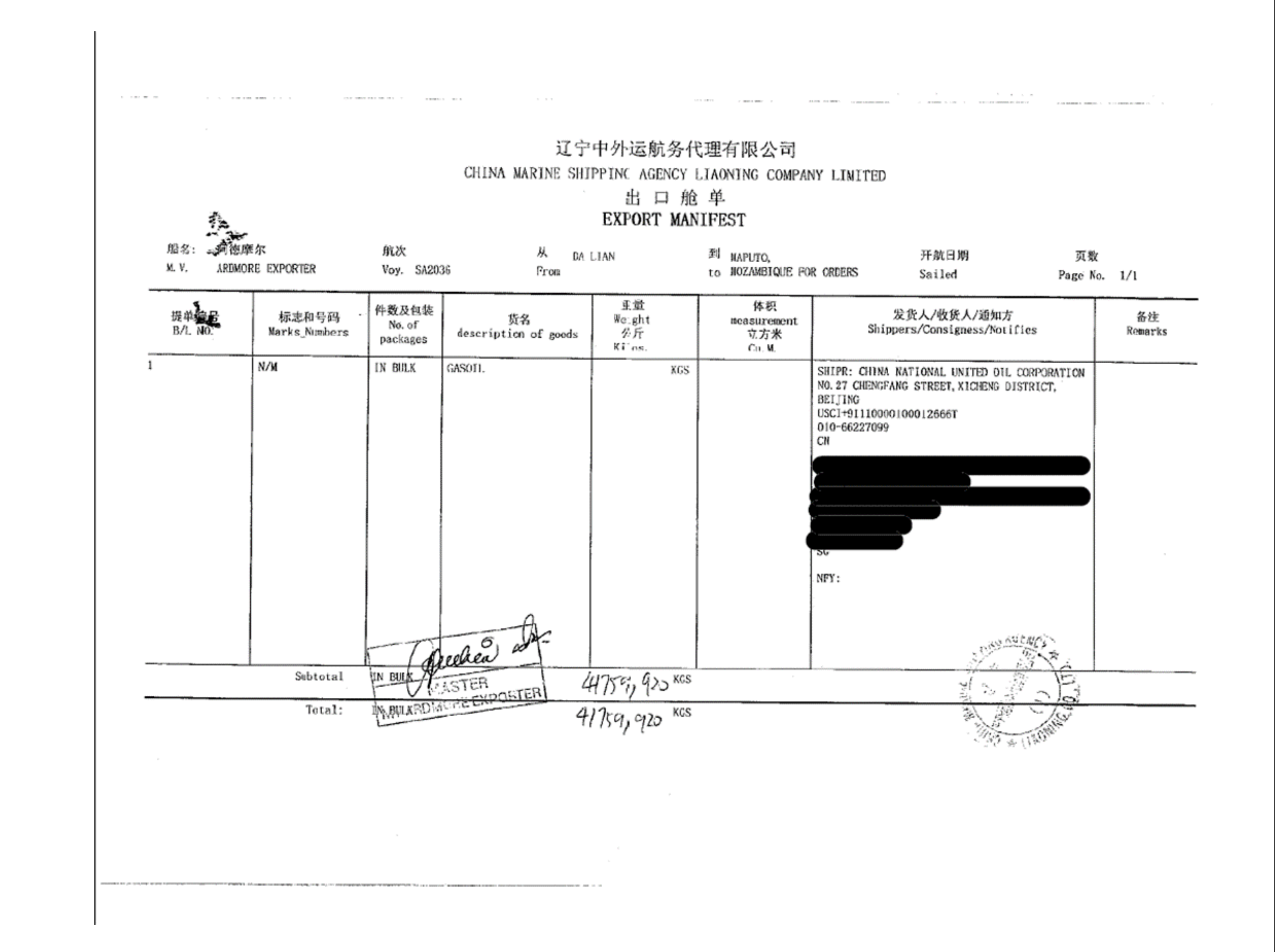
MASTER: DEV TUHIN KUMAR

MASTER

M/T ARDMORE EXPORTER

※Applicable only when document used as a Through Bill of Lading

(PGC FORM 02) Printed in 1-1988



辽宁中外运航务代理有限公司

CHINA MARINE SHIPPING AGENCY LIAONING COMPANY LIMITED

出 口 舱 单

EXPORT MANIFEST

船名： 阿德摩尔 M.V. ARDMORE EXPORTER | 航次 Voy. SA2036 | 从 From DA LIAN | 到 to MAPUTO, MOZAMBIQUE FOR ORDERS | 开航日期 Sailed | 页数 Page No. 1/1

提单编号 B/L NO.	标志和号码 Marks_Numbers	件数及包装 No. of packages	货名 description of goods	重量 Weight 公斤 Kilos.	体积 measurement 立方米 Cu.M.	发货人/收货人/通知方 Shippers/Consigness/Notifies	备注 Remarks
1	N/M	IN BULK	GASOIL	KGS		SHIPR: CHINA NATIONAL UNITED OIL CORPORATION NO.27 CHENGFANG STREET, XICHENG DISTRICT, BEIJING USCI+91110000100012666T 010-66227099 CN [redacted] NFY:	
	Subtotal	IN BULK		41759,920 KGS			
	Total:	IN BULK		41759,920 KGS			

MASTER ARDMORE EXPORTER

MASTER'S RECEIPT OF DOCUMENTS

I, the undersigned Master of the «ELBRUS»

Hereby acknowledge
from the Representative of ***«TRANSBUNKER-VANINO» CO. LTD***

in ***port Vanino***

for further delivery to SINGAPORE FOR ORDERS

Messrs.

Enveloped document as listed below:

	Originals	Copies
1. Bill of Lading	–	5
2. Manifest	–	5
3 Certificate of Quantity	–	5
4. Certificate of Quality	–	*
5. NOR	–	1
6. Tanker's Time-Sheet	–	1
7. Ullage Report	–	1
8. Master's Receipt of Samples	–	1
9. Certificate of Dry and Cleanliness of Vessel's Tanks/Lines/Pumps	–	1
10. Certificate of Origin	–	5
11. MSDS	–	1

*will be released on receipt from independent inspector

Master of the «ELBRUS»

Port: VANINO, RUSSIA

Date: MAY, 27, 2020

CORA NAVIGATION LIMITED ELBRUS 9HUB7 GT29327



Shipper / Отправитель
ROSNEFT OIL COMPANY,
JSC "ANGARSK PETROCHEMICAL COMPANY"
ADDRESS:115035,RUSSIA,MOSCOW,SOFIYSKAYA NABEREZHNAYA,26/1
ПАО «НК «РОСНЕФТЬ».
ООО «АНГАРСКАЯ НЕФТЕХИМИЧЕСКАЯ КОМПАНИЯ»
АДРЕС:115035,РОССИЯ, МОСКВА, СОФИЙСКАЯ НАБЕРЕЖНАЯ,26/1

BILL OF LADING № VS-1
КОНОСАМЕНТ

COPY

Consignee / Грузополучатель
[redacted]

Notify address / Извещать по адресу

Shipowner / Судовладелец
«CORA NAVIGATION LIMITED»
«КОРА НАВИГЕЙШН ЛИМИТЕД»

Flag / Флаг
MALTA
МАЛЬТА

Vessel / Судно
«ELBRUS»
«ЭЛЬБРУС»

Port of loading / Порт погрузки
VANINO, RUSSIA
ВАНИНО, РОССИЯ

Number of Orig. Bs/L / Количество оригиналов коносамента
THREE
ТРИ

Port of discharge / Порт выгрузки
SINGAPORE FOR ORDERS
СИНГАПУР ПО РАСПОРЯЖЕНИЮ

Kind of packages and description of goods / Наименование груза	Number of Pieces / Количество мест	Gross weight / Measurement / Вес, объем
EXPORT HEAVY PETROLEUM FUEL (VGO) ТОПЛИВО НЕФТЯНОЕ ТЯЖЕЛОЕ ЭКСПОРТНОЕ (ВГО)	IN BULK НАЛИВ	61.340 IN MT (VAC) 61.268 IN MT (AIR) 60.30 LONG TONS 424 US BBLS AT 60 DEG F 67.340 CUBIC METERS AT 15 DEG C 17,797 US GALLONS AT 60 DEG F

Say:
61.340 (Sixty-One & 0.340 IN MT(VAC)Only)
61.268 (Sixty-One & 0.268 IN MT(AIR)Only)
60.30 (Sixty & 0.30 LONG TONS Only)
424 (Four Hundred Twenty-Four US BBLS AT 60 DEG F Only)
67 340 (Sixty-Seven & 0.340 CUBIC METERS AT 15 DEG C Only)
17,797 (Seventeen Thousand Seven Hundred Ninety-Seven US GALLONS AT 60 DEG F Only)

Прописью:
61.340 (шестьдесят один и 0.340 Метрических тонн вакуум)
61.268 (шестьдесят один и 0.268 Метрических тонн воздух)
60.30 (шестьдесят и 0.30 Длинных тонн)
424 (четыреста двадцать четыре Баррелей при 60° F)
67.340 (шестьдесят семь и 0.340 Куб.м. при 15° C)
17,797 (семнадцать тысяч семьсот девяносто семь Галлонов при 60° F)

Freight and charges
"FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY"/
"CLEAN ON BOARD"
"ОПЛАТА ФРАХТА ПО ЧАРТЕРНОМУ СОГЛАШЕНИЮ"/
"ЧИСТО НА БОРТУ"

The goods taken on board of the vessel in apparent good order and condition unless noted herein at the port of loading for carriage to the port of discharge or so near thereto as she may safely get, always afloat. All particulars (weight, measure, marks, numbers, quantity, contents, value and etc) thereof being as stated by the Merchant but unknown to the Carrier who undertaken to deliver the goods as they were actually loaded.
In accepting this Bill of Lading the Merchant accepts and agrees to all stipulations, exceptions and conditions on both pages, whether written, printed, stamped or otherwise incorporated. One of these Bills of Lading must be surrendered duly endorsed in exchange for the goods.
Neither the weight nor the measure of goods carried in bulk are checked by the Carrier on loading.
This Bill of Lading shall have effect subject to the provisions of the Merchant Shipping Code ,1999 or the Hague/Haque-Visbi Rules, or as the case may be any other international convention applicable at the port of shipment.
In witness whereof number of stated above original Bs/L have been signed, one of which being accomplished, the others to be void.

VANINO, RUSSIA
MAY,27,2020
ВАНИНО, РОССИЯ
МАЙ,27,2020

Place and date of issue / Место и дата подписания

GRIDCHIN SERGEI

Master's signature / Подпись капитана

CORA NAVIGATION LIMITED
ELBRUS
9HUB7
GT29327

Source: Member States

Annex 17: Evasion methods

Identifier and AIS manipulation

1. The Panel continues to observe suspect vessels displaying suspicious behaviour such as transmitting falsified or inconsistent identifiers on Automatic Identification Systems (AIS) and reporting false destinations[6] It also observes vessels trading in restricted or banned commodities and exhibiting AIS transmission gaps while sailing in and around waters where illicit ship-to-ship activities typically occur. Such practices may provide grounds for further investigations by the relevant public and private sector parties of the vessels they flag, charter, operate, insure, class or finance.

2. Few, if any, non-DPRK vessels appear to transmit AIS signal in DPRK waters based on commercial maritime database platforms. Suspect vessels instead have been observed to lose their AIS signal while sailing towards DPRK waters and re-transmit once back in external waters. To obscure the DPRK connection, complicit actors also falsify shipping documentation to conceal cargo's origin or destination.

Flagging

3. A number of foreign-flagged vessels that conduct sanctionable activities have been recorded as falsely flagged, as having changed flag registries in quick succession (so called flag-hopping), continued to use a country's flag following removal from a registry, or flown a flag without proper authorization, seeking to mask their illicit activity.[7] Some formerly foreign-flagged vessels have been reported to join the DPRK's fleet. In at least one case, a vessel that was sold on and deleted from a flag registry transmitted as a DPRK vessel shortly thereafter.

Fuel supply chain

4. Suspect foreign-flagged tankers associated with illicit shipments to the DPRK have also been observed[8] operating outside of identified affected waters exhibiting uneconomical sailing behavior and AIS transmission gaps that suggest possible illicit ship-to-ship transfers or loading at ports.

Owners, operators and managers

5. The Panel's investigations demonstrate the DPRK continues to leverage shipping companies, corporate registration services, entities and individuals across multiple jurisdictions to facilitate its activities.
6. Complicit actors have been known to not submit owner and management information on commercial maritime platforms or may be listed as undisclosed interests in the vessel's onward sale, likely to disguise the ultimate beneficial owner and to evade sanctions. Other characteristics include layered ownership and management structures, use of front companies and shell companies, and engaging multiple intermediaries removed from the actual owner.

7. In tracing the ownership and management history of suspect vessels, some vessels appear to show commercial relationships, linkages, or shared corporate secretary addresses between a vessel's historical and current owners and / or managers. In some cases, previous managers have linkages with DPRK-related shipping networks.

8. In a number of cases, the vessels' management companies manage(d) other vessels with similar risk profiles. Vessels' registered owners may be incorporated in a variety of jurisdictions but typically list operational or businesses addresses in East Asia and in Southeast Asia.

Source: The Panel

[6] Panel investigations and data on commercial maritime platforms.
[7] Ibid.
[8] Ibid.

Annex 18: Correspondence from Indonesia



No. 209/POL-202/VII/20

The Permanent Mission of the Republic of Indonesia to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009) and with reference to the latter's letter No. S/AC.49/2020/PE/OC.45 has the honor to enclose the response from the Government of Indonesia.

The Permanent Mission of the Republic of Indonesia to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009) the assurances of its highest consideration.

New York, 23 July 2020

PERMANENT MISSION OF INDONESIA TO THE UNITED NATIONS

Panel of Experts established pursuant
to Security Council Resolution 1874 (2009)
New York

325 East 38th Street, New York, NY 10016 • Tel.: (212) 972-8333 • Fax: (212) 972-9780
www.indonesiamission-ny.org • email:ptri@indonesiamission-ny.org

Information on the Vanguard Ship Management Co. Ltd

1. With regard to the Panel of Experts established pursuant to UNSC Resolution 1874 (2009) letter No. S/AC.49/2020/PE/OC.45 dated 1 May 2020, the Government of the Republic of Indonesia would like to convey further relevant information, as follows:

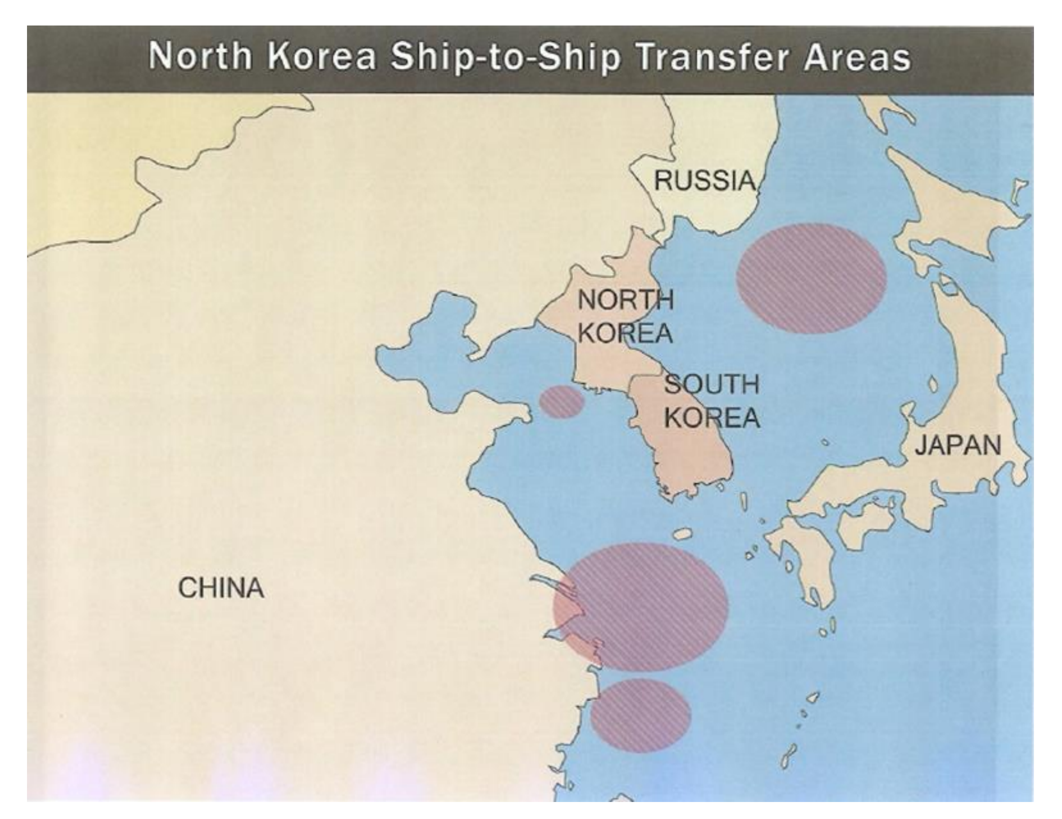
   a. Vanguard Ship Management Co. Ltd. is not a registered shipping agency operating in Indonesia. Accordingly, Indonesian law does not recognize ***'Co. Ltd.'*** as the standard format of individual and non-individual business entity as specified in the company's name of Vanguard Ship Management Co. Ltd.

   b. Neither licenses nor appropriate permits have been issued on behalf of the said company by relevant authorities. The Vanguard Ship Management Co. Ltd and the Sierra-Leone-Flagged ship of Diamond 8 (IMO: 9132612) are not listed in relevant authorities' databases and thus no other supplementary information is available. In the absence of national law violations, the Government is unable to share further information.

2. The Government of the Republic of Indonesia reiterate its continued commitment to the implementation of relevant UNSC resolutions on DPRK in accordance with prevailing national laws and regulations.

Source: Member State

Annex 19: Areas affected by illicit ship-to-ship transfers by DPRK tankers



Source: Member State

Annex 20: DPRK vessels conducting ship-to-ship transfer in the East China Sea

Sam Jong 2 and an unidentified vessel

1. The designated DPRK vessel *Sam Jong 2* (IMO: 7408873)[9] was photographed at night in the East China Sea on or around 9 January 2020 moored and with hoses connected to an unidentified vessel with a Chinese name reported to be transliterated as the *Jiang Ning 3* (figure 20-1). The Member State that provided the information assessed that refined petroleum transfers had occurred. The *Sam Jong 2* was captured on satellite imagery delivering refined petroleum at Nampo's center pier nine days later.

Figure 20-1: *Sam Jong 2* ship-to-ship transfer with Jiang Ning 3



Source: Member State

Myong Ryu 1 and the Infinite Luck

1. The Panel is investigating a ship-to-ship transfer between the DPRK vessel *Myong Ryu 1* (IMO: 8532413)[10]and the Panama-flagged *Infinite Luck* (IMO: 9063811) on or around 10 January 2020 according to information from a Member State (figure II).

Figure 20-2: *Myong Ryu 1* ship-to-ship transfer with Infinite Luck



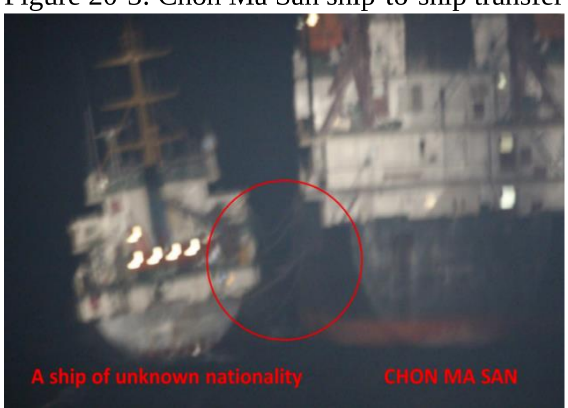
Source: Member State

[9] Designated for an asset freeze and port ban in March 2018.

[10] Recommended by the Panel for designation. See paragraphs 40 and 46, S/2020/151, and paragraph 50, S/2019/171.

3. Panama has provided documentation on the *Infinite Luck* including positional data which the Panel is reviewing. The *Myong Ryu 1* has no tracking data on commercial maritime databases. The *Infinite Luck's* registered owner is listed as Uniform Shipping Co Ltd HK (hereafter Uniform Shipping).[11] The Panel has yet to receive a reply from Uniform Shipping. Investigations continue.
4. The *Chon Ma San* was reported by another Member State to have conducted another ship-to-ship transfer on or around 12 January 2020 in the East China Sea with a vessel with "明波 5" painted on its hull (Figure III). The Panel had prior reported the *Chon Ma San* conducting ship-to-ship transfers of refined petroleum with direct delivery vessels the *Tianyou* (aka *Sin P(h)yong 2*) in March 2019, and a suspected transfer with the *Subblic* when it was sailing as the *Xin Yuan 18* in February 2018.

Figure 20-3: Chon Ma San ship-to-ship transfer with unidentified vessel





Source: Member State

Source: The Panel

[11] Companies Registry (Hong Kong), Integrated Information System.

Annex 21: Ship particulars for the *Courageous* (IMO: 8617524)

SHIP PARTICULARS

VESSEL		: MT COURAGEOUS
OWNER		: NEW EASTERN SHIPPING CO., LTD
MANAGER		: COURAGEOUS MARITIME S.A
PORT OF REGISTRY		: KRIBI
TYPE		: STEEL TANKER
FLAG		: CAMEROON
OFFICIAL NO		: K-73/IP/2019
IMO NO		: 8617524
CALL SIGN		: TJMC83
YEAR BUILT		: 1986
WHERE BUILT		: JAPAN
CLASS		: [redacted]
VESSEL'S BOTTOM		: SINGLE HULL, DOUBLE BOTTOM
FULL SPEED		: 12 KNOTS
SERVICE SPEED		: 10 KNOTS
REGISTERED DIMENSIONS --	LENGTH	: 85M
	BREADTH	: 15M
	DEPTH	: 6M
	LOA	: 90M
	AIR DRAFT	: 23M
LOCAL FREEBOARD	TROPICAL	: 1.122M
	SUMMER	: 1.222M
SUMMER DEADWEIGHT.		: 3912 M/TONS
LOADED DISPLACEMENT.		: 5342 M/TONS
LIGHT WEIGHT.		: 1430 M/TONS
LIGHT DISPLACEMENT.		: 2900 M/TONS
GRT / NRT		: 2734 / 1349
DEADWEIGHT		: 4418 MT
CAPACITY		: 4707 M/3
DISPLACEMENT		: 5342.99 MT
NUMBER OF TANKS		: 5 X 2
NUMBER OF MANIFOLD		: 4 UNITS
CARGO TANK CAPACITY		: 4700 CBM
BOW TO CENTRE MANIFOLD DISTANCE		: 46.4 M
BALLAST TANK CAPACITY		: NO
TYPE OF MANIFOLD		: ANSI 8 x1 6 x3
MAX SHORE LOADING RATE		: 600 CBM/HR
GENERATORS		: 2X YANMAR
MAIN ENGINE		: HANSHIN DIESEL 6 EL 35
TRADE LIMIT		: A1 + A2 + A3
COATING / TYPE		: YES / EPOXY
HEATING / COIL TYPE / MAX TEMPERATURE		: NOY FITTED COILS,
CARGO PUMP CAPACITY / TYPE		: 3 x GEAR HORIZONTAL / 300 CBM /HR
NO. OF GRADE		: 3
DOUBLE BOTTOM / COATING		: YES / EPOXY
MAIN ENGINE.		: HANSHIN- 6EL35
BHP		: 3200PS / 2354 KW x 260 RPM
SPEED / CONSUMPTION		: ABT. 10 KNOTS / ABT 6.8MT PER 24 HRS RUNNING
TYPE OF FUEL		M.G.O
GENERATOR NO. / TYPE.		: 2 x YANMAR. SL165 YANMAR
CONSUMPTION		: ABT. 1.36 MT PER 24 HRS RUNNING
TYPE OF FUEL		: M.G.O

Source: Member State

Annex 22: Port clearance certificate of the *Viet Tin 01*

MPA
SINGAPORE

MARITIME AND PORT AUTHORITY OF SINGAPORE
REPUBLIC OF SINGAPORE

THE MARITIME AND PORT AUTHORITY OF SINGAPORE ACT (CHAPTER 170A)

PORT CLEARANCE CERTIFICATE

Certificate No.	E75954
GDV No.	052687
Name Of Vessel	VIET TIN 01
IMO No.	8508838
Gross Tonnage	2998
Flag	VIET NAM
Name Of Master	[redacted]
Cargo	1472 Freight Tonnes
Next Port Of Call	O P HONG KONG HONG KONG
Date And Time Of Departure	03/02/2019 0100 hrs
Date And Time Of Issue	02/02/2019 1921 hrs
Remarks	Valid Till 04/02/2019 1920 hrs And For One Trip ONLY

TO CONFIRM THE AUTHENTICITY OF THIS DOCUMENT, PLEASE VISIT OUR WEBSITE AT:

https://marinet.mpa.gov.sg/psmn2/cv/public_service/pcc/loadEnquiryPCC.action

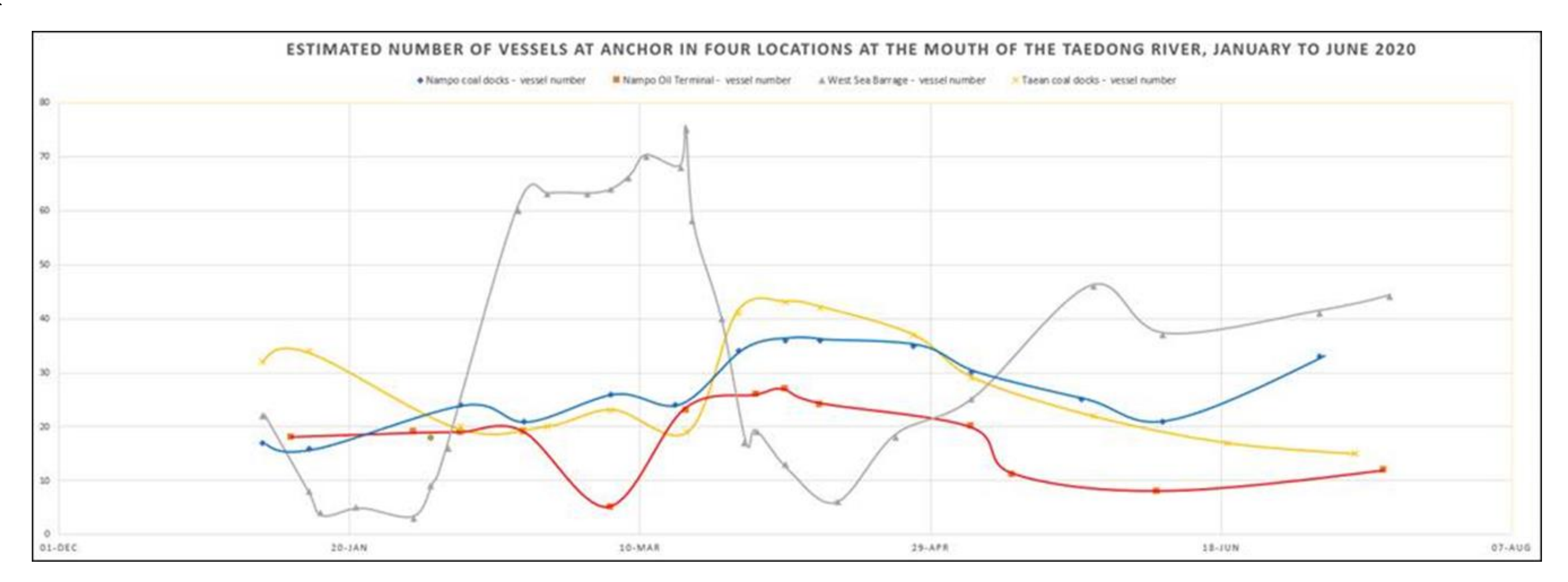
THIS IS A COMPUTER GENERATED CERTIFICATE

NO SIGNATURE IS REQUIRED

FOR PORT MASTER

Source: The Panel

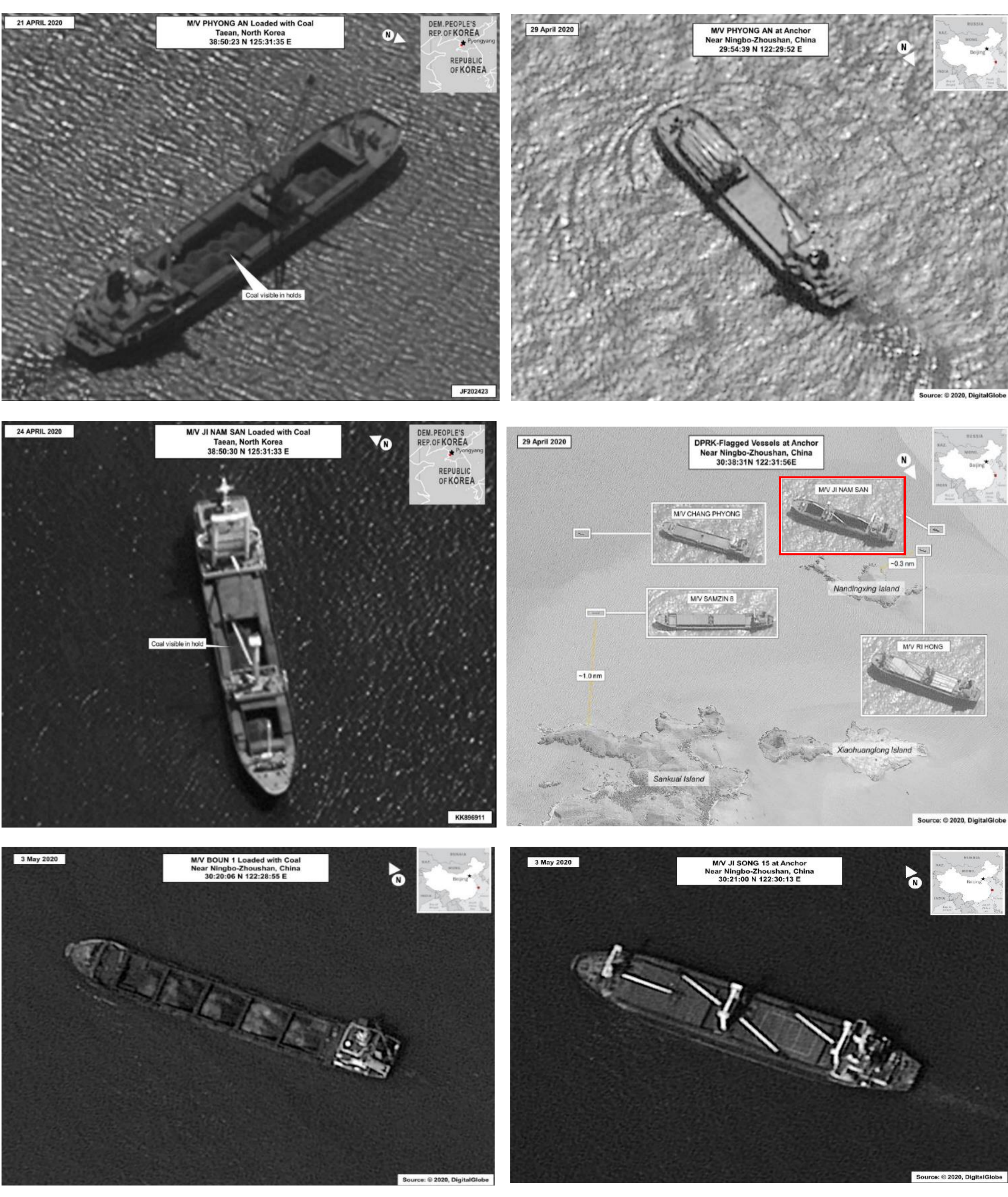
Annex 23: Estimated number of vessels at anchor in four locations at the Taedong river, January to June 2020



Satellite imagery (January to June 2020) : Nampo coal docks (38°43'33.83"N 125°24'53.81"E); Nampo Oil Terminal (38°42'56.98"N 125°22'7.42"E); West Sea Barrage (38° 40′ 53″ N 124° 54′ 57″ E - 38°40'35.55"N 125°10'33.33"E); Taean coal docks (A.38°49'12.38"N 125°31'45.81"E - B.38°49'31.34"N 125°31'26.74"E - C.38°50'32.46"N125°31'18.47"E - D.38°50'49.38"N 125°31'20.62"E)

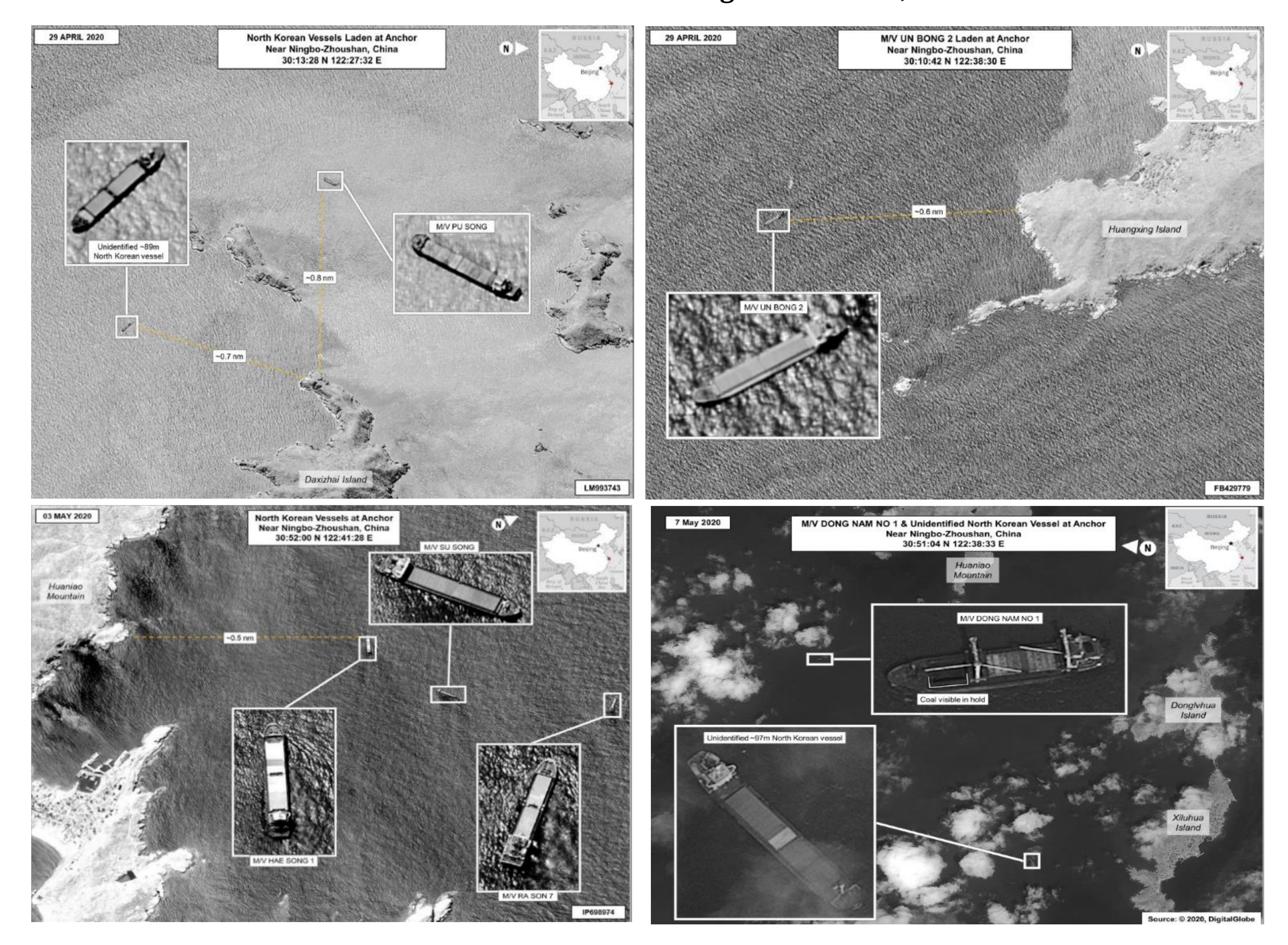
Source: The Panel

Annex 24: Satellite imagery of DPRK vessels loading coal at Taean, DPRK and near Ningbo-Zhoushan, China



Source: Member State; *Map*: The Panel

Annex 25: DPRK vessels at anchor near islands off Ningbo-Zhoushan, China



Source: Member State

Annex 26: DPRK vessels conducting illicit activity at Ningbo-Zhoushan, China

Jin Hung 9

1. The DPRK vessel *Jin Hung 9* (IMO: 9035967) was recorded on satellite imagery at anchor near Ningbo-Zhoushan on or around 20 April 2020 in the vicinity of a barge with what appears to be coal visible in its cargo bay, as well as a floating crane typically used to assist in the transfer of cargo (figure 26-1). The Member State assessed the vessel had offloaded DPRK-origin coal. The Panel's investigations show the *Jin Hung 9* transmitted an AIS signal near Shidao, China on or around 25 April 2020[12] a few days later. From 16 to 25 April 2020, the vessel was recorded on the same maritime platform with a 9-day gap in AIS transmission, during which time the activity could have taken place, as the period between the *Jin Hung 9*'s prior and subsequent recorded AIS transmissions (figure 26-2)[13] allowed ample time for the voyage. During this period the vessel reported a draft decrease, indicating a discharge of cargo. China replied that on vessels in the Panel's letters which are suspected to make STS [*sic:* ship-to-ship] transfers, so far the investigations have not completed yet. China has always implemented the Security Council resolutions in a faithful and strict manner, and if any Chinese vessel, individual or entity is proved to be involved in illegal STS transfers, the Chinese law enforcement authority will prosecute them in accordance with laws and regulations

Figure 26-1: *Jin Hung 9* at anchor

Figure 26-2: AIS transmission gap

Source: Member State

Source: Windward, annotated by the Panel

New Dawn

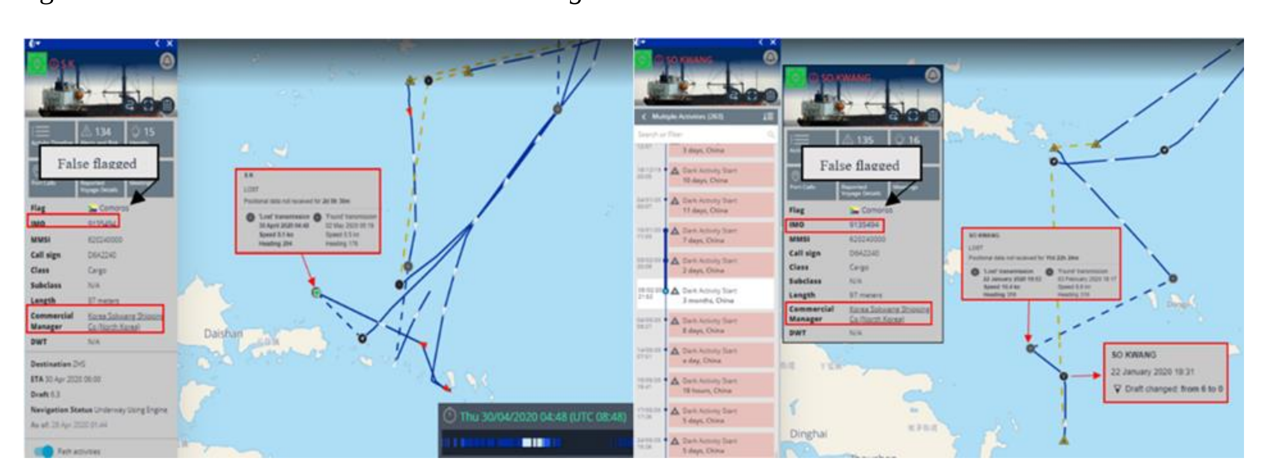
2. The Panel is investigating a case of possible sanctions evasion involving identity tampering by a DPRK-flagged vessel, New Dawn (IMO: 9135494). The Panel continues to observe this form of sanctions eva-sion activity. On and around 22 January to 3 February 2020 and on and around 30 April to 2 May 2020, the vessel was observed on a specialized maritime database as transmitting falsified identifiers while in the Ningbo-Zhoushan area where other DPRK vessels have been observed, potentially to mask its sanc-tionable activities (figure 26-3). The vessel transmitted as the "S K", allegedly Comoros-flagged, and with a call sign and MMSI inconsistent with those of the New Dawn, but with a Commercial Manager listed as "Korea Sokwang Shipping Co", consistent with the DPRK's ownership and management of the *New Dawn*. On other occasions, the vessel was reported to transmit as the "*So Kwang*". The vessel also

[12] Windward.

[13] Traveling at a service speed of 12 knots, it would take approximately two days travel time between the two transmission points.

recorded drafted changes outside of port on different occasions in the Ningbo-Zhoushan area, suggesting that cargo had been off-loaded in ship-to-ship transfers. The vessel was recorded in May 2020 sailing north through the Yellow Sea in the direction of the DPRK before dropping its AIS signal in an area where vessels transporting illicit cargo have been observed to lose their AIS transmission. China replied that on vessels in the Panel's letters which are suspected to make STS [sic: ship-to-ship] transfers, so far the investigations have not completed yet. China has always implemented the Security Council resolutions in a faithful and strict manner, and if any Chinese vessel, individual or entity is proved to be involved in illegal STS transfers, the Chinese law enforcement authority will prosecute them in accordance with laws and regulations.

Figure 26-3: *New Dawn* as '*S K*' and '*So Kwang*'



Source: Windward, annotated by the Panel

Source: The Panel

Annex 27: DPRK vessels conducting illicit activities

Su Ri Bong aka Pu Zhou

1. The Panel continued to investigate the individuals and entities that facilitated the activities of the *Pu Zhou* (former *Fu Xing 12*) (IMO: 8605727). The vessel, listed on maritime platforms sailing as the DPRK-flagged *Su Ri Bong in September 2019*,[14] travelled to the DPRK two months after its sale in June 2019 to export DPRK coal.[15] The *Su Ri Bong* was recorded at Nampo on or around 7 February 2020, recorded a change in identifiers back to the *Pu Zhou* before sailing back to the Ningbo-Zhoushan area, arriving on or around 14 June 2020 where it registered a draft change. The vessel sailed as the *Hu Hai* with a falsified Chinese identifier (MMSI) in early July before it reverted to sailing as the '*SRB*' while sailing towards Nampo.[16]

2. The Panel corresponded with a company based in Kaohsiung City (management company-PZ) that had provided services to the *Pu Zhou*. According to management company-PZ, it did not have knowledge of the vessel owner nor of its voyage or cargo. The company stated it was a ship management consultant that provided safety management related services to vessels. Its services were reportedly procured in July 2019 by an individual in China, the company's contact for China-related businesses. Management company-PZ delivered ship safety manuals to the Master of the vessel while it was at a shipyard on an island in Zhoushan, China. The company reportedly told its Chinese business contact to cancel its contracted services as ISM manager and Document of Compliance holder following notification from then flag state, Sierra Leone, of the vessel's voyage to the DPRK and cancellation of flag.[17] The Panel confirmed the *Pu Zhou* was no longer managed by the company following de-registration by Sierra Leone in September 2019.

3. Ms Liu, the recorded buyer of the *Pu Zhou*, is recorded on a Chinese business registry aggregator[18] to have run several businesses including in the Zhoushan area. The Panel was separately unsuccessful in contacting Ms Liu on publicly listed contact details and sought China's assistance on information into the individual. China prior informed the Panel it was conducting investigations into the matter. China replied that so far the investigations have not completed yet.

4. A Philippines national was registered as the Director/Shareholder/Beneficial Owner of Honour Sail Limited (hereafter Honour Sail), a company incorporated in the British Virgin Islands. Honour Sail was recorded as the vessel's registered owner, operator and manager following its sale. The Philippines responded that it would provide information as soon as available.

Source: The Panel

[14] IHS Markit, accessed 22 July 2020.
[15] S/2020/151, paras. 73-77.
[16] Data from Windward. Accessed on 5 July 2020
[17] The vessel was flagged under Sierra Leone from July to September 2019. Data from IHS Markit.
[18] Tianyancha.com

Annex 28: Internet posting to invite fishing in DPRK waters



8 回复贴，共1页

有没有渔船想去朝鲜捕捞鱿鱼的?

只看楼主 收藏 回复

zhiei0615

有没有渔船想去朝鲜捕捞鱿鱼的？

送TA礼物 分享

举报 来自Android客户端 1楼 2020-03-26 10:12 回复

zhiei0615

顶

举报 来自Android客户端 2楼 2020-03-26 10:24 回复

zhiei0615

조선민주주의인민공화국
상업회의소
DPR Korea Chamber of Commerce

号码: KCC-75/5/2019
日期: 2019.5.28

确 认 书

兹确认，法定地址为朝鲜民主主义人民共和国平壤市万景台区祝典1洞的圣山经济贸易联合会社已经得到国家许可，可在朝鲜东海的指定海域同中方开展合营捕捞。

特此证明。

朝鲜民主主义人民共和国商业会议所

朝鲜民主主义人民共和国平壤市公证所

Central District, Pyongyang, DPR Korea

举报 来自Android客户端 3楼 2020-03-26 10:24 回复



有没有渔船想去朝鲜捕捞鱿鱼的?

只看楼主 收藏 回复

举报 来自Android客户端 3楼 2020-03-26 10:24 回复

zhiei0615

7. 支付方式:

船舶联检和识别器安装结束的同时乙方将捕捞费给甲方指定的银行账号转账或支付现金。

8. 其他

1) 甲方负责捕捞船和运输船负责合营捕捞所需的所有手续、海上指挥和安全事宜，乙方负责提供渔船、运输船、网具、燃油、海上作业费用。

2) 若乙方的要求甲方派遣船员时，船员工资每人每月人民币 2500 元以上，每季度发放一次。乙方向甲方船员提供与乙方船员同等的住宿条件、劳保物资、通讯利用条件。

3) 乙方所有作业船、运输船应彻底遵守朝鲜民主主义人民共和国的法律，如有脱离作业区域、使用禁止网具现象时应受处分包括罚款。对于乙方船只非法进入其他国家海域而产生的后果甲方不负任何

举报 来自Android客户端 4楼 2020-03-26 10:28 回复

zhiei0615

朝鲜圣山经济贸易联合会社(以下称甲方)与中国 xxxx 贸易有限公(以下称乙方)，本着互利互惠的原则就在朝鲜东海经济水域合营捕捞，经过磋商，签订如下合同:

1. 船舶数量：作业船 100 艘、运输船 2 艘、给油船 1 艘，指挥船 1 艘

※ 合营捕捞期间，指挥船由乙方提供。

2. 捕捞水域

北纬 39 度 05 分 00 秒，东经 129 度 52 分 00 秒

北纬 39 度 29 分 00 秒，东经 133 度 22 分 00 秒

北纬 41 度 29 分 00 秒，东经 133 度 24 分 00 秒

北纬 39 度 05 分 00 秒，东经 133 度 05 分 00 秒

※若捕捞水域改变，另签合同附件。

3. 捕捞期间:

2020 年 4 月 – 2020 年 12 月

举报 来自Android客户端 5楼 2020-03-26 10:28 回复

Source: https://tieba.baidu.com/p/6576026746 (last visited on 8 July 2020)

Annex 29: Recorded trade between the DPRK and some Member States

1. Methodology

To monitor prohibited exports and imports by the Democratic People's Republic of Korea under paragraph 30 of resolution 2270 (2106), paragraphs 26 and 28 of resolution 2321 (2016), paragraphs 8, 9 and 10 of resolution 2371 (2017), paragraphs 13, 14 and 15 of resolution 2375 (2017) and paragraphs 4, 5, 6 and 7 of resolution 2397 (2017), the Panel analysed Member States' customs data as reported to the International Trade Centre (ITC). The Panel used the list of HS Codes for all sectoral bans in resolutions 2270 (2016), 2321 (2016), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017) in annex 4 of S/2018/171 (amended by S/2018/171/Corr.1).[19]

The Panel's analysis covers the period between October 2019 and March 2020. Where available statistics indicate trade in prohibited items, the Panel wrote to Member States for additional information and verification. While the Panel observed that more countries conducted trade with the Democratic People's Republic of Korea during this period, it was unable to obtain full trade statistics covering the entire period for each of them with sufficient time for the right of reply. The Panel intends to continue its inquiries when the data becomes available.

The Panel notes that the DPRK does not release statistics on its external trade and only mirror statistics are available on DPRK exports and imports. This analysis does not include any exports and imports of banned items by the DPRK that were undetected or unreported by Member States to the ITC, or erroneously reported as trade with third countries other than the DPRK.

The figures listed in part 3 of this annex are the total of all exports and imports of ostensibly prohibited items by the DPRK between October 2019 and March 2020, as obtained by the Panel prior to its requests for information to the relevant Member States between May and June 2020.

2. Update on the Panel's past inquiries in 2020 final report (S/2020/151, annex 19)

Several Member States responded to the Panel's inquiry after the completion of its 2020 final report (S/2020/151) for recorded trade with the DPRK between April 2018 and September 2019. Below are the results of the Panel's analysis on additional replies from Member States. The Panel appreciates the Member States' cooperation and their efforts to implement relevant resolutions.

Algeria

Algeria replied to the Panel that the iron and steel imported from the DPRK do not fall under the HS code categories covered by the sectoral sanctions provisions contained in the relevant Security Council resolutions, and it was investigating its import of machinery and textiles from the DPRK.

Brazil

Brazil submitted its second reply to the Panel in which it concluded that the data recording trade with the DPRK between April 2018 and September 2019 were inaccurate.

Colombia

Colombia replied the Panel with a comprehensive analysis based on customs data of the recorded trade with the DPRK between April 2018 and September 2019. The Panel perused the reply from Colombia but could not find evidence that the cases of imports in question have not originated from the DPRK, provided the initial data entry was accurate.

Costa Rica

Costa Rica replied to the Panel based on the initial report from its General Directorate of Customs of the Ministry of Finance. Costa Rica stated that there had been 91 customs declarations of import from 2017 to 2020 in which products were declared originating in the DPRK, and further reported that "it is assumed that there is a typing error of the information in said declarations, confusing the declarant of the country of origin and provenance" between the DPRK and the ROK.

El Salvador

El Salvador submitted a reply to the Panel explaining its efforts to implement relevant resolutions.

Guatemala

Guatemala submitted its second reply to the Panel and stated that its Tax Administration Superintendency had "determined that no trade had taken place with the [DPRK]" in the periods specified by the Panel.

Honduras

Honduras replied to the Panel that its Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation had compiled the information as requested.

India

India replied to the Panel that the relevant Indian agencies have confirmed that no imports or exports of the item/goods referred to in the Panel's letter have taken place from or to the DPRK, and "in a few instances where the goods were declared as originated from DPRK or destined for DPRK, the consignments were interdicted to verify the country of origin/destination. In all such cases, the goods were found to have actually originated from or be destined for the [Republic of Korea.]"

Indonesia

Indonesia replied to the Panel that it was currently conducting an investigation that involves an inter-agency process and the result of the investigation will be conveyed to the Panel in due course.

Kazakhstan

Kazakhstan submitted relevant original documents to the Panel and clarified that the imports recorded as from the DPRK between April 2018 and September 2019 were the result of mistaken reports. The Panel assesses that there had been no import from the DPRK by Kazakhstan during the said period.

Luxembourg

Luxembourg submitted a reply to the Panel explaining that the recorded trade with the DPRK was a coding error originated from confusing the DPRK with the ROK.

South Africa

South Africa submitted its second reply to the Panel stating that it was "currently investigating the alleged transgression of the sanctions regime, in order to determine if the items were in fact traded with the DPRK [...] our investigations are also aimed at establishing whether item codes and the destination/origin countries are entered correctly."

Uruguay

Uruguay submitted its second reply to the Panel including detailed customs documents specifying the cases of imports from the DPRK. The Panel perused the reply from Uruguay but could not find evidence that the cases of imports in question have not originated from the DPRK, provided the initial data entry was accurate.

3. Results of the Panel's inquiries (for the period between October 2019 and March 2020)

Below is the result of the Panel's analyses of Member States' recorded trade with the DPRK between October 2019 and March 2020 found in the ITC Trade Map. The Panel reiterates that this is not a complete list of countries that traded with the DPRK during the said period, and the Panel is preparing further inquiries concerning other Member States as full trade data for this period becomes available.

Bosnia and Herzegovina

Bosnia and Herzegovina replied to the Panel with original documentation that the total value of its import of machinery (HS 84) from the DPRK during the last quarter of 2019 was approximately 2,075 USD, instead of 27,000 USD.

Brazil

Brazil replied to the Panel with its analysis that the data recording trade with the DPRK between October 2019 and March 2020 were inaccurate, and the errors were caused by customs brokering agents while inserting data in the import or export declarations submitted through SISCOMEX (Integrated Foreign Trade System). Brazil explained that the Federal Revenue of Brazil (RFB) ascertained such errors through a comparison between the information in import and export declarations and the bills of lading or air waybills of the transacted cargo.

Canada

Canada confirmed in its reply to the Panel that the trade data reported to the ITC was inaccurate and that the items were not imported from or exported to the DPRK, and the inaccuracy was the result of miscoding of the country of origin by the relevant Canadian statistical agencies. Canada further explained that the information has been corrected and the changes would be reflected in subsequent submissions of trade data reported to the ITC.

China (For China's reply on these inquiries, see Annex 58)

The Panel asked China for data on import of iron, iron and steel products (HS 72-73) and textiles (HS 50-63) worth of $ 9,557,000 from the DPRK, and export of metals (HS 72-83) and industrial machinery (HS 84-85) worth of $ 2,724,000 to the DPRK for the period between October 2019 and March 2020.

[Import]

1) Import of $9,534,000 worth of iron, iron ore (HS 72-73): China replied that it "did not import these prohibited items from the DPRK in the time frame of October to December of 2019 and March of 2020. Import of iron or steel articles (HS code 73) is not prohibited. Ferro-silicon is not a prohibited item either, and importing and re-exporting ferro-silicon does not violate Security Council resolutions."[20]

Iron and iron ore (HS codes 72 and 73)[21]

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
October 2019	China	DPRK	72	2,789,000
November 2019	China	DPRK	72	2,842,000
			73	20,000
December 2019	China	DPRK	72	3,762,000
			73	35,000
March 2020	China	DPRK	72	86,000

Source: ITC Trade Map

2) Import of $23,000 worth of textiles (HS 50-63): China replied that it "imported a batch of commodities under the HS code 5302 in October 2019. They are raw materials, not textiles prohibited by the Security Council resolutions."

Textiles (HS codes 50 to 63)[22]

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
October 2019	China	DPRK	53	23,000

Source: ITC Trade Map

[Export]

3) Export of $196,000 worth of metals (HS 72-83) and of $2,528,000 worth of industrial machinery (HS 84-85): China replied that the "steel, copper and other metals exported to the DPRK between October and December 2019, and the industrial machinery exported to the DPRK between January and March 2020, were all humanitarian goods exempted by the 1718 Committee and diplomatic goods ordered by foreign missions in the DPRK. Among them, 5 batches of goods were from the UNICEF, 3 batches of goods were from the ICRC, 8 batches of goods were from different NGOs, and 12 batches of goods were ordered by diplomatic missions in the DPRK."

[20] The Panel notes that some Member States' views on HS Code allocation are not same with the Panel's list of HS Codes for all sectoral bans in resolutions, which the World Customs Organization (WCO) has recommended to the Panel (see S/2017/150, para. 257, S/2018/171 annex 4 and S/2018/171/Corr.1). The Panel also inquired China on possible re-export of DPRK-origin ferro-silicon to third countries, based on a media report on the 2019 General Administration of Customs of China (GACC) data which indicated that 1,370 metric tons of ferro-silicon worth of 31 million USD had been re-exported in the form of customs warehousing trade and entrepot trade.

[21] **Applicable resolution:** Resolution 2371 (2017), para. 8.

[22] **Applicable resolution:** Resolution 2375 (2017), para. 16.

Metals (HS codes 72 to 83)[23]

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
October 2019	China	DPRK	73	33,000
			74	27,000
			83	88,000
November 2019	China	DPRK	73	10,000
			82	14,000
December 2019	China	DPRK	76	24,000

Source: ITC Trade Map

Industrial Machinery (HS codes 84 and 85)[24]

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
January 2020	China	DPRK	84	32,000
			85	2,448,000
March 2020	China	DPRK	84	34,000
			85	14,000

Source: ITC Trade Map

Germany

The Panel has yet to receive a reply.

[Export]

Industrial Machinery (HS codes 84 and 85)[25]

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
January 2020	Germany	DPRK	84	10,000

Source: ITC Trade Map

Madagascar

The Panel has yet to receive a reply.

[Import]

Machinery (HS code 84)[26]

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
February 2020	Madagascar	DPRK	84	54,000

Source: ITC Trade Map

[23] **Applicable resolution:** Resolution 2397 (2017), para. 7.
[24] *Ibid*.
[25] *Ibid*.
[26] **Applicable resolution:** Resolution 2397 (2017), paragraph 6.

Textiles (HS codes 50 to 63)[27]

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
December 2019	Madagascar	DPRK	52	358,000

Source: ITC Trade Map

Mozambique

Mozambique replied to the Panel and requested an extension for its reply.

[Import]

Electrical equipment (HS code 85)[28]

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
February 2020	Mozambique	DPRK	85	4,000
March 2020	Mozambique	DPRK	85	19,000

Source: ITC Trade Map

Machinery (HS code 84)[29]

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
October 2019	Mozambique	DPRK	84	7,000
November 2019	Mozambique	DPRK	84	18,000
December 2019	Mozambique	DPRK	84	4,000
January 2020	Mozambique	DPRK	84	45,000
February 2020	Mozambique	DPRK	84	12,000
March 2020	Mozambique	DPRK	84	55,000

Source: ITC Trade Map

Seafood (HS codes 03, 1603-1605)[30]

Date	REPORTING COUNTRY	PARTNER COUNTRY	HS CODE	APPROXIMATE VALUE (USD)
December 2019	Mozambique	DPRK	03	87,000
January 2020	Mozambique	DPRK	03	256,000

Source: ITC Trade Map

[27] **Applicable resolution:** Resolution 2375 (2017), paragraph 16
[28] **Applicable resolution:** Resolution 2397 (2017), paragraph 6.
[29] *Ibid.*
[30] **Applicable resolution:** Resolution 2371 (2017), paragraph 9.

Annex 30: Relevant resolution provisions applicable to gold and cash smuggling between Tehran airport and Dubai airport

Smuggling gold and cash could be in violation of multiple sanctions measures stipulated in relevant resolutions including:

Paragraph 11 of resolution 2094 (2013) prohibited transfer of financial assets, including bulk cash, to and from the DPRK, which could contribute to the DPRK's nuclear and ballistic missile programmes, or other activities prohibited by relevant resolutions. Paragraph 14 of resolution 2094 (2013) clarifies that all States shall apply the measures set forth in paragraph 11 of this resolution to transfers of cash, including through cash couriers, transiting to and from the DPRK.

Paragraph 37 of resolution 2270 (2016) clarifies that all States shall apply the measures set forth in paragraph 11 of resolution 2094 (2013) to transfers of gold, including through gold couriers, transiting to and from the DPRK.

Furthermore, although the Panel is still investigating the route of the transfer of gold, it notes that paragraph 30 of resolution 2270 (2016) prohibits the supply, selling or transfer of gold, regardless of whether it is directly or indirectly, from the DPRK territory or by DPRK nationals.

Annex 31: Response from 3M

[redacted]

3M Legal Affairs

3M Center, Building 220-9E-02
St. Paul, MN 55144-1000 USA
Phone: (651) 736-7776
Email: uneelakantan@mmm.com



June 5, 2020


Via Email: [redacted]@un.org

[redacted]
Coordinator of the Panel of Experts
established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations
United Nations Headquarters
405 East 42nd Street
New York, NY 10017

Re: 3M Company's Response to the April 30, 2020 Request for Information from the Panel of Experts Established Pursuant to Resolution 1874 (2009)
Reference: S/AC.49/2020/PE/OC.43

[redacted]

On behalf of 3M Company ("3M"), I am writing to respond to your letter of April 30, 2020 regarding efforts by the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council Resolution 1874 (2009) ("the Panel") to gather, examine and analyze information regarding the implementation of measures imposed by the Security Council on the Democratic Republic of North Korea ("DPRK"). In particular, 3M understands that the Panel is investigating a recent report on Korean Central Television ("KCTV") showing DPRK quarantine workers in what appear to be 3M Protective Coveralls (hereinafter, "KCTV Report").

Consistent with United States and United Nations sanctions against the DPRK, it is 3M policy not to sell, either directly or indirectly, any products into the DPRK unless specifically authorized by the U.S. government. As part of its comprehensive trade compliance program, 3M also implements measures, including trade compliance provisions in contracts and restricted party screening, to ensure that distributors and other customers do not sell 3M products into sanctioned countries or to sanctioned parties.

While the KCTV Report shows DPRK workers in what appear to be 3M Protective Coveralls, 3M is unable to verify the authenticity of the pictured coveralls absent access to the coveralls and their original packaging. Nevertheless, after receiving the Panel's request for information, 3M has reviewed its global sales of all 3M Protective Coveralls since 2017, and has not identified any sales of coveralls, either directly or through distributors, into the DPRK.

In addition, through its social investment arm, 3Mgives, 3M donates products to U.S.-based humanitarian aid organizations to support emergency relief efforts and urgent medical care needs around the world. 3M has confirmed that neither of its partner

June 5, 2020
Page 2

humanitarian aid organizations shipped 3M Protective Coveralls to the DPRK. Thus, to the extent that the coveralls pictured in the KCTV Report are authentic 3M products, 3M has no knowledge of how these coveralls may ultimately have been routed to the DPRK.

Provided below are responses to the Panel's specific requests for information.

1. ***The authenticity of the abovementioned media report.***

3M is unable to comment on the authenticity of the information contained in the KCTV Report. The report suggests that the coveralls visible in the photographs are 3M™ Protective Coverall 4570 ("4570 Coverall") and 3M™ Protective Coverall 4510 ("4510 Coverall"). However, absent access to the coveralls and original packaging, 3M is unable to verify whether the coveralls shown are genuine 3M products and if so, the specific coverall models.

2. ***If the report is authentic, information related to the type and model number, country (or place) of production, countries of distribution (or place of wholesale), and period of production of the 3M personal protective equipment (PPE) shown in the report.***

As explained in response to Question 1 above, 3M is unable to verify the authenticity of the coveralls pictured in the KCTV Report. Nevertheless, for purposes of cooperating fully with the Panel, 3M herein provides information related to its production and sales of 4570 Coveralls and 4510 Coveralls.

3M began manufacturing 4510 Coveralls in 2010 and 4570 Coveralls in 2013. These coveralls are manufactured to 3M's specifications in China. The coveralls are then shipped to 3M distribution centers in Germany, the United Kingdom, Singapore, China and the United States, and ultimately sold to hundreds of distributors around the world. These distributors, in turn, sell the coveralls to end users. 3M does not sell coveralls, either directly or indirectly, into the DPRK.

3. ***Details of the transfer of the abovementioned 3M PPE (e.g. date of transfer, importer and/or consignee, end-user and end-use), including a copy of the contract and invoice. If you do not have this information, please provide the Panel with any other information which might suggest the possible route of transfer of the PPE to the DPRK.***

As explained previously, 3M does not sell any products, either directly or indirectly, into the DPRK. To the extent that the coveralls pictured in the KCTV Report are authentic, 3M has no knowledge of the possible route of transfer to the DPRK.

June 5, 2020
Page 3

4. ***Information about 3M's internal screening of end-users. If 3M has contractual arrangements with end users to track the products (such as requirements for the purchaser to notify 3M in the case of resale or relocation, or any device to detect relocation), please provide the Panel with this information.***

3M employs a comprehensive trade compliance program, and regularly conducts due diligence on its business partners. As part of this due diligence, 3M conducts restricted party screening of parties to its transactions, including but not limited to, suppliers, distributors, logistics providers, and, where applicable, end users. To do so, 3M employs comprehensive screening software to screen parties against all applicable restricted party lists, including the United Nations Consolidated List and the U.S. Department of the Treasury's List of Specially Designated Nationals and Blocked Persons.

As explained in response to Question 2 above, 3M generally does not sell coveralls directly to end users but instead sells through distributors around the world. These distributors are subject to the aforementioned due diligence and screening procedures relevant to the country or countries in which they are authorized by 3M to distribute 3M products. In addition, 3M works to include in its distributor agreements and/or terms and conditions of sale clauses requiring compliance with applicable legal requirements, such as economic sanctions and export control laws and regulations, including the trade embargo against the DPRK. Finally, 3M collects point-of-sale data from many of its coverall distributors, and a review of available data does not indicate any sales of 3M Protective Coveralls into the DPRK.

Please let us know if we can be of any further assistance in your investigation into this matter.

Sincerely,


[redacted]

Source: The Panel

Annex 32: Response from DuPont



DuPont de Nemours, Inc.
974 Centre Road, CRP 730
Wilmington, DE 19805

May 27, 2020

[redacted]
United Nations Security Council
Coordinator of the Panel of Experts Established
Pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations
New York, NY 10017

RE: Inquiry of United Nations Security Council: Your Reference: S/AC.49/2020/PE/OC.44

[redacted]

With reference to your communication of April 30, 2020 to Mr. Edward Breen CEO of Dupont de Nemours, Inc., I am responding on the Company's behalf as Senior Vice President and General Counsel. In your letter you provided clipped images from a media report allegedly identifying protective gear worn by workers whom were reported to be in the Democratic People's Republic of Korea ("DPKR"). In addition, the media report hypothesized that the branding on some of the garments was similar to branding found on protective garments fabricated from DuPont Tyvek non-woven fabric. To that end you asked DuPont to respond to the following four questions. We replicate and respond to your questions below.

1. *The authenticity of the abovementioned media report (see Annex 1);*

We cannot speak to the authenticity of the media report, the information reported therein nor to the provenance of any material shown in the associated photographic materials.

2. *If the report is authentic, information related to the type and model number, country (or place) of production, countries of distribution (or place of wholesale), and period of production of the DuPont personal protective equipment (PPE) shown in the report;*

See response above.

3. *Details of the transfer of the abovementioned DuPont PPE (e.g. date of transfer, importer and/or consignee, end-user and end-use), including a copy of the contract and invoice. If you do not have this information, please provide the Panel with any other information which might suggest the possible route of transfer of the PPE to the DPRK*;

Under the laws of the United States, transfer or sale of U.S.- origin materials by U.S. persons to sanctioned parties or countries, such as the DPRK, is prohibited and companies, like DuPont, are required to have policies and procedures in place to detect and avoid such occurrences. To that end, DuPont has a Policy on Trade with Potentially Sensitive Countries that identifies DPRK as a "Tier I" country with which all trading is prohibited. Compliance with the laws and restrictions represented in the Policy is also a requirement made of our distribution partners. Furthermore, any direct financial transactions, as identified in our procurement systems, with such Sensitive Countries, is immediately flagged and any attempted transaction is blocked before consummation. We have no evidence of direct or indirect sales of DuPont materials into DPRK. As noted above, we cannot ascertain the veracity of the media report, if the garments shown were in-fact branded as a DuPont product or if counterfeit branding was applied to product made by others. We simply have no information relative to the events described in the media report.

4. Information about DuPont's internal screening of the end-users. If DuPont has contractual arrangements with end users to track the products (such as requirements for the purchaser to notify DuPont in the case of resale or relocation, or any device to detect relocation), please provide the Panel with this information.

Besides complying with our trade policy and ensuring that contractual requirements placed on our distribution chain likewise follow all relevant laws and restrictions, DuPont does not do internal screening of the ultimate end users of these products outside of our distribution chain nor do the products contain devices to detect relocation.

We appreciate the work undertaken by the United Nations Security Council Panel of Experts to ensure that the Security Council resolutions and the implementation of appropriate trading sanctions be enforced. As noted above, DuPont's policies and practices are entirely aligned with the Council's goals and efforts in this area. Should we identify any relevant information relative to your inquiry we will immediately revert such information to you.



[redacted]

Senior Vice President and General Counsel

Source: The Panel

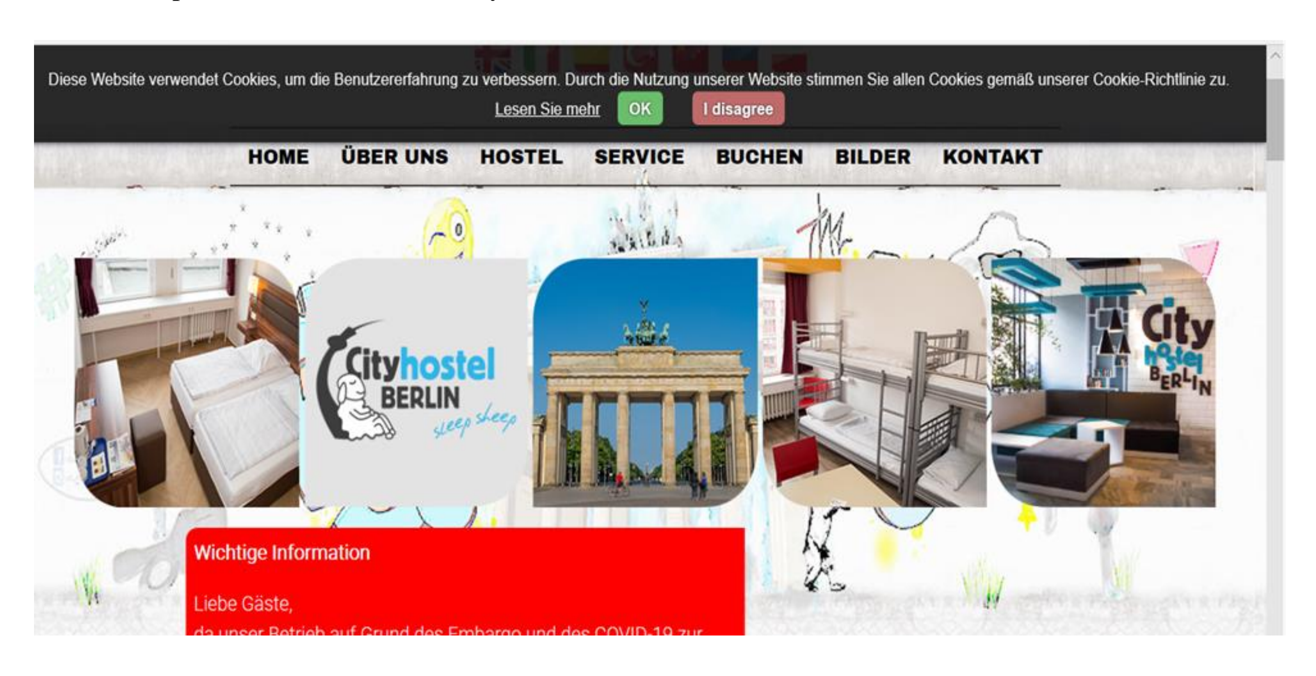
Annex 33: Publicly available information on City Hostel Berlin

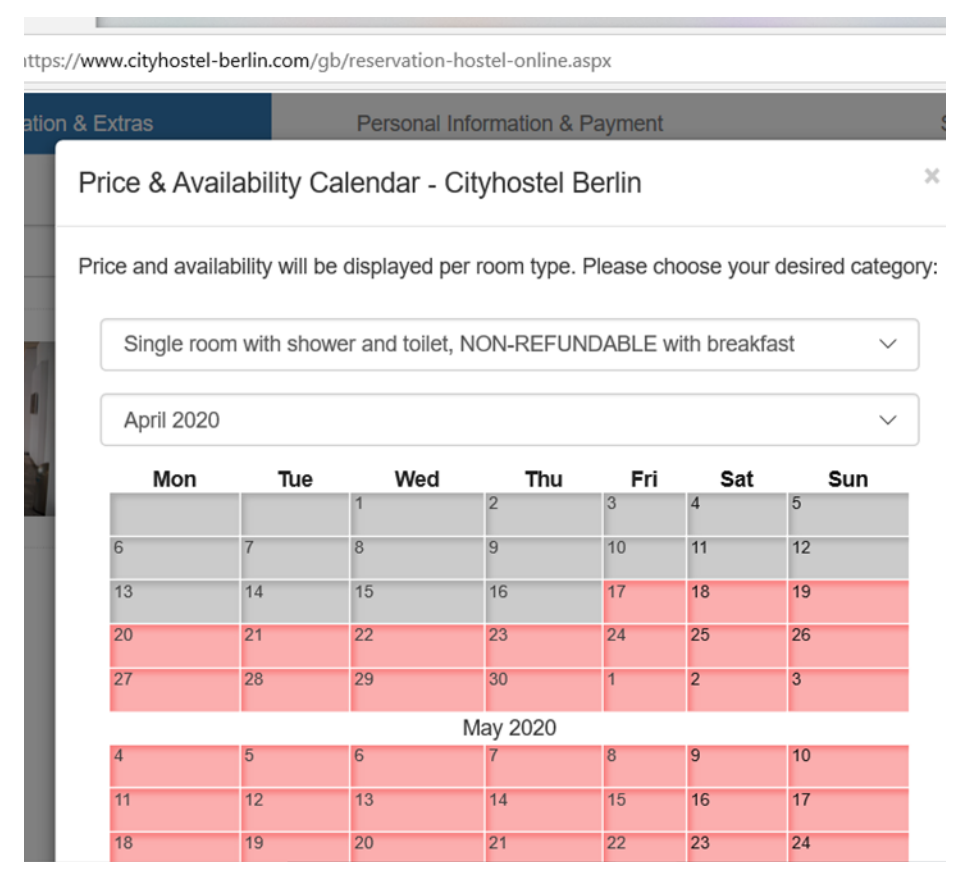
1.Image



Source: The Panel
(URL: https://asia.nikkei.com/Editor-s-Picks/Tea-Leaves)

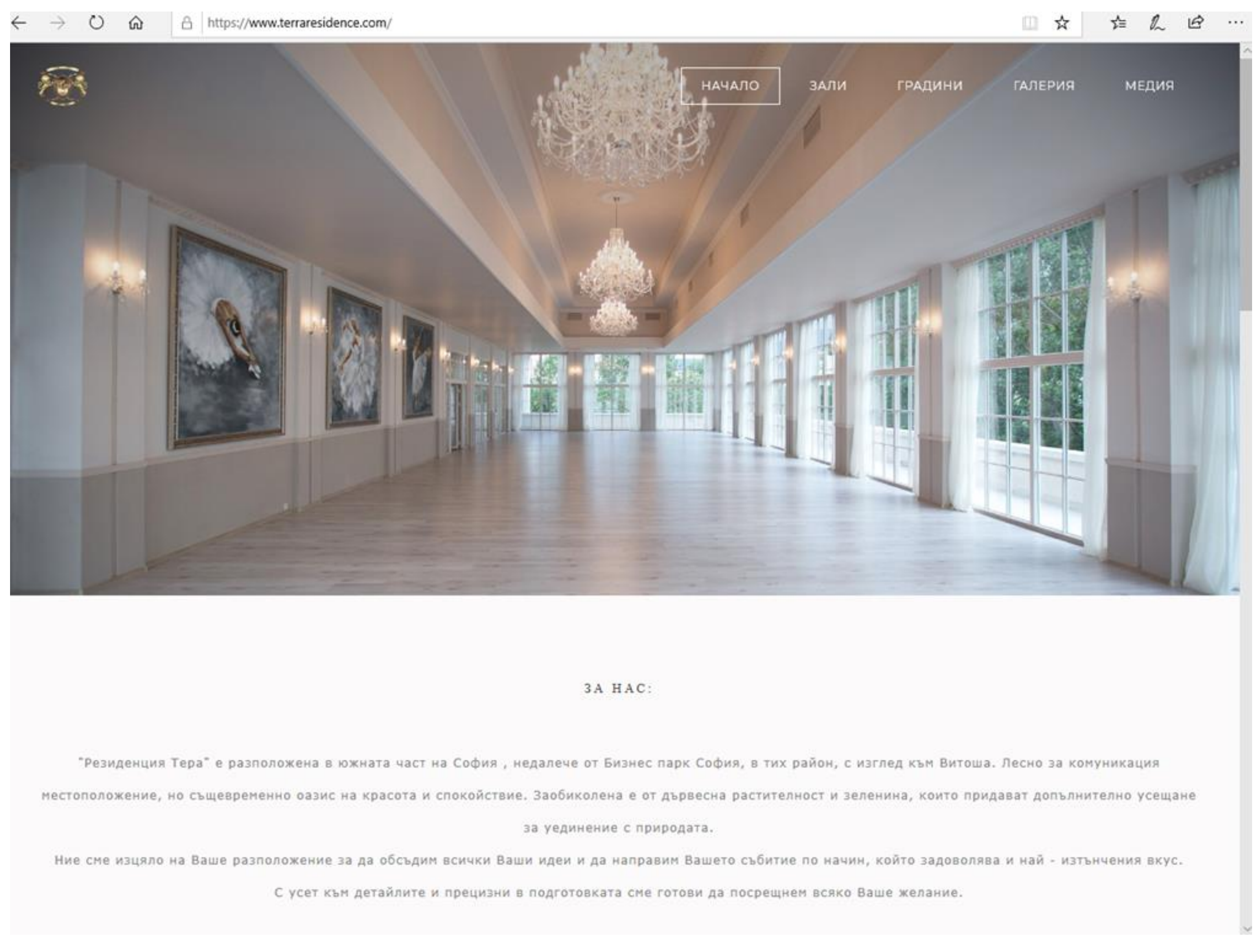
2. Screencapture of the website of City Hostel Berlin





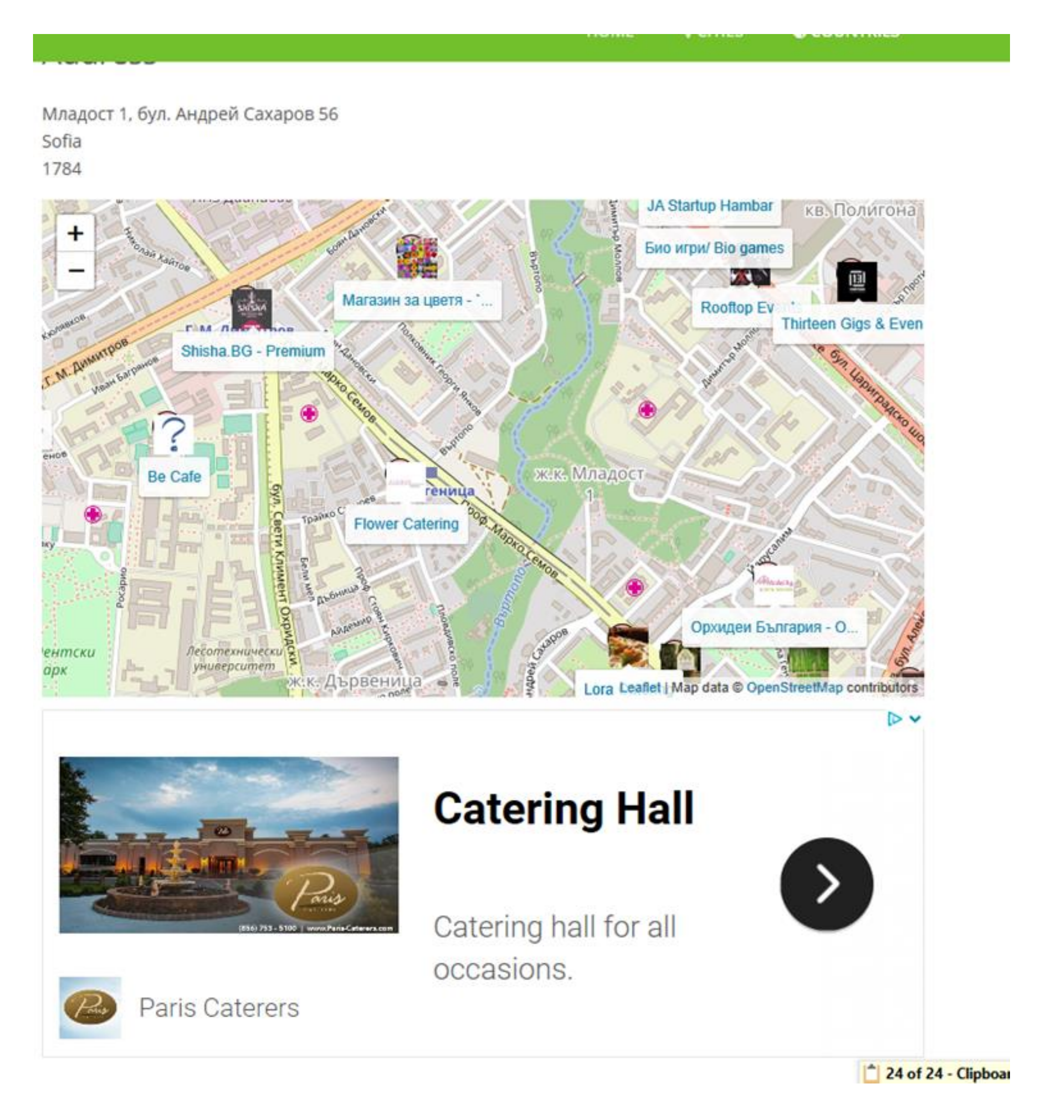
Source: The Panel
(URL: https://www.cityhostel-berlin.com/)

Annex 34: Advertisement by Terra Residence, located at the address of the DPRK Embassy in Bulgaria



Source: https://www.terraresidence.com/10571042104010581041104 8.html)

Advertisement for catering hall, located at the address of the DPRK Embassy in Bulgaria



Source: https://www.evepla.com/BG/Sofia/100084117957/Lora-Catering)

Annex 35: Image of Audi Q7 car in Masikryong resort, DPRK, December 2019



Source: The Panel

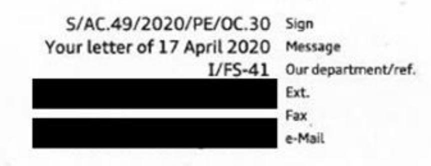
Annex 36: Letter from Audi



AUDI AG · 85045 Ingolstadt · Germany

[redacted]

Coordinator of the Panel of Experts etsblished pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)



S/AC.49/2020/PE/OC.30	Sign
Your letter of 17 April 2020	Message
I/FS-41	Our department/ref.
[redacted]	Ext.
	Fax
[redacted]	e-Mail
06.05.2020	Date

With reference to your request S/AC.49/2020/PE/OC.30 of 17 April 2020 regarding the presence of an Audi Q7 model in the DPRK

[redacted]

We are grateful for your information regarding the presence of the Audi Q7 vehicle in the DPRK. At the same time we regret that this Audi vehicle is subject to a apparent violation of paragraph 8(a)(iii) of resolution 1718 (2006) and paragraph 23 and Annex IV of resolution 2094 (2013), prohibiting the direct or indirect supply, sale or transfer of luxury automobiles (and motor vehicles)1 to the DPRK. Audi explicitly shares the interest clarify and prevent such activities.

Therefor we would like to provide you with the following information:

- The car shown on the photography is an Audi Q7 model, built from 2012 to 2015
- Prevailing markets for the Audi Q7 are EU, USA and China but in relation to the overall market volume e.g. Australia and Saudi Arabia, too
- There is no special visible customization to be identified based on the photography
- The annual volume of production of this model regularly is close to 100.000 units
- The Q7 is mainly assembled at Volkswagen Slovakia but only sold by AUDI AG; for local market supplies this model was assembled at Volkswagen Group Rus (Kaluga, Russia) and at SAIPL (Aurangabad, India), too. These locally produced vehicles were sold by the local sales organizations in those local markets.

Audi does not supply any cars directly or knowingly indirectly to the DPRK. Furthermore, Audi did not have any evidence for the presence of Audi products in the DPRK yet. At Audi compliance with all applicable national and international export control and sanction regulations is treated as key compliance topic with high management attention. Export compliance is assured by an internal compliance program.

Yours faithfully,

[redacted]

AUDI AG

85045 Ingolstadt

Delivery entrance:
Ettinger Straße
Tor 10

Phone +49 841 89-0
www.audi.com

Honorary Chairman of the Supervisory Board:
Carl H. Hahn

Chairman of the Supervisory Board:
Herbert Diess

Board of Management:
Markus Duesmann, Chairman
Arno Antlitz
Dirk Große-Loheide
Peter Kössler
Sabine Maaßen
Hans-Joachim Rothenpieler
Hildegard Wortmann

AUDI Aktiengesellschaft
Registered office: Ingolstadt
Entered in the Commercial Register of the Local Court of Ingolstadt
No. HR B 1

Source: The Panel

Annex 37: Chain of supply of luxury cars

MB Roma, a Daimler dealer, delivered the vehicles on 9 February 2018 to European Cars & More, SRL with a contract condition that they should be registered in the name of the buyer at least for 6 months. European Cars & More, SRL cooperated with the Panel and stated that upon receipt of the vehicles it in fact immediately re-sold them, under a preliminary contract signed in December 2017 (Annex 39), to LS Logistica & Spedizioni SRL (a.k.a. LS Logistics & Shipment, Hong Kong) (hereafter Logistica).

The sale included an informal agreement with the client that the cars will be bought back eventually and thus they were not deregistered in Italy. Associated documents stated that the two Mercedes in question were to be exported to Hong Kong on 19 February 2018 (Annex 40). In its answer to the Panel's inquiry, the Netherlands confirmed that the goods were shipped by road from Italy to the Netherlands. Logistica dispatched the vehicles from Rotterdam to Dalian, changing the consignee several times, with eventual destination to DPRK.[31]

[31] S/2020/151, para. 155.

Annex 38: Letter from the lawyer of European Cars & More

Avv.Paola Zulli
Patrocinante dinanzi alle Magistrature Superiori
Via Pietro Pollidori n°4 - 66034 Lanciano (CH)t
el. 0872.711778 pers. 339-6086512 p.iva: 02138420696 - c.f.: ZLLPLA77A55E435Z
[redacted]

To:
DPA-POE1874
[redacted]

Lanciano, 15.07.2020

c.c.
[redacted]

Ref: European Cars e More s.r.l.; Panel Document dated 20 April, 2020; Panel Document dated May 22, 2020.

Dear [redacted]

following our video telephone conference of July 7, 2020, in order to reply to the specific questions you have done during the call and to give the Panel the information requested, European Cars and More ("European") intends to describe once again the whole operation of the two Mercedes Sedan S600 with Ls Logistica & Spedizioni LTD.

We refer also to your communication dated April 29, 2020 ("Panel Document April 2020") (in annex the communication dated November 19, 2020: "Panel Document November 2019") and your communication dated May 22, 2020 ("Panel Document May 20202) and to the information requested in such communications.

Our letters dated May 8 and May 23, 2020 are be considered integral part of this letter.

A. <u>European Cars & More s.r.l.</u>

European is since 2001 a leader company in High Security armored vehicles and operates on the global market of the security with vehicles certified in the entirety of all the components of armoring and subjected to the ballistic tests of the most qualified international entities.

The excellent international references are inevitably linked to security, reliability, seriousness and the extreme transparency of the service and its economic-commercial relations with all suppliers and customers, exclusively composed of Heads of State, Diplomatic Representatives, National and International Law Enforcement Forces and large industrial groups.

European's main activity is that of the short and long term rental of armoured cars; the cars are purchased by European from excellent car manufacturers and are provided with armor either directly

from the production company or through work carried out on the direct assignment of European.

The sale of armoured cars by European is a secondary and possible activity and is usually carried out after European has owned the cars as the first registration for a reasonable period of time.

In special circumstances, such as those of interest here, when the values of cars are particularly high, it may happen that the sale of cars replaces the rental and is accompanied by buyback pacts taken formally or informally by European.

Cianci Armoring is a brand of European.

European operates through its ceo Mrs. Maria Lucia Paolini and its commercial director Mr. Sandro Cianci.

B. Period 2017 - February 2018.

1) European is in contact during 2017 with [redacted] with offices in Roma, [redacted] in connection with advertising published on web-site of European.

2) During 2017 European signs an cooperation agreement with [redacted], with its office in Rome [redacted] in person of its legal representative [redacted] in order to promote European's activity exclusively in China.

3) European does not subscribe any contract with [redacted]

4) At the end of 2017 [redacted] introduces European to LS Logistica & Spedizioni SRL with its office in Rome, Viale Charles Lenormant no. 236 ("LS Italia") e to LS LOGISTIC & SHIPPING Ltd with its office in Hong Kong Suite 2301, 23/F Chenamen Hollywood ("LS Hong Kong").

5) As checked on Internet, both [redacted] and [redacted] of [redacted] are involved as representatives and shareholders of LS Italia e LS Hong Kong.

6) European has been informed by [redacted] that he operates for the account of other clients that are interests in European vehicles.

C. The February 2018 Vehicles Operation

1. LS Hong Kong, in person of [redacted] phisically present in European offices in Lanciano, subscribes a preliminary agreement (*"contratto preliminare acquisto auto nuova"*) (Prot. 121/17/MPL/ds, December 27, 2017) for the two Mercedes S600 Sedan Long Guard VR9 ("Vehicles") (doc. no. 1).

2. European buys the Vehicles from Mercedes Benz Roma on February 8, 2018 at euro 421.926,23 each (doc.no.2) (information in the Certificato Cronologico del Pubblico Registro Automobilistico dated October 8, 2019, Annex 2 e Annex 3 of Panel Document November 2019 in the Panel Document April 2020: doc. no. 3).

2

3. The acquisition from Mercedes Roma is made as a rental without driver for special use ("*locazione senza conducente per uso speciale*", information in the Certificato Cronologico del Pubblico Registro Automobilistico dated October 8, 2019, Annex 2 e Annex 3 of Panel Document November 2019 in the Panel Document April 2020: doc. no.3).

4. European receives an advance payment from LS Hong Kong of euro 240.000,00 (Payment Order Unicredit: doc. no. 4) and issues invoice no. 4 of January 19, 2018 (doc. no. 5).

5. LS Hong Kong pays euro 960.000,00 on February 7, 2018 (doc. no. 6).

6. European issues invoice no. 9 of February 8, 2018 for the total payment (doc. no.7).

7. The Vehicles are registered on February 9 and 15, 2018 in name of European (see Annex 2 e Annex 3, sub doc. no. 3).

8. European receives instruction from LS Hong Kong on February 12, 2018 in order to the deliver of the Vehicles to personnel appointed by LS Hong Kong (doc. no. 8).

9. European phisically delivers the Vehicles to the appointed person on February 19, 2018 (doc. no. 9).

10. European appoints LS Italia for the shipping of the Vehicles and SCL Cargo for the transport by sea from Rotterdam to the final destination HONG KONG (CMR no. 272721 dated 19 February, 2018: doc. no. 10).

11. European makes with the Public Automobilistic Register in Chieti a Complaint of Termination of Movement of the Vehicles on February 12, 2020, giving to the Register the relevant licence plates of the Vehicles (doc. no. 11 e doc. no. 12).

D. 
Period After February 2018

[redacted]

3


[redacted]

Vehicle	Car Chassis	Plate	N. Contr.	Date Contr.	Invoice No.	Invoice Date	Delivery	Termination Date
Mercedes S600 Guard	WDD2221761A356488	FN035CH	121/17	27/12/17	20	03/04/18	13/02/18	10/01/20
Mercedes S650 MAYBACH	WDD2229801A351655	FR839RD	62/18	25/06/18	44	07/08/18	10/12/18	10/01/20
Mercedes S600 PULLMAN	WDD2229761A333357	FN144YT	27/18	06/03/18	49	26/09/18	12/03/19	10/01/20

For these three Mercedes the Complaint of the Termination of Movement with PRA has been made on January 10, 2020.

European actually has no more contractual relationship with LS Italia and LS Hong Kong.

The cooperation contract with [redacted] has been expired in March 2018.

E. Awareness of the final destination

As the Panel can easily check, European was not initially aware of the final destination of the shipping of the Vehicles. European has been informed by LS representatives only that the final destination should have been China.

Only during the month of February 2018 European has been informed that the Vehicles should have been shipped to Hong Kong.

European declares under its own responsibility that it was aware that the final destination for European was Hong Kong as certified in the official document attached to this letter and no other information has been given to European for what concerns other destination of the Vehicles.

4

F. Further Information

We have been asked to specify any issue concerning the registration of the Vehicles on European name even after the operation made in February 2018.

In general, it should be noted that in the case of export to a non-EU country, the final export of the vehicle obliges the interested party to request the PRA's termination of movement under Art. 103, c. 1, *Codice della Strada*.

The same article of the Codice stipulates that, at the same time as the request, the licence plates and other vehicle documents are returned to the PRA, if the export has not been followed by the re-registration of the vehicle with a foreign number plate.

In the February 2018 operation European had agreed informally with [redacted] that the initial transaction was a sale, but had given his willingness to buy back the Vehicles and replace them with new ones, once LS Hong Kong had finished using them or considered replacing them.

In essence, it was a trading transaction with an un formalized buyback agreement.

In this way, European could maintain its commercial relationship with LS Hong Kong in a profitable and ongoing manner.

For these purposes, European kept in its hands the licence plates in order to be able to reuse them on the Vehicles when they would be returned (resold) by LS Hong Kong.

G. Final Declaration

European declares under its own responsibility and confirms once again that there has never been any relationship between European, it personnel and managers and the Democratic People's Republic of Korea in violation of any Security Council resolution.

European believes to have given any relevant information about its position and its activity in this specific case concerning the February 2018 operation with reference of the Vehicles with LS Hong Kong.

European is confident that it will be beyond any reasonable doubt not considered by the Panel part of any supply chain for the illegal introduction of luxury goods in DPRK and that this conclusion will be confirmed with the publication by the Panel of Expert of a positive Report and noticed to the relevant entities of such case (i.e., Daimler AG, Mercedes Benz Italia e Mercedes Benz Roma, Italian Government).

This letter is addressed for any convenience to the Italian Government representatives.

Yours faithfully



[redacted]

Source: The Panel

Annex 39: Preliminary contract between European Cars & More and LS Logistics & Shipment





Prot. 121/17/MLP/ds

CONTRATTO PRELIMINARE ACQUISTO AUTO NUOVA

Il sottoscritto Tupone Marco, abitante in Roma, Via Armando Crisciani 72 – 00121 – nato il 09/10/1975 a Roma – Tel. 339 6059612,
Direttore della società **LS Logistic & Shipping Limited** con sede presso:
Suite 2301, 23/F Chinachem Hollywood Centre 1-13 Hollywood Road, Hong Kong

ACQUISTA

presso la sede della: **EUROPEAN CARS & MORE SRL**
in Lanciano (CH), Via Villa Martelli 299/A
Telefono +39 872 724440 – Fax +39 872 716567 - email: commerciale@veicoliblindati.it



Due (n. 02) Auto nuove:

- **marca:** MERCEDES BENZ
- **modello:** S600 SEDAN LONG GUARD VR9
- **anno fabbricazione:** modello 2018
- **dotazione e optionals:** Vedere allegato A
- **data di consegna:** 09 febbraio 2018
- **prezzo EXW:** € 600.000,00 cadauna (esente IVA)

Prezzo di acquisto netto :

€ 1.200.000,00 (esente IVA)

Il venditore resta proprietario del veicolo fino all'intero pagamento del prezzo.

Condizioni di pagamento:
- 20% all'ordine con bonifico bancario
- 80% (saldo) 5 gg prima della consegna della vettura, con bonifico bancario

Termine di consegna: come da accordo, la consegna avviene entro e non oltre il 09/02/2018.



In caso di mancata consegna nella data sopra citata (termine di consegna) il Venditore:

1- Pagherà una penale del 10% sul totale fatturato per ogni settimana successiva alla data di consegna non rispettata
2- Non potrà recedere, rinegoziare, cancellare e né contestare il contratto stupulato in data 27/12/2017.

Il venditore garantisce che:

☐ la garanzia del venditore viene estesa tramite garanzia supplementare da 2 anni (DL 206/2005) a .... anni.
☐ il veicolo dispone della seguente dotazione..
☐ il veicolo è completo della seguente documentazione: ....
☐ certificato C.O.C., ☐ libretto di manutenzione ordinaria, ☐ ....
☐ qualsiasi modifica eseguita al veicolo è stata autorizzata con conforme immatricolazione avvenuta
☐ vengono consegnati nr........... chiavi

Il contratto è soggetto alle disposizioni del C.C.

Lanciano, 27 dicembre 2017

Firma venditore **firma acquirente**

Source: The Panel

Annex 40: Shipping documents of Mercedes to Hong Kong

LETTERA DI VETTURA INTERNAZIONALE
LETTRE DE VOITURE INTERNATIONALE
INTERNATIONAL CONSIGNMENT NOTE
FRACHTBRIEF - TRANSPORTDOKUMENT

CMR

N. 272721

1 EUROPEAN CARS & MORE SRL- VIA DEL MARE 141- LANCIANO, CHIETI, PRESSO LS LOGISTICA & SPEDIZIONI SRL, VIALE CHARLES LENORMANT 236 -00122 ROMA

2 LS LOGISTICS & SHIPPING LTD - SUITE 2301, 23/F CHENAMEN HOLLYWOOD, HONG KONG

16 SCL CARGO - WAALSTRAAD 4, 3087 BL ROTERDAM - 31104277966

3 ROTTERDAM PER IMBARCO VIA NAVE

17 VIA NAVE - MSC

4 CHIETI - LANCIANO 19/02/2018

18

5 FATTURA COMMERCIALE

6	7	8	9	#	#	#
WDD2221761A356398	1		AUTOVETTURA MERCEDES SEDAN S 600		4600 KG	
WDD2221761A355444	1		AUTOVETTURA MERCEDES SEDAN S 600		4800 KG	
					TOTALE	TOTALE

13 MERCE INVIATA VIA CAMION A ROTTERDAM PER FUTURO IMBARCO NAVE CON DESTINAZIONE HONG KONG

19

20

14

15

21 MARCO TUPONE

22 LS LOGISTICA & SPEDIZIONI S.r.l.
V.le Charles Lenormant, 236/240
00119 Roma (RM)
Tel. 06 5682368 - Fax 06 5550833
C.F./P.IVA 05133581008

23

CHIETI - 19/02/2018

Model IRU Geneve

Source: The Panel

Annex 41: T Specialist and its link with a DPRK national

On 26 June 2020, the Singapore authorities charged Sherly Muliawan, shipping manager at T Specialist (79 counts) and Lam Hon Lan, secretary at SCN (43 counts) under its domestic law to implement relevant UNSCRs (Annexes 42 and 43). In June 2020 the sentence was handed down to Li Hyon, national of the Democratic People's Republic of Korea, son of Pyongyang-based Li Ik. He served as his DPRK-based father's business representative in Singapore and, as charged, facilitated at least 14 orders of luxury goods worth over 400,000 SGD ($280,000) through T Specialist and SCN, making orders and payments, monitoring shipments, and even hand-delivering the goods to DPRK.[32] He received a jail sentence, which has already been served by that time, and in July 2020 departed Singapore.[33]

Source: The Panel

[32] https://www.nknews.org/2020/06/north-korean-receives-four-week-jail-sentence-in-singaporean-luxury-goods-case/?t=1592987812340

[33] For the court sentence, see State Courts of the Republic of Singapore, *Public Prosecutor v. Ng Kheng Wah, T Specialist International (S) Pte. Ltd. and Wang Zhiguo,* Case No. [2019] SGDC 249, Judgment, 22 November 2019.

Annex 42: The letter from the Permanent Mission of Singapore to the UN



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | NEW YORK

15 July 2020

[redacted]
Coordinator
Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

[redacted]

I refer to our previous letter dated 13 May 2020 to the Panel, which updated the Panel that the Singapore authorities were taking action against SCN Singapore Pte Ltd ("SCN") for supplying luxury goods to the DPRK in violation of UN Security Council Resolutions, and our correspondence with the Panel since 2017 in respect of SCN, T Specialist International (S) Pte Ltd ("T Specialist"), and related entities and individuals.

On 26 June 2020, the Singapore authorities charged Sherly Muliawan, shipping manager at T Specialist (79 counts) and Lam Hon Lan, secretary at SCN (43 counts) under Regulation 14(1)(c)(i) read with Regulation 16(1) of the United Nations (Sanctions – DPRK) Regulations 2010 for failing to provide information to the Singapore authorities in respect of the supply of prohibited luxury goods to the DPRK. The charge sheets for Sherly Muliawan and Lam Hon Lan are enclosed.

We hope the information provided will be helpful to the work of the Panel. Singapore remains committed in our efforts to implement our obligations under the relevant UN Security Council Resolutions, and will continue to be of assistance to the Panel where possible.

Yours sincerely,

JOPHIE TANG
Chargé d'Affaires a.i.

Enc.

318 East 48th Street, New York, NY 10017, United States of America | T +1 (212) 826 0840 F +1 (212) 826 2964 | mfa.gov.sg/newyork

Source: Member State

Annex 43: Press-release by Singaporean Police force

TWO PERSONS CHARGED WITH FAILURE TO PROVIDE INFORMATION RELATING TO THE SUPPLY OF DESIGNATED LUXURY ITEMS TO THE DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA

Two women, a 40-year-old Singaporean and a 41-year-old Singapore Permanent Resident, were charged in court on 26 June 2020 with failure to provide information to the Police relating to the supply of designated luxury items to the Democratic People's Republic of Korea (DPRK), in contravention of the United Nations (Sanctions – DPRK) Regulations 2010.

Investigations by the Commercial Affairs Department revealed that SCN Singapore Pte Ltd, Laurich International Pte Ltd and Sindok Trading Pte Ltd, had supplied designated luxury items, which included precious jewellery and watches with precious metals, to the DPRK on 43 occasions between 27 December 2010 and 18 November 2016. The 40-year-old woman was an employee of SCN Singapore Pte Ltd and handled administrative work for Laurich International Pte Ltd and Sindok Trading Pte Ltd. The 41-yearold woman was an employee of T Specialist International (S) Pte Ltd, which had supplied designated luxury items to the DPRK on 79 occasions between 23 November 2010 and 5 January 2017.

Despite having information about the prohibited transactions made by the companies which they worked for, both women failed to provide the Police with the information. They were charged with 43 and 79 counts of breaches of Regulation 14(1)(c)(i) read with Regulation 16(1) of the United Nations (Sanctions – DPRK) Regulations 2010 respectively. T Specialist International (S) Pte Ltd had earlier been fined $380,000 on 22 November 2019 while the court proceedings for the three other companies are ongoing.

The United Nations (Sanctions – DPRK) Regulations 2010 prohibits any person in Singapore or citizen of Singapore outside Singapore from supplying, selling or transferring, directly or indirectly, any designated luxury item to any person in the DPRK. Anyone in Singapore and any citizen of Singapore outside Singapore who has information about any property of persons designated by the United Nations, any transaction of such property or any transaction prohibited by the Regulations should immediately inform the Police and provide such information relating to the transaction. If convicted of an offence under the United Nations Act for breaching these regulations, the accused person can be jailed for up to five years (if the offence was committed before 10 March 2014) or 10 years (if the offence was committed on or after 10 March 2014); or fined; or both.

Anyone with information relating to such cases may call the Police hotline at 1800- 255-0000, or submit information online at www.police.gov.sg/iwitness. Please dial '999' if you require urgent Police assistance.

Singapore takes its obligations under the United Nations Security Council Resolutions seriously. We will not hesitate to take action against any individual or entity that breaches our laws and regulations.

PUBLIC AFFAIRS DEPARTMENT
SINGAPORE POLICE FORCE
26 June 2020 @ 5:00 PM

Source: Member State

Annex 44: Travel record of Kim Tong Chol

According to Angola, Kim Tong Chol entered Angolan territory on 8 August 2018, covered by the official visa 000459212/CNB/18. He came from Ethiopia, on the Ethiopian Airlines flight ET854, which arrived at 1:11 pm. He left Namibia on 24 August 2018 on the Air Namibia flight SW173 to Windhoek, that departed at 9:10am.

The DPRK passport information used by Mr. Kim for entry to Angola is as follows:
Passport number: 108120258
Issued date: 14 February 2018
Expiration date: 14 February 2023

To address this issue, Angola took additional internal measures to prevent similar situations from occurring in the future.

Reference: immigration record of Kim Tong Chol

Date	Entry/Exit	Passport number	Passport type
23/09/2017	Exit from Namibia	927234267	Ordinary
08/08/2018	**Exit from Ethiopia**	Not confirmed	Not confirmed
08/08/2018	**Enter to Angola**	**108120258**	**Service**
24/08/2018	**Exit from Angola**	**108120258**	**Service**
24/08/2018	Entry to Namibia	108120258	Service
30/04/2019	Exit from Namibia	108120258	Service
07/05/2019	Entry to Namibia	108120258	Service
17/05/2019	Exit from Namibia	108120258	Service

Note: bold items were newly confirmed by a Member State

Source: The Panel, Member States

Annex 45: Possible procurement of statue in Benin and Guinea

Benin

The Panel obtained information indicating that Mansudae is involved in a project to build a 15-30-meter-high bronze statue in Benin, which is intended to be completed in August 2020. The company is likely to have used another name and identity for this contract. The Panel has not received reply to its enquiry to Benin.

Guinea

According to a Member State, the Democratic People's Republic of Korea planned to sell a bronze statue of former President Ahmed Sékour Touré to Guinea. The cost of the statue was believed to be approximately USD 50,000 and it was to be constructed outside of Guinea and transported via Conakry Port for installation in Guinea. The delivery was likely to be mid-2020. The Panel considers Mansudae may be involved in this project, obfuscating its identity. The Panel has not received reply to its enquiry to Guinea.

Annex 46: List of DPRK trading corporations subordinate to the Munitions Industry Department (MID, KPe.028)

Kuryonggang Trading Corporation (구룡강무역회사)	*alias of KPe.008
Ryungseng Trading Corporation (룡성무역회사)	*alias of KPe.008
Tangun Trading Corporation (단군무역회사)	*alias of KPe.008
Hangryon Trading Corporation (항련무역회사)	
Ryonbong General Corporation (련봉총회사)	*alias of KPe.002
5 Trading Corporation (5 무역회사)	
Pugang Trading Corporation (부강무역회사)	*alias of KPe.038
Mirae Trading Corporation (미래무역회사)	
Ryonhap Trading Corporation (련합무역회사)	
Advanced Technology Trading Corporation (첨단기술무역회사)	
Jinhung Joint Production Corporation (진흥합작회사)	
Sobaeksu United Corporation (소백수련합회사)	
Pihosan Trading Corporation (비호산무역회사)	
Sinhung IT Trading Corporation (신흥정보기술무역회사)	
Chonryong Trading General Corporation (천룡무역총회사)	
Taesong Trading Corporation (태성무역회사)	*alias of KPe.041
Peace Motors Corporation (평화자동차회사)	
Taeryonggang Trading Corporation (대령강무역회사)	*alias of KPe.004
Korea Changgwangsan Trading Corporation	

Source: Member States, The Panel

*KPe.008: Korea Tangun Trading Corporation (조선단군무역회사)

*KPe.002: Korea Ryonbong General Corporation (조선련봉무역회사)

*KPe.038: Korea Pugang Trading Corporation (조선부강무역회사)

*KPe.041: Korea Taesong Trading Corporation (조선태성무역회사)

*KPe.004: Namchongang Trading Corporation (남천강무역회사)

Annex 47: Member State information on *modus operandi* of DPRK IT workers in China and Russia

According to information from a Member State, as of December 2019, groups of information technology workers from the Democratic People's Republic of Korea – usually composed of ten to twenty individuals – were earning USD 100,000 or more per month in China. According to the information, many additional instances of information technology workers subordinate to the Munitions Industry Department entering China were observed in 2019, and hundreds of them were still working in China as of March 2020, illicitly gaining access to freelance platform accounts in the names of third country individuals.

According to information from the Member State, multiple groups of Democratic People's Republic of Korea workers including information technology workers subordinate to the Munitions Industry Department entered Russia in 2019 for the purposes of work and continued to work in 2020. According to the information, as of late 2019, groups of IT workers in Russia were averaging a per-person monthly revenue of $5,000-$6,000, and reportedly utilize false, foreign identities in order to access information technology work freelance platforms, cryptocurrency exchanges, and payment websites.

Source: Member State

Annex 48: Roles of the DPRK's General Staff Department, Reconnaissance General Bureau, and the Ministry of State Security in DPRK cyber operations

According to information from a Member State, the General Staff Department, the Reconnaissance General Bureau and the Ministry of State Security have different roles in planning and execution of cyberattacks by the Democratic People's Republic of Korea.

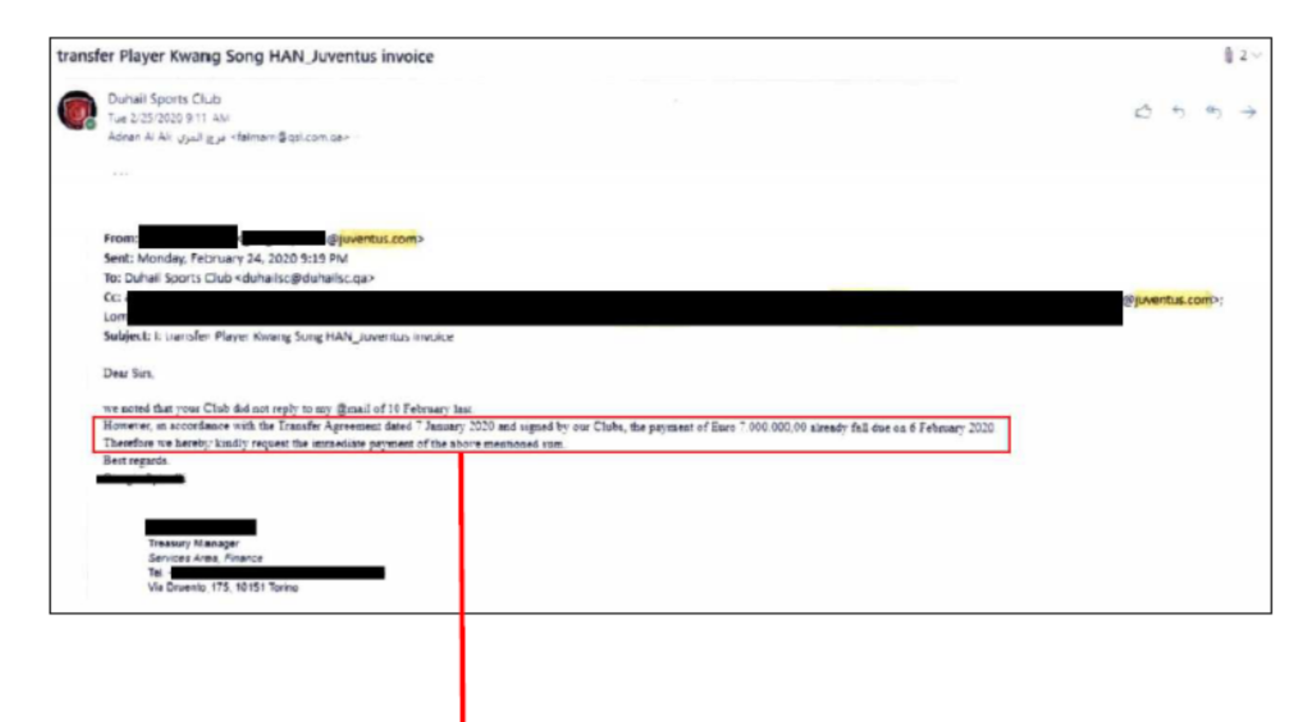
The General Staff Department is the umbrella organization of the Reconnaissance General Bureau and does not conduct malicious cyber activities itself. The Reconnaissance General Bureau conducts hacking activities for the purpose of information theft and financial gain, and the Ministry of State Security mainly carries out cyber campaigns against Democratic People's Republic of Korea refugees and relevant organizations to steal information related to the security of the Democratic People's Republic of Korea.

The Reconnaissance General Bureau and the Ministry of State Security are assumed to have different targets based on their duties, and no case has been found where the two entities have divided or coordinated their roles in planning or initiating cyberattacks.

Source: Member State

Annex 49: Documents conerning Mr. Han Kwang Song's contracts

(1) Email dated 25 February 2020 from Juventus to al-Duhail concerning transfer fee



transfer Player Kwang Song HAN_Juventus invoice

Duhail Sports Club
Tue 2/25/2020 9:11 AM
Adnan Al Ali فريق الدري <falmarri@qsl.com.qa>

...

From: [redacted]@juventus.com>
Sent: Monday, February 24, 2020 9:19 PM
To: Duhail Sports Club <duhailsc@duhailsc.qa>
Cc: [redacted]@juventus.com>;
Lom[redacted]
Subject: I: transfer Player Kwang Sung HAN_Juventus invoice

Dear Sirs,

we noted that your Club did not reply to my @mail of 10 February last.
However, in accordance with the Transfer Agreement dated 7 January 2020 and signed by our Clubs, the payment of Euro 7.000.000,00 already fell due on 6 February 2020
Therefore we hereby kindly request the immediate payment of the above mentioned sum.
Best regards.
[redacted]

[redacted]
Treasury Manager
Services Area, Finance
Tel. [redacted]
Via Druento, 175, 10151 Torino

However, in accordance with th Transfer Agreement dated 7 January 2020 and signed by our Clubs, the payment of Euro 7.000.000,00 already fell due on 6 February 2020.

Therefore we hereby request the immediate payment of the above mentioned sum.

Source: The Panel

(2) Contract of Mr. Han Kwang Song with Al-Duhail for total amount of EUR. 4,310, 000 NET payment and bonuses dated 5 January 2020 (excerpt)





Football Player's Contract SCHEDULE

1. The Club shall pay to the Player the total amount of EUR, 4,3 10,000 NET (Four Million Three Hundred and Ten Thousand Euros) as follows:

FIRST SEASON: (2019/2020)

(i) A monthly salary of EUR 90,000 NET (Ninety Thousand Euros) shall be paid through equal and 5 monthly instalments by the Club to the Player on or before the end of each calendar month from 01/02/2019 through 30/06/2020;

SECOND SEASON: (2020/2021)

(iii) An advanced payment of EUR 300,000 NET (Three Hundred Thousand Euros) shall be paid by the Club to the Player on 01/09/2020;

(iv) A monthly salary of EUR 66,500 NET (Sixty Six Thousand Five Hundred Euros) shall be paid through equal and 10 monthly instalments by the Club to the Player on or before the end of each calendar month from 01/08/2020 through 30/05/2021;

THIRD SEASON: (2021/2022)

(v) An advanced payment of EUR 300,000 NET (Three Hundred Thousand Euros) shall be paid by the Club to the Player on 01/09/2020;

(vi) A monthly salary of EUR 66,500 NET (Sixty Six Thousand Five Hundred Euros) shall be paid through equal and 10 monthly instalments by the Club to the Player on or before the end of each calendar month from 01/08/2021 through 30/05/2022;

FOURTH SEASON: (2022/2023)

(v) An advanced payment of EUR 300,000 NET (Three Hundred Thousand Euros) shall be paid by the Club to the Player on 01/09/2022;

(vi) A monthly salary of EUR 66,500 NET (Sixty Six Thousand Five Hundred Euros) shall be paid through equal and 10 monthly instalments by the Club to the Player on or before the end of each calendar month from 01/08/2022 through 30/05/2023;

FIFTH SEASON: (2023/2024)

(v) An advanced payment of EUR 300,000 NET (Three Hundred Thousand Euros) shall be paid by the Club to the Player on 01/09/2023;

A monthly salary of EUR 66,500 NET (Sixty Six Thousand Five Hundred Euros) shall be paid through equal and 10 monthly instalments by the Club to the Player on or before the end of each calendar month from 01/08/2023 through 30/05/2024;





2. The Player shall also be entitled to the following bonuses provided that he has participated in the competition:

(i) EUR *30,000* (*Thirty Thousand* Euros) in the event the Club becomes the winner (champion) of Qatar Star League;

(ii) EUR *15,000* (*Fifteen Thousand* Euros) in the event the Club becomes the winner (champion) of Emir Cup;

(iii) EUR *60,000* (*Sixty Thousand* Euros) in the event the Club becomes the winner (champion) of the Asian Champions League;

(iv) EUR 15,*000* (*Fifteen Thousand* Euros) in the event the Player Scores 15 goals in official league matches for the (QNB League).

(v) EUR 15,000 (Fifteen Thousand Euros) in the even the Player assists 15 goals in official league matches for the (QNB League).

Both Parties agree that all the above-mentioned bonuses will be entirely awarded to the Player if the Club terminates this Contract without just cause, or in case of termination for just cause or with settlement agreement if such objective is achieved. In this case, bonuses will be paid after the date of termination of this Contract.

Bonuses are paid 30 days after the achievement of the objective.

3. The Club will purchase 4 (Four) business class return air tickets from Doha to North Korea to be used by the Player and his family.

4. Throughout the duration of this Contract, the Club will provide reasonably suitable furnished accommodation including utilities (not including telephone, cable subscriptions or internet) in Doha for the use of the Player and (if applicable) his spouse and his children while this Contract is still in force. Should the player prefer, a housing allowance of 20,000 Qatari Riyals per month can instead be provided.

5. The Club while this Contract is in force, shall provide the Player with a suitable vehicle for transportation, for use by the Player during his employment by the Club.

6. The Club shall not be entitled to make any Qatar income tax deductions from the Player's financial entitlements under this Contract. "Qatar income tax" shall mean "tax that may be levied by the Government of the State of Qatar on the income of individuals in the State of Qatar". The Parties acknowledge that presently, there is no Qatar income tax enforced in the State of Qatar.

In concluding this Contract, the following have acted as intermediary of the Player.

[redacted]

Mr [redacted]

Intermediary of the Player

Doha, 5th January 2020

[redacted]

Kwang Song Han

AL DUHAIL SPORT CLUB

[redacted]

Source: The Panel

(3) Transfer of Mr. Han Kwang Song' s payment from February to April 2020

Translated from Arabic

Alduhail SC Co.

Date: 22 April 2020
Ref.: *alif mim* 2397/2020

Subject: Bank transfer

Sir,

Alduhail Sports Club Company presents its warmest compliments to you. With regard to the above-mentioned subject, please ask your competent officials to transfer the sum of €270,000 (two hundred and seventy thousand euros) to cover salary for the months of February, March and April 2020 from the account that Alduhail Sports Club maintains with you [redacted]) to:

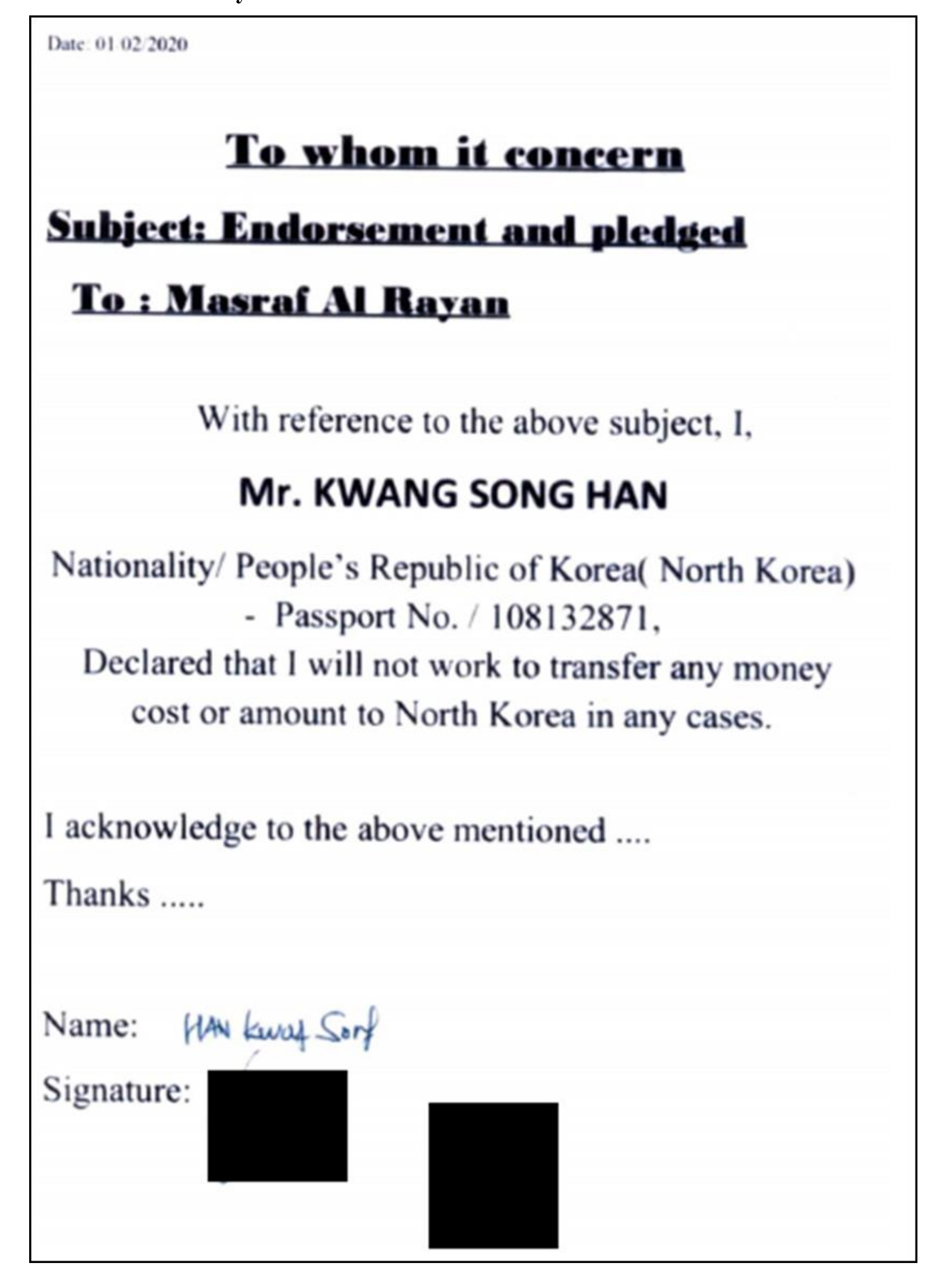
Player name	*Bank name*	*A/C number EUR*	*Amount €*
Kwang Song Han	[redacted]	[redacted]	270,000

Please advise that you have received this and that the transfer has been carried out.

[redacted], Alduhail Sports Club Company

Source: The Panel

(4) Pledge submitted by Mr. Han Kwang Song to a Qatari bank, at which he has an account, not to transfer money to the DPRK



Date: 01/02/2020

To whom it concern

Subject: Endorsement and pledged

To : Masraf Al Rayan

With reference to the above subject, I,

Mr. KWANG SONG HAN

Nationality/ People's Republic of Korea(North Korea)
- Passport No. / 108132871,
Declared that I will not work to transfer any money cost or amount to North Korea in any cases.

I acknowledge to the above mentioned ....

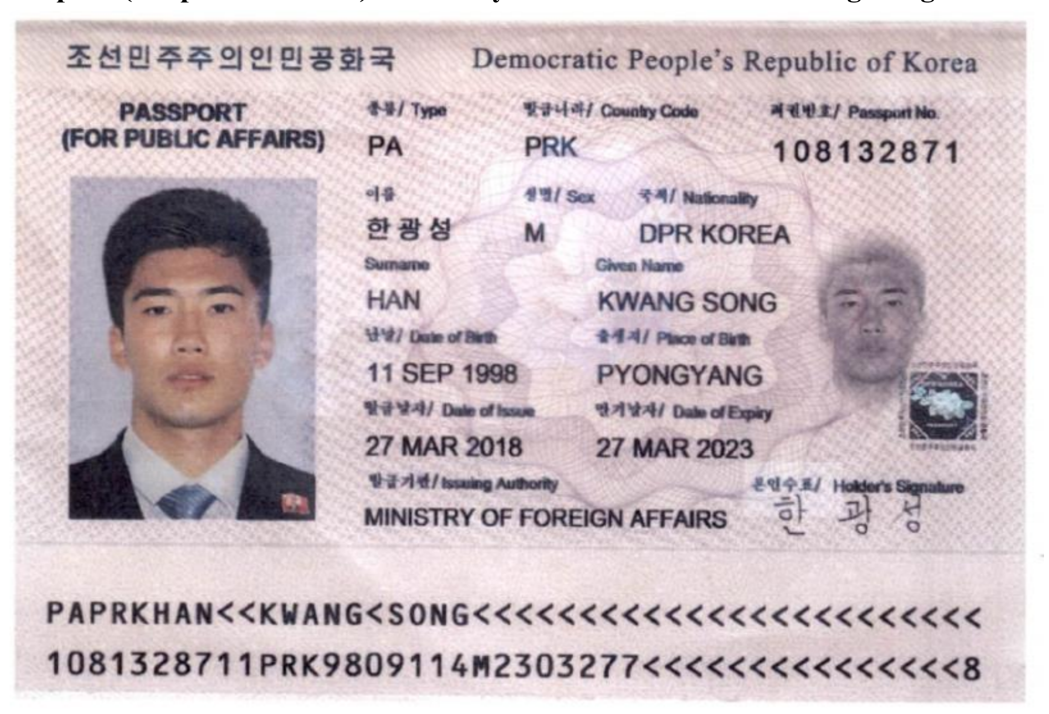
Thanks .....

Name: HAN Kwang Song

Signature: [redacted] [redacted]

Source: The Panel

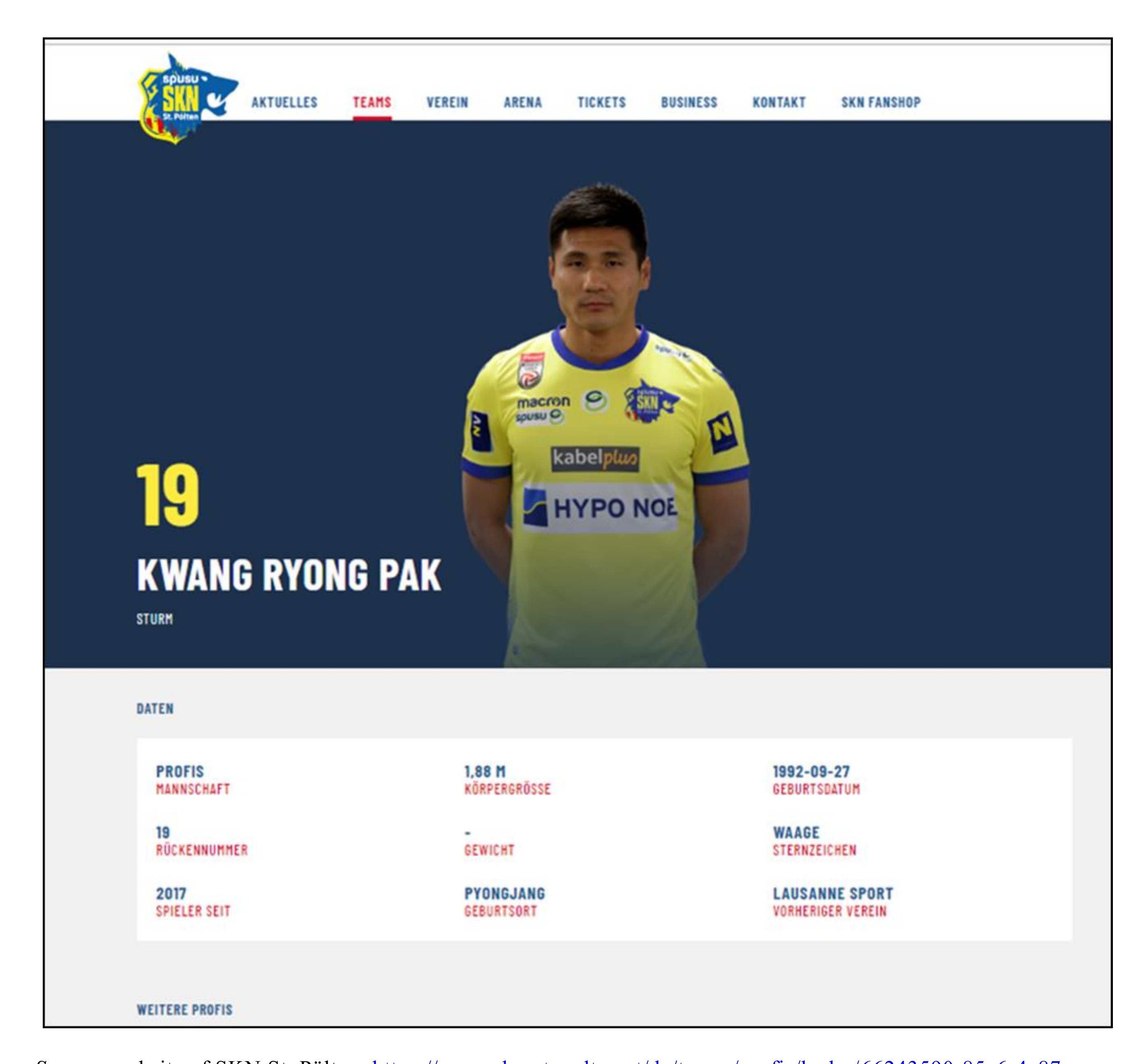
(5) Passport (for public affairs) and entry record of Mr. Han Kwang Song





Source: The Panel

Annex 50: Profile of Mr. Pak Kwang Ryong on team website as of June 2020



Source: website of SKN St. Pölten, https://www.skn-stpoelten.at/de/teams/profis/kader/66243590-85a6-4e87-a418-3aaaf1e1d6c2 (accessed on 3 June 2020)

Annex 51: Repatriation of DPRK nationals conducted by Angolan government

In a letter dated 17 July 2020, Angola replied to the Panel with the following information concerning medical workers and other DPRK nationals earning income in Angola.

(1) Renunciation of bilateral cooperation with the DPRK in the health sector

According to Angola, based on a bilateral cooperation agreement in the health sector with the DPRK, DPRK doctors of various specialties were hired in Angola to provide services to the national health system.

However, in compliance with the relevant resolutions, in particular paragraph 8 of resolution 2397 (2017), Angola renounced the bilateral cooperation agreement in the field of health with the DPRK and consequently, repatriated the doctors, other professionals and their families.

(2) Repatriation of the DPRK nationals earning income overseas

Between November 2019 and February 2020, Angola repatriated 296 DPRK nationals according to resolution 2397 (2017) . In addition, the authorities have implemented more strict administrative measures to prevent the issuance of work visas for DPRK nationals.

With the aim of adapting national migration procedures to current requirements, Angola approved Law 13/19 (23 May 2019) on the Legal Framework for Foreign Citizens in Angola, which reinforces the additional requirements for citizens of countries under international sanctions, in line with Security Council resolutions.

Also, Presidential Decrees No. 79/17 (24 April 2017) and 43/17 (6 March 2017) which alter some provisions of the General Labor Law, establish new rules applicable to the Professional Activity of Non-Resident Foreign Workers.

As of 14 July 2020, there is no record of DPRK citizens exercising lucrative professional activities (medical and other) in Angola.

(3) List of DPRK nationals repatriated from Angola

Nº	NOME	APELIDO	Nº PASSAPORTE	NACIONALIDADE	LOCAL DE SAÍDA	DATA DE SAÍDA	HORA	DESTINO	NUMERO DO BILHETE
1	YONG OK	PAK	108335854	N.COREANA	LUANDA	30.10.2019	16:27		
2	KYONG CHAE	KANG	108232013	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	15:31	DUBAI	EK794 1762411987643-1
3	JI YONG	RI	108335720	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	15:33	DUBAI	04:45
4	JONG OK	PAK	654434405	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	15:36	DUBAI	EK794 1762411987615-1
5	HO CHOL	RI	108439320	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18:05	DUBAI	04:45
6	MI OK	JONG	745434581	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	15:37	DUBAI/BEIJING	EK0308 1762415027002-2
7	NAM CHOL	RI	7453342266	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18:05	DUBAI	EK794 1762411987648-1
8	YONG AE	RO	745436816	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	15:39		
9	SONG CHOL	PAK	8362389164	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	15:48		
10	UN HUI	SONG	745431173	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	15:52	DUBAI	EK794 1762411987609-1
11	SONG GOL	KIM	1083356404	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	15:52	DUBAI	EK794
12	HYE SUK	KANG	108335875	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	15:53	DUBAI	EK794 1762411987603-1
13	SONG CHOL	RO	745335682	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18:08	DUBAI	EK794 1762411987607-1
14	HYONG THAE	JONG	7453356911	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18:05	DUBAI	EK794 1762411987612.1
15	JONG OK	PAK	7454368371	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18:05	DUBAI	EK794 1762411887615-1
16	HWA SUK	JANG	1084393275	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18:05	DUBAI	EK794 1762411987610-1
17	CHANG HO	RIM	1084393264	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18:05	DUBAI/BEIJING	EK794 1762411987606
18	JONG HO	KIM	74533419226	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18:05	DUBAI	EK0308 1762411987613-2
19	MYONG HWA	SONG	745431155	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:10	DUBAI/BEIJING	EK794 1762415027082
20	JANG SIK	SIN	745334195	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:12	DUBAI/BEIJING	EK308 1762415027074
21	TOK JAE	HO	745334239	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:12	DUBAI/BEIJING	EK/ETKT 1762415027069
22	SON	JONG	745431168	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:14	DUBAI/BEIJING	22:30
23	YONG SUK	KIM	8361306065	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:15	DUBAI/BEIJING	EK794 1762415027071
24	CHAN GO	JON	927134579	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:16	DUBAI	04:45
25	CHANG SIK	MUN	927134049	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:19	DUBAI	EK/ETKT 1762415027088
26	CHUN WOL	SIN	927134049	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:20	DUBAI/BEIJJING	EK794
27	HYANG RAN	RI	108335855	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:21	DUBAI	04:45
28	JONG HWA	KIM	745334451	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:24	DUBAI	04:45
29	SONG GWON	JANG	745334213	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:24	DUBAI/BEIJING	EK794 1762425027111
30	YONG SU	HAN	7453356922	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:45	DUBAI/BEIJING	22:30
31	MYONG CHOL	MUN	108230436	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:29	DUBAI	04:45
32	HYON SUK	RI	745436801	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:39	DUBAI/BEIJING	EK308 1762415027100
33	MUN SAM	PAK	745334205	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:30	DUBAI/BEIJING	EK794 1762425027209
34	YONG HO	KIM	745334196	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:30	DUBAI/BEIJING	EK794 1762415027087
35	YONG HUI	KIM	745436822	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:31	DUBAI/BEIJING	EK/ETKT 1762415027079
36	HYON SUK	JANG	745436805	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	16:32	DUBAI	EK794 1762415027084
37	TO MIN	CHOE	745334244	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	15:16	DUBAI	EK794
38	MOK RAN	HYON	836434652	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	15:16	DUBAI	EK794 1762415027152-1
39	OK SUN	KIM	745431166	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	15:17	DUBAI	
40	KANG CHOL	HAN	836237966	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	15:17	DUBAI	EK794 1762415027149-1
41	CHAN OK	RI	7454368393	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	18:05	DUBAI	
42	HUN SONG	KO	7453342185	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	18:05	DUBAI	EK794 1762415027122-1
43	KUM OK	KIM	836131964	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	15:24	DUBAI	EK794 1762415027200-1
44	JONG AE	RYANG	7454368212	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	18:05	DUBAI	EK794 1762415027162-1
45	KWANG SIK	HWANG	745334164	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	15:25	DUBAI	EK794 1762415027159-1
46	HUI RYOL	SONG	745431135	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	15:27	DUBAI	EK794 1762415027163-1
47	UNG IL	CHOE	7453342451	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	18:05	DUBAI	EK794
48	MYONG CHOL	HONG	7453342026	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	18:05	DUBAI	EK794 1762415027196-1
49	KWANG CHOL	HYON	7453342004	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	18:305	DUBAI	EK794 1762415027151-1
50	UN HAN	HONG	7454368186	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	18:05	DUBAI	EK794
51	HYANG RAN	KIM	7454368304	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	18:05	DUBAI	EK794 1762415027199-1

52	MYONG SIK	KIM	745334201	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	15:35	DUBAI	EK794
53	TAE HUNG	KIM	7454358071	N.COREANA	LUANDA	01.12.2019	18:05	DUBAI	EK794 1762415027161-1
54	SONG HUI	CHOE	1083358800	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	18:05	DUBAI	EK794 1762415027207-1
55	HYON SIK	RI	1083355784	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	18:05	DUBAI	EK794 1762415027232-1
56	SUN OK	SONU	108335888	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	14:46	DUBAI	EK794 1762415027235-1
57	HYON CHOL	HWANG	108335584	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	14:47	DUBAI	EK794 1762415027208-1
58	KYE RYONG	JONG	108335586	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	14:54	DUBAI	EK794 1762415027229-1
59	HONG RAN	SIN	108335879	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	14:55	DUBAI	EK0308 1762415027234-2
60	KYONG AE	HAN	927433862	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	15:02	DUBAI	EK0308 1762415027221-2
61	HUI CHOL	KIM	927433863	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	15:03	DUBAI	K794 1762415027223-1
62	RAK JU	PAK	745334227	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	15:05	DUBAI	04:45
63	YONG SIL	PAK	745436813	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	15:07	DUBAI	EK794 1762415027231-1
64	SONG HWAN	JO	108335580	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	15:11	DUBAI	EK794 1762415027228-1
65	SUN AE	RI	654434404	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	15:12	DUBAI	EK794 1762415027233-1
66	YONG SUK	RI	108335868	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	15:12	DUBAI	
67	WON JUN	PYON	108335723	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	15:14	DUBAI	EK308
68	JONG HWA	KIM	108335864	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	15:20	DUBAI	EK794 1762415027224-1
69	MYONG NAM	HONG	927134041	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	15:21	DUBAI	EK794 1762415027222-1
70	SUK HUI	CHOE	108335862	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	15:21	DUBAI	EK794 1762415027220-1
71	SANG IL	RI	927134039	N.COREANA	LUANDA	03.12.2019	15:22	DUBAI	EK794 1762415027226-1
72	YONG NAM	KIM	836130060	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:10		
73	JONG HO	KIM	927231186	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:10	DUBAI/BEIJING	EK0308 17624119876132
74	HYE SUN	JU	927339400	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:10		
75	SON OK	KIM	836131966	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:12		
76	SUN HUI	AN	165900032	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:12		
77	IN SUN	O	927334851	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:15		
78	SONG OK	KIM	745336371	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:15		
79	JONG GIL	HAN	927134580	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:19		
80	JONG HO	JANG	108232006	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:19		
81	SONG HUI	KIM	745431150	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:20		
82	KYONG HUI	MUN	927339390	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:21		
83	SONG HAK	RI	927231184	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:22		

84	HYON SU	KIM	745436836	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	18:05	DUBAI/BEIJING	22:30
85	MYONG SOK	HAN	927134054	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:23		
86	HYE SUN	PAK	836130610	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:25	DUBAI/BEIJING	22:30
87	MYONG SUK	SON	108232026	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:26		
88	CHANG SUK	HO	165900029	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:27		
89	YONG HO	MUN	927134040	N.COREANA	LUANDA	08.12.2019	15:29		
90	JONG HUN	PAK	9273337042	N.COREANA	LUANDA	15.12.2019	09:55		
91	SUB OK	YUN	8362377332	N.COREANA	LUANDA	15.12.2019	09:56		
92	KWANG HO	HAN	8362388961	N.COREANA	LUANDA	15.12.2019	09:56		
93	TONG CHOL	HYON	8362382567	N.COREANA	LUANDA	15.12.2019	09:58		
94	TOK MAN	KIM	9273337019	N.COREANA	LUANDA	15.12.2019	10:00		
95	HYON SU	PAK	927433717	N.COREANA	LUANDA	16.12.2019	15:20	DUBAI/BEIJING	22:30
96	SONG HI	RIM	927339392	N.COREANA	LUANDA	16.12.2019	15:20	DUBAI/BEIJING	22:30
97	HONG RYOL	CHOE	927234015	N.COREANA	LUANDA	16.12.2019	15:22	DUBAI/BEIJING	22:30
98	HO IL	RI	927231182	N.COREANA	LUANDA	16.12.2019	15:22		
99	HYE JONG	KIM	108334775	N.COREANA	LUANDA	16.12.2019	15:24	DUBAI/BEIJING	22:30
100	KYONG IL	YUN	927231181	N.COREANA	LUANDA	16.12.2019	15:25	DUBAI/BEIJING	22:30
101	TONG HUN	PAK	927134517	N.COREANA	LUANDA	16.12.2019	15:25	DUBAI	04:45
102	CHUN HWA	PAK	108335859	N.COREANA	LUANDA	16.12.2019	15:28		
104	TONG SU	AN	836238249	N.COREANA	LUANDA	16.12.2019	15:31	DUBAI/BEIJING	22:30
105	KWANG SU	PAK	108232016	N.COREANA	LUANDA	16.12.2019	15:35	DUBAI/BEIJING	22:30
106	YONG SUK	CHA	108232027	N.COREANA	LUANDA	16.12.2019	15:35	DUBAI/BEIJING	22:30
107	KI HONG	RA	745431677	N.COREANA	LUANDA	16.12.2019	15:43	DUBAI/BEIJING	22:30
108	OK GUM	KIM	836131965	N.COREANA	LUANDA	16.12.2019	15:43	DUBAI/BEIJING	22:30
109	SONG GUK	CHOE	927134042	N.COREANA	LUANDA	17.12.2019	15:05	DUBAI	04:45
110	SONG CHAN	KIM	108232010	N.COREANA	LUANDA	17.12.2019	15:05	DUBAI	04:45
111	CHONG DOK	HA	836238871	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	11:25	ADDIS ABABA	
112	IN GYU	KANG	927134052	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	12:46	ADDIS ABABA	
113	HYE YONG	SON	836135809	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	12:48	ADDIS ABABA	
114	CHOL	IM	836238901	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	12:50	ADDIS ABABA/BEIJING	17:20
115	HO SONG	KIM	836238251	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	12:51	ADDIS ABABA	

116	KUN YE	KIM	745434597	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	12:51	ADDIS ABABA/BEIJING	17:20
117	UN CHOL	KIM	745334179	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	12:53	DUBAI/BEIJING	22:30
118	IL SUNG	PAK	745130600	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	12:54	ADDIS ABABA/BEIJNG	17:20
119	KYUN YO	JANG	836135810	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	12:55	ADDIS ABABA	
120	THAE YONG	AN	836135811	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	12:56	ADDIS ABABA	
121	KYONG HUN	RO	836238252	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	12:56		
122	SUN CHOL	HYON	745334246	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	12:57	ADDIS ABABA	
123	KYONG CHOL	KIM	836238904	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:00	ADDIS ABABA	
124	YONG NAM	SONG	836238910	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:01	ADDIS ABABA	
125	HUI OK	KIM	836131962	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:04	ADDIS ABABA	
126	IL NAM	KIM	745335690	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:04	ADDIS ABABA	
127	IL NAM	HONG	836238519	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:05	ADDIS ABABA	
128	PONG HUI	HAM	836434648	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:05	ADDIS ABABA	
129	SONG HUI	HONG	836434644	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:27	ADDIS ABABA/BEIJING	17:20
130	HYOK CHOL	SON	836238514	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:28	ADDIS ABABA	
131	THAE WON	CHOE	927134050	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:28	ADDIS ABABA	
132	JONG SIL	WI	836131088	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:29	ADDIS ABABA	
133	CHUN WOL	KIM	836130609	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:29	ADDIS ABABA	
134	PYONG JUN	YUN	836238255	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:30	ADDIS ABABA	
135	YONG GUK	JO	836237968	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:31	ADDIS ABABA	
136	KUM SIL	JANG	836434645	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:31	ADDIS ABABA	
137	KWANG CHOL	RI	108439317	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:33	ADDIS ABABA	
138	SANG CHOL	KIM	836238895	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:33	ADDIS ABABA	
139	SU GYONG	SON	108439318	N.COREANA	LUANDA	19.12.2019	13:38	ADDIS ABABA	
140	HYOK CHOL	KIM	927435733	N.COREANA	LUANDA	22.12.2019	15:48	DUBAI/BEIJING	22:30
141	CHANG HO	KIM	108330109	N.COREANA	LUANDA	22.12.2019	15:49	DUBAI	04:45
142	MIN CHOL	KIM	927134581	N.COREANA	LUANDA	22.12.2019	16:22		
143	SONG CHOL	PAK	109110062	N.COREANA	LUANDA	15.12.2019	07:45	DUBAI/BEIJING	22:30
144	YONG SUK	CHOE	745436817	N.COREANA	LUANDA	24.12.2019	15:04	DUBAI/BEIJING	22:30

145	HYE RIM	SUNG	745436811	N.COREANA	LUANDA	24.12.2019	15:04	DUBAI/BEIJING	22:30
146	UN OK	CHOE	927339401	N.COREANA	LUANDA	24.11.2019	15:05	DUBAI/BEIJING	22:30
147	MYONG CHOL	KIM	745334214	N.COREANA	LUANDA	24.11.2019	15:10	DUBAI/BEIJING	22:30
148	JONG SUK	PAK	836130607	N.COREANA	LUANDA	24.11.2019	15:11	DUBAI/BEIJING	22:30
149	YONG BOK	YUN	927231185	N.COREANA	LUANDA	24.11.2019	15:11	DUBAI/BEIJING	22:30
150	CHOL YONG	KANG	745334228	N.COREANA	LUANDA	24.11.2019	15:16	DUBAI/BEIJING	22:30
151	CHANG SIK	JONG	927134044	N.COREANA	LUANDA	24.11.2019	15:16	DUBAI/BEIJING	22:30
152	JONG HYANG	RYU	745436842	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	15:22	DUBAI	04:45
153	SONG JIN	RI	108439321	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	15:24	DUBAI	04:45
154	YUN GYONG	JANG	9274336536	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18:05	DUBAI	EK794
155	JONG SU	KYE	9274336525	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18:05	DUBAI	04:45
156	MYONG HUI	RI	1082320240	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18:05	DUBAI	EK794 1762411987647-1
157	HYE YONG	O	7454311713	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18:05	DUBAI	04:45
158	IN YONG	PAK	6544344114	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18:05	DUBAI	04:45
159	KUM BOK	HAN	7454368201	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	18.05	DUBAI	04:45
160	JON GHO	RIM	745334192	N.COREANA	LUANDA	26.11.2019	16:36	DUBAI	04:45
161	HYON SU	KIM	745334232	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	15:28	DUBAI	04:45
162	SUNG HAK	HONG	745436814	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	18:05	DUBAI/BEIJING	22:30
163	SUNG RYONG	PAEK	9271345160	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	18:05	DUBAI/BEIJING	22:30
164	SU SON	RI	7451306200	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	15:34	DUBAI	04:45
165	YONG NAM	KIM	745130605	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	15:49	DUBAI	04:45
166	YONG RIM	KIM	7453342314	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	15:52	DUBAI	04:45
167	SON YONG	KANG	7454368094	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	15:53	DUBAI	04:45
168	SON YONG	RI	7454346009	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	15:55	DUBAI/BEIJING	22:30
169	HYE SUK	YANG	927339386	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	15:58	DUBAI/BEIJING	22:30
170	SONG IL	MUN	7453342417	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	15:59	DUBAI	04:45
171	SUN HUI	HYON	745436799	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:03	DUBAI	04:45
172	KWANG SU	RI	9271340383	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:07	DUBAI/BEIJING	22:30
173	JUN HO	CHOE	7453341719	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:09	DUBAI	04:45
174	MYONG HWAN	KIM	7453341971	N.COREANA	LUANDA	28.11.2019	16:32	DUBAI/BEIJING	22:30
175	KUM SON	CHOE	745431172	N.COREANA	LUANDA	29.11.2019	11:13		
176	CHOL U	RI	108232007	N.COREANA	LUANDA	29.11.2019	11:14	DUBAI/BEIJING	22:30

Source: The Panel

Annex 52: Medical workers in Province of Pichincha, Ecuador

The Panel requested information from Ecuador concerning agreement to invite medical workers from the DPRK. The Government of Pichincha province replied to the Panel that the exchange is based on the "International Cooperation Agreement to Strengthen Relations between the Korean Institute of International Cultural Relations of the Democratic People's Republic of Korea, the Decentralized Autonomous Government of the Province of Pichincha, and the Board of Trustees of Pichincha" originally agreed in 2012.

In May 2018, the delegation of three DPRK acupuncturists and three translators arrived at Ecuador to provide their services in a public company, Misión Pichincha in Pichincha province. Their mission was supposed to end in May 2020, and as of April 2020 no renewal was planned. Pichincha province emphasized that it was unaware of the obligation to repatriate DPRK nationals earning income overseas as it was not notified by the Ecuadorian Government.

Annex 53: DPRK medical workers in Mozambique

Mozambique replied to the Panel that a DPRK doctor, Dr. Jong Il Son, assigned to the Pemba Provincial Hospital for medical cooperation, used his residence in Pemba, Cabo Delgado Province, as a private clinic without government authorization. His residence was leased by Mozambique government, and equipment was misappropriated from the provincial hospital. The government ordered the closure of the clinic and preventive suspension of the doctor, followed by immediate termination of his employment contract and repatriation.

According to Mozambique, as of March 2020, 97 DPRK doctors worked in Mozambique, based on bilateral medical cooperation. Although medical exchange is not prohibited by the relevant resolutions, Mozambique decided cancellation of exchange and is planning to reduce the number of DPRK doctors by not renewing contracts. The Panel obtained the contract information for 89 doctors and noted that these contracts will be terminated in 2020 or 2021.

Mozambique further replied to the Panel "The Government understands that it is not viable to immediately terminate contracts in order to avoid the discontinuation of medical assistance in remote areas, however, internal diligences are taking place with a view to identifying potential partners who may provide support in replacing the doctors."

Annex 54: DPRK visa numbers published by the Russian Federation in April 2020

Invitations issued	Visas issued	MIGRATION REGISTRATION								
		The number of facts of registration with the migration register of Ig and LBG	including:							
			at the place of residence	at the place of stay	including:					
					primary	of which by purpose of entry:				
						tourism	study	job	private	other
1,738	1,596	9,377	10	9,367	6,956	3,067	1,975	753	403	758

Source: Website of the Ministry of Internal Affairs of the Russian Federation <https://xn--b1aew.xn--p1ai/Deljatelnost/statistics/migracionnaya/item/20020743/>, (accessed on 24 April 2020)

Annex 55: Reply from the Russian Federation concerning the number of the DPRK nationals in the Russian Federation

Translated from Russian

As a result of the checks carried out by the Ministry of Internal Affairs, it has been established that the validity period of the work permits, invitations and work visas previously issued to citizens of the Democratic People's Republic of Korea did not extend beyond 22 December 2019. No invitations to perform work, work visas or work permits have been processed for citizens of the Democratic People's Republic of Korea in 2020.

The information on the official website of the Ministry of Internal Affairs concerning 753 instances of citizens of the Democratic People's Republic of Korea being included in the migration register for their place of residence, with "work" indicated as the purpose of entry into the country, was posted owing to errors in departmental statistical reporting by the Ministry's local agencies. Specifically, the data concerning citizenship and purpose of entry were incorrectly stated. The necessary corrections have been made to the statistical data on the Ministry's official website, which now shows that no one entered Russia from the Democratic People's Republic of Korea in the first quarter of 2020 for the purpose of "work".

The checks also revealed that the 511 North Korean migrant workers who were unable to return to their home country after 22 December 2019 owing to restrictions related to the coronavirus pandemic also included persons who had entered the country on business visas, with the purpose of their visit indicated as "crew member" or "maintenance", whose activities are not covered by Security Council resolutions 2375 (2017) and 2397 (2017).

In fact, only 160 nationals of the Democratic People's Republic of Korea had work permits valid up to 22 December 2019 (they are now present in the territory of the Russian Federation without valid work visas, work permits or appropriate employment contracts). Their repatriation continues to be blocked by the restrictions imposed by Pyongyang on transport links with other countries on account of the coronavirus pandemic.

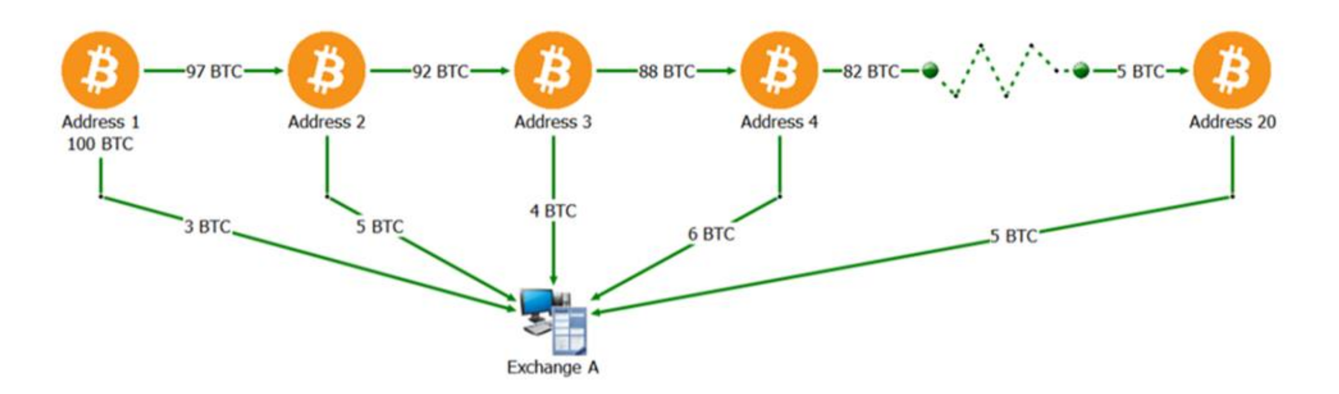
Annex 56: Laundering virtual currency into a fiat currency

According to recent U.S. legal proceedings,[34] the Democratic People's Republic of Korea relied on over-the-counter brokering services to convert more than USD 200 million worth of cryptocurrencies stolen in 2017, 2018, and 2019,[35] to fiat currency. The U.S. indictment alleges that two Chinese nationals employed several obfuscation techniques to facilitate the conversion, ultimately depositing the proceeds into nine financial institutions.[36]

The laundering process involved transferring cryptocurrency from the hack to accounts held at four cryptocurrency exchange houses.[37] This entailed thousands of smaller transactions, known as a "peel chain", whereby unspent value (i.e., the remainder or "change" from a transaction) is transferred to a separate address. This process continues until there is no remaining unspent value, ultimately resulting in thousands of separate transactions (see figure 1). Consequently, "peel chains" can make tracking cryptocurrency payments through its blockchain difficult.

Information contained in the indictment shows that fraudulent identification was used to thwart identity verification procedures at some of the exchange houses and that other exchange houses were targeted specifically for their lack of know-your-customer requirements.

Figure 1. Example of a "peel chain"



Source: The Panel

[34] See, https://www.justice.gov/opa/press-release/file/1253486/download
[35] See paragraphs 62-63 of S/2019/691
[36] The US indictment is an allegation and parties are presumed innocent until proven guilty. In response to the allegations, one party to the indictment claimed to not be aware that the cryptocurrency was from the DPRK theft (see, https://www.chaindd.com/3284691.html)
[37] The laundered cryptocurrencies include Bitcoin, Zcash, Dogecoin, Ripple, Litecoin, Ethereum, and Ethereum Classic.

Annex 57: Korea Narae Trading Corporation

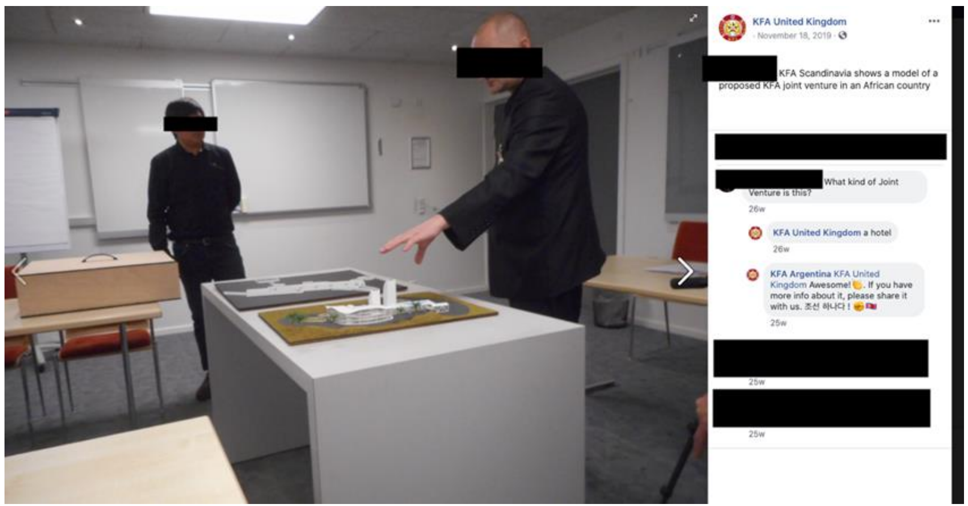
The Korea Narae Trading Corporation is a Pyongyang-based entity that facilitates the "the acquisition of equipment and technology in various sectors, such as mining and hydrocarbons, in exchange for offering technical labour or work in the field (farming workers), as well as the export of North Korean food products and rare earths, among other products," according to a Member State. The Member State also reported to the Panel that Alejandro Cao de Benos, a Spanish national, is KNTC's official representative and "carries out activities as an intermediary between KNTC and foreign companies." The following individuals are believed to be KNTC corporate officers:

- Kim Chol-rong, President
- Pak Chol-ho, Vice President
- Pae Chong-song, Marketing Manager
- Kang Hyon-gyu, Foreign Investment and Public Relations Manager
- Li Jong, Legal Manager
- Ri Kang, Associate
- Kang Son-gun, Associate

Per open source reporting, Mr. de Benos is also the President of the Korea Friendship Association (KFA)[38] and is believed to have organized the 2019 cryptocurrency conference held in Pyongyang (see S/2020/151, para. 180) on behalf of KFA.[39]

A second Member State reported that in 2019, KNTC— along with other members of the Korea Friendship Association— attempted to form a tourism-related joint venture or cooperative entity in Uganda (see figure 1). This effort was reportedly led by DPRK national Ri Kang, according to the same Member State. Uganda responded that it did not find any information.

Figure 1. Members of Korea Friendship Association proposing a joint venture



Source: The Panel

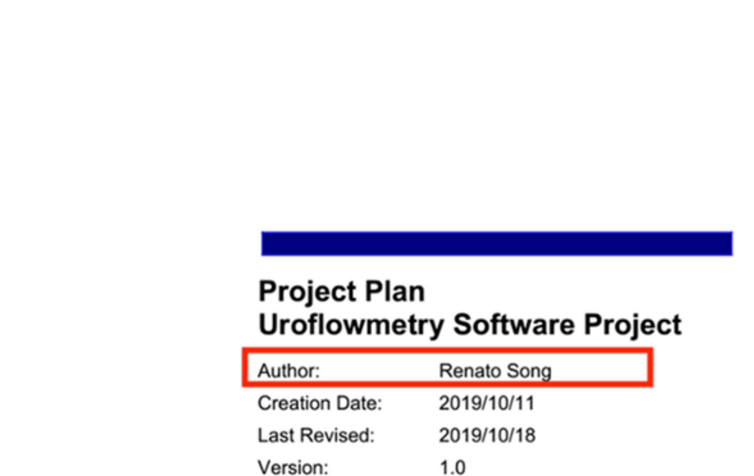
[38] According to Korea Friendship Association's website, the organization "...was founded on November of the year 2000 with the purpose of building international ties with the Democratic People's Republic of Korea. It has members from 120 countries. The KFA has full recognition from the Government of the Democratic People's Republic of Korea and is the world-wide leading organization of its supporters. It has offices in DPR Korea, Spain." https://www.korea-dpr.com/kfa.html.

[39] According to one Member State, Mr. de Benos recommended obfuscation techniques for individuals planning to attend the conference. The Panel confirmed this assessment through an interview conducted with an individual who attended the April 2019 cryptocurrency conference in Pyongyang. See also, https://www.bloomberg.com/news/features/2020-05-01/wanna-do-business-in-pyongyang-call-north-korea-s-guy-in-spain.

Sometime in October 2019, an Italian national (ITA-1) who attended the 2019 cryptocurrency conference in Pyongyang, entered into a contractual agreement with KNTC, whereby KNTC agreed to develop diagnostic software for a specific medical procedure, using artificial intelligence (see figure 2) (ITA-1 was introduced to KNTC at the 2019 cryptocurrency conference). The Panel assesses, based on interviews, Member State information, and open source data, that an objective of the 2019 cryptocurrency conference was to introduce foreign attendees to trading companies for the purpose of establishing joint ventures or cooperative entities.

The contract lists ITA-1 and Mr. de Benos as "counterparty A" and "Renato Song and R&D Team" as "counterparty B." Because Mr. de Benos is an official representative of KNTC, is jointly listed with ITA-1 on the contract, and received payments related to the agreement, the Panel assesses this to be a joint venture or cooperative entity or an attempt to form a joint venture or cooperative entity, in name or substance.[40] The Panel is continuing to investigate KNTC and its associates for possible sanctions-evasion activities.

Figure 2. KNTC Contract to Perform IT Services


[redacted] SOFTWARE PROJECT

Project Plan
Uroflowmetry Software Project

Author:	Renato Song
Creation Date:	2019/10/11
Last Revised:	2019/10/18
Version:	1.0

Project Approach

Phase I:	Secure agreement for both counterparties. Counterparty A: Mr.Alejandro Cao & [redacted] Counterparty B: Renato Song and R&D team
Phase II:	Order/Install Equipment Counterparty B will be equipped with 4 Desktop PCs and android phone for development of the project. In addition, some AI framework and additional software package will be installed.
Phase III:	Development of the project
Phase IV:	Software Testing & Updating
Phase V:	Conduct Training for AI approach
Phase VI:	Final release.

Source: The Panel

[40] The Panel notes that while the development of the IT project was meant as an open source project, the project was not submitted to the 1718 Committee, per paragraph 18 of resolution 2375 (2017).

According to the contract, the project was to proceed in three phases, with a budget of 7,000 EUR. KNTC issued two invoices dated 14 August 2019 and 29 October 2019 (figure 3 and figure 4). On or about 14 August 2019, ITA-1 remitted an initial payment of 2,100 EUR to an account held by Mr. de Benos at a Lithuanian bank. On or about 6 November 2019, ITN-1 remitted a second payment totalling 3,000 EUR, to an account held by Mr. de Benos at a German bank. For the first payment, the wire transfer noted “IT Medical Software”. For the second payment, the wire transfer noted “Computer Programming.” According to financial records provided by a Member State, Mr. de Benos uses these accounts in his own name, and co-mingles funds received from activities associated with the Korea Friendship Association with funds related to KNTC (see Annex F6). According to ITA-1, the remaining balance was never transferred due to KNTC’s failure to complete the contract, as specified.

Figure 3. KNTC Invoice, 14 August 2019



KOREA NARAE TRADING CO.

Add : Ponghwadong Potonggang District., Pyongyang,DPRK.

Tel : +8502 381 5353 **Fax** : +8502 381 4518 **E-mail**: naraetrade@star-co.net.kp

Proforma Invoice

Proforma Invoice No.: 3001/8-2019 Date: August 14, 2019


[redacted]

Concept:

[redacted]

Development of IT software for medical use.

Amount to be paid:

#2,100# EURO

(Representing a 30% advance payment of total agreed cost of 7,000 EURO)

Source: The Panel

Figure 4. KNTC Invoice, 29 October 2019



KOREA NARAE TRADING CO.

Add : Ponghwadong Potonggang District., Pyongyang,DPRK.

Tel : +8502 381 5353 **Fax** : +8502 381 4518 **E-mail**: naraetrade@star-co.net.kp

Proforma Invoice

Proforma Invoice No.: 3002/10-2019 Date: October 29, 2019


[redacted]

Concept:

[redacted]

Development of IT software for medical use. 2nd stage.

Amount to be paid:

#3,000# EURO

Source: The Panel

According to records obtained by the Panel, Renato Song employed several DPRK overseas workers in China to support the project. These accounts used fraudulent documentation to open several accounts at various “freelance” websites. The Panel is continuing to investigate overseas workers, joint ventures and cooperative entities associated with KNTC, its members, and its affiliated partners.

Annex 58: Reply from the Permanent Mission of the People's Republic of China to the UN (excerpt)

1. Trade statistics

(2) OC. 72

Firstly, China has always been strictly implementing sectoral provisions of the Security Council resolutions. The Security Council prohibited importing iron and iron ore from the DPRK. China did not import these prohibited items from the DPRK in the time frame of October to December of 2019 and March of 2020, which is mentioned in the letter. Import of iron or steel articles (HS code 73) is not prohibited. Ferro-silicon is not a prohibited item either, and importing and re-exporting ferro-silicon does not violate Security Council resolutions. The Security Council prohibited importing textiles from the DPRK. China imported a batch of commodities under the HS code 5302 in October 2019. They are raw materials, not textiles prohibited by the Security Council resolutions. We hope that the Panel has an accurate understanding of the resolutions, especially the prohibition categories, and does not arbitrarily expand the scope.

Secondly, China attaches great importance to humanitarian assistance to the DPRK, and the Chinese Customs has taken active measures to provide maximum assistance for customs clearance of relevant humanitarian goods. The steel, copper and other metals exported to the DPRK between October and December 2019, and the industrial machinery exported to the DPRK between January and March 2020, were all humanitarian goods exempted by the 1718 Committee and diplomatic goods ordered by foreign missions in the DPRK. Among them, 5 batches of goods were from the UNICEF, 3 batches of goods were from the ICRC, 8 batches of goods were from different NGOs, and 12 batches of goods were ordered by diplomatic missions in the DPRK.

China hopes that the Panel carefully checks relevant data based on the humanitarian exemptions published on the 1718 Committee website. The Security Council resolutions do not ask for inspections on humanitarian goods. China believes that for the humanitarian goods which have been exempted by the 1718 Committee, no additional inspection measures are needed.

3. Finance

(1) OC. 90

Cyber theft is not within the category of the Security Council sanctions against the DPRK, and China doesn't understand why the Panel is following this case. China notes that the two individuals have been illegally, unilaterally sanctioned by the US Treasury Department and under abusive long-arm jurisdiction. This is inconsistent with the principles of international law and the Security Council resolutions. We hope that the Panel could concentrate on its work within the mandate of the resolutions.

(2) OC.90

The financial institutions are always sensitive to risks. All financial institutions in China have a legal compliance office, whose job is to ensure the institutions' compliance with the Security Council resolutions. On this case, the Panel neither elaborated the relationship between generating income for the DPRK and implementation of the Security Council resolutions, nor provided solid evidence on the connection between Liyou Ding and designated entities and individuals. We do not understand the necessity, rationality and legitimacy of the Panel's asking for the Chinese side to provide related information. To conduct investigation and provide information without reliable evidence is not only a waste of administrative resources, but also an infringement of citizen's privacy. We hope that the Panel will provide additional solid evidence as soon as possible.

4. Workers (OC. 71)

China has faithfully implemented the provision of Security Council's resolution on repatriating all DPRK nationals earning income abroad. All DPRK nationals' employment contracts in China had expired by 22 December 2019. China has also submitted reports on the implementation of paragraph 8 of UNSC resolution 2397. China is still investigating the case of DPRK workers in Yanbian Silver Star Network Science and Technology Co. Ltd.

5. Dalian Myonghae (OC. 92)

Beer is a common beverage, not a luxury good subject to the UNSC's embargo. Certain country regards beer as a luxury good based on its national policy. However, this should not serve as the basis for the Panel's work. Based on what the Panel has provided, China has not found any suspected violation of UNSC resolutions.

Source: Member State

Annex 59: Recent statements by UN officials related to COVID-19 and sanctions

Media Statement by the UN Special Rapporteur on the situation of human rights in the Democratic People's Republic of Korea (extracts by the Panel)

GENEVA/SEOUL (9 June 2020) - The UN Special Rapporteur on the situation of human rights in the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) recommends several concrete actions to the Government of DPRK and the international community in order to protect human rights of people in the DPRK amid efforts to contain COVID-19.

HEALTH

On 21 January 2020, the Government of the Democratic People's Republic of Korea suspended all travel in and out of the country, imposed travel restriction between cities and regions and introduced strict quarantine measures. Together with extensive public health information campaigns, focusing on the Government's prevention efforts, these measures aimed to protect North Koreans from COVID-19. However, further information about quarantined people, treatment of patients with possible symptoms and protection of vulnerable groups has not been accessible. Of special concern is the limited capacity of hospitals. The obstacles facing international humanitarian actors in the country also risks negatively impacting the right to access to health care.

"I welcome efforts made by the Government of the DPRK and encourage it to comply with the COVID-19 Guidance issued by the UN High Commissioner for Human Rights, which calls for solidarity and cooperation to tackle the virus, and to mitigate the effects of measures designed to halt its spread. This pandemic concerns the whole world, and no single country can avoid its consequences", the Special Rapporteur said.

In addition, he recommended the Government of the DPRK (i) to further seek international assistance for testing and make public and transparent disaggregated data related to the pandemic, at a minimum by sex, age, and disability, necessary to inform health responses and identify those most at risk of being left behind; (ii) to respect the freedom to seek and receive information and contents through any media and regardless of frontiers, especially by allowing the use of electronic communication needed during lockdowns, quarantines or other special measures. People have a right to access to full and unbiased news that directly affect their lives; and (iii) within the containment measures against COVID-19, to facilitate access to the country by international organizations providing humanitarian assistance.

FOOD INSECURITY

The Special Rapporteur expressed concern that the impact of COVID-19 measures on the economy, is causing further difficulties for people who are already in vulnerable situations. DPRK's trade with China in March and April declined by over 90 per cent following the border shutdown. Hence, many people in the border areas in the North have lost their income from commercial activities. The situation in inland could be worse. There have been reports of an increase of homeless people, including *kotjebi* (street children), in large cities. In some places, the price of medicines has reportedly skyrocketed.

Over 40 per cent of people were already food insecure prior to the COVID-19 pandemic, many of them suffering malnutrition and stunted growth. Only one third of children aged 6 to 23 months received the minimum acceptable diet, and pregnant and lactating women were particularly affected by malnutrition. The Food and Agriculture Organization has designated the DPRK as a country facing food shortages. Those who have lost their income do not have money to buy food in the market. The public distribution system continues to be dysfunctional. It was reported that an increasing number of families eat only twice a day, or eat only corn, and there are reports that some are starving. Soldiers reportedly also suffer from food shortages.

"Under the pervasive discrimination in the public distribution system, ordinary citizens, including farmers, do not receive rations. Lack of food had a devastating impact in DPRK in the 1990s, and prospects of a further deepening of food shortages and widespread food insecurity is alarming. The Government must take swift action on this matter by prioritizing allocations of financial resources and allowing the humanitarian aid to be delivered on the ground

without restrictions", stressed the Special Rapporteur, recognizing the fundamental right of everyone to be free from hunger.

PRISONERS

Prisoners in the DPRK receive very little and poor quality food, and malnutrition is common in prisons. In many cases, prisoners depend on food brought by their families. Access to safe water is limited, sanitation facilities are inadequate, and health services barely exist. While COVID-19 cases have not been reported in the country, the potential impact of any future outbreak is a serious concern.

"The Government should follow the guidelines in the UN Joint Statement on COVID-19 in prisons and other closed settings, and abide with the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners (the Nelson Mandela Rules)" underscored the Special Rapporteur. "In particular, the secrecy surrounding the political prison camps (*kwanliso*) remains of the utmost concern. Accounts refer to frequent deaths of prisoners due to hard work, lack of food, contagious diseases and overcrowding. The Government of the DPRK must provide information about these prisoners and allow independent monitoring. Their status amounts to enforced disappearance of persons."

The Special Rapporteur called once again for the consideration of release of prisoners in particular those in vulnerable conditions: older, ill and undernourished persons, persons with disabilities, children, pregnant and lactating mothers and nursing parents. In addition, alternatives to detention should be implemented to mitigate the risk of harm within places of detention, including for persons who have committed minor, petty and non-violent offenses or those with imminent release dates. "Other countries have also released prisoners to prevent COVID-19; North Korea should follow suit" he remarked.

REUNION OF SEPARATED FAMILIES

The Special Rapporteur urged the Government of the DPRK to promptly resume engagement with the Republic of Korea on the reunion of separated families. Despite commitments made, no reunion event has taken place since August 2018, and aged family members cannot wait any longer.

"COVID-19 is not an excuse to neglect contacts between the families. Even before the pandemic, the technology was conveniently installed for video communications. For aged family members this could be the last opportunity to have a much needed exchange with relatives", said the Special Rapporteur. "Humanitarian grounds, but also human rights of families realized in article 10 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, should brush away any pretended political obstacles that have frustrated reunions", he further emphasized.

HUMANITARIAN AID AND IMPACT OF SANCTIONS

Humanitarian actors in the country, including the UN Country Team, are facing difficulties in their operations due to suspended access outside of Pyongyang, lack of information, stranded humanitarian assistance items including vaccination stocks on the border, and shortages of staff members in the country.

The Government should provide unhindered access to humanitarian actors who are already in Pyongyang as well as those who are willing to come and assist. The UN Sanctions Committee has accelerated the exemption process for COVID-19 related humanitarian assistance, but such assistance continues to be subject to sanctions.

The COVID-19 crisis once again brings to the Special Rapporteur's attention the economic hardships facing people in the DPRK, and the detrimental impact of sanctions on the fulfilment of basic economic and social rights. The international community should no longer overlook how the impact of sanctions on energy is affecting agricultural production by affecting transportation, machinery, and production of fertilizers. The way some sectorial exports bans are leading to unemployment in the textile, mining and seafood industries must also be considered. The lack of income for individuals affected undermines the fulfilment of the right to food and other rights.

"In a context where the COVID-19 is bringing drastic economic hardship worldwide, any sanctions imposed by the UN Security Council that impact on the livelihood of people and hinder the Government's capacity to respond to

COVID-19 should be sincerely reconsidered", the Special Rapporteur stated, echoing calls made by the Secretary General and the High Commissioner for Human Rights. "The international community, in particular some permanent members of the Security Council, should no longer rest on the paradox of sanctioning inputs needed to increase food production, while then offering food relief. Any gains from lifting of sanctions should be channeled towards the most vulnerable, including by strengthening the right to food and to health", he closed.

COOPERATION AND PEACE

While the Government's prompt and decisive measures in responding to COVID-19 may have helped to contain the outbreak in the country, the Government should not further isolate itself from the international community. On the contrary, the DPRK should embrace international cooperation and solidarity to combat the pandemic, and participate without hesitation in the health response, and in all relevant issues, including human rights.

"This spirit of unity and cooperation emerging worldwide to address the COVID-19 challenges, should also inspire stakeholders to search for a peaceful end to the conflict on the Korean Peninsula, born during a war which this year will mark the 70th anniversary", stated the Special Rapporteur. "Such an initiative to search for peaceful end of the war will generate the atmosphere and space needed to further discuss denuclearization, less isolation, more access, and human rights improvements", he concluded.

Source: https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25929&LangID=E

Secretary-General Urges G20 Countries to Suppress COVID-19 Transmission, Keep Households Afloat, amid Pandemic's 'Human Crisis'

26 March 2020

Following are UN Secretary-General António Guterres' remarks to the Group of 20 (G20) virtual summit on the COVID-19 pandemic, in New York today:

Thank you, Your Majesty, for convening this meeting. We are at war with a virus — and not winning it. It took the world three months to reach 100,000 confirmed cases of infection. The next 100,000 happened in just 12 days. The third took four days. The fourth, just one and a half. This is exponential growth and only the tip of the iceberg.

This war needs a war-time plan to fight it. Solidarity is essential, among the G20 and with the developing world – including countries in conflict. That is why I appealed for a global ceasefire.

Allow me to highlight three critical areas for concerted G20 action. First, to suppress the transmission of COVID-19 as quickly as possible. That must be our common strategy. It requires a coordinated G20 response mechanism guided by the World Health Organization (WHO).

All countries must be able to combine systematic testing, tracing, quarantining and treatment with restrictions on movement and contact — aiming to suppress transmission of the virus. And they have to coordinate the exit strategy to keep it suppressed until a vaccine becomes available.

At the same time, we need massive support to increase the response capacity of developing countries. The United Nations system has a well-established supply-chain network, and we stand ready to place it at your disposal.

Second, we must work together to minimize the social and economic impact. The G20 came of age in the 2008 financial crisis. The challenges before us dwarf those of 2008. And what we face today is not a banking crisis, it is a human crisis.

While the liquidity of the financial system must be assured, our emphasis must be on the human dimension. We need to concentrate on people, keeping households afloat and businesses solvent, able to protect jobs.

This will require a global response reaching double-digit percentages of the global economy. I welcome infusions of liquidity and social and economic support in developed countries — with direct transfer of resources to people and businesses. But, a stimulus package to help developing countries with the same objectives also requires a massive investment.

For this, we need greater resources for the International Monetary Fund (IMF) and other international financial institutions, a meaningful emission of special drawing rights, coordinated swaps between central banks and steps to alleviate debt, such as a waiver of interest payments.
I also appeal for the waiving of sanctions that can undermine countries' capacity to respond to the pandemic.

Third, we must work together now to set the stage for a recovery that builds a more sustainable, inclusive and equitable economy, guided by our shared promise — the 2030 Agenda for Sustainable Development.

Let us do what it takes, urgently and together.

Source: https://www.un.org/press/en/2020/sgsm20024.doc.htm

UN High Commissioner for Human Rights statement: Bachelet calls for easing of sanctions to enable medical systems to fight COVID-19 and limit global contagion

GENEVA (24 March 2020) – Broad sectoral sanctions should urgently be re-evaluated in countries facing the coronavirus pandemic, in light of their potentially debilitating impact on the health sector and human rights, UN High Commissioner for Human Rights Michelle Bachelet said Tuesday.

"It is vital to avoid the collapse of any country's medical system – given the explosive impact that will have on death, suffering and wider contagion," Bachelet said. "At this crucial time, both for global public health reasons, and to support the rights and lives of millions of people in these countries, sectoral sanctions should be eased or suspended. In a context of global pandemic, impeding medical efforts in one country heightens the risk for all of us."

"Humanitarian exemptions to sanctions measures should be given broad and practical effect, with prompt, flexible authorization for essential medical equipment and supplies," Bachelet said.

For example, in Iran, where at least 1,800 people have died from COVID-19, human rights reports have repeatedly emphasized the impact of sectoral sanctions on access to essential medicines and medical equipment – including respirators and protective equipment for health-care workers.

More than 50 Iranian medics have died since the first cases of the COVID-19 coronavirus were detected five weeks ago. The epidemic in Iran is also spreading to neighbouring countries which will strain health services in countries such as Afghanistan and Pakistan.

A variety of sanctions may also impede medical efforts in Cuba, the Democratic People's Republic of Korea, Venezuela and Zimbabwe, Bachelet said. "The majority of these states have frail or weak health systems. Progress in upholding human rights is essential to improve those systems – but obstacles to the import of vital medical supplies, including over-compliance with sanctions by banks, will create long-lasting harm to vulnerable communities. The populations in these countries are in no way responsible for the policies being targeted by sanctions, and to varying degrees have already been living in a precarious situation for prolonged periods."

In Venezuela, some hospitals regularly suffer water and electricity cutoffs and lack medicines, equipment, disinfectant and soap. While this situation pre-dates the imposition of sectoral sanctions, easing them could mean more resources could be allocated to treating and preventing the epidemic.

"It is especially important to protect the health of health-workers themselves, and medical professionals should never be punished by the authorities for pointing out deficiencies in the response to the crisis," Bachelet said. "Doctors, medics and all those working in health structures are in the front line, protecting us all."

She called for world leaders to come together. "International cooperation and solidarity are essential at all times, to advance human rights; they are also vital to advancing every country's national interests at this time."

Bachelet also noted that the countries under sanctions should provide transparent information, accept offers of necessary humanitarian assistance, and prioritize the needs and rights of vulnerable people. They should also adopt measures to guarantee national and international organizations can carry out their humanitarian work unhindered.

"No country can effectively combat this epidemic on its own. We need to act with solidarity, cooperation and care," she said – echoing last week's call by UN Secretary-General Antonio Guterres for "coordinated, decisive, and innovative policy action" to counter the spread of COVID-19.

Source: https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25744&LangID=E

Annex 60: Response to COVID-19 and Humanitarian Operations

The DPRK's COVID-19-related closure of its land borders, reduction in maritime shipments, and the suspension of air travel since January 2020 contributed to a reduction of DPRK imports (in April DPRK banned "non-essential" imports) and supplies of non-sanctioned goods, while illegal channels were sealed due to strict quarantine.[41] Open source reports have also suggested some food shortages, price spikes, some panic buying, decreased availability of medical services, and shortages of many basic medical supplies. Member States, as well as humanitarian aid organizations have also reported reductions in on-the-ground capacity due to travel restrictions and the prohibition on foreign nationals returning to the DPRK, including humanitarian personnel.[42] Although humanitarian aid remains a critical lifeline for a significant portion of population,[43] DPRK authorities demonstrated lukewarm attitude towards receiving the aid and have rejected several offers by Member States and humanitarian organizations. This has meant that UN operations and NGOs have been prevented from carrying out humanitarian operations.[44]

[41] See "Global Humanitarian Response Plan for COVID-19" https://www.unocha.org/sites/unocha/files/Global-Humanitarian-Response-Plan-COVID-19.pdf. See also "2020 DPRK Needs and Priorities" plan Consolidated by OCHA on behalf of the Humanitarian Country Team https://reliefweb.int/report/democratic-peoples-republic-korea/dpr-korea-needs-and-priorities-2020-issued-april-2020

[42] https://www.nknews.org/2020/06/as-expat-community-shrinks-in-north-korea-new-arrivals-are-suspended/?t=1600612929359

[43] According to OCHA, there are approximately 10.4 million people in need in the DPRK (approximately 44 percent of the population). The 2020 Needs and Priorities plan targets the provision of humanitarian assistance to 5.5 million people most in need. OCHA has also assessed that approximately $39.7 million is required to fight COVID-19 pandemics (See 2020 DPRK Needs and Priorities" plan Consolidated by OCHA on behalf of the Humanitarian Country Team https://reliefweb.int/report/democratic-peoples-republic-korea/dpr-korea-needs-and-priorities-2020-issued-april-2020)

[44] According to information provided by one Member State, travel outside of Pyongyang by embassy and humanitarian personnel has also been restricted, further hampering monitoring activities.

Annex 61: COVID-19 impact on humanitarian operations with the DPRK

In order to assess the impact of COVID-19 on humanitarian organizations operating within the DPRK, the Panel surveyed 37 organizations. These included both UN organizations as well as Non-Governmental Organizations that applied for exemption requests either directly to the 1718 Committee, or through a Member State or the UN Resident Coordinator in the DPRK. Response to the Panel's inquiry was optional and has no bearing on the exemption approval processes.

The Panel requested made the following inquiries:

1. Please provide detailed information and data on whether your organization experienced delays in shipments or reductions in operational capacity due to issues related to quarantine measures in the DPRK and/ or (please specify) implementation of UN sanctions.
2. To what extent have COVID-19 related delays impacted your humanitarian operations, including monitoring?
3. Do you anticipate further delays or reductions in operations, and if so on what grounds?
4. What is your assessment of the impact of the COVID-19 pandemic within the DPRK, and in what way has it influenced the overall humanitarian situation? Please include details of the evidence on which your assessment is based;
5. If your operations require humanitarian exemption approvals from the 1718 Committee, has the approval process met your needs? What, if anything, could be improved upon in the exemption process, or in the implementation of UN sanctions, to better meet your operational needs and objectives?

Pending further responses, the Panel will include summaries in its Final report.

Annex 62: Consolidated list of recommendations

(Maritime)

1. **The Panel reiterates its recommendation that the Committee agree upon a conversion rate between tons and barrels for refined petroleum products.**[45]

2. **The Panel reiterates its recommendation that Member States report any known transfers of refined petroleum products to the Democratic People's Republic of Korea in full conformity with resolution 2397 (2017).**

To the Committee

3. **The Panel recommends the designation of the following vessel for violation of paragraph 5 of resolution 2397 (2017):**

- ***New Konk* (IMO No. 9036387), formerly Sierra Leone-flagged**

4. **The Panel reiterates its recommendation, contained in paragraph 44 of document S/2020/151, for the designation of listed vessels in violation of paragraph 5 of resolution 2397 (2017). Other than the *Viet Tin 01* (IMO No. 8508838), which is being detained,[46] and the *Vifine* (also known as *Tealway FV*) (IMO No. 9045962), the following vessels listed in paragraph 44 of document S/2020/151 each continued to deliver refined petroleum to the Democratic People's Republic of Korea during the observed time frame between January and May 2020, in further violation of paragraph 5 of resolution 2397 (2017):**[47]

- ***Bonvoy 3* (IMO No. 8978784), flag unknown**
- ***Diamond 8* (IMO No. 9132612), Sierra Leone-flagged**
- ***Hokong* (IMO No. 9006758), formerly Sierra Leone-flagged**
- ***Kwang Chon 2* (formerly *Sen Lin 01*) (IMO No. 8910378), Democratic People's Republic of Korea-flagged**
- ***Sin P(h)yong 2* (formerly *Tianyou*) (IMO No. 8817007), Democratic People's Republic of Korea-flagged**
- ***Subblic* (IMO No. 8126082), formerly Sierra Leone-flagged**
- ***Unica* (IMO No. 8514306), formerly Sierra Leone-flagged**
- ***Yun Hong 8* (maritime mobile service identity No. 413459380), Chinese-flagged**

To Member States, on best practices with regard to the activities of the Democratic People's Republic of Korea

On information-sharing among flag States

5. **The Panel recommends that flag registries consider joining the Registry Information-Sharing Compact, an industry initiative of Panama, the Marshall Islands and Liberia**[48] **that formalizes information-sharing to alert flag States to vessels that could pose sanctions-related concerns so as to potentially deny the vessels' applications.**

[45] Two experts are of the view that there is no need to reiterate recommendations that are already under the Committee's agenda.
[46] As of December 2019.
[47] Two experts are of the view that there is no need to reiterate recommendations that are already under the Committee's agenda.
[48] RISC is also joined by St Kitts and Nevis, Comoros, Honduras, Palau and Vanuatu registries as on April 2020.

On promoting transparency

6. **The Panel recalls its recommendation that Member States endeavour to collect identifying and contact information for each individual that owns or exerts control over the foreign entity to which each vessel belongs, and to share the information, when requested, with the Panel in order to facilitate investigations into sanctions evasion networks through the use of shell companies as registered owners.**

On automatic identification systems and long-range identification and tracking of ships

7. **The Panel recommends that Member States encourage their shipping industry to follow best practice measures already adopted by related sectors, including vessel insurance and reinsurance businesses, commodity trading companies, banks and flag registries, that investigate signs and reports of automatic identification system and/or long-range identification and tracking system transponder manipulation before entering into new contracts or when reviewing ongoing business.**

8. **The Panel also recommends that Member States encourage port State control, maritime and vessel traffic services authorities to promulgate and police the requirement to maintain automatic identification system broadcasts by tankers and bulk carriers arriving in and leaving their jurisdictions, consistent with the International Convention for the Safety of Life at Sea, and to consider investigating the validity of vessels suspected of tampering with their identifiers along with their activity to ensure that they are not in violation of sanctions resolutions.**

On heightening scrutiny

9. **The Panel reiterates its recommendation that Member States ensure that port and relevant authorities engage in higher scrutiny of lighters and floating cranes in view of their use in ship-to-ship transfers with Democratic People's Republic of Korea vessels, including verification of the origin and documentation of their cargo, particularly in locations that have registered the presence of Democratic People's Republic of Korea vessels.**

10. **The Panel recommends that any Member State receiving coal shipments for delivery or trans-shipment take enhanced measures to validate the documentation accompanying those shipments.**

11. **The Panel recommends that Member States remain vigilant regarding the movement of vessels trading in restricted or banned commodities, in particular in waters where illicit ship-to-ship transfers have been known to occur.**

(Misuse of embassy properties)

12. **The Panel recommends that Member States be alert to possible efforts by the Democratic People's Republic of Korea diplomatic missions to use their property for extracting illegal revenues.**

(Luxury goods)

13. **The Panel reiterates its recommendation that the Committee prepare a more detailed list of prohibited luxury goods (where possible, with specific Harmonized System commodity codes) for consideration by the Council.**

14. **The Panel reiterates its recommendation that Member States encourage their business entities and nationals exporting luxury goods to include a contractual provision to prevent resale to sanctioned jurisdictions.**

15. **The Panel reiterates its recommendation that Member States harmonize their export control lists to reflect the list of prohibited luxury goods.**

16. **The Panel reiterates its recommendation that Member States and relevant organizations encourage shipping and transportation companies to provide thorough systems for checking consignees, bearing in mind the risk of trans-shipment.**

(Labour)

17. **Member States should continue to exercise vigilance in screening all categories of visa applications by nationals of the Democratic People's Republic of Korea, and to exercise vigilance throughout the staying period, in order to prevent the circumvention of the requirement to repatriate nationals of the Democratic People's Republic of Korea earning income overseas.**

18. **As current legal and administrative frameworks did not enable several Member States to implement the obligations pursuant to paragraph 8 of Security Council resolution 2397 (2017), the Panel recommends that, if considered applicable, Member States should take the necessary legal steps, including the amendment of existing legislation or the adoption of new legislation, to enable the implementation of these obligations.**

19. **Noting that in paragraph 8 of resolution 2397 (2017) the Security Council required Member States to submit final reports by March 2020, the Panel reiterates its recommendation that Member States submit implementation reports pursuant to the requirement in that paragraph and encourages each Member State to include substantive information in its implementation report.**

(Finance)

20. **The Panel encourages Member States to implement the Financial Action Task Force standards, with special attention given to recommendation 15, that to manage and mitigate the risks emerging from virtual assets, countries should ensure that virtual asset service providers are regulated for anti-money-laundering and counter-terrorist financing purposes, and licensed or registered and subject to effective systems for monitoring and ensuring compliance with the relevant measures called for in the Financial Action Task Force recommendations.**

21. **The Panel continues to recommend that Member States work to address opaque corporate registration rules and regulations that may afford anonymity to entities of the Democratic People's Republic of Korea**.

(Unintended impact of sanctions)

22. **The Committee should continue its efforts for the prompt resumption of a stable banking channel for humanitarian activities by identifying several options for bank transfers.**

23. **The Panel notes the usefulness of biannual briefings by the relevant United Nations entities on the unintended impact of sanctions on the civilian population and on their operations within the Democratic People's Republic of Korea and recommends that the Committee continue this practice**.

24. **The Panel recommends that the Security Council continue to address issues and processes that affect the mitigation of the unintended adverse impacts of sanctions on the civilian population of the Democratic People's Republic of Korea and on humanitarian aid operations to benefit the vulnerable population of the Democratic People's Republic of Korea and overcome the consequences of the COVID-19 pandemic.**

25. **The Committee should continue to streamline the processes and procedures for applying for exemptions under the terms of Implementation Assistance Notice No. 7, as well as updating the Implementation Assistance Notice when appropriate.**